

Gisèle Lalonde

Jusqu'au bout!

Jusqu'au bout!

Gisèle Lalonde

BIO
103

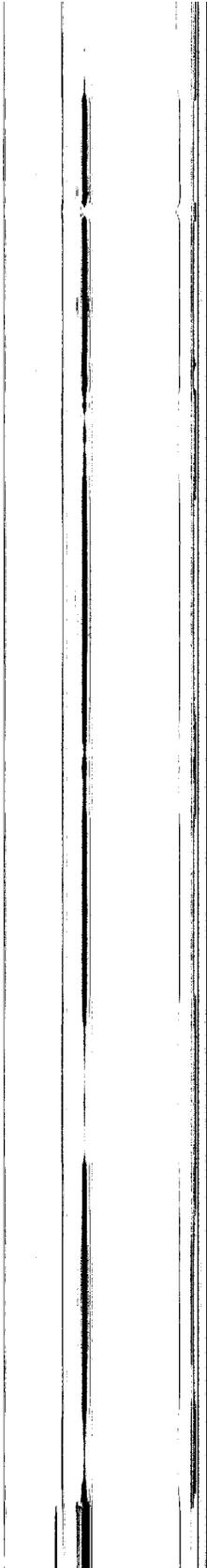


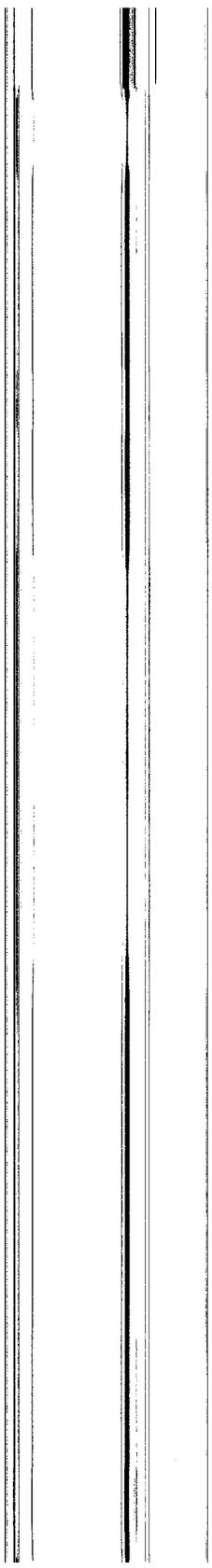
L.E.
N

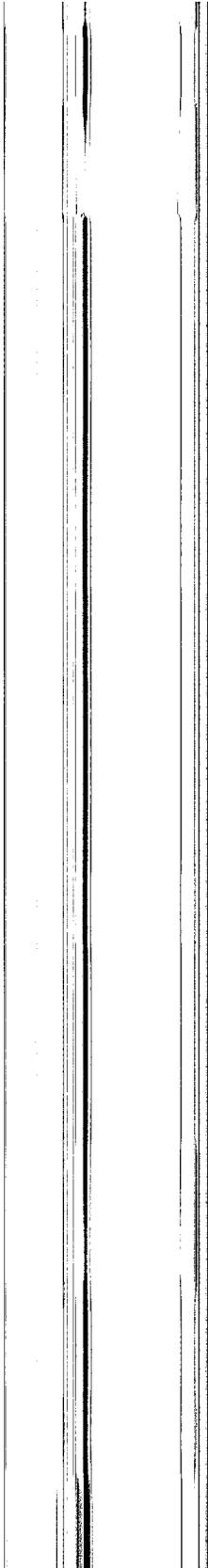


Don de Patricia Leduc

Régionale Samuel-de-Champlain Inc.
Société Franco-Ontarienne
d'histoire et de généalogie







Jusqu'au bout!

À Lucienne et Annette,
deux grandes amies
deux grands Français qui
ont travaillé tellement fort
pour l'association de la France
contre le sida
Grâce à vous
mai 2003.

Gisèle Lalonde

Jusqu'au bout!

préface de Yolande Grisé

LE
Nordir

*Catalogage avant publication de la Bibliothèque nationale du Canada
Lalonde, Gisèle, 1933-*

Jusqu'au bout! / Gisèle Lalonde; préface de Yolande Grisé.

Autobiographie.

ISBN 2-89531-035-1

*1. Lalonde, Gisèle, 1933- 2. Canadiens français – Droits – Ontario.
3. Canadiens français – Éducation – Ontario – Ottawa. 4. Canadiens
français – Ontario – Ottawa – Biographies. 5. Ontario – Biographies.*

I. Titre.

FC3096.26.L34A3 2003 971.3'8404'092 C2003-901307-3

F1059.5.09L34 2003

Correspondance:

Département des lettres françaises, Université d'Ottawa
60, rue Université, Ottawa, Ontario K1N 6N5
Tél. (819) 243-1253 - Téléc. (819) 243-6201
lenordir@sympatico.ca

Mise en pages: Robert Yergeau

Synthèse, réécriture et correction des épreuves: Jacques A. Côté

Photographie de la couverture: Alain G. Dagenais / Studio Vanier.

Le Nordir est subventionné par le Conseil des Arts du Canada,
par le Conseil des arts de l'Ontario et par Ottawa. En outre, Le Nordir
reconnait l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du
Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ)
pour ses activités d'édition.

Dépôt légal: premier trimestre 2003

© Gisèle Lalonde et Le Nordir, 2003

ISBN 2-89531-035-1



PRÉFACE

À QUICONQUE CHERCHERAIT un héros qui puisse l'entraîner hardiment sur les sentiers de l'aventure, on éprouve l'envie de dire: «Lisez le présent ouvrage. Vous y trouverez un modèle de chez nous, un chef hors du commun, une figure inclassable parmi les personnages qui ont marqué la vie publique au Canada.» Ce héros est, en fait, une héroïne: un être aux mérites éclatants, une femme d'action hors pair. Elle s'appelle Gisèle Lalonde.

Modeste de nature, cette battante-née serait embarrassée par tous ces qualificatifs. Première citoyenne de langue française à siéger comme maire en Ontario, elle préférerait sans doute répondre à notre éloge par la fameuse réplique de sa pugnace homologue Charlotte Whitton, première femme à occuper un poste de maire au Canada (à Ottawa, en 1951): «*Whatever she does, woman must do twice as well as any man to be thought of just half as good... luckily it's not difficult.*» («Quoi qu'elle accomplisse, une femme doit faire deux fois mieux qu'un homme si elle veut passer pour au moins de moitié aussi compétente que lui... heureusement, ce n'est pas difficile.»)

Quel homme – voire quelle femme – de l'Ontario aura réussi à susciter, en des circonstances aussi ingrates que les aléas de la «cause Montfort», des marques si spontanées d'appréciation dans tout le pays, à s'attirer une pluie d'honneurs tombée d'un large horizon, si rafraîchissante après la traversée du désert? Une *annus mirabilis* (année merveilleuse) a coiffé le parcours de cette ardente animatrice au terme d'âpres luttes menées avec et pour les siens dans le plus intègre désintéressement, avec persévérance, détermination, jovialité, confiance et succès pour affirmer le dynamisme des francophones de l'Ontario et raffermir au sein de la majorité canadienne le respect des droits intangibles d'une communauté de langue française.

Et, à la suite du cycle herculéen de ses travaux, cette femme d'exception – prodigue de sa personne au point de s'être épuisée par son plus récent exploit (l'affaire Montfort) – a su trouver au tréfonds d'elle-même la volonté et l'énergie d'évoquer pour nous les souvenirs de son existence. Aventure pour le moins vertigineuse que cette vie turbulente qui se rapproche davantage d'un chantier en

PRÉFACE

perpétuelle effervescence, bourdonnant de mille et une activités au service des autres, que du parcours de la militante typique, fût-ce la plus accomplie.

La foi, dit-on, peut déplacer les montagnes. Gisèle Lalonde en est non seulement convaincue pour en avoir fait maintes fois l'expérience dans de nombreux projets, mais elle en a fait la démonstration devant le Canada comme devant les plus incrédules de ses compatriotes, avec le maintien de l'Hôpital Montfort. Sa croyance absolue dans la justice lui a permis de déplacer des montagnes d'inertie, d'indifférence, de mauvaise foi, d'ignorance, d'envie et d'embûches. Elle a forcé la main au gouvernement de la plus riche des provinces canadiennes, qui a dû respecter des acquis modestes et légitimes, essentiels à la communauté franco-ontarienne.

Le récit qu'elle offre de sa vie aux accents parfois rocambolesques forme une sorte d'épopée moderne où s'animent vaillamment nombre de héros dans le quotidien d'une famille, d'une paroisse, d'un quartier, d'une petite ville – la plus dense du pays –, d'une communauté en butte à des vents contraires, larguée sur un immense territoire, d'une francophonie lilliputienne aux prises avec de puissants géants trop souvent insensibles à la condition d'autrui. Le point de vue adopté est le plus subjectif possible, et l'on s'en réjouira. Avec son franc-parler, son style au verbe syncopé et le rythme des épisodes qui surgissent précipitamment sous sa plume, Gisèle Lalonde ne cherche pas à faire œuvre littéraire. Ni biographe ni mémorialiste, elle nous livre plutôt un témoignage: celui d'une existence humaine jalonnée de luttes et de défis, d'angoisses et de déceptions, de joies et de réussites. Une vie, en somme, qui prend tout son sens dans la solidarité. Ce témoignage est aussi porteur d'un enseignement pour tous et toutes, petits et grands: améliorer la condition humaine coûte que coûte, en exploitant le moindre filon de nos talents.

Leçon exemplaire d'abnégation dans la joie de vivre toutes les dimensions du destin humain. Tel se présente ce testament moral, que Gisèle Lalonde confie aux générations de demain. Un magnifique héritage pour les siens, pour la francophonie, pour le pays.

YOLANDE GRISÉ

7 février 2003

AVANT-PROPOS DE L'AUTEURE

*Il n'y a rien de plus grand que de donner sa vie pour
celles et ceux qu'on aime et de défendre une cause juste.*

UN OU UNE FRANCOPHONE, engagé(e) dans sa communauté, vivant dans une situation de minoritaire, donne jour après jour énergie, efforts, santé et argent pour que les siens puissent continuer à vivre en français dans leur province et qu'ils soient respectés partout dans le pays.

Après plus de cinquante ans de lutte constante, plusieurs amis et leaders de la communauté m'ont encouragée à écrire mes souvenirs d'une enfance survenue à une période importante de notre histoire.

Ils voulaient aussi que je partage mes expériences de mère de famille et d'éducatrice, de politicienne et de mobilisatrice d'une communauté. Je voulais que mes enfants, Richard, André et Guy, non seulement se rappellent le visage public de leur maman, mais également se souviennent de l'amour profond d'une mère qui les a toujours soutenus, et qui est fière d'eux. Je tenais aussi à ce que mes petits-enfants, Patrick, Sébastien, Cédric, Francis, Marc, Véronique et Geneviève, inspirés, encouragent les jeunes de leur génération et la suivante à continuer la lutte afin que les francophones de l'Ontario soient considérés comme des citoyens de première classe et reconnus comme des Canadiens à part entière dans ce pays. Tous doivent comprendre que la marche vers l'égalité doit se poursuivre. Je souhaite que les francophones en milieu minoritaire soient tous fiers de notre belle et noble langue française, de leur identité culturelle à conserver, et qu'ils se souviennent de leurs racines, de leur histoire franco-ontarienne et de l'héritage qu'ils ont reçu.

Ce livre relate des épisodes de jeunesse qui montrent que j'étais une enfant comme les autres, qui a grandi avec les

restrictions morales qui existaient dans les familles et les écoles canadiennes-françaises catholiques de la Deuxième Guerre mondiale et de l'après-guerre.

Je débordais de vie et je n'étais pas aussi obéissante que mes parents et mes professeurs l'auraient voulu. Une scolarité accélérée et l'absence de mon père pendant sept ans, à cause de la guerre, ont marqué mon enfance. Je recherchais une attention constante et je manquais d'affection au sein d'une famille extraordinaire, catholique et française. Tout comme les jeunes d'aujourd'hui, je voulais qu'on m'écoute, car j'avais tellement de choses à dire et à raconter. Je manquais souvent d'oreilles «écoutieuses». Mes bonnes amies se devaient de m'écouter souvent. Plus souvent qu'à mon tour, je parlais, commandais, voulais accomplir des choses. Le temps me manquait.

Pour m'inciter davantage à écrire ce livre, on me disait que j'avais vécu des expériences extraordinaires comme éducatrice, politicienne, fondatrice d'institutions et leader communautaire dans ma paroisse, dans ma ville, dans ma région et sur les plans provincial, national et même international. Aujourd'hui, après cinq ans de lutte pour sauvegarder un acquis, le seul hôpital francophone universitaire en Ontario et au Canada à l'ouest du Québec, et après avoir sillonné toute la province et le Canada, je me sens épuisée.

Je crois maintenant que je peux m'asseoir et écrire ces lignes qui, je l'espère, vous intéresseront.

Je veux démontrer que, durant toutes ces années du XX^e siècle et du début du XXI^e siècle, les francophones de l'Ontario ont reçu du gouvernement ontarien de petites et, parfois, de grosses miettes qui nous ont permis d'avancer. Nous avons vécu des luttes extrêmement difficiles. Le premier ministre de l'Ontario, William Davis, et un ministre conservateur, Thomas Wells, ont souvent répété que nous avons avancé, Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes, grâce à notre détermination, à notre persévérance, à notre courage et

JUSQU'AU BOUT

à notre travail. Nous l'avons montré dans la lutte acharnée pour sauvegarder l'Hôpital Montfort, un acquis depuis 43 ans. Comme le disait mon amie Yolande Grisé, l'auteure de la première anthologie littéraire franco-ontarienne: «Il est excitant de vivre dans une province où l'on est minoritaire: on n'a pas le temps de s'ennuyer.» Il faut continuer, il ne faut jamais lâcher!

Enfin, je veux remercier Gilles, mon mari, qui était un avant-gardiste pour comprendre, dès les années 60, le rôle qu'une femme pouvait jouer dans la société. Il a toujours été à mes côtés. Il m'a encouragée et soutenue au cours de ces 48 années vécues ensemble et, sans lui, je n'aurais pas pu en accomplir autant!

Bonne lecture!

GISÈLE LALONDE
janvier 2003

JUSQU'AU BOUT!

LE 21 DÉCEMBRE 1999: aujourd'hui, c'est l'anniversaire de naissance maman. Il y a vingt ans qu'elle est décédée. Il fait froid dehors. Étendue sur le divan, je pense... Comment en suis-je arrivée là? Je ne dors plus la nuit. Je souffre d'épuisement professionnel, de *burnout*. Oui, la question me revient constamment: Comment en suis-je arrivée à être si lasse, si fatiguée? Pourtant ce ne sont pas les avertissements qui ont manqué: tous mes parents, mes amis, les médecins me le prédisaient. «Tu en fais trop», me disaient-ils. Je les entendais, mais ne les écoutais pas. Je répondais: «Soyez sans crainte. J'ai de l'énergie à revendre.» Qui aurait pensé que je me serais effondrée durant une conférence de presse, moi, une personne si forte? Je me suis même mise à pleurer... moi qui ne pleure jamais!

Vrai, ce n'était pas un point de presse comme les centaines d'autres auparavant. Il était très spécial. Laissez-moi vous le raconter.

Depuis février 1997, presque trois ans s'étaient écoulés, depuis l'annonce, par la Commission de restructuration des services de la santé en Ontario (CRSSO), de la fermeture du seul hôpital universitaire francophone de l'Ontario. On m'avait demandé de diriger un mouvement communautaire désigné sous le nom de SOS Montfort. Depuis près de trois ans, Michel Gratton et moi, aidés de Jacques Blouin, nous acharnions à soulever une communauté qu'on disait amorphe et prête à rendre l'âme. Comme on s'était trompé! Cette communauté franco-ontarienne répondait à mon moindre cri, à mes appels de détresse... Elle était là, 10 000 de ses membres, le 22 mars 1997, pour contester la décision du gouvernement Harris. Pendant un an, j'ai multiplié les conférences de presse, les discours, les interventions à la radio, à la télévision, auprès des journaux de la région et des médias francophones et

anglophones de tout le pays, même sur le plan international. Et le gouvernement ontarien n'avait rien compris.

L'Hôpital Montfort était un acquis de 43 ans. Pas question de le perdre! Dès le début, j'avais prononcé ces paroles que je répéterai sans cesse: «Il faut se tenir debout! Il faut aller jusqu'au bout! S'il faut aller en cour, nous irons.» Et en anglais: «*No retreat, no surrender! We will never abdicate.*» Et nous sommes allés en cour. Nous avons gagné! Trois juges de la Cour divisionnaire de l'Ontario, dont deux anglophones, ont rendu un jugement unanime en notre faveur. À Queen's Park, n'ont-ils rien compris?

Le 13 décembre 1999, il y a huit jours, la Commission décidait d'en appeler de ce verdict. Pourtant ce jugement était basé sur la Constitution canadienne, la Charte des droits et libertés, et la Loi sur les services en français en Ontario.

Il me fallait maintenant leur crier bien fort qu'ils n'avaient rien compris. Montfort était un enjeu national, puisqu'il s'agissait des droits d'une minorité de langue officielle. Ne comprenaient-ils pas toute l'importance de leur «appel» pour la survie du Canada? Ils refusaient de nous donner notre place dans cette province découverte et habitée par des francophones bien avant les anglophones, une province qui est la nôtre depuis des siècles, une province que nous avons aidé à bâtir de peine et de misère, dans les coins les plus reculés, de Hearst à Windsor, de Penetanguishene à Wawa, de Sturgeon Falls à Hawkesbury... Oui, je connais ma province. Je l'ai parcourue tant de fois pour parler et réunir nos francophones afin de les inciter à se tenir debout devant l'adversité, à ne jamais reculer. Je les aime tellement, je donnerais ma vie pour ces gens qui ressemblent à mon père, qui croient être nés pour un petit pain et qui comprennent maintenant qu'ils ont des droits qui leur appartiennent.

Oui, aujourd'hui, je pense à maman, à papa et à tous ces jeunes de leur temps qui ont sacrifié leur vie, leur santé ou leur jeunesse pour sauver le Canada durant les deux guerres mondiales, et à leurs enfants qui ont continué à lutter avec les

JUSQU'AU BOUT

casques bleus... N'ont-ils pas manifesté suffisamment leur allégeance, leur loyauté pour pouvoir vivre en français, ici, au Canada? Ce 13 décembre 1999, à chaque fois que je mentionnais le nom du premier ministre du Canada, j'étouffais... Le gouvernement fédéral nous avait-il délaissés? Ça ne se peut pas. N'est-il pas responsable du respect de la minorité de langue officielle? Non, ils n'ont rien compris, ni à Toronto ni à Ottawa. Ils veulent nous traiter comme un simple groupe de pression, pourtant, ne sommes-nous pas un des peuples fondateurs de ce pays?

Il faut que je m'arrête... Je vais craquer! Il ne faut surtout pas qu'ils aient l'impression de nous avoir vaincus par essoufflement. Gisèle Lalonde est forte, elle est énergique, elle va guérir et elle va remonter aux barricades, et elle va leur montrer encore une fois de quel bois se chauffent les Canadiens français.

Depuis deux ans que les médias me demandent où je puise mon énergie, ma force de caractère, mon grand désir de lutter pour les droits de la francophonie. Quelles sont les personnes qui m'ont influencée dans ma vie?

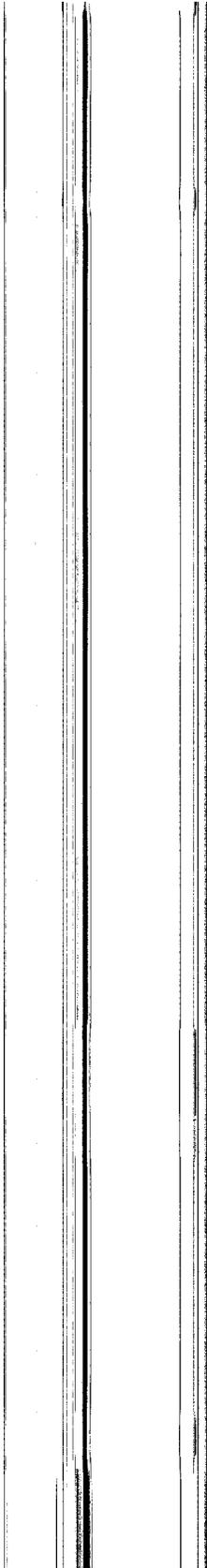
Alors, ce matin, je me lève, je saisis une plume et une feuille de papier, et je prends la résolution de leur répondre, de dire au grand public qui est Gisèle Lalonde, et pourquoi je suis prête à lutter JUSQU'AU BOUT!

G. L.

TABLEAU DES PRINCIPAUX SIGLES

Association canadienne d'éducation (ACE)
Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF)
Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO)
Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO)
Association française des conseils scolaires de l'Ontario (AFCSO)
Association française des municipalités de l'Ontario (AFMO)
Association des médecins de langue française du Canada (AMLFC)
[Association des municipalités de l'Ontario –
Association of Municipalities of Ontario (AMO)]
Conseil des affaires franco-ontariennes (CAFO)
Commission de la Capitale nationale (CCN)
Conseil d'éducation franco-ontarienne (CEFO)
Conseil des écoles séparées catholiques d'Ottawa (CESCO)
Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques (CFORP)
Centre national des Arts (CNA)
Centre de recherche en civilisation canadienne-française
de l'Université d'Ottawa (CRCCF)
Commission de restructuration des services de santé en Ontario
(CRSSO)
Fédération des communautés francophones
et acadienne (FCFA) du Canada
Fédération des femmes canadiennes-françaises de l'Ontario
(FFCFO)
Filles de la Sagesse (f. d. l. s.)
Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC)
Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOCF)
Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton (MROC)
Ontario School Trustees' Council (OSTC)
Télévision éducative de langue française en Ontario (TFO)
Télévision éducative de l'Ontario (TVO)
Zone d'amélioration commerciale (ZAC)

VIE FAMILIALE
ET VIE PAROISSIALE



MON ENFANCE

MES ORIGINES

Je suis née le 28 juin 1933, en pleine dépression économique, dans une municipalité majoritairement francophone – Eastview, devenue Vanier et maintenant Ottawa. Mon prénom, Gisèle, vient d'un roman que ma mère a lu et bien aimé. Il signifie «très douce» ou «flèche».

Pourquoi ai-je vu le jour dans cette petite ville de la banlieue d'Ottawa? Dès 1914, au début de la Première Guerre mondiale, mon père s'inscrit à 19 ans dans l'armée canadienne. Ovila Deschamps, orphelin depuis l'âge de deux ans et demi, achètera une maison, rue John à Eastview, à son retour d'Europe comme militaire. Cette rue se nomme aujourd'hui Deschamps, en l'honneur de mon père et de mon frère Gérard, qui a été préfet apostolique puis évêque en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Ma mère, Alice Gravelle, demeure près d'Ottawa. On l'a baptisée en 1897, à l'église Saint-Joseph d'Orléans. Alice fréquente une école publique de langue anglaise, comme toutes les petites Canadiennes françaises de son temps qui vivent dans une localité à majorité anglophone.

André Laporte, le père de ma belle-sœur Florence, me révélera plus tard que lui et plusieurs petits francophones de son coin apprennent leur catéchisme en français grâce à ma grand-mère Gravelle. De plus, elle leur tricoteait des mitaines et des bas.

La famille Gravelle déménage à Eastview. Ma grand-mère y ouvre une épicerie, à l'angle de Marier et Main (aujourd'hui Carillon). Après la guerre, Alice se marie avec Ovila dans la belle église Notre-Dame-de-Lourdes, une réplique du sanctuaire de Lourdes en France. Le prêtre qui bénit leur mariage

GISÈLE LALONDE

oublie de l'inscrire au registre à Toronto. Ce sera problématique quand, devenu militaire, mon père voudra remettre à ma mère son allocation d'épouse. (L'armée lui suggérera de se marier devant un ministre du culte. Mon père, si catholique, refusera.) Heureusement, le curé Edmond Ducharme rectifiera le tout, avec un affidavit signé par plusieurs témoins du mariage. Plus grande, je taquinerai mes parents à ce sujet. Je disais à maman: «J'aurais tant aimé aller à vos noces! J'aurais pu être bouquetière.» Ma mère rougissait et me criait: «Vas-tu te taire? S'il fallait que quelqu'un t'entende!» Si religieuse, elle se scandalisait de tout. Mon père gardait le silence et souriait.

Rue John, j'ai été très malade. D'abord une pneumonie double. Puis, la coqueluche en même temps qu'une inflammation de poumons, ensuite la rougeole. D'après maman, j'ai failli mourir plusieurs fois. Couchée sous une tente confectionnée de draps blancs, je respirais la vapeur qui s'échappait de plats d'eau bouillante étalés autour de mon lit. Je me rappelle la garde-malade anglophone, de la Métropolitaine, qui venait me voir à la maison. À sa vue, je me mettais à hurler: «*No nurse!*» Je n'avais que trois ans et déjà j'affirmais mon caractère.

Un autre moment fort de la rue John: mémère Marengère, une bonne vieille voisine qui me visitait souvent. Un jour, sérieusement malade, elle quitte son domicile en ambulance pour l'Hôpital Saint-Vincent. N'est-ce pas toujours triste et inquiétant de voir quitter une personne que l'on aime dans ces véhicules blancs à sirène? Par ce beau matin d'hiver, maman m'installe tout près de la fenêtre pour que je voie mémère, par la tirette de la fenêtre double. Le soir, ma pneumonie s'aggrave parce que j'ai pris froid. Ma mère se culpabilisait de cette rechute. C'est pourquoi je m'en souviens.

De cette brève période de mon enfance, je revois mon père de retour tard de son travail de commis-voyageur chez Loeb, très fatigué mais souriant. Il s'assoit au pied de mon lit, après un échange de mots d'encouragement, et dit son chape-

JUSQU'AU BOUT!

let et ses prières, puisqu'il était tertiaire de Saint-François. Dans un tel contexte, j'ai vite appris mes prières! Il me racontera qu'il avait peur de me perdre, mon petit frère Wilfrid, le premier-né, étant mort d'une pneumonie à deux ans et demi. Plus tard, lorsque mes enfants tomberont malades, mon père me répètera: «Souviens-toi que le bon Dieu nous prête nos enfants.» De ces années, rue John, je suis restée plutôt chétive, sans appétit et très maigre. Je me faisais souvent taquiner. On m'appelait même «Skinny». Mais je vous dis que je n'ai jamais, au grand jamais, manqué d'énergie!

En janvier 1937, la famille Deschamps déménage sur le chemin Marier, coin Overton (maintenant Montfort). Vous verrez que Montfort est un nom associé à toute ma vie. Mes parents achètent un restaurant et un dépanneur. Ils versent six cents dollars pour un immeuble de briques rouges, construit au début du XX^e siècle, toujours aussi solide: une des plus vieilles constructions de Vanier.

Ma mère travaille dans ce restaurant, de 7 h du matin à minuit. Au début, mes sœurs trop jeunes ne peuvent l'aider. J'en ai deux: Reina, de huit ans mon aînée, et Cécile, qui a six ans de plus que moi. Mon frère Gérard me devance de quatre ans. Plus tard, Cécile aidera ma mère et prendra soin de la maison en faisant le ménage avec moi; toutes deux, nous remplacerons ma mère au restaurant afin qu'elle puisse préparer les repas.

TOUT UN CHOC!

En 1939, la Deuxième Guerre mondiale éclate après une longue dépression. Mon père, né un vendredi 13, ne manque jamais d'ouvrage. Au contraire, il a toujours dit qu'il a eu beaucoup de chance dans sa vie. Un jour, choc terrible! il arrive chez nous en uniforme militaire; il s'est enrôlé comme vétéran dans l'armée canadienne.

Le médecin voulait qu'il obtienne un travail aux heures régulières, car son dos et ses reins commencent à le faire souffrir.

GISÈLE LALONDE

Il a pensé au service militaire, comme vétéran de la Première Guerre mondiale; et il s'est rendu au bureau de recrutement de l'armée, à Ottawa, sans en parler à personne (pas même à ma mère!). Mon moral en prend un coup, car j'adore mon père. Il part d'Ottawa où il avait travaillé quelques mois comme gardien sur la Colline du Parlement (les soldats y remplaçaient les agents de la GRC). Il va garder les prisonniers allemands, à Farnham (Québec), à Monteith (Nord-Est ontarien) et à Medicine Hat (Alberta). Nous le voyons très rarement. Il a un *furlough* (une permission de deux semaines) une fois l'an. Il nous rapporte différents objets fabriqués par les prisonniers allemands. Une fois, il nous a apporté, aux filles, une bague dont la pierre avait été fabriquée dans un manche de brosse à dents. Il parle en bien des prisonniers, qui aiment vivre au Canada où ils sont bien traités. Les prisonniers ont également inséré un beau bateau dans une petite bouteille que l'on expose fièrement dans notre salon. Pour nous, c'est une grande merveille! On montre cela à tous nos amis, fiers d'avoir reçu un cadeau des Allemands contre qui nous guerroyons!

À Farnham, papa obtient un laissez-passer pour venir nous voir de temps à autre; toute la famille l'attend fébrilement. Cécile et moi nous rendons à l'ancienne gare Union, où nous sommes témoins de scènes troublantes. Des parents crient et pleurent en voyant leur époux, leur fils, leur père revenir du front, étendus sur des brancards, assis dans des fauteuils roulants, poussés par des ambulanciers et des membres de la Croix-Rouge. Certains ont la tête bandée, d'autres sont aveugles ou boiteux. Pour nous, de la famille, c'est aussi la désolation, car mon père ne peut venir à Ottawa avec sa «passe de fin de semaine». Nous apprendrons plus tard que, dans ses temps libres, papa confectionne un grand tapis qu'il a dessiné lui-même et qu'il a brodé avec de la laine pour remettre en cadeau à maman. Cette toile représente «Bathurst près de la mer», au Nouveau-Brunswick, où il a passé une bonne partie

JUSQU'AU BOUT!

de son enfance. Il y a plus de 1 500 heures de travail dans ce chef-d'œuvre artisanal, terminé en décembre 1949. Lorsque mes parents viendront s'installer dans ma propre famille en 1972, ils me remettront ce tapis, maintenant encadré, qui occupe une place d'honneur dans mon chalet, à Montpellier.

De retour de la gare sans papa, Cécile et moi pleurons à chaudes larmes. Maman aussi. Pour moi, ces pleurs sont toujours accompagnés de fièvre et d'indigestions. Ma chambre, ce qui ne m'aide pas, est située juste au-dessus du restaurant. J'entends jusqu'à minuit les chansons du Soldat Lebrun: «L'adieu du soldat», «Viens t'asseoir près de moi, petite amie», «Ton petit kaki», «Je suis loin de toi, mignonne». Heureusement que les chansons ne sont pas toutes tristes. Je connais par cœur celles de La Bolduc et de Jeanne d'Arc Charlebois; elles me calment et me redonnent le sourire. J'imites Jeanne d'Arc avec son «Tarzan» chanté sur le bout de la langue, et je fais rire tout le monde. Malheureusement, je n'ai jamais appris à turluter.

En temps de guerre, les familles sont rationnées: il faut des coupons pour acheter de la viande, du beurre, du thé, du café, du sucre. Tout est envoyé aux soldats. Au restaurant, nous avons très peu de choses à vendre. Les compagnies nous laissent une couple de caisses de «liqueurs», une ou deux boîtes de tablettes de chocolat. Maman tient le coup. Elle est vraiment une femme d'affaires!

LA BONNE CHANSON

À cette époque-là, à l'école comme dans les foyers, *La Bonne Chanson* est à l'honneur. Les familles canadiennes-françaises nanties achètent la série de l'abbé Charles-Émile Gadbois ou certains cahiers, dont *Les cent plus belles chansons*. Plus tard, mon beau-frère Jean-Jacques Gratton me remettra, à chaque fête, un de ces beaux cahiers reliés en cuir. Le plus beau cadeau possible du temps. J'ignore si le père Gadbois

GISÈLE LALONDE

était conscient de l'importance de ses recueils de chants pour les francophones minoritaires. Des chants comme «Restons français», «Tenons tête à l'orage», «Sa Majesté la Langue française», «La prière en famille (Quand notre Laurentie...)», «Le vieux sapin» et «Le Carnaval de Venise» chanté à plusieurs voix, m'inspireront tout au long de ma vie. Ces chansons furent l'outil par excellence pour contrer l'assimilation, aimer et cultiver la langue française et surtout se réjouir en groupe ou en famille. Des chansons de France – «Ma Normandie», «Le rêve passe», «La Paimpolaise», etc. – trouvent place dans ces recueils de chants, et deviennent des morceaux appréciés, interprétés par les chorales d'adultes et d'enfants. Nous savions tous au moins une strophe de «La Marseillaise»; à l'époque, nous appelions la France notre mère patrie. Nous rêvions de visiter Saint-Malo, La Rochelle et les villes mentionnées dans les chants folkloriques.

À part le journal *Le Droit*, nous n'avons que la radio, qu'on écoute religieusement. Mes chanteurs préférés sont Rollande Desormeaux, Lucille Dumont, Robert L'Herbier et Tino Rossi. Plus tard, ce sera le beau Michel Louvain, bien plus jeune; ma chanson préférée est «Un certain sourire». Nous avons tous nos programmes favoris: «Jeunesse dorée», «Le faubourg à m'lasse», «La fiancée du Commando», «Les Joyeux Troubadours», «Un homme et son péché», «Les Carabins», «Nazaire et Barnabé», «Le ralliement du rire» avec Ovila Légaré et ses histoires un peu salées. Je tire de cette dernière émission des histoires à raconter lors des réunions familiales. L'émission de radio de maman, c'est le chapelet du soir. Quand elle en a la chance, elle ferme le magasin et exige notre présence à ces doux moments de méditation et de calme. Tout excitée, j'attends l'émission suivante. Il n'y a rien comme les bonnes parties de hockey des Canadiens de Montréal. Six équipes évoluent dans la Ligue nationale de hockey et je connais le nom des joueurs de toutes les équipes.

JUSQU'AU BOUT!

DÉPART DE REINA

Mon enfance est perturbée par plusieurs départs et l'absence de mon père. Reina quitte le foyer et son travail au Service civil, à l'édifice Jackson, pour devenir religieuse des Filles de la Sagesse, congrégation fondée par saint Louis-Marie Grignon de Montfort. J'ai alors 11 ans et Reina 19, lorsqu'elle entre au couvent. Fille au grand cœur, elle est toujours gaie. «Y'a rien là!» Elle aime les gens; plus pauvres ils sont, plus elle les aime. Cette jolie fille aux cheveux longs auburn et aux yeux bruns avec de beaux cils possède aussi une très belle voix. Les garçons de son âge l'admirent. D'où notre grande surprise quand elle nous apprend son entrée au couvent! Pourtant, c'est une action très réfléchie de sa part. Elle indique dans son journal personnel qu'elle pensait depuis longtemps à sa vocation, justifiant son refus l'année précédente d'acheter un manteau de fourrure à la suggestion de maman: «Là où je serai l'an prochain, je n'en aurai sûrement pas besoin.» Son grand ami Daniel, parti outre-mer, lui avait donné un chapelet. Elle demande à papa et à Cécile de le lui remettre. La famille perd son rayon de lumière, «son petit rossignol» selon sœur Théodore, directrice de la chorale, qui a certes influé sur la décision de ma sœur. À 19 ans, ses premiers vœux prononcés, Reina ou plutôt sœur Alice de Saint-Gérard (prénoms de ma mère et de mon frère) quitte le Canada pour la Colombie (Amérique du Sud).

À son retour neuf ans après, Reina – maigre, à la santé chancelante, sa belle personnalité disparue – semble brisée. Repos de courte durée, hélas! Ses superviseurs l'envoient immédiatement en Espagne (elle parle espagnol) fonder un jardin d'enfants. Elle participera à l'inauguration d'une première maison des Filles de la Sagesse à Madrid. Encore après sept ans, elle fait un autre court séjour au Canada, puis elle repart pour la Papouasie, où mon frère évêque Gérard a fondé le diocèse de Daru-Kiunga. Elle y demeure jusqu'en 1975. De

GISÈLE LALONDE

retour au pays, elle deviendra aveugle après l'ablation d'une tumeur au cerveau.

Reina a raté les événements marquants de ma vie: la réception de mon diplôme, mon mariage, la naissance de mes enfants et la mort de papa. Mais on s'écrivait; depuis son retour au Canada, j'essaie de m'en rapprocher. Je vais la visiter. Aujourd'hui, elle se mêle à nous lors des fêtes et anniversaires.

UN AUTRE DÉPART

Inspiré par le père Dufresne, vicaire à Eastview, mon frère Gérard nous annonce à 11 ans qu'il poursuivra ses études au Juniorat (montfortain) de Papineauville et qu'il envisage la prêtrise. Sa décision ne me surprend pas. Gérard est intelligent, bon enfant, généreux et très obéissant. S'il riait un peu plus... Il prend tout au sérieux. Autre défaut: il n'accepte pas la défaite. Comme moi. Il se devait d'être ainsi pour développer une mission dans un des coins les plus reculés du globe. Il a mis sur pied deux diocèses et a passé plus de 41 ans en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Revenu au Canada en juin 2002, après une opération, il était fatigué mais satisfait du travail accompli en cette lointaine Papouasie. Je le considère, même s'il est plus âgé que moi, comme l'un de mes fils; pour mes fils, il est un frère!

Petite, je vais le voir jouer à la balle au parc Riverain. Parfois, cet excellent lanceur s'exerce avec moi. Sa balle file à vive allure. Les balles sifflent de chaque côté de ma tête. Il ne faut pas me plaindre à ma mère, si je veux continuer à jouer avec lui. C'est ainsi qu'il m'apprend à persévérer et à endurer pour réussir.

Je dois à mes parents et à Gérard d'avoir développé ma dévotion pour la Vierge. Mon frère vient passer ses vacances d'été à la maison lorsqu'il est junioriste. Tous les soirs, il me demande de réciter le chapelet avec lui en répondant de ma chambre.

JUSQU'AU BOUT!

Je vais voir avec lui, au cinéma Eastview, des films de cow-boys mettant en vedette Roy Rogers, Gene Autry et Hopalong Cassidy. Durant la guerre, le cinéma est économique. La semaine, nous payons avec un ustensile de cuisine telle une cuillère de métal, que les Alliés font fondre pour fabriquer des munitions.

Pendant les six années de Gérard à Papineauville et son année de noviciat à Nicolet, la famille passe ses Jours de l'An dans un parloir, en pique-nique. Les aspirants à la prêtrise font d'énormes sacrifices. Il ne va pas de soi de s'éloigner des siens dès l'âge de 11 ans.

AMITIÉS D'ENFANCE

J'ai de bonnes amies qui viennent d'excellentes familles: ma grande amie, Ninette Richer, et les quatre sœurs Lemay: Jeannine, Laurette, Gertrude et Georgette. Elles fréquentent l'école Samuel-Genest, dans la paroisse Saint-Charles. Leur rue (Longpré) fait partie d'un boisé où nous jouons et cueillons fraises, framboises, mûres, et surtout de bonnes cerises qu'on déguste et qui rendent la langue épaisse, rugueuse. On se bâtit une cabane avec des branches et des feuilles, et on s'y conte des peurs. Nous aimons jouer en équipe, à une variante de la cachette qui dure longtemps.

Plus vieille, j'aime aussi la «briguedine», semblable au baseball, jouée avec une balle de tennis et une planche. Nous allons au bâton et s'il y a trois morts, on peut sauver notre équipe. Il faut un circuit et trois «petites» (c'est-à-dire aller de la plaque au premier but trois fois). Rue Overton, mon frère casse souvent la vitre de salon de madame Alberti, notre voisine d'en face. Ma mère prend alors de l'argent de la caisse enregistreuse pour remplacer la vitre brisée.

La fin de semaine, Ninette va au chalet au Lac-des-Plages. Je trouve le temps long. Il y a trop de différence d'âge avec mes sœurs. Je rejoins donc maman au restaurant; j'excelle

GISÈLE LALONDE

dans le service à la clientèle. À six ans, je prépare des cornets à 5 cents. Maman me montre à remettre la monnaie sans calculatrice. Maman répète: «C'est avec des cents que l'on fait des piastres.» Elle donne l'exemple: travailler fort pour réussir. Elle nous trouve toujours quelque chose à faire. Encore aujourd'hui, je me sens très mal à l'aise assise à ne rien faire. Si quelqu'un me voit, je me lève automatiquement, même à l'entrée de mon mari!

La mère de mon bon ami, Eugène Touchette, m'invite à souper une fois par semaine. Elle me fait un blanc-manger au chocolat. Que c'est bon! Moi si excitée, je peux m'asseoir des heures sur leur perron à converser avec Eugène et sa mère, dans le calme. M^{me} Touchette est une grande écouteuse et j'ai toute l'attention voulue. De temps à autre, elle me regarde avec ses petits yeux perçants, tout en tricotant. Un art qu'elle m'enseigne avec patience.

Après la mort de M. Touchette, sa famille déménage et a de la difficulté à placer dans le camion la grosse chaise berçante blanche de la véranda. J'offre à M^{me} Touchette d'acheter sa belle chaise. «Une piastre et je te la laisse.» Je cours au restaurant et demande une piastre. Maman croit que j'ai brisé une vitre. Elle me donne l'argent et je reviens avec une grosse chaise berçante de jonc blanc. Je m'endors le soir dans cette chaise confortable.

Petite anecdote révélatrice des mœurs du temps. Ma sœur Reina a un ami très sérieux qui vient la voir les «bons» soirs. (En ce temps-là, une jeune fille distinguée ne voyait son cavalier que les mardis, jeudis, samedis et dimanches.) Un beau dimanche après-midi, le petit ami se vante, avec raison, d'avoir acheté un magnifique fauteuil à son père, pour la rondelette somme de 350 \$, pour la fête des Pères. «350 \$! m'écrié-je, vous êtes fou d'avoir payé si cher! Moi, j'ai acheté la plus belle chaise du monde pour une piastre de M^{me} Touchette.» Imaginez l'émoi créé chez ma sœur aînée.

Tous les dimanches après-midi, je chaperonne Reina et son ami, dans le grand salon, jusqu'à ce qu'elle me demande

JUSQU'AU BOUT!

de chanter. Un de ces jours, elle me glisse la même requête. «Non, lui dis-je, je ne chanterai pas, mais je vais réciter.» J'apprends la diction à l'école avec Lucille Mayer: il faut parler fort, bien articuler avec énormément d'expression. Alors, je commence d'une voix très forte, à grand renfort de gestes: «Les animaux malades de la peste, fable de La Fontaine...». Si vous connaissez la longueur de cette fable, vous comprenez que ma sœur m'en a voulu longtemps.

De la récitation, je passerai au théâtre! Au début des années 40, il faut créer notre propre divertissement. Reina se fait auteure et productrice de théâtre. Adolescente, elle écrit le scénario d'«Ensevelis sous la neige». Cécile l'aide à confectionner les décors. Elles utilisent des draps blancs pour imiter la neige. Nous présentons ces pièces dans notre garage. Il faut apprendre nos textes par cœur. Des planches sur des caisses de boissons gazeuses servent de bancs. Nous avons un bon éclairage: une lumière qui pend au plafond; des lumières de Noël et des lampes de poche! On réclame un cent et on joue à guichet fermé. En plus, moi, je vends de la limonade, un cent le verre. Une fois la pièce terminée, maman nous oblige à remettre l'argent aux spectateurs! Moi, je me sauve avec l'argent de la limonade!

MON ÉDUCATION SCOLAIRE

J'ai commencé l'école à cinq ans et j'ai seulement dix ans à la fin de ma 8^e année. Puisque Cécile m'a montré à écrire, à compter et à lire – avec liaisons bien faites – en jouant à l'école, au bout de deux mois en 1^{re} année, avec sœur Élisabeth, je monte en 2^e avec Maria Bérubé. Je fais ma première communion cette année-là. Je saute la 3^e année et je passe en 4^e avec Rhéa Wolfe. L'année suivante, on me fait sauter la 5^e année. Je pleure; j'aurais aimé être avec sœur Aurélie. Il fallait faire de la place, car certaines classes étaient trop nombreuses. En 6^e année, M^{lle} Laframboise (excellente en français et en his-

GISÈLE LALONDE

toire) m'enseigne. Je revois sœur Aurélie en 7^e année. Je l'adore; c'est elle qui me donne vraiment le goût de l'enseignement. Un jour, elle prépare une pièce sur Marguerite Bourgeoys et me dit: «C'est de valeur que tu sois si petite, Gisèle, car c'est toi que je prendrais pour faire Marguerite. Tu ferais une bonne maîtresse d'école.» Finalement, Paulette Sabourin l'incarnera. Les paroles de sœur Aurélie restent gravées dans ma mémoire.

On me fait passer mes «examens» pour la 8^e année. Mon cours primaire incomplet me préparait mal à un problème de raisonnement et je n'avais jamais très bien appris les fractions. Tout de même, je me prépare en vue des fameux tests acheminés de Toronto. Avec ma mémoire photographique, j'apprends tout par cœur. Toutefois, je manque de contrôle musculaire: je ne peux pas bien écrire avec les plumes droites qu'on doit saucer dans les encriers remplis d'encre bleue. Alors, sœur Omer m'envoie quelques matins en première année chez sœur Élisabeth, pour y apprendre à mieux écrire. Cette dernière me fait asseoir à son bureau, c'est moins humiliant.

À l'époque, toutes les écoles de l'Ontario français sont bilingues. Nous possédons des manuels anglais dans toutes les matières excepté le français, l'histoire et la religion. Les livres de ces matières nous arrivent du Québec. Dès la 1^{re} année, nous avons le livre de lecture en anglais *Peter, John and Mary*. En 9^e, je commence à étudier le latin avec *Latin for Today* et, plus tard, *Latin for Secondary Schools*. Imaginez: apprendre une troisième langue en passant par une deuxième langue non maîtrisée. Ce n'est jamais facile pour les francophones qui ne viennent pas du Québec.

Nos bons professeurs nous enseignent en français au primaire, avec des livres écrits en anglais. Il faut étudier la géographie dans le livre *Europe and Asia* en 8^e et 9^e année, et l'histoire avec *Britain and The Empire*. La situation persiste à mes débuts dans l'enseignement en 1951 et quand mes enfants

JUSQU'AU BOUT!

commenceront l'école au début des années 60. Mais à mon époque, la conversation en anglais commençait en 2^e année et la lecture et l'écriture en anglais, en 3^e année.

Revenons à mes examens du Ministère, tout en anglais: je vais donc les passer lors des deux dernières semaines de juin. Le frère Léopold, directeur chez les garçons, assure la surveillance des classes de jeunes filles. Il aime bien me taquiner. «Gisèle, tu as plus d'encre dans ta face que sur ta feuille.» Je rougis et j'ai encore plus chaud et plus d'encre sur le visage! Savoir qu'il me surveille me rend encore plus nerveuse. Gérard, revenu du Juniorat, m'attend avec son vélo, au coin du chemin de Montréal, pour me reconduire à la maison. La famille n'en revient pas que je puisse passer mes examens à dix ans, avec honneur! Mais je suis bien jeune pour le secondaire et je n'obtiendrai jamais de hautes notes en maths, surtout en algèbre. En géométrie, ça va un peu mieux. J'apprendrai les théorèmes par cœur.

Avec tout ce stress, j'ose dévoiler un secret: je me suis mise à vomir; j'avais des indigestions tous les soirs. Sinon, je me faisais vomir en mettant mon doigt dans la bouche. On ne connaissait pas l'anorexie. J'ai agi ainsi pendant deux ans. Je pesais 47 livres à 9 ans. Je crois aujourd'hui que je voulais rester petite pour obtenir plus d'attention. J'étais anémique. Je n'en parlais pas, car je ne croyais pas aux dangers qu'une telle situation comporte. J'avais toujours un serrement au thorax et je ne me sentais jamais bien dans ma peau. J'ai compris ce comportement durant la crise de Montfort, où le stress m'a vaincue et où j'ai pris le temps de revoir ma vie depuis mon enfance, de pardonner, de comprendre pourquoi ma mère et les professeurs avaient agi souvent durement avec moi – pourtant, elles avaient été si bonnes également – et, enfin, je comprenais pourquoi je me dépensais toujours sans compter, m'oubliant moi-même.

Durant les courtes années de mon cours primaire qui inclut alors la 9^e et la 10^e année, nous faisons obligatoirement

GISÈLE LALONDE

partie de l'organisme «Les avant-gardistes», mouvement culturel et religieux fondé par le curé Edmond Ducharme et sœur Marie-Louise, la directrice de l'école. À Montfort, nous portons toutes une robe noire, un collet et des poignets bleus (signes distinctifs; toutes les autres écoles imposaient des collets et poignets blancs). Pour les grandes occasions comme les processions, nous portons au cou une grosse médaille de la Vierge, suspendue à un large ruban de satin, blanc et bleu. Nous chantons «Nous sommes les enfants de l'école Montfort...» à tue-tête lors des rassemblements scolaires. Bien droites, regardant le drapeau bleu du Sacré-Cœur (et non l'Union Jack), nous récitons par cœur «Le serment au drapeau» devant un étendard fleurdelisé. Mais on ne dit pas «Je me souviens», car c'est la devise du Québec. Voici le texte:

Serment au drapeau

*À mon drapeau, je jure d'être fidèle!
À la race qu'il représente du Canada français, j'apporte mes
[services.
À sa foi, sa langue et ses institutions
Je promets d'être dévoué(e).
À ses enfants, mon franc respect.
À sa justice, mon fier appui.
À ses progrès, mon fier concours.
À ses produits, ma préférence.
À ses héros, sa noble histoire, son sol fécond,
[tout mon amour!*

Puis, on entonne «Notre-Dame du Canada» ou un autre chant religieux et patriotique qui provient de *La Bonne Chanson*. De plus, tous les vendredis, chacune des classes se prépare pour une réunion de la «section juvénile», fondée par l'Oncle Jean, du journal *Le Droit*. Une fois par mois, au sous-sol, chaque classe présente son numéro. Avant les vacances de Noël,

JUSQU'AU BOUT!

nous avons mimé en chantant «La dernière bûche», de *La Bonne Chanson*. Je fais Jean le gueux et mon amie Fernande Cyr joue Jean Misère; à un moment donné, elle enlève sa mante de guenilles pour se transformer en Jésus. Fernande, vêtue d'une belle longue robe blanche, suscite des frissons avec sa voix forte, claire et juste. Ces petites pièces avant Noël sont une excellente manière de nous insuffler le goût du partage et de l'amour des plus démunis.

Chant des élèves de l'école Montfort

(Les avant-gardistes)

auteur: Père Edmond Ducharme, s.m.m.

*Nous sommes les enfants de l'école Montfort
Joyeuses, nous allons où le devoir appelle
Suivant notre idéal, nous voguons vers le fort.
Ô Vierge Immaculée, active notre zèle.*

Refrain:

*Ô Phare merveilleux,
Douce Reine des cœurs,
Soutiens notre avant-garde, dans le chemin des cieux.
Au devoir, nous allons, avec le vrai bonheur,
Gardant ton souvenir dans notre cœur pieux.
Agir toujours pour Toi,
C'est notre loi!*

LE JOURNAL *LE DROIT*

Victor Barrette, alias l'Oncle Jean, journaliste bien connu, veut promouvoir la langue française et développer un leadership chez les jeunes francophones de l'Ontario. *Le Droit* a été fondé pour aider à lutter contre le Règlement 17 et sa devise demeure «L'avenir est à ceux qui luttent». Mon père nous disait: «C'est notre journal, il faut en prendre soin.»

GISÈLE LALONDE

L'Oncle Jean est responsable de la page des enfants où apparaissent les procès-verbaux, rédigés par des élèves, des réunions des sections juvéniles de Hearst, de Kapuskasing, de Windsor, d'Ottawa ou d'ailleurs en province. Ces rapports créent des liens amicaux, mais aussi compétitifs, car on veut surpasser ses amis du nord ou du sud de la province. Ottawa ou Windsor entre en compétition avec Rockland ou Eastview. Il faut toujours faire mieux. La devise de notre école est: *Excelsior cum Maria* («Toujours plus haut avec Marie»).

On chante, on récite et on écrit des pièces en «français». Récompense ultime, les plus belles compositions parviennent à l'Oncle Jean. La parution de son texte dans *Le Droit* constitue la fierté des jeunes, des professeurs et des parents. Monsieur le curé et les membres de la Société Saint-Jean-Baptiste nous récompensent. Ma mère a tellement de ces statues reçues en prix de l'école qu'on appelle son bureau son «ciel». Les professeurs se font un devoir et un orgueil d'envoyer les plus beaux textes de leurs élèves au *Droit*. Je ferai de même, comme enseignante; l'Oncle Jean n'y est plus, mais *Le Droit* consacre toujours une page aux enfants. Lorsqu'un ou une élève de ma classe gagne des trophées, M. Gauthier, le directeur, communique avec *Le Droit*.

LES CÉLÉBRATIONS PAROISSIALES

Les grandes fêtes se passent dans la vieille salle paroissiale, près de l'ancienne église Notre-Dame-de-Lourdes. Ce lieu de rencontre est si accueillant, avec sa fournaise à bois au centre qui remplit la salle de fumée en un rien de temps. Nous avons le grand concert annuel, en plus de la fête du curé le 16 novembre. Je fais partie de la chorale dirigée par sœur Théodore du Christ-Roi. Le chant «Le Carnaval de Venise» est un succès inégalé pour la chorale des filles. Chez les garçons, chorale dirigée par le frère Pierre-Alphonse, c'est «La marche des p'tits oignons». Gilles, mon futur époux, en fait partie, avec son

JUSQU'AU BOUT!

frère Yvon. Parfois, je chante des solos. Pour la fête des Mères, je chante «Le divin mot» composé par sœur Céline. Tante Antoinette me confectionne une belle robe de petit lainage rose pour interpréter ce chant. On joue également des pièces dramatiques. Moi, je suis plutôt bonne pour jouer la comédie. Reina Simon, Renée Martin, Berthe Roberge et moi faisons bien rire le monde avec le chant mimé «Les commères de par chez nous».

MA ROUTINE À LA MAISON

J'aide ma mère comme je le peux. En l'absence de papa et de Gérard, c'est moi qui monte une chaudière de charbon le matin et le soir pour la fournaise située au premier étage. J'accomplirai cette tâche pendant de nombreuses années. Je suis le p'tit gars de la maison! Maman, qui a pitié de moi, me donne 1 \$ par semaine. J'ouvre un compte à la Caisse populaire Notre-Dame-de-Lourdes au sous-sol de la chapelle. J'ai amassé une très belle somme durant toutes ces années! À mon mariage, je paie avec «mon argent de charbon» une bonne partie de la facture de ma robe de nocces.

LA RELIGION DANS MA VIE D'ENFANT

La religion occupe une grande place dans ma vie d'enfant. Tout tourne autour de la paroisse et de l'école catholique, fréquentée par tous les francophones. Les principes inculqués dans ma jeunesse, c'est que Dieu m'aime. De mon père Ovila, j'apprends que Dieu m'a toujours donné ce dont j'avais besoin. J'ai besoin de Lui et j'aime m'entourer des gens qui partagent ma foi; c'est réconfortant et naturel de se rencontrer au moins une fois par semaine. La paroisse est une grande famille dont je suis membre. La prière fait partie de ma vie – pour moi, la messe est la plus belle prière – et je me tourne vers Jésus lorsque j'ai besoin d'aide ou lorsque j'obtiens un succès

GISÈLE LALONDE

inespéré. À l'école, on apprend que pratiquer sa religion, c'est vivre sa vie en aimant tout le monde, en aidant les autres et en les respectant: voir Jésus dans l'autre. Travailler, c'est prier, bien s'amuser et chanter, et nulle difficulté ne nous arrête quand notre cause est juste. Il faut que les autres bénéficient de nos talents. Pour moi, c'est ça la foi.

En 9^e et 10^e année, je deviens lectrice à la messe des enfants, le dimanche à 8 h 30. On nous distribue un livret de prières. Quelques filles récitent une phrase et tout le monde répond. Je lis l'épître, les prières spéciales. Un dimanche, le vicaire, le père Leury, parle du baptême dans son homélie. Il amorce son sermon en disant: «...et le prêtre prononce les paroles: Au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit...» Comme les sermons finissent toujours ainsi, nous, les filles en arrière, nous levons et crions: «Récitons le symbole des Apôtres...» Filles et garçons suivent. Le père Leury n'a pas le choix: son homélie se termine après une seule phrase. On n'arrête pas six cents enfants qui crient à tue-tête. Mes lectures à l'église me permettront plus tard de prononcer des discours devant des centaines, voire des milliers de personnes.

Après la messe dominicale, nous recevons une carte de la directrice qu'il faut apporter à l'école pour confirmer notre présence à la messe. À cinq ans, au début de l'année scolaire, j'oublie ma carte à la maison, et même si je suis assise à côté de sœur Élisabeth, la directrice me donne le martinet. Elle me faisait tellement peur! Ma mère est un peu frustrée, car recevoir le martinet à cinq ans... mais elle me dit simplement: «Ça t'apprendra une autre fois de ne pas l'oublier.» C'était la mentalité du temps: les parents appuyaient toujours les professeurs. Il était même préférable de nous taire, pour éviter une autre punition à la maison.

J'aime beaucoup lire sur la vie des saints, les enfants de Fatima et la petite Bernadette. Voir le film *Le chant de Bernadette* après avoir lu le livre, c'est extraordinaire! Plus tard, la vie de Jeanne d'Arc, mon idole, aura le plus grand effet sur

JUSQU'AU BOUT!

moi. Imaginez une jeune fille qui, avec une poignée d'hommes et l'aide de Dieu, chasse les Anglais hors de France. Pouvez-vous voir ce qui trotte dans la tête d'une petite Franco-Ontarienne?

LE CARÊME

Le Carême est une période dure à traverser... surtout pour une fillette qui demeure dans un restaurant. C'est si difficile de ne pas boire de boisson gazeuse ou de ne pas manger de chocolat. Mais il faut s'en abstenir pendant quarante jours. Le matin du Samedi saint, je surveille l'horloge dès 11 h. Maman nous fait attendre les cloches de l'Angélus à midi pour notre première tablette de chocolat et notre premier Coke. Elle dit que les cloches reviennent de Rome. C'est la fin du Carême!

LE JOUR DE PÂQUES

Un bon matin de Pâques, mon oncle Georges est chez nous avec ses quatre enfants. Papa et lui partent chercher, à la rivière Rideau, de l'eau de Pâques avant le lever du soleil. Chacun apporte une bouteille vide qu'il prend soin de bien laver, revient avec son eau, dépose sans bruit les bouteilles ouvertes sur le comptoir et retourne se coucher. Gérard sert la messe au couvent à six heures, puis revient à la maison. Sans doute énervé par la famille agrandie, il sent le contenu des bouteilles, s'aperçoit que c'est de l'eau, et murmure: «Ça prend-tu du monde imbécile pour mettre de l'eau dans des bouteilles de "liqueur"!» Il jette l'eau dans l'évier. Il a jeté l'eau de Pâques et, à voir l'air piteux de papa et de mon oncle déçus, il se sent vraiment coupable. Plus tard, on rira de la mésaventure et on taquinera papa. Maman a réponse à tout: «C'est à vous de choisir de meilleurs récipients.»

Le dimanche de Pâques, plus un chapeau est original, plus il est beau! Nos chapeaux enrubannés sont ornés de fleurs,

GISÈLE LALONDE

parfois d'un petit oiseau ou de grosses boucles de ruban d'organdi. On sort nos gants et nos souliers blancs parce que la Ville d'Eastview, du maire Donat Grandmaître, a bien nettoyé le chemin de Montréal pour la grande fête. À la maison, la joie règne, dans le partage avec la famille démunie de mon oncle – et les boissons gazeuses et le chocolat!

INONDATIONS À EASTVIEW

Le niveau de la rivière Rideau monte, les glaces forment des embâcles. L'eau monte sur le chemin de Montréal et les rues voisines, pénètre dans les sous-sols et monte parfois à l'étage. Pour quelques jours, nous sommes vraiment isolés de la capitale nationale par la rivière Rideau. L'eau monte également dans le ruisseau et les marécages, où se trouvent aujourd'hui le Motel Concorde et la Place Lafontaine.

Un peu plus vieille, je fréquente le Pensionnat Notre-Dame de Lourdes, à l'est du chemin de Montréal. Je donne des sous à un jeune pour qu'il me fasse traverser dans une cuve qu'il fait avancer au moyen de rames de chaloupe. Cette période de l'année est un cauchemar pour les gens d'affaires et les résidants, mais les jeunes s'amuse, pendant que les adultes pleurent et se lamentent. Le printemps et ses inondations, c'est le temps le plus excitant de l'année!

LA FAMILLE DE PAPA

La famille, c'est sacré. Chez nous, la porte est toujours grande ouverte. La famille monoparentale de mon oncle Georges vit à Pembroke. Elle vient chez nous la veille de Noël, la veille de Pâques et durant les vacances d'été. Ils aiment se promener dans le restaurant. Tout nouveau, tout beau! Ma mère envoie Cécile et moi chez le marchand Laham chercher du linge et des espadrilles. Ils ne parlent pas beaucoup le fran-

JUSQU'AU BOUT!

çais, car leur mère était anglophone. Mais ils s'efforcent de parler français chez nous.

Mon père n'a qu'un autre frère: oncle Donat, d'Eastview. Tout comme mon petit frère Wilfrid, les autres frères de papa, Baptiste et Honoré, sont décédés très jeunes. Oncle Donat et son épouse, tante Laura, sont reconnus pour leur affabilité. Ils ne sont pas riches, car mon oncle est malade et ils ont huit enfants: Thérèse, Ronald, Rolland, Irène, Jeannine, Wilfrid, Claudette et Roger.

Mon frère et moi aimons parler hockey avec mon oncle Donat. Lorsqu'il parle de Maurice Richard, le héros de tous les Canadiens français, il prend un ton doux et solennel. Ses petits yeux brillent et Gérard est fier d'écouter son parrain parler de son héros. Mon père agira de la même manière avec ses petits-fils.

Tante Philomène, une des sœurs de mon père, se mêle souvent à nous. Elle qui toute l'année est calme et distinguée, oublie son âge à Noël et participe à toutes nos activités. C'est dans cette atmosphère familiale que je commence à chanter des chansons à répondre. J'imité surtout La Bolduc, mais on veut toujours que je chante «Catherinette» que je mime à ma façon. Puis, je raconte les fameuses histoires d'Ovila Légaré, à faire dresser les cheveux de ma mère sur sa tête.

L'aînée de la famille paternelle, tante Adèle, est la femme courageuse de l'Évangile. Elle a élevé ses petits frères dont mon père, ses deux fils qu'elle a eus avec son premier mari, les sept filles de son deuxième mari et les deux enfants qu'elle a eus avec lui. Pendant quelques années, elle aida son fils, Lucien, devenu veuf, à prendre soin de ses trois enfants. À mes yeux, tante Adèle est une vraie sainte, bien qu'elle fût assez dure avec mon père quand il était jeune. Elle demeure à Saint-Pascal-Baylon, vient à la ville plusieurs jours par semaine pour faire le ménage dans les bureaux de la compagnie Eddy. Elle marche de Hull à Eastview et vice versa. Jamais elle ne se plaint. Elle cachait son argent dans un jupon.

GISÈLE LALONDE

LA FAMILLE DE MAMAN

La famille maternelle maintenant. D'abord, ma cousine Alice Paquette, considérée comme une sœur. Chaque jour, très tôt le matin, notre petit chien noir Ti-Pit attend, couché, en avant du magasin. Il surveille la rue Montfort du côté est. Puis il reconnaît les jambes d'Alice, au coin de la côte Bradley et de la rue Overton, et il part à vive allure pour l'accompagner jusque chez nous. Elle aide maman, à qui elle ressemble physiquement. Elle turlute toujours la chanson «*Roll out the barreb*», tout en nous lavant le visage ou les mains ou en faisant le ménage. Elle met tellement de joie dans la maison.

Le dimanche après-midi, je passe la journée chez mon parrain et ma marraine, oncle Palma et tante Clémentine. Rita, l'aînée de la famille, nous amène au parc Kingsview, en bordure du parc Rideau, pour passer l'après-midi en pique-nique. Ses frères Marcel et Albert et ses petites sœurs, Marie-Anne et Colette, sont de la partie. Nous jouons à la balle ou au ballon captif. Puis on revient souper chez eux; ensuite, oncle et tante me reconduisent à la maison et rendent visite à maman, toujours fatiguée.

Fâchée contre ma mère, parfois je faisais un baluchon avec des vêtements et je partais en disant: «Je m'en vas d'icitte, j'en ai assez!» J'avais vu cela dans les bandes dessinées du *Droit*: «Annie Rooney, la petite orpheline». Gérard me suivait à bicyclette et me suppliait de revenir. «Je m'en vais chez tante Clémentine! Elle, au moins, elle m'aime.» Gérard me convainquait de revenir. Je n'étais pas heureuse, je ne me sentais pas acceptée à la maison par maman. Cécile n'avait pas de défauts; Gérard, c'était le seul garçon; Reina était partie au couvent; mon père était militaire; moi, j'étais la petite énervée. Je n'avais qu'un désir: me faire accepter telle que j'étais.

Le décès de tante Clémentine et oncle Palma m'a frappé comme la perte d'une deuxième mère et d'un deuxième père, peut-être même plus!

JUSQU'AU BOUT!

Tante Antoinette, la belle-sœur de maman, a des doigts de fée. Elle fait toutes mes robes des grandes occasions. À ma remise des diplômes, nous portons une longue robe blanche de style identique. Les religieuses me complimentent à maintes reprises.

Mon oncle Théodore travaille très fort pour faire vivre sa famille composée de quatre enfants qui parlent et entendent (Albert, Laurette, Maurice et Monique) et de quatre sourds-muets. Il n'y a pas d'école à Ottawa pour ces enfants, encore moins une école de langue française. Aubert, l'aîné, est allé étudier à Montréal tous les mois de septembre. Claudette, Jeannine et Arthur doivent se rendre à Belleville, près de Toronto. Ils doivent laisser leur famille pour recevoir leur éducation en anglais, dans un milieu totalement étranger. Ils réussiront tout de même à travailler au gouvernement fédéral. Monique deviendra aussi une de mes bonnes amies.

Une autre sœur de maman demeure chez nous: tante Rosalba. Elle a traversé des moments pénibles dans sa vie. Elle a perdu tous ses beaux cheveux longs et ses cils. Elle demeure dans sa chambre à écouter la radio, excepté pour prendre ses repas et venir écouter avec maman l'émission *La famille Plouffe* ou prendre une tasse de thé. Elle demeure avec mes parents jusqu'à quelques mois avant sa mort.

Enfin, le dernier frère de maman, oncle Émélard, est plus jeune. Il m'a donné le missel de ma première communion, que j'ai conservé.

LES FÊTES

Chez les Canadiens français, la fête bat son plein au Jour de l'An. On se rend chez mémère Gravelle et oncle Émélard, qui offre du petit blanc à ses invités. C'est le bon repas canadien: tourtières, ragoût de pattes de cochon et de bonnes boulettes, dinde, beignets et gâteau aux fruits. Roger Paquette, mon cousin, commence toujours le bal avec la chanson à

GISÈLE LALONDE

répondre «Je l'aimais tant, ma belle-mère». Puis son frère Rolland et son épouse Yvette continuent avec un duo: «Bonjour M^{lle} Cécile»; ensuite mon père se fait prier un peu, se lève et, avec l'aide d'un verre de petit blanc, entonne des chansons à répondre tout en faisant la danse à deux (une danse à claquettes qu'on appelle *stepper*). Pour calmer tout le monde, Cécile récite «Les mamans» de Théodore Botrel, qu'elle a apprise avec M^{lle} Berthelet qui enseignait la diction. Tout le groupe finit par chanter du folklore, comme «Sur la route de Berthier», «Bonhomme» ou «Prendre un p'tit coup, c'est agréable». Avant de quitter la maison, mes oncles demandent à mon père de chanter «Un Canadien errant»; là, tout le monde pleure. Ce chant est suivi de «C'est dans l'temps du Jour de l'An»; là, tout le monde rit.

LA BÉNÉDICTION DU JOUR DE L'AN

Dès le matin du Jour de l'An, Reina, l'aînée, demande à mon père de nous bénir. Durant la guerre, papa nous envoyait sa bénédiction dans une lettre. Dans les familles Gratton et Lalonde, mon beau-frère Jean-Jacques et mon époux Gilles ont perpétué cette touchante tradition. Puis, aujourd'hui, je bénis les enfants avec Gilles et, immédiatement après la petite cérémonie, je me fais un plaisir de chanter «La bénédiction du Jour de l'An» en appuyant sur les mots «Fils de ma race, groupés sous mon toit, / De vos Anciens suivez la trace, demeurez Gardiens de la foi. / Sachez conserver les usages, légués jadis par les aïeux, / Sachez conserver le langage, notre parler mélodieux». Mes enfants et mes petits-enfants demeurent sérieux, me regardent, m'écoutent et comprennent mon message, surtout depuis la saga de l'Hôpital Montfort. C'est une autre manière de leur faire comprendre qu'ils ont reçu un bel héritage à conserver.

JUSQU'AU BOUT!

LA GÉNÉROSITÉ DE MAMAN

Maman est d'une générosité légendaire. Parlez à qui-conque l'a côtoyée lorsqu'elle avait son restaurant, on vous dira «qu'elle était donc bonne, cette madame Deschamps!». Je comprends, elle donne presque tous ses profits. «On l'emporte pas en terre, cet argent-là» et «Ce que l'on donne nous est toujours remis». Elle répète sans cesse ces deux dictons qui nous inculquent un esprit de don de soi et de générosité. Elle offre une «liqueur» aux gens qui travaillent pour la voirie ou qui ramassent les ordures. Lorsqu'une cliente accouche, ma mère nous envoie lui porter une boîte de chocolats. Quand la petite Hélène, enfant mentalement handicapée, vient au magasin, maman lui donne un cornet de crème glacée et nous devons faire de même en son absence. Lorsqu'une personne d'Eastview meurt, nous allons porter une carte au nom de la famille, au salon funéraire. Même si nous ne connaissons pas la famille éprouvée, il faut y aller. Elle laisse les gens acheter à crédit. Plus tard, lorsqu'elle aura fermé son restaurant, elle recevra une lettre anonyme avec un chèque, la remerciant pour avoir laissé une personne acheter à crédit dans les années 40.

MA PLUS BELLE JOURNÉE DE L'ANNÉE

Une fois par année, maman demande à quelqu'un de la famille de la remplacer au restaurant et elle et moi allons au parc Britannia dans un tramway qui file à vive allure à travers les bois à l'ouest d'Ottawa. Pour une fois, j'ai ma mère à moi toute seule. Cette sortie avec elle est ma plus belle de l'année. Il y a une belle place à Britannia, mais je ne peux me baigner car maman ne veut pas que je porte de maillot de bain. Elle est tellement scrupuleuse! Je lève ma robe assez haut pour me tremper les pieds. Elle s'assoit sur un banc et regarde les passants en me surveillant.

Quand elle est seule avec moi, je regarde ma mère d'un autre œil. Elle me semble toujours triste. Elle s'ennuie tou-

GISÈLE LALONDE

jours de quelqu'un: papa, Reina, Gérard et Wilfrid, qu'elle a perdu tout jeune. Pour lui changer les idées, je lui demande de raconter des anecdotes de son enfance. Elle en a toujours des nouvelles à me raconter. J'aime réentendre l'histoire de «la patate à tante Rosalba», sur un tour joué à ma tante par ses deux petits frères. La patate/«chauve-souris» lancée sur l'oreille de ma tante.

DEUX VOLS

Nous vivons au-dessus du restaurant. Une clochette accrochée à la porte d'entrée nous indique si quelqu'un entre dans le restaurant. Dans ce temps-là, on faisait confiance aux gens. Mais nous avons reçu la visite des voleurs deux fois. La première fois, je n'ai que quatre ans, papa descend avec un bâton de baseball. Je plains bien celui qui aurait été là! À la deuxième entrée par effraction, nous n'avons pas d'hommes chez nous. Mon père est dans l'armée et Gérard est à Papineauville. Reina fait la brave et descend. Elle voit le dernier voleur se sauver et maman appelle les policiers. Le chef de police Martel arrive en auto avec la sirène qui hurle en pleine nuit.

LES ANNIVERSAIRES

Un des plus beaux souvenirs que je garde de ma mère est lié au jour de mon anniversaire à mon adolescence.

Pendant que papa est au loin et Reina au couvent, maman fait toujours de notre anniversaire un jour très spécial. Pour Gérard et moi, nos fêtes se passent en été; nous sommes donc tous deux en vacances. Maman ferme le magasin très tôt, sans une seule hésitation, immédiatement après le souper. Le 28 juin 1945, Gérard et Cécile ont même composé une chanson en mon honneur sur l'air d'«Alouette, n'aie pas peur de moi». Cécile et Gérard alternent les strophes:

JUSQU'AU BOUT!

*C'est à ton tour, chère sœur,
Toi grande chanteuse d'Eastview
C'est aujourd'hui que l'on te fête,
Toi aimant le Coke si doux...*

L'esprit et l'ambiance familiale sont très forts. Nous sommes très solidaires. Mais comme mon père me manque! J'ai toujours une boule dans l'estomac et je ne me sens pas bien dans ma peau. J'ai toujours peur... de quoi? Je ne le sais pas...

LES VRAIS CHEFS DE LA FRANCOPHONIE!

Les vrais leaders, les vrais chefs du temps, dans tous les villages francophones de la province, sont les pasteurs avec l'aide de l'Ordre Jacques-Cartier, organisation secrète fondée à Eastview. Dans les élections civiques ou paroissiales, les curés et une poignée d'hommes font élire «leur homme» et tout se passe en français.

Mon curé (le père Ducharme) et quelques hommes d'Eastview (le maire Donat Grandmaître, l'homme d'affaires William Daoust, le député Daniel Nault et Louis-Philippe Poirier), quelques années plus tard, obtiennent de Toronto les subventions pour bâtir l'Hôpital Montfort et l'École secondaire d'Eastview. Ils disent un bon matin à M. Nault, sous-préfet d'Eastview: «Demain matin, tu deviens un conservateur, tu te présentes à l'élection provinciale, tu vas gagner et on va chercher à Queen's Park ce dont on a besoin.» M. Nault est élu député provincial, et nous obtenons ces deux institutions.

En ce temps-là, la foi est gardienne de la langue et la langue, gardienne de la foi. Sans ces bons curés de paroisses francophones et sans les congrégations religieuses, nous n'aurions jamais pu survivre en français au Canada. Le père Ducharme est non seulement un chef spirituel, mais aussi un vrai animateur culturel. Il est convaincu que Dieu est français.

GISÈLE LALONDE

Et il faut penser ainsi. Les traditions doivent se perpétuer. J'apprécie ce que le père Ducharme et les Filles de la Sagesse et mes parents ont fait pour moi. Ces personnes ont marqué ma vie de petite fille catholique et française.

MES LOISIRS DE JEUNESSE

Toute petite, durant les vacances de Noël, je savoure ma visite à la crèche de l'église Saint-François-d'Assise (Ottawa). Des centaines de personnages, d'animaux, beaucoup de moutons, un petit ruisseau, un train, des villages, un moulin à vent, de la musique de Noël et un petit Jésus de rêve d'enfant. Je termine cette visite en donnant des sous à un bel ange.

Le dimanche, nous marchons d'Eastview à la Colline parlementaire, les quatre enfants, où nous prenons souvent des photos. Plus tard, je vais avec plusieurs amies au Musée national de l'Homme. Semaine après semaine, nous revoyons les minéraux, les animaux, mais nous préférons les scènes d'autochtones revêtus de leurs costumes traditionnels dans leurs wigwams et leur environnement naturel d'autrefois. Les scènes sont tellement réelles et les costumes, fantastiques.

Durant toutes les saisons, nous pratiquons les sports, mon passe-temps favori. L'hiver, c'est le patin, le ballon sur glace et, adolescente, le ski alpin avec Claire Barbary et Marie-Paule Perrier. En été, c'est la balle, le tennis. Dans les tournois, je riais tellement que j'exaspérais mon partenaire, Gerry Beauchamp... et nous perdions.

Nos sorties habituelles incluent les prières du Mois de Marie en mai, du Mois du Rosaire en octobre et du Mois de Saint-Joseph en mars. Je suis pieuse et attentive lors des cérémonies religieuses, mais après... c'est le plaisir de revenir avec «les gars», de se taquiner. Au cours de ces sorties, j'apprends à connaître Gilles, mon futur époux, qui ne rate pas la chance de me voir et de me parler.

JUSQU'AU BOUT!

ÉVÉNEMENTS CULTURELS

J'ai une douzaine d'années lorsque le Centre récréatif est fondé par la Paroisse Notre-Dame-de-Lourdes. Cet édifice géré par la Société Saint-Jean-Baptiste est devenu, aujourd'hui, le Centre francophone. Dans ce temps-là, avec Louis-Philippe Poirier, suivi de Marcel Racine puis de Joffre Bélanger comme gérants, le Centre remplissait sa mission culturelle. C'était le carrefour de la communauté francophone où l'on se rencontrait pour des soirées familiales, sociales et artistiques. Je me rappelle les arènes scolaires – soirées de jeux questionnaires pour la jeunesse –, de grands artistes comme la famille Trapp après leur départ précipité d'Autriche, «Aurore l'enfant martyr» – pièce jouée par une troupe d'artistes de Montréal –, les nombreuses pièces jouées par Les Jeunes Laurentiens avec les Gratton, Léveillé, Desroches, Pitre et Tousignant, Lafleur et Dubois. Mon futur mari fabrique leurs décors et joue un rôle une fois, lui si timide! Je chante avec Claire Barbary, Claudette Houle et Fleurette Lemay «Le temps des pommes» à l'entracte. Nous avons confectionné des jupes de coton décorées de grosses pommes rouges. Nous jouons aussi Jeanne d'Arc avec la troupe, à Embrun, à Bourget et un partout.

J'aime la lecture. J'ai toujours un livre de la bibliothèque sous la main. Parmi eux, *Le petit page de Frontenac*, *L'oublié*, les livres de Laure Conan, *Maria Chapdelaine*, *La terre qui meurt* de René Bazin et tout ce qui parle de l'histoire de mon pays, de la terre, de ses pionniers, des colons courageux et des femmes courageuses et fortes qui ont défriché le territoire et fondé des familles nombreuses dans la misère et la pauvreté. Beaucoup plus tard, ce sera *Les filles de Caleb* et surtout *Julie Papineau*, mon livre préféré, dont je m'inspirerai durant la crise de Montfort. Quand je pense à la façon de traiter les francophones dans les années 1830, la révolte m'envahit, et cela me donne un regain d'énergie.

Mes amies et moi assistons également aux projections de films que les Frères des Écoles chrétiennes organisent à

GISÈLE LALONDE

l'Académie tous les dimanches après-midi. Plusieurs films sont à suivre d'une semaine à l'autre. Une fois par année encore, à l'Académie de La Salle, on assiste au spectacle de Peggy O'Neil, un professeur qui enseigne la danse à claquettes. Pour nous, c'était comme aller au Centre national des Arts (CNA) ou au cinéma aujourd'hui.

CKCH: NOTRE RADIO PRÉFÉRÉE

Je me souviens très bien des représentations du Théâtre Larocque à la radio de CKCH où nous pouvons entendre Collette Dufault Devlin, mon artiste préférée. Les sons émis par les bruiteurs nous émerveillent; on applaudit sur demande.

Les chorales des écoles ontariennes et québécoises exécutent quelques pièces de leur répertoire, le samedi à midi trente. On commence l'émission par la chanson «Quand tu chantes, jeunesse ardente». Un bon samedi, la chorale de Montfort y participe et je chante alors en solo «En traîneau». Marie-Paule Lalonde, ma future belle-sœur, interprète «La chanson de Florian».

Curieusement, maman et papa tenaient nos «exploits» (chanter à la radio ou arriver premier ou première en classe) pour acquis. Gérard, Cécile et moi arrivions parfois avec trois statues du Frère André, trois de Saint-Joseph, trois du Père de Montfort qu'on nous avait remises comme premier ou première de classe. Maman dit tout bonnement: «Mettez-les sur mon bureau dans ma chambre.» Quand Gérard obtiendra sa maîtrise à l'Université de Montréal avec une haute mention, ainsi qu'une licence en droit canon à Rome avec une note de 98 %, il ne recevra même pas de carte de félicitations de la famille! Chez nous, c'est comme cela: pas d'orgueil mal placé! Tu réussis, tu as du talent, remercie le bon Dieu!



Mon père, Ovila Deschamps, et ma mère, Alice Gravelle, se marient le 26 avril 1921, à l'église Notre-Dame-de-Lourdes d'Eastview. Il a 25 ans et elle, 23 ans. Mon père est revenu d'outre-mer en 1919.



La famille de ma mère, née Gravelle.
Assis à l'arrière: ma grand-mère Gravelle (Ozilia Lauzon),
Rosalba et mon grand-père, Jean Gravelle. Assis à l'avant: Théodore,
Alice (ma mère) et Palma.



Mon père, militaire et vétéran au cours de la guerre de 1939-1945. En médaillon: tableau d'artisanat (détails) que mon père a confectionné dans ses moments libres, dans l'armée. Il était tellement fier de l'afficher dans le restaurant à la vue des clients!



À l'âge de 8 ans, dans le bois situé à l'arrière du Juniorat de Papineauville. Je me suis mise toute belle pour venir voir mon grand frère Gérard!

Les deux sœurs de mon père:
tante Adèle et tante Philomène,
avec ma sœur Reina au centre.



Une dernière photo avec mon frère Gérard habillé en laïc, avant son
départ pour le Noviciat de Nicolet: Gérard, ma mère, Cécile, mon père
et moi dans notre salon, au-dessus du restaurant, chemin Marier à Vanier.
Je perds mon meilleur ami.



Lors d'un mariage, en 1955, devant le Chevrolet neuf de mon beau-frère Jean-Jacques: je suis entourée de ma sœur Cécile et de ma cousine Thérèse.



À gauche: tante Clémentine Gravelle, ma marraine. Elle est alors en résidence à l'Hôpital Montfort. Elle fut une deuxième mère pour moi.

Ma mère, assise sur un banc de parc à Britannia.
Cette sortie avec elle est ma plus belle de l'année.



Dans le jardin de mon oncle Donat, le parrain de Gérard: mon père, ma mère, Gérard, oncle Donat et tante Laura.



Mes cousines, Yvette et Pauline Lajeunesse, entourent ma sœur Reina à l'occasion d'un séjour à L'Orignal, où j'aimais passer mes vacances, adolescente.



J'accompagne ma sœur Reina
qui quitte Dorval pour
Madrid. Un autre départ!



Une demi-sœur pour moi:
Alice Paquette (née Besserer)
avec sa fille, Johanne.



À gauche, ma sœur Cécile
revêtue de son costume jociste.
Elle était mon mentor!

Avec ma robe de lainage rose.
J'ai onze ans et je viens de
chanter «Le divin mot» en solo
pour la fête des Mères.

Onze ans! C'est l'âge égale-
ment où ma crise d'adoles-
cence se manifeste...



MON ADOLESCENCE

MA CRISE D'ADOLESCENCE

Jusqu'à l'âge de 11 ans, je suis timide et attentive à l'école. Je pars à pleurer quand les professeurs s'adressent à moi. Il faut que je m'endurcisse. Je prends alors la résolution de ne plus pleurer et de me bâtir une carapace qui me protégera toute ma vie. Personne ne pourra plus me faire de peine. Et c'est à 11 ans que ma crise d'adolescence se manifeste.

À l'école, j'ai une amie inséparable, Berthe Roberge; nous nous encourageons à faire rire les autres. Je n'ai aucun problème de discipline avec sœur Théodore. Avec M^{lle} Laframboise, je m'essaie, mais, dès mon entrée en classe, elle me dit: «Gisèle Deschamps, sors avant de me déranger.» Et je sors dans le corridor à peu près tous les matins.

L'école Montfort est divisée en deux: un côté pour les filles et un côté pour les garçons. Un jour qu'on me met encore à la porte de la classe, je me retrouve avec un ami, Maurice Desjardins, également puni. Je lui dis: «Aide-moi, Maurice, on va jouer un tour à tes chums.» Dans ce temps-là, les gars portaient des *beanies* sur la tête – ils prennent un vieux chapeau d'homme, coupent le bord dentelé qu'ils retournent et y ajoutent des boutons, des médailles et les cousent sur le chapeau. Là ils sont vraiment à la mode! Aidée de Maurice, je remplis les petits casques d'eau – à chaque étage se trouve une chantepleure – et nous déposons les chapeaux sur les larges crochets, bien délicatement. Midi! La cloche sonne. Les garçons, sans tarder, décrochent leur *beanie* en toute hâte pour se couvrir la tête. L'eau brune, noire, coule sur leur visage, sur leurs vêtements et sur le plancher. Le frère enseignant accroche mon pauvre Maurice et lui donne une raclée. Sœur Théodore sort de l'autre classe, voit tout et comprend vite ce

GISÈLE LALONDE

qui s'est passé. Elle ne fait que me regarder, comme mon père à la maison, et j'ai honte d'avoir mal agi.

Toujours absente de ma classe, il me faut étudier beaucoup plus que les autres mon livre d'histoire *Britain and the Empire* pour passer mon examen. J'apprends tout par cœur. Je réussis tout de même très bien, à la surprise de M^{lle} Laframboise. Avec tous ces tours, je me sens plus acceptée des autres élèves, même si je suis plus jeune. On me prend moins pour le «bébé de la classe». Ça me donne confiance en moi-même.

Tous les mercredis soir, Berthe et moi faisons nos devoirs ensemble. À 20 h 30, elle vient me reconduire pour que je ne manque pas l'émission *Les Carabins* à la radio, avec Jean-Maurice Bailly. Nous faisons un petit détour pour rencontrer les jeunes scouts de Notre-Dame-de-Lourdes, qui reviennent de leur réunion hebdomadaire. Ils sont tous de bons amis. On rit et plaisante; il faut qu'à 21 h je sois rentrée au foyer, et c'est déjà trop tard pour maman, qui n'aimera jamais me voir sortir le soir.

INJUSTICE FLAGRANTE

Je dois reprendre ma 10^e année même si je l'ai réussie! On me dit trop jeune (j'ai 12 ans). Sœur Théodore me remettra mon diplôme l'année suivante, daté de l'année précédente, en me disant: «Je n'ai pas voulu cela, Gisèle, et je n'en suis pas responsable.» Ma sœur Cécile veut aller à l'école dire à la directrice ce qu'elle en pense. Avec cette année-là, j'aurais pu poursuivre mes études pour obtenir mon baccalauréat au Collège Bruyère. Ma mère l'en empêche et lui dit: «C'est vrai qu'elle est encore un bébé!» Et mon père de me répéter: «Nous sommes nés pour un petit pain. Fais ce que tu peux, mais n'oublie pas qu'on est minoritaire et c'est dur d'avancer dans la vie.»

Je me souviendrai toujours de ce beau dimanche matin. Je vais chercher Berthe Roberge pour la messe des enfants. Son

JUSQU'AU BOUT!

père, bon et doux, nous y conduit et nous ramène. Sa joviale mère, toujours très accueillante, m'offre des fruits et je déguste de bons raisins bleus avant la messe. La communion venue, je m'agenouille à la Sainte Table, revêts mes mains de la nappe blanche, selon la tradition, et au moment où le prêtre allait déposer l'hostie sur ma langue, bang! je reçois un gros coup sur le bras, asséné par Berthe, qui s'écrie: «Tes raisins!» Dans ce temps-là, il fallait être à jeun depuis minuit pour recevoir la communion. Je retourne à ma place sous le regard sévère du célébrant et de tous les jeunes, rouge comme un coq et essayant de ne pas éclater de rire. Berthe est bien fière de son coup!

En septembre 1946, je me dirige au pensionnat des Filles de la Sagesse, à Eastview, pour entreprendre mon cours classique. Je quitte mon amie Berthe, que j'aime comme une petite sœur; je ne la reverrai que beaucoup plus tard dans la vie. Je demeure un an pensionnaire. Année de paix, de calme. L'année suivante, je suis externe pour terminer mon secondaire.

Cet été-là avant mon entrée au couvent, comme pensionnaire, mon groupe d'amies et moi faisons les cent coups. Un soir, je déjoue mon père. J'appelle chez nous. Il répond et entend: «Bonsoir, monsieur Deschamps, ici le Service des travaux publics d'Eastview. Dans quelques minutes, nous devons couper l'eau dans votre quartier. On vous demande donc de prendre tous vos plats, votre cuve, tout ce que avez sous la main pour faire une réserve d'eau. Nous ne savons pas le temps que ça va durer. On s'excuse.» – «Merci bien de m'avoir informé», répond poliment mon père. Le lendemain, je vois des plats et des bouteilles remplis d'eau. J'avais complètement oublié le tour joué à mon père, la veille! J'éclate de rire. Mon père me regarde, prend les seaux et les vide sans un mot. Il n'était pas sévère, mon père.

GISÈLE LALONDE

MA VIE AU PENSIONNAT NOTRE-DAME-DE-LOURDES

Pensionnaire, je me fais vite des amies. Monique Nantel, Constance Sarrazin et Irène Carrière aiment bien rire: tout à fait mon genre. Sœur Elizabeth-Veronica, une religieuse toute jeune, est notre titulaire: elle est américaine, elle nous comprend et nous l'aimons bien. Elle parle le français mais nous enseigne le latin en anglais. Malheureusement, elle partira en janvier pour l'Afrique. Elle me remet son petit missel de première communion, *Key of Heaven*, que je serrerai souvent sur mon cœur.

Un jour, des ouvriers qui travaillent au couvent passent en traîneau tiré par deux chevaux. Ils nous accordent une balade, à Constance, Monique et moi. La directrice, sœur Gemma, nous fait signe de revenir... On lui fait bye-bye. Nous nous rendons à «Piggyville», derrière le couvent, où l'on élève des cochons. Les travailleurs s'y arrêtent et nous revenons. Pauvre sœur! Nous nous sommes excusées mais elle ne veut rien entendre. J'ai reçu un «10» – mauvaise note sur mon bulletin qui m'empêche de sortir le dimanche suivant. Je ne pourrai voir ma famille ce dimanche, de midi à 16 h.

Le dimanche, on m'appelle au parloir. Maman est devant moi. C'est la première fois de ma vie que je me souviens qu'elle m'ait embrassée. Nous sommes un peu gênées toutes les deux, puis je me suis mise à pleurer d'émotion. Dans beaucoup de foyers, on est gêné de montrer que l'on s'aime. Cela me marquera une bonne partie de ma vie.

Toujours en 1947 au pensionnat, notre classe prépare une pièce. Je joue Nigra, une petite servante noire. On me couvre de crème mélangée à du cacao. On m'en a trop mis et je lèche le tour de mes lèvres. On m'appelle «le petit chat». Chaque fois que je sors de scène, on me recouvre de cacao. Plusieurs actrices ne savent pas du tout leur rôle. Avec ma mémoire d'éléphant, je sais la pièce par cœur. On me renvoie continuellement avec un cabaret et des verres d'eau sur la scène

JUSQU'AU BOUT!

pour que je souffle les réparties. Les spectatrices rient. Les religieuses nous complimentent. Pour un soir, nous oublions que nous sommes pensionnaires dans un couvent.

LES JUMELLES DIONNE

Pauline et Thérèse Dionne sont pensionnaires avec nous. Elles sont les sœurs des fameuses jumelles Dionne. Le 11 février, en cette fête de Notre-Dame-de-Lourdes, au pensionnat on nous a réservé une grande surprise! Après le souper, trois des quintuplées Dionne font leur entrée et prennent part au défilé au flambeau jusqu'à la Grotte derrière le couvent. Nous revenons au réfectoire et l'une d'elles est assise à ma table. Quel grand honneur! Intimidée, elle répond à nos questions. On la regarde, toutes extasiées. Les cinq jumelles n'étaient pas ensemble par mesure de sécurité. Elles ont toujours occupé une place de choix dans le cœur des petites Franco-Ontariennes et sans doute de toutes les petites Canadiennes. Elles étaient les vedettes de notre époque, partout dans le monde, et elles étaient plus jeunes que moi de quelques mois. Elles étaient nos «Shirley Temple» et même plus, des miraculées. C'est pourquoi la population s'est tellement réjouie lorsque le gouvernement ontarien a admis ses torts envers nos petites vedettes. On n'aurait jamais réservé un tel sort d'exploitées à une famille anglophone!

LE CONGRÈS MARIAL

Un grand événement a lieu en 1947. Si Montréal a eu l'Expo 67 et les Jeux Olympiques, à Ottawa nous avons eu le Congrès marial international, ce qu'il y avait de plus grandiose sur le plan religieux et artistique.

Le diocèse d'Ottawa a préparé pendant des mois ces grandes célébrations. Les écoles catholiques, les pensionnats, les organismes paroissiaux et d'Action catholique, les associa-

GISÈLE LALONDE

tions culturelles, les troupes de théâtre et de ballet, les orchestres et fanfares, les séminaires, les prêtres, les évêques et les cardinaux de partout dans le monde, et surtout la foule de chrétiens de l'Europe, des États-Unis, etc. sont là. Nous, du pensionnat, participons à la procession avec une robe longue bleue identique et une couronne avec un «M» argenté sur la tête. Nous défilons sur le bord du canal Rideau dans de nombreux chars allégoriques jusqu'au Parc Lansdowne, lieu du ralliement. Nous passons devant le palais du nonce apostolique, où sont assis, comme une garde d'honneur, le nonce, les cardinaux et les évêques plus âgés venant de tous les coins du monde. On doit les saluer en marchant devant eux. Les religieuses nous ont parlé de Son Excellence le cardinal polonais Stephan Wyszynski parce qu'il vient d'un pays communiste. Nous n'avons d'yeux que pour lui. Il sera emprisonné dès son retour en Pologne. Nous le regardons, et nous comprenons qu'il est déjà un saint.

Gérard, mon frère, joue dans une pièce de théâtre avec les autres scolastiques de toutes les communautés. Il représente un ange qui encense le Saint-Sacrement. Ma sœur Cécile est figurante dans «Notre-Dame du Pain» et «Notre-Dame de la Couronne», mettant en vedette Jacques Auger et Sita Riddez de Montréal. Les organisateurs diocésains n'ont rien ménagé pour ce grand déploiement en l'honneur de la Vierge. L'archevêque de Montréal, M^{gr} Joseph Charbonneau, Franco-Ontarien de Lefavre, a circulé dans la communauté. Il est même passé devant le restaurant chez nous, dans une décapotable, accompagné des curés Barrette (paroisse Saint-Charles) et Ducharme (Notre-Dame-de-Lourdes). Mon père avait fabriqué un grand M avec du bois, l'avait peinturé et avait également percé des trous pour y passer un ensemble de petites lumières. Il l'avait placé bien en vue, sous notre fenêtre du salon, en haut de la porte du restaurant, et notre maison était bâtie en angle sur le coin. L'archevêque l'a désignée aux curés. Il souriait et de la main, il nous a bénis. Récompense suprême pour notre fa-

JUSQU'AU BOUT!

mille. Le Congrès marial, moments de prières et de réjouissances, augmentait notre amour pour la Vierge, avec tout ce monde venu de partout afin de partager notre foi. Nous étions tous fiers d'être des membres du diocèse d'Ottawa.

JE GRANDIS

De juin à septembre 1947, de grands changements physiques et émotionnels se manifestent. Je grandis à vue d'œil, je mange un peu plus! Jadis la plus petite, je deviens l'une des plus grandes de la classe. Je m'assois dans le dernier banc, moi qui étais toujours dans les premiers. Dès mon retour au pensionnat, comme externe, je me suis dit: «C'est assez, les folies. C'est le temps de montrer à tout le monde que je peux être sérieuse. Je vais être tellement sage qu'on ne me reconnaîtra plus.» J'adore étudier l'histoire ancienne et médiévale. Ma dynamique et intelligente institutrice, sœur Roger, me donne l'idée de devenir religieuse. Le père Racine me dit tout bonnement: «Gisèle, il faudrait qu'on t'élise "Bonne Mère" en rentrant.» Je n'y ai jamais repensé parce que j'étais vraiment l'amie préférée de Gilles cette année-là.

REMISE DE DIPLÔMES AU PENSIONNAT

Dans les études classiques, je suis la seule externe à terminer mon cours. Ma grande amie, Thérèse Labelle, complète son cours commercial. La distribution des prix et certificats se déroule au grand parloir. Toutes les élèves portent une robe blanche. Les religieuses me demandent qui a fait la mienne. Ma tante Antoinette s'est surpassée! Nos conversations portent sur les filles de notre classe qui vont entrer au couvent, comme postulantes: Bernadette Cyr, Lorette Roy, Gisèle Lambert, Jeannine Dignard, Carmen Bussières, Annie Langlois, Aline Charbonneau et plusieurs autres. Je vois ces filles, tellement heureuses... Revenons à ma soirée des finissants. Après

GISÈLE LALONDE

la distribution des prix (j'ai reçu des prix de français, d'histoire et de latin, puis le lendemain un prix de religion du père Bonin), couronne de fleurs sur la tête, nous allons à la chapelle où nous entamons «Prends ma couronne, je te la donne» à l'intention de Marie. Nous déposons avec émotion nos couronnes au pied de la statue de la Vierge Marie en continuant de chanter: «Au ciel, n'est-ce pas, tu me la rendras». Avant de quitter pour rejoindre nos parents, nous chantons pour la dernière fois «En te quittant, mère chérie». Nous pleurons, nous ne voulons pas quitter les religieuses et nos amies. Moi, j'aurais voulu faire ma 13^e année au couvent, mais je suis la seule. Je me dirigerai donc vers la nouvelle École secondaire d'Eastview, car je suis trop jeune pour aller à l'École normale. La soirée se termine par une belle fête... sans garçons, organisée par ma mère. J'allais commencer bientôt une autre étape de ma vie.

L'ORIGINAL, VILLAGE DE RÊVE

L'Original, village à l'est d'Ottawa, représentait un air de liberté, un endroit où il faisait bon relaxer et s'amuser. J'allais souvent à l'été passer des vacances chez tante Éva et oncle Wilfrid, propriétaires d'un restaurant et d'un motel. En réalité, c'étaient des cousins. Mon père avait été élevé par la mère de Wilfrid et ils se considéraient comme des frères. Éva et Wilfrid étaient des personnes accueillantes; on s'en donnait à cœur joie en compagnie de nos cousines Yvette et Pauline. Yvon et Lucille, plus jeunes que nous, étaient souvent de la partie.

Je m'étais fait des amies à L'Original et je participais à un groupe de folklore à la salle paroissiale. Si je détestais l'ouvrage domestique chez nous, laver ou essuyer de la vaisselle au restaurant Chez Tante Éva n'était pas une corvée. Nous étions si heureuses! Nous riions pour rien.

Lorsque nous revenions de ce village franco-ontarien, après une dizaine de jours, nous étions prêtes à affronter en-

JUSQU'AU BOUT!

core une fois la routine de la vie quotidienne. Adolescente, j'aimais vivre à fond et m'amuser avec mes amies. Je trouve triste aujourd'hui de voir qu'on s'accroche à un petit garçon ou à une petite blonde, très jeune, et qu'on ne vit pas pleinement sa vie d'adolescent.

Moi, j'ai passé les plus beaux moments de ma vie de jeune fille au secondaire, au pensionnat, comme jociste et amie de nombreuses filles et de plusieurs garçons. Même avec le temps... ces amitiés n'ont jamais disparu!

ÉCOLE SECONDAIRE D'EASTVIEW

En septembre, à l'École secondaire d'Eastview je suis la seule fille de ma classe, moi qui sors du couvent. Il y a là une bande de garçons qui ont joué à la balle avec Gérard, et deux jeunes, Guy Perrier et Bernard Vekeman, qui suivent les mêmes cours que moi. En tout, il y a 18 garçons et une fille. Bernard me donne des conseils quand je m'excite trop. Ça ne m'étonne pas qu'il soit devenu prêtre. Je fais l'éducation physique avec M^{lle} Laviolette et les filles de 11^e année, dont Claudette Houle et Claire Barbary, amies de longue date. Un jour, l'enseignante nous expliquait les règlements des filles au basket-ball. Les gardes ne devaient pas franchir telle ligne et il fallait passer aux avants pour qu'elles puissent lancer le ballon dans le panier. L'enseignante ajoute: «De toute façon, une garde ne réussirait pas à faire pénétrer le ballon.» Aussitôt dit, aussitôt fait. D'un bout du gymnase, je lance le ballon et je le rentre dedans. Surprise, elle me regarde, puis m'envoie au Bureau du directeur, qui m'aime bien.

GILLES «LE PUNISSEUR»

Je connaîtrai alors celui qui devait devenir un ami très spécial, avec qui je voulais partager ma vie. Gilles Lalonde venait d'une famille nombreuse (treize enfants) bien connue dans

GISÈLE LALONDE

Eastview. Ses sœurs, Gisèle et Marie-Paule, étaient au primaire avec moi. J'avais joué à la balle avec ses frères Ronald et Yvon. Ils allaient à l'école secondaire avec une belle chemise blanche et un cardigan bleu. Je trouvais Gilles beau, mais il était tout l'opposé de moi. Il était timide et moi, excitée. Mais, nous adorions les sports...

Nous marchions ensemble pour aller à l'école, il portait parfois mes livres. Nous allions faire nos marches du dimanche, nous sortions en groupe. Nous faisons beaucoup de sports à l'école. Lui excellait au volley-ball, moi plutôt au basket. J'étais présidente de la chorale avec M. Émile Dubois. Mon groupe de filles aimait bien jouer au ballon sur glace. Un vendredi, nous sommes allées jouer contre une équipe à Rockland. Nous avons demandé à Gilles d'arbitrer et mon père allait être notre «instructeur». Sur place, on demande à papa d'être aussi chronométrateur. Gilles avait de la difficulté à me faire comprendre que je créais des hors-jeu chaque fois que je me plaçais à côté du but de l'adversaire et que j'attendais qu'on me lance le ballon à l'autre bout de la patinoire. Je ne l'acceptais pas et je passais beaucoup de temps en punition. Il me prévient à un moment qu'il me mettrait hors de la partie. Je n'étais pas contente. La partie a été un verdict nul de 0-0, mais une chance que le chronométrateur, mon père, a sifflé la fin de la rencontre car la joueuse la plus expérimentée de Rockland faisait face à notre gardienne de buts, Marie-Paule Perrier. J'en avais long à dire à Gilles en revenant. Lui riait de moi. Je ne comprenais pas le jeu.

ATTIRÉE PAR L'ENSEIGNEMENT

Ovide Proulx, directeur de l'École secondaire d'Eastview, me pousse vers l'École normale. Il est aussi enseignant de français et de latin. Presque à toutes les semaines je le remplace dans ses cours et j'aime tellement cela. J'excelle dans ces deux sujets et je constate que je gagne de l'assurance avec les

JUSQU'AU BOUT!

élèves, incluant de bons amis de mon âge. M. Proulx trouve que j'ai plus de discipline que certains professeurs et remplaçants. Client de notre restaurant, il dit à ma mère que je serais une très bonne institutrice. Maman le croit parce que c'est M. Proulx, mais... Enfin, je m'inscris à l'École normale de l'Université d'Ottawa. Il faut passer un examen physique. Les rayons X décèlent une tache sur le poumon droit. On ne peut m'accepter. Ma sœur Cécile m'amène chez notre médecin de famille, le Dr Dufour. Il sait que ces marques de pneumonie sont de vieilles séquelles, en informe les autorités et me recommande un bon repos cet été-là. Cécile appelle à l'Université, insiste: je n'ai pas été malade depuis plusieurs années et je jouis d'une bonne santé. Finalement, je reçois ma lettre d'admission et je rayonne de joie.

Maman persiste quand même. «Ce sera dur, l'enseignement; tu dois aller prendre un repos.» Cécile suggère un chalet géré par des religieuses, les Sœurs de l'Institut Jeanne d'Arc, à Saint-Pierre-de-Wakefield. Nous y étions déjà allées comme jocistes. La place était très invitante et le site magnifique. Les pensionnaires étaient surtout des jeunes filles qui travaillaient à Ottawa et venaient se reposer durant leurs vacances, en toute sécurité.

AUTRES AVENTURES

À mon arrivée, je me suis sentie très seule car j'étais beaucoup plus jeune que les autres campeuses. Je ne connaissais personne. Je devais passer tout le mois d'août là-bas. Je marchais sur la plage, je faisais des tours de chaloupe, mais je m'ennuyais. Heureusement la fête de l'Assomption avait lieu le 15 août et les religieuses nous avaient demandé d'aider à organiser une procession nautique. Les personnages, Marie et les anges, occuperaient des chaloupes illuminées et décorées au moyen de lumières et de chapelets de fleurs. Les religieuses m'avaient parée d'une longue robe blanche et bleue et je

GISÈLE LALONDE

devais me tenir debout dans une chaloupe. Le soir même, on entendait des cantiques puis le chapelet récité dans un haut-parleur entremêlé d'«Ave Maria» chanté par la foule autour du lac. Le gars qui ramait dans ma chaloupe a vu tout à coup l'eau pénétrer par un trou. Il a pris une petite chaudière et a essayé tant bien que mal de vider la chaloupe, tout en suivant les autres chaloupes ou chars allégoriques. Il marmonnait: «On va caler.» Je murmurais à mon tour: «Je ne sais pas nager!» Tout était beau et pieux autour de nous. Tout à coup, j'ai vu une petite boîte de métal vide dans le coin; je me suis penchée, j'ai relevé ma robe longue et aidé le garçon à vider la chaloupe. Nous sommes arrivés au quai; ma robe était mouillée, mais j'étais saine et sauve. La Vierge nous avait protégés! Peu de personnes se sont rendu compte de notre malchance! Quelques jours après, j'ai pris un taxi de Saint-Pierre-de-Wakefield à Eastview, j'ai couru vers maman dans le restaurant pour lui demander 7 \$ afin de payer le chauffeur; elle ne m'a pas posé de question. Je crois qu'elle s'était ennuyée elle aussi. Les jours suivants, je me suis préparée pour septembre et mes classes à l'Université.

ACTION CATHOLIQUE

«Je suis jociste... voilà ma gloire,
mon espérance et mon soutien...»

La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) était un des mouvements de l'Action catholique les plus populaires à l'époque. Ma sœur Reina avait été propagandiste fédérale. Puis Cécile avait été secrétaire fédérale. Cette dernière m'amenait partout avec les Jocistes dès l'âge de 14 ans. Je participais surtout aux activités sociales. Je me rappellerai toujours la fois qu'elle m'emmena au Lac Sainte-Marie. J'aimais discuter avec Huguette Portugaise, une jociste plus âgée que moi. Elle était douce et enjouée. Je l'aurais suivie au bout du monde si elle

JUSQU'AU BOUT!

me l'avait demandé. Par ce bel après-midi au lac, Cécile me croyait vraiment en sûreté avec Huguette. Pourtant à ce moment-là, je partais avec mon amie, sur une chambre à air d'auto, et nous ramions avec nos mains sans nous apercevoir que nous étions rendues au milieu du lac. Moi je ne savais pas nager. Nous avons traversé le lac et nous sommes revenues aux grands cris de Cécile, de ma cousine Rita, d'Huguette Lemay, de Reina Côté, de Fernande Deschamps, et des autres qui nous faisaient des signes, toutes anxieuses de nous voir revenir au plus vite. L'abbé Patry récitait une prière pour qu'on arrive à bon port. Nous avons mésestimé le danger.

JOC – ÉCOLE DE FORMATION

La Jeunesse ouvrière a été pour moi beaucoup plus que des activités sociales. Toutes les semaines, on choisissait un thème, on discutait de l'évangile, on se proposait des objectifs pour la semaine, on aidait les jeunes filles qui souffraient de solitude. La JOC a commencé les cours de préparation au mariage, avant les Universités. Comme présidente fédérale, j'avais mis sur pied un cours de préparation à l'avenir. Je donnais le premier cours et les filles semblaient très intéressées. Je me rendais de temps à autre à Montréal pour rencontrer le Conseil national de l'Action catholique. En 1953, Son Éminence le cardinal Paul-Émile Léger était venu nous parler et nous encourager à Montréal; il y avait des syndicats et beaucoup de jeunes filles travaillaient dans les manufactures, les usines. Ici, à Ottawa, c'était plus difficile car la plupart étaient fonctionnaires au fédéral et il y avait d'autres mouvements comme la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOCF) et la Jeunesse indépendante chrétienne pour ces filles-là. La JOCF était un mouvement où l'on développait des jeunes chefs et où l'on approfondissait sa foi. Comme dans les sections juvéniles, nous apprenions à présider une assemblée, à écrire des procès-verbaux, à être responsable des finances comme trésorière, à

GISÈLE LALONDE

rédiger un rapport financier ainsi qu'à organiser des activités comme propagandiste. C'était une école de leadership où le partage primait. Nous avions un dépouillement d'arbre de Noël, souvent dans le grand salon chez nous. Au début de décembre, les Jocistes allaient de maison en maison vendre nos calendriers... 10 cents. Cécile et quelques jocistes arrivent au presbytère Saint-Charles pour vendre un calendrier. Le curé Barrette lui répond. Il était toujours bourru à nos yeux, parlait d'une voix grave et nous avions tous peur de lui avec sa canne qu'il brandissait autour de nous. Mais pas Cécile... Elle lui offre son journal jociste, et le curé lui remet 10 cents en lui disant: «Tu peux le garder, je n'ai pas le temps de lire ça.» Et Cécile de répondre: «Monsieur le Curé, si vous pensez que je fais cela pour avoir des 10 cents, vous vous trompez. Tenez, reprenez-le, votre 10 cents.» Le curé lui dit: «Oh! ma petite Deschamps! Redonne-le-moi.» Elle continue: «Vous allez le lire?» – «Oui, oui, oui», qu'il répond. C'était cela une jociste: avoir du front en étant respectueuse. Nous avions un idéal de sauver le monde ouvrier. C'est pour cela que j'ai tant apprécié le film sur Simone Chartrand. Je revoyais la jociste qu'elle était.

À L'ÉCOLE NORMALE

Mon année à l'École normale s'est écoulée très vite. Le premier jour de classe, un groupe de gars de l'Université demande à quelques filles de poser pour la première page du journal universitaire *La Rotonde*. C'est la première fois que ma photo apparaît dans un journal. Le père Lamoureux, le directeur, nous fait signe de retourner à nos classes. La photo est déjà prise. Je rencontre de bonnes amies, dont Janine Pêtre, Atala Gibeault, Odette Lacroix et Thérèse Labelle de Cyrville. Et plusieurs viennent du Pensionnat Notre-Dame-de-Lourdes, dont Huguette Lafleur et Alice Leclair. J'aime tous mes professeurs. M. Watson me trouve bien bonne en «*English Gram-*

JUSQU'AU BOUT!

man, moi qui viens de l'Est ontarien. M. Béchard découvre ma faiblesse en maths et me recommande d'acheter un livre pour apprendre tout ce que j'ai pu rater au primaire. Le père Lamoureux, le grand pédagogue, sait lire en chacun de nous. Mère Saint-Paul me découvre un talent inconnu: je peux dessiner; je n'en crois pas mes yeux! M. Godbout, c'est le philosophe, la science même. M. Bénéteau est un bon papa qui nous encourage constamment et se distingue dans l'enseignement aux petits. M. Saint-Denis, le grand artiste, nous donne des leçons extraordinaires d'histoire en se servant de notre milieu; nous avons hâte de mettre ses conseils en pratique.

Ces gens-là savaient qu'il y avait une pénurie d'enseignants et ils voulaient que l'on devienne de bons professeurs, et des personnes soucieuses de préserver la langue et la culture.

Cela a passé vite, grâce aux stages que nous faisons dans les écoles urbaines puis dans quelques écoles rurales. J'ai préféré le stage à Orléans, dans la portion rurale, avec ma bonne amie Lucille Côté. Nous demeurions tout près de l'école, chez la famille Pagé. Le couple Pagé était accueillant et sympathique. M. Pagé avait connu maman lorsqu'elle était jeune. Les gars de la maison, Robert et Gérard, aimaient bien nous jouer des tours et nous faire peur. On n'avait pas le temps de s'ennuyer. Lucille enseignait de la 1^{re} à la 4^e, moi de la 5^e à la 8^e année. La titulaire des grands était une jeune dame brillante, Françoise Lavergne, avec qui j'ai enseigné plusieurs années plus tard. Elle se dédiait à ses élèves. Elle a été un modèle pour moi. L'année n'était pas terminée que je signais avec le Conseil des écoles séparées d'Eastview, quartiers 1, 2 et 3, pour enseigner à l'école Montfort, où j'avais fait mon primaire. Sœur Alfred de la Sagesse, la directrice, m'a assigné une 3^e année. J'avais bien hâte de commencer, j'étais assurée d'avoir fait le bon choix. Maman avait tellement peur que je ne passe pas mon année qu'elle avait fait faire à mon père 33 chemins de croix à la Grotte de Lourdes! Le jour qu'on nous a

GISÈLE LALONDE

donné les résultats, le père Lamoureux nous avait réunis dans la grande salle, et nous avait remis une enveloppe scellée que nous ne devions ouvrir qu'une fois retournés dans notre classe. Pour moi, c'était trop demandé d'attendre. J'ai ouvert lentement mon enveloppe, sans faire de bruit, puis j'ai lancé un cri: «j'ai passé!». Tout le monde me regardait. Le père Lamoureux nous a retourné dans nos classes. Je me suis excusée. Il me dit: «M^{lle} Deschamps, vous avez tout ce qu'il faut pour être un bon professeur. Ne vous contentez jamais d'être médiocre.» Je l'ai remercié. J'ai toujours essayé de suivre ses conseils.



1^{re} rangée, 2^e à gauche: à 10 ans, avec mes compagnes de classe de la 8^e année. Je suis encore très sage et craintive.
Notre enseignante titulaire était sœur Omer, f.d.l.s.



1^{re} rangée, 2^e à droite: à 12 ans, avec mes compagnes de classe de la 10^e année à l'école Montfort. Je suis alors le bouffon de ma classe!
Notre enseignante titulaire est sœur Théodore, f.d.l.s.



Fille d'honneur au Congrès marial,
en 1947. Je portais une robe bleu
pâle et une couronne argentée
surplombée d'un énorme «M»!

En 1948, en costume de classe du
Pensionnat Notre-Dame-de-Lourdes
avec la petite voisine, Denise
Vermette, devant notre restaurant.
Remarquez le français sur l'affiche
(mon père était membre de la
Société Saint-Jean-Baptiste).





En 12^e année, à ma remise des diplômes au Pensionnat Notre-Dame-de-Lourdes. Ma robe blanche a été confectionnée par ma tante Antoinette.



Une fête en mon honneur après la remise des diplômes.
Dans la 3^e rangée: Denise Grandmaître, Madeleine Côté, Fleurette Lemay, Claire Barbary, Rita Gravelle, Annette Cyr et Thérèse Deschamps. 2^e rangée: Pierrette Dulude, Monique Gravelle, Rollande Côté, moi, Claudette Houle, Irène Deschamps et Claudette Gravelle.
1^{re} rangée: Pauline Lajeunesse et Gisèle Henrie.



Adolescente, j'aime porter une blouse blanche et une boucle noire pour imiter Frank Sinatra, l'idole montante du temps.



En 13^e année à l'École secondaire d'Eastview. Je suis la seule fille.
Me voici avec des élèves de ma classe et l'enseignant titulaire, M. Burns.

L'ÂGE ADULTE

ENSEIGNANTE

Avant ma première journée d'enseignement, maman m'avertit de rester calme et me rappelle que l'éducation des enfants est une lourde responsabilité. Je la rassure et mon père me souhaite bonne chance. Il quitte pour son travail au ministère de la Santé et du Bien-être. Il est aussi commissaire d'école à Eastview. Papa, un autodidacte, est fier de voir que j'ai choisi une carrière dans l'enseignement, mais pour moi ce sera toujours une vocation.

J'arrive à l'école vêtue d'une jupe de lainage à carreaux verts et blancs, blouse blanche et blazer vert. Mes cheveux sont courts, carrés, et un toupet droit me couvre le front. J'entre par la porte principale et me dirige vers la salle des professeurs. Toute souriante, je leur lance un beau «bonjour». Imaginez ma fierté d'entrer dans la salle réservée à celles qui m'ont enseigné dans la même institution scolaire!

L'institutrice de 6^e année, Géraldine Lafontaine, me dit d'un seul trait: «Bonjour, tu es une nouvelle élève? Tu peux retourner dans la cour avec les autres jusqu'à ce que la cloche sonne. Ici, ce sont les professeurs seulement.» J'éclate de rire. Suzanne Lurette, une bonne amie de couvent, l'informe que je suis Gisèle Deschamps, nouvelle institutrice de 3^e année. Toutes me souhaitent la bienvenue. Sœur Élisabeth (1^{re} année) me serre dans ses bras et m'embrasse sur la joue bien fort: «Ma petite Gisèle! Je suis tellement contente de te revoir.» Puis sœur Alfred, la directrice que j'avais rencontrée en vacances, me dit bien poliment: «Vous devriez changer de coiffure, M^{lle} Deschamps. Vous êtes peignée comme vos élèves de 3^e année. Si vous voulez garder une bonne discipline... bien sûr!»

GISÈLE LALONDE

Je lui réponds du tac au tac, poliment: «Chère sœur, si mes cheveux m'aident à garder une bonne discipline, je n'ai pas ma place dans une salle de classe, non?...» Elle répond: «On verra bien.»

Pour la première année d'enseignement, j'ai 42 élèves belles à croquer. Et si intelligentes! C'est incroyable. J'en ai une vingtaine bien au-dessus de la moyenne, comme Suzanne Lurette, leur enseignante de 2^e année, me l'a mentionné. Elles sont très obéissantes, et je n'ai qu'à les regarder pour maintenir la discipline. J'ai toujours parlé fort, donc je garde le même timbre de voix. Sœur Alfred vient me revoir: «Vous ne durerez pas longtemps, vous allez perdre votre voix à parler si fort.» J'essaie bien de parler plus doucement, mais le naturel revient au galop. Et je suis toujours de bonne humeur. J'aime mon travail. Je suis heureuse. J'ai enseigné pendant plus de vingt ans et je parle encore fort aujourd'hui. En ce temps-là, tous les professeurs recevaient un petit manuel gris du ministère de l'Éducation, dans lequel on trouvait le programme de l'année pour notre classe. C'était comme ma bible. Je le suivais à la lettre. Je pouvais m'assurer que les quelques élèves en difficulté dans certains sujets comprenaient bien, avec un tel groupe. À Noël, je descends à la salle des professeurs et je dis à Jacqueline Renaud, professeur de 2^e: «Jacqueline, j'ai fini mon programme en entier. J'ai tout fait ce que je devais faire d'après mon petit livre gris. Qu'est-ce que je fais maintenant? Ces élèves-là pourraient faire leur 4^e année.» Elle me regarde, tout ébahie, puis me dit: «Penses-y même pas! Gisèle, ce que tu vas faire, c'est de recommencer.» J'avais même enseigné les quarante chants qu'on nous recommandait. J'ai pensé à mon affaire et je me dis qu'il fallait être encore plus créative d'ici à la fin de l'année, avec des projets, des méthodes différentes. Ah! J'ai bien aimé ma première année d'enseignement et j'ai appris beaucoup. Mes collègues étaient sympathiques, l'aller-retour se faisait avec Laurette Lafontaine, professeur de 4^e année. Nous demeurions à l'école jusqu'à 17 h pour bavarder

JUSQU'AU BOUT!

et nous n'étions pas pressées de quitter, car j'avais toute la soirée pour corriger les travaux de mes élèves, à moins d'une réunion jociste. J'avais acheté de belles étoiles et j'encourageais mes élèves de mon mieux. Dans le temps, les maîtresses donnaient un petit cadeau à chaque élève à Noël, à Pâques et à la fin de l'année; pourtant les salaires n'étaient pas élevés.

Noël 1951: je demande à tante Éva Lajeunesse et à ma cousine Pauline, propriétaires d'un motel et d'un restaurant à L'Orignal, de me ramasser des tubes de rouleaux de papier de toilette. J'en ai besoin de 45. J'entoure ces tubes de papier brique rouge, je mets de la ouate autour et je colle un couvercle fabriqué de carton rouge plus épais pour en faire la base. C'est une bonbonnière que je remplis de bonbons de Noël, cannes et chocolats. Mais il faut les apporter à l'école, à pied en plus. Je pars pour l'école avec mes petites cheminées remplies. Un côté ou l'autre plie. Une fois à destination, je dois refaire quelques bonbonnières. Je termine juste à temps pour la rentrée des classes. Les parents m'envoient des boîtes de chocolat que je partage à la récréation avec mes élèves. Je reçois également des savons, un beau tablier, etc. Cette tradition se continuera tant que j'enseignerai à Eastview et à Ottawa, mais jamais plus avec mes petites cheminées!

Lorsque j'enseignais pour le Conseil des écoles séparées d'Eastview, quartiers 1, 2 et 3, nous n'avions aucun outil pédagogique pour l'enseignement. On se servait d'images ou de tableaux qu'il fallait trouver nous-mêmes pour enseigner les sciences. Seule une carte géographique du Canada nous était remise et nous l'obtenions gratuitement de la compagnie Neilson, qui vendait des tablettes de chocolat et publicisait son produit dans les coins de ses cartes.

Les professeurs se devaient d'acheter les cahiers d'exercices que nous reproduisions sur des feuilles avec de la gélatine. Il n'y avait pas de photocopieuse et nous ignorions les droits d'auteur. Nous achetions aussi les cartons, pour illustrations ou décorations, le papier crêpé, les petites étoiles ou étampes

GISÈLE LALONDE

pour récompenser les élèves, et même le papier brun pour couvrir les livres détériorés. Nous aimions couvrir les cahiers spéciaux utilisées pour les belles compositions, car on les voulait encore beaux à la visite annuelle de l'inspecteur. Ce qui me fâchait, c'est que nos commissaires d'école ne tiraient pas avantage de toutes les subventions à leur portée à Toronto. On dépensait peu, on recevait peu. Et on voyait bien les professeurs d'Ottawa... ils recevaient tellement plus à côté de nous. Même leur salaire était plus élevé; j'y repenserai une fois conseillère scolaire (commissaire) à Ottawa et à Vanier. Je n'avais qu'une idée en tête: bien équiper nos salles de classe pour répondre aux besoins des élèves et favoriser les enseignantes et les enseignants.

VERS DE NOUVEAUX DÉFIS

J'aime beaucoup le changement, les nouveaux défis. Et je me dois de réussir: l'année suivante, je demande à sœur Alfred d'enseigner à un niveau supérieur. Elle m'offre une 5^e année à 34 élèves. Certaines ont de la difficulté dans les matières de base. Elles sont très attachantes. Aline, qui avait perdu sa maman, voulait tellement me faire plaisir. Encore aujourd'hui, elle m'envoie du bon sucre à la crème. Comment pouvez-vous ne pas aimer ces petites-là? Elles viennent me chercher le midi. J'ai à peine quatre ans de plus qu'elles. Elles veulent tellement réussir! En juin, je les vois toutes monter en 6^e (les élèves redoublaient une classe en cas d'échec aux examens). C'est une réussite!

L'année suivante, je demeure en 5^e année, avec des élèves à qui j'ai enseigné en 3^e. C'est un vrai charme car je les connais bien. Je sens que nous pouvons accomplir beaucoup. Notre inspecteur, M. Choquette, a cédé sa place à l'inspecteur Bourgie. Le nouvel inspecteur passe dans les deux autres classes de 5^e avant de venir chez moi. Les deux autres institutrices rapportent qu'il pose des questions sur les chiffres romains, qu'on n'a pas enseignés encore en ce premier trimestre,

JUSQU'AU BOUT!

et qu'il regarde les cahiers de compositions. Pour les cahiers, ça va. Les chiffres romains, c'est autre chose. J'arrive le matin et nous montons dans nos classes à neuf heures moins cinq. Je dis aux élèves: «Écoutez-moi, on n'a que cinq minutes pour apprendre quelque chose de nouveau.» Je leur enseigne les chiffres de 1 à 10, puis les multiples de dix (XX, XXX, etc.) en chiffres romains. En plus de cent (C), cinq cents (D) et mille (M). Tous ces petits esprits brillants retiennent cela; plusieurs ont une mémoire visuelle développée.

L'inspecteur entre, j'efface le tableau juste avant. Il s'attaque aux chiffres romains et pose des questions. À chacune d'elles, une quinzaine d'élèves, des fois plus, lèvent la main. Mes meilleures élèves répondent. Il les complimente. Puis il leur demande si elles ont un cahier de compositions. Elles sont fières de le lui montrer. Il complète sa visite jusqu'en 8^e année. Le professeur de 7^e me dit: «Comment ça se fait que l'inspecteur dit à nos élèves qu'ils ne savent rien et qu'ils devraient en connaître autant que les élèves de M^{lle} Deschamps en 5^e?» Je hausse les épaules. On ne me croirait pas, de toute façon. La visite terminée, l'inspecteur fait son rapport à la commission scolaire. Mon père siège comme commissaire. Il revient de sa réunion et me dit: «Je ne sais pas ce que tu as fait à cet homme-là, mais il n'avait que des compliments pour M^{lle} Deschamps: la meilleure, etc.» Je le regardais en souriant: «Si tu savais, papa!» Encore une fois il n'y avait rien là!

J'étais heureuse dans une salle de classe.

CHEZ CAPLAN'S À TEMPS PARTIEL

Je ne prends aucunes vacances depuis ma 13^e année. L'école se terminant le dernier vendredi de juin, dès le lendemain je recommence à travailler chez Caplan's, un magasin à rayons, rue Rideau à Ottawa.

La plupart des employés étaient francophones, car nous étions bilingues. J'ai commencé là à l'âge de 15 ans, et j'y ai

GISÈLE LALONDE

travaillé jusqu'au samedi 14 août 1954, me mariant le mardi 17 août. Je voulais avoir un beau trousseau: on me disait habillée comme une carte de mode; je surveillais les ventes et je ramassais mes sous parce que Gilles et moi étions de plus en plus sérieux. Nous parlions de mariage... nous voulions une belle famille, une maison bien meublée, puis peut-être une auto? Bien des choses sont survenues très vite, beaucoup plus vite qu'on ne l'avait planifié.

Je travaillais donc tous les samedis et pendant les vacances de Noël, de Pâques et les vacances d'été chez Caplan's en plus d'enseigner. Au début, au comptoir des comptes et de crédit, je gagnais 3,44 \$ par jour! Lorsqu'on m'a transférée à la caisse enregistreuse, je gagnais 6,40 \$ par jour. Toute une augmentation! L'horaire était de 9 h à 18 h. J'étais très ambitieuse et travaillante. Lorsque je me suis marié, j'ai reçu de très beaux cadeaux des employés et de la famille Caplan. Des gens très chic, une bonne famille juive qui aimait bien les Canadiens français. Je garde de beaux souvenirs de mon passage dans cette entreprise.

TÉLÉVISION ET FRÉQUENTATIONS

En 1952, la télévision a fait son entrée dans les maisons canadiennes. Quelle découverte pour nous qui ne connaissions que la radio! Assises au salon, nous pouvions assister à un match de lutte, à un match de hockey, regarder l'émission *Rollande et Robert* avec Rollande Desormeaux et Robert L'Herbier, suivre les péripéties d'*Un homme et son péché*, d'abord sous la forme de sketches avant de devenir le téléroman *Les belles histoires des pays d'en haut*, et enfin visionner un film; c'était inimaginable! Cette télévision s'est perfectionné au fil des ans, mais je n'ai pas attendu pour me procurer un téléviseur. Je voulais voir le couronnement de la reine Élisabeth II. C'était un bon achat, puisque nous allions nous marier. J'avais déjà mon ensemble de chambre à coucher en chêne blond. Nous étions assis sur le divan dans le salon et

JUSQU'AU BOUT!

mon père, tous les bons soirs, s'assoyait près de Gilles et moi, et appelait maman à maintes reprises pour qu'elle ne manque rien. Il n'y aurait eu qu'un point illuminé, et papa serait resté là tant il était émerveillé! Tout l'intéressait: les sports, les téléromans, les nouvelles; tout! Maman a découvert le hockey et a vite appris le déroulement du jeu.

Pour des amoureux, c'était une période très difficile. Toute la famille vivait dans le salon. Si on parlait mariage, mon père, ma mère ou les deux prenaient part à la conversation. Ils donnaient leur avis sur tout. Nous ne nous serions jamais embrassés devant eux! Maman m'aurait traitée de «dévergondée». Je n'ai jamais vu mon père donner des becs à ma mère.

Nous sortions deux ou trois fois par semaine et nous allions marcher. Nous allions au Théâtre Capitol, aux quilles, chez ma sœur Cécile; tout était plus intéressant que de demeurer chez nous! Quand j'y repense, je ne suis pas allée chez les parents de Gilles avant de me marier excepté une visite aux fêtes, et une au 25^e anniversaire de mariage des Lalonde. Odette Lacroix et Raymond Lalonde, l'oncle de Gilles, avaient été à l'École normale avec moi et Raymond était le frère de M. Lalonde. Je ne me sentais pas trop à l'aise avec mes futurs beaux-parents, j'étais timide, mais j'aimais fréquenter ses frères et sœurs. Pourtant M^{me} Lalonde, son époux Omer et mémère Gélinau étaient des gens simples, souriants et sympathiques. Immédiatement après mon mariage, j'ai appris à les apprécier et à les aimer profondément. Ma belle-mère a été une deuxième mère pour moi. Nous l'avons emmenée en voyage avec nous à maintes reprises. Une grande amie, la femme forte de l'Évangile, la vraie femme canadienne-française.

PRÉPARATION AU MARIAGE

Après plusieurs années de fréquentations (pas les fréquentations d'aujourd'hui!), c'était normal de parler fiançailles et

GISÈLE LALONDE

mariage. J'avais 20 ans et Gilles 19, quand nous avons discuté de notre avenir. Nous avons suivi le cours de préparation au mariage de la paroisse Sainte-Bernadette à Hull, organisé par la JOC dont j'étais la présidente fédérale. Le père Patry, notre aumônier jociste, en était responsable, avec Laurette et André Roy. Deux sœurs et un frère de Gilles s'étaient mariés dans les quatorze derniers mois; il restait huit enfants à la maison, et ses parents avaient besoin d'aide financière. Gilles hésite à en parler à la maison. Les parents de la fille paient la note et organisent la cérémonie, mais il faut que les parents du garçon le sachent pour réserver une date. Son père doit signer, car à 20 ans il est mineur (21 pour la majorité). Gilles et moi avons été assidus à nos cours et, le dernier soir, les responsables choisissaient un couple pour représenter les nouveaux mariés. Ils devaient tirer au sort... J'avais mis ce soir-là une robe rouge clair en petit lainage, avec encolure en V, rien de bien chic pour une mariée. Il fallait qu'on tombe sur nous! Laurette m'a épinglé un corsage de fleurs roses, sur rouge, tandis qu'on a épinglé une boutonnière au veston de Gilles. Le père Patry a fait la cérémonie d'un mariage en blanc. Il y avait une valise remplie de linge et Gilles et moi devions nous habiller en un temps record pour partir en voyage de noces. On nous a remis de multiples cadeaux pour bébé; nous avons les mains pleines. Nous avons partagé les cadeaux et Gilles a caché les siens dans une armoire, chez lui. Le lendemain, sa sœur Gisèle a trouvé le sac à couches. Gilles, pressé de questions, a avoué; sa mère ne comprenait pas pourquoi il n'avait rien dit. Nous allions nous fiancer lors de la première messe célébrée par Gérard, à la paroisse Notre-Dame-du-Saint-Esprit (nouvelle paroisse à Vanier), le lendemain de son ordination comme prêtre le 13 mars à la cathédrale Notre-Dame d'Ottawa. Alors ce soir-là Gilles s'est rendu dans la cuisine et a demandé à mon père si nous pouvions nous marier. On parlait du 26 décembre 1954. Mon père a acquiescé immédiatement. Il en avait déjà discuté avec maman et il lui dit qu'il nous donnerait

JUSQU'AU BOUT!

un bungalow qui lui appartenait, à Orléans, avec un lot qui nous rendrait presque millionnaires aujourd'hui. Gilles tout excité est venu me l'apprendre; alors on a avancé la date au 17 août. Papa m'a pris à part ce soir-là et me dit : «Gilles, c'est un vrai bon gars, mais il est obstineux au possible!» J'ai ri car c'était vrai!

Toute la famille aimait Gilles. Il venait avec nous voir Gérard au scolasticat. Il lui avait même acheté une paire de gants de hockey pour Noël. Il aimait bien Ginette et Michel, les petits de Cécile, et Jean-Jacques avec qui nous allions voir jouer les Sénateurs d'Ottawa de la ligne Senior A du Québec. Gilles aimait travailler le bois, principal passe-temps de mon père. Ils avaient de quoi jaser. Ma mère prenait bien soin de lui. Tous les soirs qu'il venait, elle lui offrait un morceau de gâteau à l'érable et une tasse de thé vers 10 h 30. Cela voulait dire : «Gilles, prépare-toi: onze heures va sonner et on s'en va se coucher.» Gilles travaillait alors comme fonctionnaire au Service civil. Commis aux achats du ministère des Approvisionnements et Services, il gagnait peu, mais j'avais l'intention d'enseigner aussi longtemps que possible. Lui voulait retourner aux études.

L'ORDINATION DE GÉRARD

Le 13 mars, année mariale 1954, Gérard a été ordonné prêtre, à la cathédrale d'Ottawa, par Son Excellence M^{gr} Marie-Joseph Lemieux. Sept jeunes Montfortains se sont couchés par terre pendant la litanie des saints, puis ont reçu l'onction du saint chrême et l'imposition des mains pour devenir prêtres. Mon petit frère devenait membre d'une autre famille, qui exigerait de lui beaucoup de sacrifices. Nous avions des sentiments mêlés de joie et de tristesse. Lorsque Gérard bénira papa et maman, nous ressentirons tous un frisson qui se dissipera une fois que nous aurons la chance de voir son visage rayonnant de bonheur.

GISÈLE LALONDE

PREMIÈRE MESSE ET FIANÇAILLES

Le 14 mars, Gérard célèbre sa première messe à l'église Notre-Dame-du-Saint-Esprit, remplie à craquer de parents, d'amis et de paroissiens. C'est notre nouvelle paroisse. Papa préside la Ligue du Sacré-Cœur, est marguillier et fait partie de la Société de Saint-Vincent-de-Paul; moi, je suis présidente des Enfants de Marie. Le curé Clément Baribeau est responsable de la paroisse.

Gilles et moi attendons fébrilement la consécration pour nous fiancer. Au moment privilégié où mon petit frère consacra le pain et le vin, offerts en un geste symbolique de la Cène, Gilles et moi nous fiançons et promettons de nous aimer pour la vie. La bague de fiançailles au doigt, nous avons chaud et nous ne voulons distraire personne. Nous ne l'avons dit qu'à nos parents, mais puisque nous demeurons quelques secondes à genoux de plus que la foule, les plus proches soupçonnent que nous nous sommes fiancés. Une vingtaine de prêtres assistent à cet événement. Après la messe, Gilles et moi nous dirigeons vers la sacristie où Gérard, aidé des prêtres concélébrants, bénit ma bague. Ensuite, nous nous rendons au Centre récréatif où avait lieu le banquet d'ordination avec 342 invités. Nous sommes très tassés. Après la cérémonie religieuse et le banquet, notre sœur Reina, de retour de mission en Colombie (Amérique du Sud), fait son entrée avec plusieurs religieuses. Jean-Jacques et sa troupe théâtrale ont monté une pièce, *L'annonce faite à Marie* de Paul Claudel. Odette Parisien, une collègue de classe au pensionnat, qui enseigne avec moi, campe Marie. Quelles émotions! Quelle joie de revoir Reina, partie depuis neuf ans! La nouvelle de nos fiançailles s'est répandue et l'on nous félicite à qui mieux mieux.

NOTRE PREMIÈRE MAISON

Au printemps 1954, nous rénovons notre maison à Orléans. Gilles rénove entièrement la cuisine: plafond suspendu,

JUSQU'AU BOUT!

nouvelles armoires. Il pose partout des feuilles de gypse, qu'il peint de couleurs à la mode. Nous avons deux grandes chambres et une plus petite, convertie en belle salle de bains. Nous achetons toilettes, évier et bain tombeau jaune citron. Je peins les murs lilas. En farce, Gilles dit que quiconque entretrait risquerait de faire des œufs de Pâques!

MA PREMIÈRE AUTO

En juillet 1954, la famille, à la suggestion de Gérard, loue un chalet à la baie Constance, à l'ouest d'Ottawa, pour jouir de ses premières vacances en famille depuis sept ans. Deux problèmes se posent: Gérard doit célébrer la messe tous les matins à South March, à quelques milles du chalet, et je travaille chez Caplan's jusqu'au 14 août, pour me marier le 17 août. Il faut donc une auto. Gérard me demande combien j'ai d'argent. Je trouve 65 \$. Il me dit: «Donne-m'en cinquante et tu n'auras pas de chagrin.» Je fais bien attention à mes sous et je ne sais si je dois lui faire confiance. Mon frère part avec mon 50 \$ et revient une trentaine de minutes plus tard. «Tiens, dit-il, tu viens d'acheter une Chrysler 47 pour 50 \$ comptant et 50 \$ par mois; c'est vraiment une bonne aubaine et voici les clés.» Il avait obtenu cette auto pour 700 \$ des voisins, M. et M^{me} Doran. Il me répétait «C'est un bon deal»... mais dans ma tête, c'était énorme... Je venais de contracter une dette de 50 \$ par mois et Gilles détestait le crédit! Je me dis: «Une chance que je reprends l'enseignement en septembre.»

LE MARIAGE

Le 17 août 1954, j'épouse l'homme que j'aime depuis l'âge de 14 ans, à l'église Notre-Dame-du-Saint-Esprit (Vanier), dans la nouvelle paroisse de mes parents.

Gilles a fait une grosse indigestion (il était très nerveux le matin même). Ma cousine Monique, habillée d'une robe

GISÈLE LALONDE

turquoise de sa confection, m'accompagne comme fille d'honneur et Jocelyne, sœur de Gilles, est bouquetière, tout habillée de rose. Mon frère bénit ce mariage célébré dans la simplicité, malgré 143 invités. Mon beau-frère Jean-Paul est notre chauffeur, avec sa belle Buick neuve; Marie-Paule, ma belle-sœur, et tante Odette chantent. J'aperçois avec bonheur plusieurs de mes élèves. Je suis donc fier de descendre la grande allée recouverte de tapis rouge avec des fleurs à chaque banc, au bras de mon bon papa, et je me donne avec confiance à celui qui m'attend à l'autel. Le banquet de noces a lieu à la salle Saint-Charles et mes parents n'ont rien négligé. Il y a tellement de fleurs. C'est si beau!

Un des chants les plus populaires du temps est «Tennessee Waltz». Gilles et moi ouvrons la danse sur ce morceau et la voix de Patti Paige. Vers 15 h, nous allons à la gare ferroviaire Union, prenons le train pour Toronto et couchons le premier soir dans une suite nuptiale du King Edward Hotel. Le matin, nous partons pour Niagara Falls, destination de lune de miel par excellence. C'est notre premier long voyage, à Gilles et moi. Nous passons une semaine magnifique: nous visitons les chutes, nous allons en croisière pour explorer les alentours. Nous magasinons à Buffalo et à Cleveland. Enfin, nous nous aimons! Après une semaine, nous sommes très contents de revoir nos familles. Je me prépare à reprendre l'enseignement. Cette fois, il s'agit de classe double: la 5^e et la 6^e année; tous des élèves de la paroisse Notre-Dame-du-Saint-Esprit qui doivent emménager dans une école neuve en janvier, du nom de son curé fondateur, Clément Baribeau. Encore une fois, je demeure près des miens. Je suis choyée, avec plusieurs enfants issus de très bonnes familles d'Eastview. Les rénovations à la maison d'Orléans se poursuivent et je demeure chez mes parents pour quelques semaines.

Dernière semaine de septembre, on doit déménager à Orléans. Je perds connaissance dans la classe. En octobre, je restitue tout ce que je bois et mange. Le D^r Roger Rouleau me

JUSQU'AU BOUT!

le confirme: je suis enceinte. Je quitte l'enseignement et mes petites élèves à regret. Gilles se remet à travailler jour et soir: le jour au gouvernement fédéral et le soir au Centre récréatif, à 50 cents l'heure. Mes parents m'offrent de demeurer avec eux. Tout l'argent sert à l'achat des médicaments et à des injections. J'ai la tête dans la toilette de 6 h du matin à 1 h de la nuit. Mon médecin me prescrit toutes sortes de médicaments, rien n'y fait. Pourtant le bébé grossit beaucoup. À Noël, je porte ma première robe de maternité. On dirait que je vais accoucher. Ma mère a peur des rumeurs... «S'il faut que les gens pensent que tu t'es mariée enceinte...» Elle me fait porter le cordon rouge de sainte Marguerite, patronne des femmes enceintes, fait des neuvaines et envoie mon père faire ses 33 chemins de croix à la Grotte. Tout cela m'énerve. Le D^r Rouleau me recommande d'enlever le cordon, qui me serre trop. Je le garde et je promets à la Vierge de lui consacrer mon premier enfant lors de son baptême. Il ne portera que du bleu et du blanc pour six mois s'il est en bonne santé. Je tricote. L'enseignement me manque; surtout mes collègues. Suzanne Lurette et Jacqueline Bergeron, qui se sont aussi mariées en juillet 1954, sont toutes deux enceintes; nous aurons nos trois bébés à une semaine d'intervalle. Grand-mère Gélinau confectionne mon ensemble de baptême dans ma robe de noces. Mémère, avec ses doigts de fée, réalise un vrai chef-d'œuvre. Tante Annetta tricote mon châle blanc pour le baptême.

Sans l'Assurance-santé de l'Ontario (OHIP pour Ontario Health Insurance Plan) ni autre plan d'assurance-santé, nous prenons un plan privé avec la Métropolitaine. Nous ignorons combien coûtera l'hôpital. Notre assurance paye seulement après dix mois, et j'aurai le bébé à neuf mois et demi. Je pense tout à coup que je peux faire venir mon fonds de pension et le tout sera payé. Quand je retournerai à l'enseignement, je recommencerai à contribuer à mon fonds de pension. Un souci de moins.

Je suis convaincue que j'attends une fille. Nous l'appellerons Jacinthe. L'ultrason pour déterminer le sexe du bébé n'est

GISÈLE LALONDE

pas inventé. Gilles travaille toujours le jour et le soir, comme notre ami, André Roy; tous deux travaillent au Centre récréatif, au restaurant de la salle de quilles. Ce n'est pas la vie de famille que nous avons envisagée. Nous avons les fins de semaine à nous. Il se propose en septembre de prendre des cours au Collège Algonquin, en administration. Les soirées sont longues; une chance qu'il y a la télévision. Le jour, je marche pour garder mes forces. Je me rends chez Cécile, ma sœur, qui a maintenant trois enfants nés en deux ans et demi. Ginette est née le 7 janvier, Michel le 30 décembre; François, mon beau filleul, vient au monde le 2 juin de l'année suivante. Pauvre Cécile, elle souffre d'anémie. C'est de famille. Elle et moi recevons deux injections de foie de veau par semaine. Une jeune fille l'aide, mais elle n'est pas forte. Elle et Jean-Jacques ont accepté d'être le parrain et la marraine de mon premier-né. Elle m'aide beaucoup à me préparer à ce grand événement.

L'AFFAIRE MAURICE RICHARD

Au printemps 1955, se produit un incident important dans l'histoire du hockey. Maurice Richard, suspendu, ratera les éliminatoires. Survient l'émeute à Montréal; chez nous, on ne parle que de cela. Un soir je dis à Gilles: «Si j'ai un garçon, je vais sûrement l'appeler Richard.» Dans mon cœur, je n'y crois pas.

Le jeudi 19 mai, fête de l'Ascension, je sens des contractions assez fortes. Gilles et moi nous dirigeons vers l'Hôpital Montfort, construit en 1953. Deux gardes-malades chevronnées m'accueillent à la maternité. Gilles me quitte à l'ascenseur. Gisèle Barbary-Carrière, infirmière, est la sœur de mon amie Claire. Elle travaille à l'étage de la maternité, me fait un examen et écoute le cœur du bébé. Elle m'affirme: «Je suis presque sûre que c'est un garçon; peut-être une grosse fille.» Mes contractions cessent et il faudra patienter quelques jours. Je retiens les paroles de Gisèle Barbary. On dirait que la

JUSQU'AU BOUT!

foudre m'a frappée. C'est la première fois que je commence à croire que je peux avoir un garçon.

NAISSANCE DE RICHARD

Le dimanche 22 mai, les familles Gratton et Deschamps se rendent à leur chalet à Clarence sur la rive de l'Outaouais. Gilles trouve le déplacement risqué, mais je maintiens que le bébé se fait attendre; de plus, nous ne sommes qu'à quarante minutes de l'hôpital. Ce jour-là, j'ai même joué à la briguedine dans le champ. Je me sens très bien, mieux que dans les neuf mois précédents. Nous revenons à Eastview vers 19 h et les contractions recommencent... pour de bon. En route pour l'hôpital, nous arrêtons saluer mes bons amis, Reina et Bernard Lemay. Reina est jociste avec moi. Une fois à l'Hôpital Montfort, mon mari me laisse à l'étage avec ma valise. Je suis déjà inscrite et il me quitte immédiatement, fidèle à la tradition. Aucun homme ne demeurait à l'hôpital avant l'accouchement. Je me sens vraiment seule et je vomis encore. De temps à autre, j'entends le téléphone sonner et la garde qui répond: «Non, M. Lalonde.» C'est mon beau-père Omer qui s'informe de mon état de santé. Gilles appelle également et se heurte au même «NON, M. Lalonde». Ils sont nerveux l'un et l'autre. Ce sera très long: plus de 22 heures! Richard est né le lundi 23 mai, à 5 h 10, le jour de la fête de la Reine. J'entendais les feux d'artifice à Manor Park. Dans la chambre voisine, j'entends ma bonne amie de pensionnat, Constance Théberge, en attente d'un premier enfant, qui souffre beaucoup. Je me compte chanceuse que tout soit terminé et je retourne à ma chambre où m'attendent Gilles, papa et maman. Mon beau-père jubile chez lui. C'est le premier petit Lalonde. Mon bébé Richard est en très bonne santé. Il s'appellera Joseph Gérard Richard dès le dimanche suivant. Cécile et Jean-Jacques sont la marraine et le parrain. M. Lalonde veut qu'on aille le montrer à la famille Lalonde à Hammond le plus tôt

GISELE LALONDE

possible. Je le revêts d'une robe longue blanche à la mode du temps. On le trouve beau comme un cœur. Il ressemble beaucoup à Gilles, bébé.

Comme toute jeune maman d'Eastview, je le promène sur le chemin de Montréal et nous suivons toutes à peu près le même itinéraire. On marche jusqu'au pont Cummings, on aime regarder les bébés des autres. La poussette, l'habillement, la propreté, tout y passe... et surtout la beauté du nourrisson. Nous avons suivi les cours prénataux ensemble. Parfois nous allons à la Grotte et au cimetière prier sur la tombe d'une connaissance. J'aime visiter la tombe de mes grands-parents Gravelle et de mon petit frère Wilfrid.

La maison à Orléans est prête, nous déménageons en juillet mais ce n'est qu'un entrepôt pour nos meubles. Gilles et moi trouvons notre maison trop éloignée et maman s'offre pour garder le petit en septembre; la plupart du temps, nous couchons chez mes parents. Cette fois, j'enseignerai pour le Conseil des écoles séparées catholiques d'Ottawa (CESCO). Je garde le même inspecteur, M. Choquette, qui me veut à l'école Saint-Paul, laquelle ouvrira ses portes cette année-là.

UNE GRANDE PERTE!

En juillet, c'est la fête du père de Gilles. Nous allons, le samedi soir, lui porter une belle chemise blanche. Le lendemain matin, il revient de la messe et il tombe; il meurt instantanément d'une attaque cardiaque devant son épouse et ses plus jeunes enfants. Il portera notre belle chemise blanche plus tôt que prévu. Il vient d'avoir 49 ans et huit enfants sont encore à la maison. Gilles est bouleversé comme tous ses frères et sœurs. Pénible épreuve pour toute la famille Lalonde. Comme belle-fille, je porterai le deuil pendant six mois.



Gilles et moi sommes fiancés. J'enseigne à l'école Montfort et Gilles est fonctionnaire au gouvernement fédéral.



Gilles, reconnu comme un bon joueur de quilles, a mérité le trophée Brading avec un pointage de 431 sur 450. Louis-Philippe Poirier lui remet son trophée.



Le 17 août 1954, jour de mon mariage avec mon ami d'enfance, Gilles Lalonde. Monique Gravelle est ma fille d'honneur et Jocelyne Lalonde est ma bouquetière.



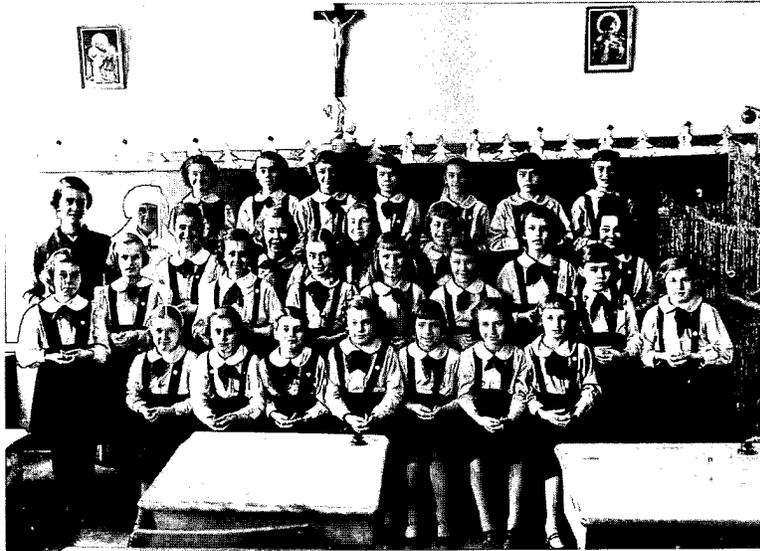
Nous sommes entourés de nos parents. À gauche: Omer et Béatrice Lalonde. À droite: Alice et Ovila Deschamps.



En 1952, à ma première année d'enseignement: la 3^e année
à l'école Montfort. Sœur Alfred est la directrice.
Elle est debout en arrière avec moi.



En 1952, avec le personnel enseignant devant l'école Montfort. En arrière:
Géraldine Lafontaine, sœur Samuel, M^{me} Gratton, sœur Rita, sœur Anne-
Marie et moi. Au milieu: sœur Pauline, sœur Alfred, directrice, sœur Éli-
sabeth, Laurette Lafontaine et sœur Gilles. En avant: Jeannine Gagné,
Jacqueline Bergeron, Suzanne Lurette, Françoise Lavergne et Odette
Parisien. De bonnes amies! Un groupe extraordinaire!



Je les ai bien aimées, ces élèves de 5^e année.
Je suis à gauche avec sœur Alfred.



Mes p'tits bouts d'chou, beaux à croquer, le jour de leur première communion, à la cathédrale Notre-Dame d'Ottawa avec M^{re} Desjardins!
Les jeunes portent une boucle et un brassard, comme le veut la coutume.
Cette année-là, j'enseigne à l'école Guigues.



Ma première année à l'école Saint-Paul comme enseignante titulaire de la 8^e année. Pour la seule fois de ma vie d'enseignante, j'ai un petit nombre d'élèves.

Au haut de la photo, à côté de moi, François Gauthier, le directeur.



Un trophée très convoité: celui du Sou scolaire! Il est remis à deux élèves de ma classe, Lise Carrière et Robert Groleau, par Aimé Arvais, directeur général de l'ACFO. François Gauthier et moi sommes fiers!



Jeunes parents, Gilles et moi posons avec nos trois garçons:
André (8 ans), Richard (11 ans) et Guy (5 ans).



50^e anniversaire de mariage de mes parents. Maman et papa
sont assis au milieu. Debout: mon frère, M^{gr} Gérard Deschamps,
ma sœur Reina, f.d.l.s, moi et mon mari Gilles,
ma sœur Cécile et son époux, Jean-Jacques Gratton.



50^e anniversaire de mariage de mes parents. Papa et maman sont assis au milieu.
De gauche à droite avec leurs petits-enfants: André Lalonde, Guy Lalonde, Ginette Gratton, Gérard Gratton, Michel Gratton, François Gratton, Richard Lalonde, Jean-Pierre Gratton, Lucie Gratton et Denis Gratton.



Lors de la parade paroissiale organisée par mon groupe les «Cum». Dans la voiture, Rachel Ouellette et son cortège royal. Je suis assise en avant.



Ma tendre belle-mère, Béatrice Gélinau-Lalonde, mère de huit garçons et de cinq filles. Elle a pris soin de mes enfants durant plusieurs années.



Lors de la fête soulignant notre 25^e anniversaire de mariage, à Gilles et moi, en 1979.

GISÈLE LALONDE

personnes qui ont travaillé avec elle en gardent le même souvenir. Elle nous faisait rire à en pleurer.

Micheline avait perdu son père en bas âge. Elle se consacrait à alléger le fardeau de sa mère, qui louait des chambres à des universitaires pour joindre les deux bouts et faire éduquer ses enfants. À sa mort, Micheline prit son courage à deux mains. Elle avait perdu son jeune frère Michael, qui terminait son cours universitaire. Puis, elle aidait sa petite sœur et son jeune frère, qui avaient plusieurs enfants. Micheline se donnait constamment: à sa famille, à ses neveux et nièces, à ses élèves; plus tard, elle ira même passer ses vacances d'été dans des pays du Tiers-Monde pour aider à la formation d'enseignants.

En 1974, Micheline héritera d'une tante riche. Elle et moi ferons le tour du monde. Nous partirons en Europe, visiterons les capitales de nombreux pays, puis irons vers l'Asie, visitant mon frère en Papouasie-Nouvelle-Guinée (Océanie) pour revenir par le Pacifique. J'ai appris à connaître vraiment cette merveilleuse amie qu'était Micheline Ruddy!

Pourquoi je vous parle de Micheline? D'abord nous avons vécu des moments mémorables ensemble à l'école Saint-Paul et je vous déclare, moi, Gisèle Lalonde, que «cette fille-là est une sainte».

Petite aventure comique. Nous travaillions fort à l'école Saint-Paul. La plupart avaient une quarantaine d'élèves. Les conseils scolaires avaient peu d'argent et le militantisme n'était pas né dans notre association. Alors, le jour de la paye – une fois par mois! – nous aimions aller manger au restaurant, et j'ajouterais... prendre un verre de vin.

Dans les années 60, j'allais à l'école en décapotable Chevy Sport 2. Par une bonne journée de paye, cinq professeurs, Jean-Claude Dorval, Micheline Ruddy, Aliette Rivard, Ghislaine Cadieux et moi, nous entassons dans ma petite voiture, le toit baissé, pour aller prendre un bon repas au Motel Butler à Eastview. Je mets le pied sur l'accélérateur car il ne faut pas

JUSQU'AU BOUT!

être en retard, et je traverse la voie ferrée, rue Donald, où ne passe à peu près aucun train de marchandises. Malheureusement il y en avait un, ce midi-là. Jean-Claude affirme qu'il aurait pu toucher le train avec sa main droite. Aliette en pleurerait... elle avait eu tellement peur. Je continue mon chemin, un peu moins vite, car moi aussi, j'ai eu peur. Ce midi-là, le service est très lent au restaurant et nous serons quelques minutes en retard. Faire face à François Gauthier, notre directeur, énerve mes passagers au plus haut point. Moi, je leur dis: «Énervez-vous pas, je vais aller lui parler. Il va sûrement comprendre.» Mais ça ne les calme pas, au contraire. Micheline nous rappelle qu'il y a, en plus, ce midi-là, une collecte de papier.

Nous retournons à l'école. Tous les élèves sont rentrés. C'est le calme avant la tempête. Les enseignants qui m'accompagnent se dirigent vers leur salle de classe respective. Moi, prenant mon courage à deux mains, je vais au bureau du directeur. En entrant, j'éclate de rire. François Gauthier me crie: «Ce n'est pas drôle.» Je lui réponds tout simplement: «Si vous voyiez comment les autres ont peur de vous faire face, vous ririez aussi.» François Gauthier était un homme à la voix forte qui voulait toujours paraître autoritaire, mais il était foncièrement bon. «Ah! Oui, je vais leur remettre cela. Cachez-vous derrière la porte.» Il appelle Jean-Claude, Micheline, Aliette et Ghislaine et leur dit, sur un ton pas très amical: «Je veux vous voir, immédiatement, dans mon bureau.» Jean-Claude arrive, en riant jaune... Les filles sont toutes tremblantes. Elles ne s'aperçoivent pas de mon absence, excepté Aliette qui balbutie des excuses. «C'est M^{me} Lalonde... qui a dit de ne pas nous en faire!» M. Gauthier de répondre: «M^{me} Lalonde n'est pas la directrice de cette école.» Cachée en arrière de la porte, je pouffe de rire. Oh! Qu'ils étaient fâchés! La peur a fait place à la colère, puis on a bien ri. Cela ne nous arrivait pas souvent, mais cette fois-là, François était bien fier de son coup!

GISÈLE LALONDE

SUR L'AUTORITÉ...

Ne pensez surtout pas que je défiais l'autorité. J'ai toujours respecté mes directeurs. Aussi je travaillais très fort avec mes élèves. Je collaborais à diverses organisations ou activités scolaires. J'ai toujours donné le meilleur de moi-même et il n'était pas question d'utiliser nos journées de congé de maladie à moins de ne pouvoir se lever le matin. Ma philosophie était la suivante: si tu donnes 100 % de toi-même, pourquoi avoir peur? C'est ce qui me poussait à parler directement et franchement à mes directeurs. J'avais confiance en moi, j'aimais tous mes élèves, j'avais une bonne discipline et je me permettais de rire souvent avec eux. J'ai même apporté mon téléviseur portatif à l'école Saint-Paul, en 8^e année, pour que des garçons assistent à la Série mondiale de baseball en travaillant. J'avais la bénédiction du conseil scolaire. Avais-je un talent spécial pour m'occuper de centaines d'adolescents incompris et mal-aimés? Je me suis aperçue de cette qualité lorsque j'ai fondé les «Cum», un mouvement paroissial, en 1972.

Tout au cours de mon enseignement, je reçois également des stagiaires de l'École normale de l'Université d'Ottawa. Ils viennent le lundi après-midi, douze à la fois, pour m'observer. Je les revois, six à la fois, les mardis et les jeudis où je leur assigne une leçon de vingt minutes chacun. Tout cela me demande beaucoup de préparation, en plus de la correction des travaux de mes élèves. J'ai enseigné toutes les matières pendant une bonne dizaine d'années au cycle intermédiaire, sans une période libre.

Après Noël, je recevais les normaliens pour des stages d'enseignement pratique. Cela durait huit semaines. Je trouvais l'expérience enrichissante. Je saisisais ma chance de remettre à tous ces jeunes ce que j'avais reçu des enseignants lors de mon séjour à l'Université d'Ottawa.

En juin 1956, Gilles et moi décidons que ça n'a pas de sens: nous louons un logis à Ottawa et nous avons une maison

JUSQU'AU BOUT!

louée à Orléans. On retourne donc à Orléans. Précisons que les chemins vers Ottawa étaient tortueux; il n'y avait pas de Queensway ou de route 417. Je passe un très bel été même si je descends très souvent à Eastview avec Richard, lorsque Gilles quitte pour son travail. Il nous reprend le soir. Cet été-là, maman me fait comprendre qu'elle doit aider ma sœur Cécile qui attend un quatrième enfant. Tout de suite, la mère de Gilles s'offre pour garder Richard qui a 15 mois. Sans cela je ne serais pas retournée enseigner. M^{me} Lalonde, qui a élevé treize enfants et possède une patience d'ange, est la gardienne idéale. Garder Richard l'aidera également sur le plan financier.

En septembre, je retourne à l'école Saint-Paul. Gilles conduit Richard tous les matins chez sa mère. Il marche depuis l'âge de 9 mois et il enrichit son vocabulaire. Malheureusement, le petit fait une crise à tous les matins; il aime bien grand-maman Lalonde, mais il veut aller chez «mamoum», nom que ma petite nièce Ginette a donné à maman. Richard arrache la chemise de Gilles, tellement il crie et pleure. À tous les soirs, Gilles me répète: «Gisèle, c'est la dernière année que tu enseignes; tu resteras à la maison.» Au bord des larmes, je me sens si coupable! Richard s'habitue à grand-maman et se réjouit d'y retourner le matin. Je démissionne en juin. Cependant je retournerai en septembre, parce que M. Gauthier a convaincu mon mari qu'il n'a pas de remplaçant en 8^e année. Je démissionnerai à toutes les années et le scénario se perpétuera... pendant onze ans.

AU FEU!

Le 28 décembre 1956, Gilles et moi invitons les couples mariés de la famille Lalonde, ma sœur Cécile, son mari Jean-Jacques, les Pêtre, les Léveillé, les Desroches et d'autres, pour un gros «party» des fêtes dans notre maison rénovée à Orléans. Il reste de menus travaux en électricité à effectuer. Nous étions 28 invités dans la maison. Quelques-uns jouaient aux cartes

GISÈLE LALONDE

dans la cuisine, tout en chantant. Jean-Jacques, mon beau-frère, filmait avec sa caméra 16 mm. On parlait, on riait et dehors un froid sibérien sévissait. Dans le salon, les hommes allaient à chaque heure vérifier si leur auto fonctionnait toujours.

Tout à coup, un cri retentit dans la maison. C'est le voisin: «Vite, sortez. La maison est en feu. La fumée et le feu sortent par le toit.» Gilles crie: «Sortez, mais prenez vos manteaux; laissez tout le reste là.» Les femmes prennent leurs manteaux de fourrure étendus sur mon lit. Elles les ont cueillis juste à temps, une partie du plafond étant en train de s'effondrer. Moi, je prends Richard qui dormait dans son lit; un de mes beaux-frères demande à Gilles si nous avons de l'assurance. Dans l'excitation, Gilles répond par l'affirmative, mais je lui fais remarquer que nous n'en avons pas pour les meubles. Tous les amis, les beaux-frères, les belles-sœurs s'emparent d'une chaise, d'une table, de la vaisselle. La nervosité et l'adrénaline leur permettent d'accomplir des prouesses! Cécile sortira, toute seule, un téléviseur à écran de 17 pouces, et le lendemain, ils étaient deux hommes pour le porter. On jette bibelots, cigarettes, tout sur les bureaux et tables dans les tiroirs. Un plan pour remettre le feu. J'avais appelé les pompiers moi-même. C'était une ligne téléphonique commune à quelques personnes: en un rien de temps, tout le village était là, avec ses pompiers. Les tuyaux étaient gelés, nous nous refilions des chaudières d'eau pompée directement du puits. Il n'y avait pas encore d'aqueduc. Les hommes lançaient l'eau au plafond, qui retombait sur eux. Il faisait tellement froid qu'ils avaient l'air de bonshommes de glace. Immobile au milieu de la cuisine, je ne songeais qu'à rattrapper un ensemble de peigne, brosse et miroir, le premier cadeau reçu de Gilles. Le lendemain matin, le pauvre petit Michel, le plus jeune frère de Gilles, échappa cet ensemble en l'apportant chez ma mère et le miroir se brisa. Ma mère superstitieuse me dit: «Tu vas avoir sept ans de malchance, pauvre enfant!»

JUSQU'AU BOUT!

Au plus fort de l'incendie, ma belle-sœur Denise appelle son père, Roger Ménard, qui possède un camion. Trois quarts d'heure et le camion arrive. On ira déposer les meubles chez Jean-Guy, mon beau-frère. Les voisins, les Lacelle, nous accueillent au chaud. Quelle générosité! Ils nous versent même un petit cognac, pour nous calmer. Il faut regarder cela positivement: ni mort ni blessé, que du matériel détruit. Le lendemain, nous nous retrouvons chez mes parents. Un autre déménagement en vue!

Nous voulons revenir nous établir à Eastview. Nous visitons les bungalows et optons pour un, rue Saint-Denis. Je trouve le plancher de bois franc très chaud, en plein hiver, moi qui ai tant gelé, petite, au-dessus de notre restaurant. Pour moi, cette maisonnette est un vrai petit château. Nous touchons la prime de nos assurances pour la maison d'Orléans, nous payons notre hypothèque et nous réussissons à vendre la maison.

Richard était très avancé pour son âge. Il chantait avec un air juste les petites chansons que j'entendais au jardin à l'école. Il aimait aussi fredonner la chanson populaire du temps: «Bye Bye Love» des Everly Brothers. Il n'avait que deux ans et il récitait un très long poème: «Je suis né un dimanche». On le trouvait beau: un petit blond aux yeux bleus. Il frisait tout le tour et je lui faisais un coq avec un bigoudi. Aujourd'hui, il m'en veut toujours, car il a une rosette.

RICHARD À L'HÔPITAL

À deux ans et demi, Richard subit une infection de la parotide (une glande salivaire). Un abcès s'était formé. Opéré, il demeura vingt et un jours à l'Hôpital Montfort.

L'Hôpital pour enfants de l'est de l'Ontario n'existait pas. Les parents en visite à l'hôpital n'avaient pas la permission de se montrer (pour éviter des crises de larmes). C'était cruel, pour l'enfant et pour nous. Quelques soirs, nous avons vu Ri-

GISÈLE LALONDE

chard pleurer; je voulais y aller, mais on m'arrêta. Il ne fallait pas qu'il pleure! Son ourson n'avait plus d'yeux et d'oreilles tellement il le serrait fort. Richard croyait que nous l'avions délaissé. Après une quinzaine de jours, le chirurgien annonce son retour à la maison pour le lendemain, son abcès ayant disparu sous l'effet des antibiotiques. Le lendemain, nous lisons l'avis suivant au bout de son lit: «À jeun pour opération». Nous passons d'excités à énervés, nous nous questionnons. Notre médecin de famille, le D^r Rouleau, a détecté l'abcès: il est toujours là, et il faut opérer au plus tôt. On ne nous laisse pas même la chance d'embrasser notre fils. C'est inhumain. La seule consolation, c'est d'avoir à nos côtés une garde sans pareille, Claudette Gobeil (qui mourra jeune dans un accident). Elle apporte des jouets à Richard, lui parle de nous, le cajole, le calme quand il pleure. À son retour à la maison, Richard ne nous parle plus. Cette séparation l'a sûrement marqué pour longtemps. C'est une des plus pénibles périodes de ma vie de jeune maman.

RICHARD GRANDIT!

Richard était facile à élever. Il a fait son cours primaire en six ans, au lieu de huit. Il fera partie des louveteaux, des enfants de cœur, du premier groupe de campeurs à Val-des-Bois, au Camp de l'Amitié, avec le père Fournier. Il y est retourné neuf ans, comme campeur ou pour y travailler avec son ami Daniel Roy. Il a commencé très jeune à garder les buts au hockey. Ses instructeurs le trouvant très doué, nous l'avons envoyé dans une école de hockey à Toronto, avec ses amis qui jouaient dans la formation A. Il s'est rendu à l'Université Concordia, afin de jouer dans l'équipe universitaire. Malade, il est revenu l'année suivante à Vanier (Junior B) s'emparer du trophée du meilleur gardien de buts. Bantam, il avait fait la une du *Journal de Montréal*, menant Vanier au triomphe sur l'équipe favorite du tournoi, et à l'obtention de

JUSQU'AU BOUT!

la médaille d'argent du tournoi au centre sportif Paul-Sauvé, à Montréal. Nous étions tellement fiers de lui! Pendant des années, j'ai couru les aréna et encouragé notre formation avec dynamisme.

Pour nous, aller à l'aréna, c'était un passe-temps familial. Toute la famille assistait à ces matchs, en plus de mon beau-frère Lucien et de ma belle-sœur, Madeleine... Même si j'enseignais et si j'étais en politique scolaire, j'ai rarement manqué un match de hockey, avec tous les autres dévoués parents, les Séguin, les Vinette, etc. De plus, Jacques Martin, l'entraîneur des Sénateurs d'Ottawa, était l'instructeur des gardiens de buts dans l'équipe de Richard. Nous le trouvions tellement gentil, poli et sérieux. Il a eu une influence marquée sur notre fils aîné.

ENCEINTES PAR CETTE CHALEUR

Mais retournons en 1958. Je ne digère plus et je ne garde aucune nourriture. Je suis enceinte! J'ai eu une grossesse de 62 jours en juillet 1957 et j'espère rendre le petit à terme, cette fois. J'ai hâte de l'annoncer à Gilles, qui veut aussi une belle petite famille. Je termine mon année scolaire, tant bien que mal, et je fais de gros efforts car mes élèves se destinent au secondaire. J'attends mon enfant pour novembre 1958. Quand je quitte la classe quelques minutes, le directeur, François Gauthier, me remplace (son bureau est en face). Je ne garde même pas l'eau. Pour André, il me semble que je souffre plus mentalement, car je suis très stressée. J'ai 38 élèves et je prends deux autobus, car Gilles a repris l'auto. Il travaille tous les soirs de la semaine, du lundi au vendredi, de 18 h à 22 h, au magasin Gratton, propriété de mon beau-frère Jean-Jacques. Je me sens seule, le soir, j'ai peur...

Ma sœur Cécile est enceinte en même temps que moi. Nos visites chez le médecin coïncident toujours. Lorsqu'on déambule ensemble sur le chemin de Montréal, je n'ose me

GISÈLE LALONDE

regarder dans les vitrines! J'ai pris tellement de poids. Un jour, en revenant d'une de ces visites, j'ai trébuché et je me suis étendue de tout mon long sur le trottoir, rue Deschamps. J'étais tombé comme une poche, sans aucune protection. Cécile riait... Moi, j'étais inquiète pour le bébé. J'ai téléphoné au médecin qui m'a rassurée. Le bébé était mieux protégé que moi!

L'été 1958 a battu tous les records de chaleur. Il faisait tellement chaud que je ne pouvais dormir dans mon lit. Dans ce temps-là, nous n'avions pas de climatiseur. Je dormais donc allongée dans une chaise de parterre, sur la galerie. Je prenais des médicaments très puissants. Maintes fois, Carmen, ma belle-sœur, m'a accompagnée chez le médecin car il me fallait traverser le chemin de Montréal et ma vue était souvent embrouillée. Je souffrais d'anémie grave et recevais deux injections par semaine de foie de veau ou de fer.

Cécile, qui l'attendait pour la fin novembre, a eu Jean-Pierre le 11 de ce mois. La chanceuse!

ANDRÉ ET SON ENTRÉE DANS LE MONDE

Le 23 novembre, je me rends chez le médecin qui me dit en riant: «J'espère que vous allez me laisser regarder la partie de la coupe Grey, samedi après-midi.» Je l'ai laissé voir sa partie, mais André est venu au monde dans la nuit de samedi à dimanche, le 23 novembre. C'est drôle, même si je vomissais beaucoup, j'avais toujours de gros bébés! André pesait neuf livres et une once. Il avait respiré avant de naître et le D^r Mainville, l'anesthésiste, le sauva. Mon petit souffrira d'asthme, jusqu'à l'âge de vingt ans. Jusqu'à 12 ans, il sera couvert d'eczéma. On pleurait souvent avec lui, il se réveillait toutes les nuits. Pauvre petit! À deux ans et demi, après de multiples infections, le chirurgien décide de lui enlever les amygdales. André sera le premier opéré le matin parmi beaucoup d'autres patients. Le médecin tout nerveux viendra nous

JUSQU'AU BOUT!

chercher vers 17 h. L'enfant venait de se réveiller. Nous étions tellement inquiets. Le petit est demeuré plusieurs jours à l'hôpital. Malgré ses problèmes médicaux, Gilles et moi voulions qu'il mène une vie normale. Souvent il ne pouvait suivre les autres et il se demandait «pourquoi moi?». Plus tard, nous l'avons inscrit au hockey et il avait un instructeur tellement compréhensif: M. Carrière. Il laissait André commencer la partie et quand une crise d'asthme survenait, il le prenait dans ses bras et l'emmenait à notre banc de spectateurs. André a été suivi par les plus grands spécialistes. Il manquait l'école en moyenne deux jours par semaine. Il n'avait pas de mémoire à cause des médicaments qu'il prenait. Combien de fois ai-je pleuré avec lui! Il avait tellement de difficultés à mémoriser. Je lui faisais répéter ses leçons tous les soirs. Il jouait au hockey comme son grand frère et il était aussi bon gardien de buts. Il jouait dans le hockey organisé et, un samedi matin, on s'est rendu avec lui à Richmond, en Ontario. Il avait effectué 62 arrêts en deux périodes. Puis il a dû revenir au banc, souffrant d'asthme. On le félicitait au micro, en anglais; il ne savait même pas ce qui lui arrivait, jusqu'à ce qu'on l'informe de l'exploit qu'il venait d'accomplir. André excellait en dessin. Tout comme papa, il est un artiste dans l'âme. Il n'a jamais voulu poursuivre ses études, continuer au collège ou à l'université. C'était son choix. Après son secondaire, il a rejoint son ami Daniel Forget, au Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques (CFORP), comme imprimeur, position qu'il occupe encore aujourd'hui après 27 ans. Il est devenu un vrai spécialiste dans ce domaine. Bien que de santé délicate, il s'est toujours montré courageux dans l'épreuve.

André est donc venu au monde le 23 novembre 1958. Je suis heureuse de passer mon temps à la maison avec lui et Richard. La période de Noël est toujours excitante. L'arbre et la crèche sont montés tôt. Gilles travaille toujours du lundi au samedi. Nous n'avons pas beaucoup de vie sociale, mais nous sortons de temps à autre avec nos amis, Laurette et André

GISÈLE LALONDE

Roy. J'appelle maman tous les jours et Cécile est toujours là pour me conseiller relativement au bébé, mais j'ai une phobie du téléphone. Je ne sais pourquoi, mais quand je dois faire un appel je me sens stressée au maximum. Aujourd'hui, encore, je déteste le téléphone!

Début mars 1959, Roland Bériault, directeur général du CESCO, m'offre un jardin dans une école anglaise. «Vous voulez rire, moi dans une école de langue anglaise! Je ne sais même pas mes prières en anglais.» Je ne me voyais pas dans un tel milieu. Il y avait une réelle pénurie de professeurs. Quelques jours plus tard, on m'offre la 1^{re} année à l'école Guigues. Je connais le directeur, frère Cyprien, de réputation: bon, sévère, comme François Gauthier, qu'il a formé. On me supplie d'accepter car on veut m'assigner une 1^{re} année; les bambins doivent faire leur première communion, et ont eu une dizaine d'enseignants substituts dans les derniers mois. J'y pense, mais mes petits viennent en premier. Toutefois, ma belle-mère m'offre ses services et viendra encore chez nous les garder. Je l'ai fait, mais enseigner à des petits bouts de chou, ce n'était pas pour moi. Ils étaient adorables, mais comme j'étais habituée à des adolescents de 8^e année, je ne pouvais m'habituer à les écouter tous les matins me raconter leurs petites histoires de famille, les faire lire un à un et souvent, afin qu'ils puissent maîtriser leur lecture. Je trouvais cela fastidieux: je regardais souvent la pendule. J'avais hâte à quatre heures! J'ai réussi tout de même: mes élèves maîtrisaient bien les notions de la première année, je crois qu'ils m'aimaient; je m'émerveillais devant tous ces petits garçons qui étaient beaux physiquement, mais surtout dans leur cœur. Ils étaient tellement innocents! Je leur apprenais des chants que j'ai pu montrer à Richard et à André. De temps à autre, François Gauthier venait me voir et me demandait de retourner à Saint-Paul en septembre. Frère Cyprien m'a demandé de rester à Guigues. L'inspecteur Millette est venu faire sa visite annuelle et m'a invité également à reprendre ce cours. Je me suis exclamée: «M. Millette, si le

JUSQU'AU BOUT!

Conseil me remet avec des petits de première année, je vous jure, je déchire mon certificat!» M. Millette, la bonté même, s'est mis à rire et j'ai abouti en septembre à Saint-Paul encore en 8^e année. Là, j'étais vraiment heureuse.

NAISSANCE DE GUY

Richard commence son jardin avec, comme institutrice, ma grande amie, Jeannine Gagné-Zanetti. Je suis à la maison car j'attends un autre enfant. J'aimerais bien avoir une fille, mais je suis plus raisonnable maintenant. Pourvu que le bébé soit en santé, c'est ce qui importe. Même si je ne peux encore rien digérer, j'aurai encore un beau gros bébé de neuf livres. Guy est né le 14 août 1961 et tout le monde l'adore! Dès son jeune âge, il ne pense qu'à attirer l'attention. Il rit toujours et est tellement heureux! De nombreuses fois, en août, François Gauthier vient voir si j'ai accouché, car il me veut à tout prix à Saint-Paul en septembre. Il n'y a pas de professeurs pour la 8^e année. Je fais baptiser Guy le dimanche après la sortie de l'hôpital, et début septembre, je suis en classe. Je suis très faible, et je commence à faire des hémorragies. Puis, cette année-là, nous vendons la maison de la rue Saint-Denis, trop petite pour notre famille, afin d'en acheter une plus grande, rue Lavergne. C'est un beau secteur, et de l'autre côté de la rue, il y a un terrain de jeu adjacent à l'école Cadieux. Nous aimons beaucoup notre nouvelle maison. Nous avons une grande cour avec une patinoire en hiver. C'est le rendez-vous de plusieurs jeunes de la rue. J'ai un sous-sol spacieux et les jeunes entrent et sortent à leur guise. J'aime mieux les voir jouer chez nous que traîner dans la rue.

UN BINGO MISSIONNAIRE!

Dans ce sous-sol, croyez-le ou non, j'ai reçu 182 personnes pour un bingo! Mon frère Gérard était en visite au Ca-

GISÈLE LALONDE

nada et j'avais organisé un bingo au profit de sa mission en Papouasie. Les pompiers et les policiers avaient été avertis et, comme c'était la veille des élections, j'avais fait de la place pour recevoir les politiciens municipaux dont le maire, Oscar Perrier. Nous avons servi un goûter à tout le monde. À un moment donné, Gilles avait peur que l'escalier s'effondre. Oui, cela a été une vraie aventure!

GUY L'ESPIÈGLE

Notre séjour rue Lavergne a été surtout marqué par les mauvais coups du petit Guy. Il fallait le surveiller constamment. Tous les matins, Cécile m'appelait et me demandait: «Qu'est-ce que Guy a fait encore?» Les autres trouvaient cela drôle, mais pas moi.

Surtout pas quand il a répandu de la moutarde partout sur mes beaux divans roses. Cette nuit-là (il s'était levé), il avait trempé des petits pains dans la toilette et il les dégustait en riant très fort. Je me lève et il me dit qu'il a fait des sandwiches. Il n'a pas deux ans.

Une autre nuit, il avait inséré du dentifrice dans toutes les prises de courant du salon et de la salle à manger. Une autre fois, il avait décroché les draps de la corde à linge de la voisine et les avait jetés dans la boue. Il partait à trois ans en randonnée avec Linda, plus jeune que lui, et dirigeait le trafic comme un policier. Il a même peint la robe neuve de ma belle-mère!

Quel contraste avec André et Richard, si tranquilles! Arrive le jour où Guy commence l'école. Il a tellement hâte qu'il se sent comme chez lui. Son institutrice, Colette Butler, conduit un jour tous ses élèves aux toilettes. La directrice, sœur Marie-Wilfrid, les surveille à la porte. Guy se retourne, puis lui dit: «Écoute donc, toi! Tu n'as pas d'autre chose à faire que de nous surveiller faire pipi?» La religieuse a pouffé de rire! Même qu'elle m'en parle encore aujourd'hui. Guy réussissait très bien à l'école. Il a été animateur à la messe dominicale à

JUSQU'AU BOUT!

l'âge de 11 ans. On lui a même demandé d'animer la messe de minuit et il n'avait pas 14 ans. Il a été et est toujours aussi ambitieux. Après avoir obtenu son baccalauréat avec concentration en management et science politique, il est devenu fonctionnaire au gouvernement fédéral et a vite gravi les échelons. Il est présentement directeur de Services à la clientèle et Gestion au Conseil canadien des relations industrielles.

EXPO 67

Si plusieurs se remémorent Expo 67 comme un temps heureux de leur vie, pour moi ce temps-là a été un cauchemar. Les patrons de Gilles lui demandent d'aller travailler à Montréal afin d'effectuer les achats nécessaires et de voir au bon fonctionnement et à l'accélération des constructions appartenant au gouvernement fédéral. C'est la première fois que Gilles nous quitte. Un bon dimanche après-midi, il nous embrasse en pleurant; j'essaie de le rassurer. Il vient toutes les fins de semaine. Cette année-là, j'enseigne toujours à Saint-Paul; les trois jeunes fréquentent l'école Cadieux; je suis mère de famille et commissaire d'école à Eastview; et j'ai toujours terriblement peur de demeurer à la maison, en l'absence de Gilles. Mais, Richard fait son petit homme; il m'aide à sortir les ordures, etc.

En l'absence de Gilles, André a eu un accident dans la cour de l'école et j'ai dû le transporter à l'hôpital. Puis, Guy s'est brisé le bras en se baladant à bicyclette et Gilles ne voulait pas qu'il soit endormi même s'il avait besoin d'une opération. Il a fallu une heure pour le convaincre: il ne voulait pas, parce qu'André s'était fait endormir lors de son ablation des amygdales et les médecins avaient eu de la difficulté à le réveiller. J'ai vécu, durant six mois, les supplices d'une mère monoparentale. Je plains énormément ces femmes et je sympathise avec elles, qui n'ont personne avec qui partager les responsabilités familiales. Je ne crois pas que nous aurions pu

GISÈLE LALONDE

continuer longtemps de cette façon. Gilles est revenu exténué. Il m'a fallu beaucoup de courage pour accepter l'offre du Conseil des écoles catholiques à Gloucester qui m'avait offert un projet spécial en 3^e année à l'école Saint-Gabriel. Il s'agissait de faire de l'enseignement en équipe avec M^{me} Ouellette jusqu'à Noël, puis de faire la rotation entre nous et Lily Boileau, de janvier à juin. J'ai adoré cette expérience, un projet-pilote. Toutefois, nous n'avons pas recommandé de renouveler l'expérience, trop fatigante pour ces jeunes élèves. Avec ces nouveaux défis à relever, j'ai pris du mieux et j'étais encore prête à affronter la vie avec détermination.

Yvon Huppé, directeur à l'école Saint-Gabriel, m'offre d'enseigner le français, la religion et la géographie au cycle intermédiaire. Puis, pendant cinq ans, j'enseignerai seulement la religion. Il s'agissait de la nouvelle catéchèse et j'aimais bien mon travail.

En 1968, nous vendons notre maison, rue Lavergne. On se fait construire un duplex, rue Shakespeare. La santé de ma mère est chancelante et j'aurai un logis pour mes parents lorsqu'ils décideront de vendre leur maison, rue Vachon. En attendant, nous obtiendrons un loyer mensuel qui nous permettra d'entreprendre de très beaux voyages en famille.

DISNEYLAND: VOYAGE DE RÊVE

Nous avons entrepris un voyage intéressant à la fin juin 1968. Nous avons sillonné le Canada, d'Ottawa à Vancouver. Voyager, c'est éduquer; je le confirme! Nous en avons vu de beaux endroits dans notre pays. Nous nous sommes arrêtés dans toutes les capitales provinciales, les grandes villes comme Saskatoon et Calgary. Là nous avons assisté au Stampede, puis nous avons continué à Edmonton, Banff et Jasper, le lac Louise à travers les Rocheuses pour continuer et descendre la côte Ouest américaine. La visite de Seattle, San Francisco, San Diego et Los Angeles, sans manquer tous les beaux petits vil-

JUSQU'AU BOUT!

lages, comme Santa Ana, le long du littoral, nous émerveille. Les enfants ont hâte de se rendre à Anaheim, où les attend Disneyland en Californie, but avoué de ce voyage. Il n'y avait pas Walt Disney World en Floride en ce temps-là. Pour Richard, André et Guy, c'était un voyage de rêve planifié. J'avais acheté de nombreux jeux et cadeaux inspirés de ce monde enchanteur, question de les motiver encore plus. J'avais montré à Richard l'art de lire une carte géographique et il dirigeait son père, ou moi, sur la route. Richard s'assoyait en avant avec le chauffeur. André a eu une attaque d'asthme qui l'a mené à l'hôpital à Jasper. L'altitude ne l'aidait pas. Nous sommes demeurés deux jours à Disneyland. Pour revenir, nous avons traversé neuf autres États américains. On a couché à Las Vegas, puis on a visité les canyons. Nous n'étions qu'à quelques milles du Mexique. On a traversé deux déserts, et on est revenu par l'Utah. Nous avons visité la ville des cow-boys, Cheyenne en Wyoming. Il faut dire que les gens de l'Ouest américain sont aussi hospitaliers que ceux de l'Ouest canadien.

Un des endroits qui a marqué le plus les enfants est Boys Town dans le Nebraska. J'ai raconté aux jeunes l'histoire d'Edward Joseph Flanagan et nous avons visionné un film portant sur ce prêtre qui a travaillé toute sa vie auprès des jeunes délinquants. Ce film a valu à James Cagney un Oscar, exposé à l'entrée de cette institution venant en aide aux jeunes sans foyer ni éducation. Après avoir visité la propriété, j'ai acheté la statue, emblème de ce site. Elle représente un jeune garçon transportant un petit infirme délaissé par sa mère et sous laquelle il est inscrit: «*He ain't heavy Father, he is my brother*» («Il n'est pas lourd mon Père, il est mon frère»). Quelle belle leçon pour mes enfants! Nous sommes revenus au mois d'août, épuisés mais heureux de notre voyage.

GISÈLE LALONDE

MA PAROISSE ET MA FAMILLE

La paroisse est une institution extrêmement importante pour ma famille et moi. Dès les premières années de mon mariage, Gilles et moi nous sommes impliqués sur le plan paroissial, à Notre-Dame-de-Lourdes, d'Eastview, où j'ai été baptisée en 1933.

Très jeune maman, j'ai été dame de Sainte-Anne sous la présidence de M^{me} Gouin. Lors des processions, je portais ma belle médaille avec un ruban violet. Puis, M^{me} Liard, l'amie de maman, m'a invitée à joindre la Fédération des femmes canadiennes-françaises de l'Ontario (FFCFO) (afin de promouvoir la culture française et d'aider la femme au foyer). On travaillait très fort pour les pauvres. M^{me} Liard, c'était la Saint-Vincent-de-Paul à elle seule. Plus tard, sous la présidence d'Alice Châtelain, je deviendrai secrétaire de la Fédération. Quant à Gilles, en plus de passer la quête, le dimanche, il présidait le Comité des finances. Il siégeait à ce Comité lors de la construction de l'église actuelle après que notre belle église a été la proie des flammes. Les trois enfants seront, chacun leur tour, louveteaux et enfants de chœur. André suit toutes les activités du père Fournier; Richard travaillera plus tard au Camp de l'Amitié; Guy sera animateur aux messes dominicales et membre des Chevaliers de Notre-Dame, avec le père Kauffman. Gilles fera également partie de la Ligue du Sacré-Cœur.

Puis, une fois nos enfants devenus plus grands, j'ai organisé un camp de catéchèse pour couples sous le thème «Pour vivre ensemble, il faut savoir aimer» et un autre pour les familles, au Camp de l'Amitié. Deux belles fins de semaine où nous créons des liens formidables et que nous ne sommes pas près d'oublier. Nous étions très nombreux à ces deux camps d'adultes.

Le curé Lucien Nourry et le vicaire Laurent Proulx m'invitent à mettre sur pied, avec eux, des cours de catéchèse pour adultes un soir par semaine à l'école Cadieux. Là encore, les

JUSQU'AU BOUT!

paroissiens répondent très bien. J'ai aidé également le père Nourry à organiser le premier comité de pastorale, dont j'ai été élue la première présidente.

LES «CUM»

En 1972, je constate une lacune au secondaire. Les élèves ne reçoivent aucune leçon de catéchèse aux deux écoles de mes enfants. Je réunis deux jeunes filles, Pauline Séguin et Lise Châtelain, avec Richard, mon fils, dans le salon chez nous. Je leur parle d'un projet de catéchèse que je caresse, pour les jeunes de 14 à 18 ans. Eux croient que ça ne marchera pas, mais ils sont prêts à essayer. On envoie une feuille d'invitation à leurs amis, qui accroche leur attention, mais qui ne dit pas tout. Je veux ces jeunes pour leur parler en face; j'ai confiance de réussir à les rassembler. Richard, Lise et Pauline me disent de privilégier au début le dialogue, les discussions propres aux problèmes communs à cet âge-là. Nous rédigeons ensemble un ordre du jour pour une première réunion. Le premier soir, une vingtaine de jeunes font leur apparition. Je suis tout excitée et mon seul désir est de les motiver à revenir. Je leur explique avec enthousiasme ce que nous pourrions faire ensemble. Je les écoute, ils me donnent des sujets qui les préoccupent: relations avec leurs parents, drogue et, à ma grande surprise, ils veulent parler de Jésus-Christ, de la messe... Ils sont emballés... Ils seront une quarantaine à se réunir tous les mercredis soir. Ils veulent faire des choses, ils veulent parler... Le supérieur des Montfortains, le père Williamson, répond à mon appel à l'aide et m'envoie des scolastiques pour m'aider. Michel Mayer, Michel Grignon et Louis-Marie Dion viendront toutes les semaines et bâtiront avec moi une équipe de jeunes formidables. Comme je les ai appréciés! D'autres se joindront à nous lors de sessions d'études ou d'activités spéciales. Mon groupe avait choisi comme nom les «Cum» (*cum* en latin veut dire «avec» et plusieurs

GISELE LALONDE

étudiaient le latin). Nos rencontres seront presque toujours suivies d'activités afin de permettre aux jeunes d'appliquer les principes acquis lors de la session sérieuse. Nous aurons la Montée pascale au Séminaire des Pères Montfortains avec les pères Richer et Richard; une visite d'ainés au Centre d'accueil Champlain où ils intervieweront les personnes sur leurs expériences de vie; un débat avec certains jeunes d'un côté et leurs parents de l'autre, dont je me ferai la modératrice; le visionnage d'un bon film avec discussion sur les caractéristiques d'un bon spectacle ou film, etc. Nous sommes tous emballés.

Avec l'aide du club social Notre-Dames-de-Lourdes, présidé par Gilles, nous avons organisé un gros carnaval pour semer du dynamisme et de la fraternité dans la paroisse en faisant coopérer jeunes et adultes. Trois jours de réjouissances dont le couronnement de la reine (Rachèle Ouellette), au Bal du samedi soir. Rien de tel que de voir un père danser avec sa fille, ou une mère avec son fils. Le bonhomme Carnaval défile avec la reine des Cum, une fameuse parade où toutes les associations avaient leur char allégorique. Sans oublier la partie de hockey: les scolastiques et les Cum... contre les policiers de Vanier! L'aréna de Vanier était plein, et il y avait une atmosphère indescriptible. À la fin, un filet rempli de ballons a été déployé dans la foule. Riche expérience.

Le temps passé avec les Cum a probablement été la période la plus forte de ma vie de maman. Ces rencontres facilitaient mes relations avec mes deux adolescents, Richard et André, qui participaient au regroupement. Malheureusement, j'ai dû subir une hystérectomie en 1973 et, dès 1974, je devenais présidente du CESCO. Je ne pouvais plus continuer. Les Cum ont séjourné une fin de semaine au camp des Pères Montfortains, au lac Poisson Blanc (à Denholm), pour une retraite, et nous avons réfléchi ensemble. Nous avons créé des liens qui ne se sont jamais effacés. C'est malheureux que le groupe n'ait pu continuer. Les Cum ainsi que la chorale de jeunes avec Myriam Potvin ont laissé une marque indélébile

JUSQU'AU BOUT!

dans l'histoire de Notre-Dame-de-Lourdes de Vanier. Je me suis souvent inspirée de la carte de Noël que ces jeunes avaient confectionnée et du texte: «Garde ton sourire et ta gaieté, Sois un cadeau pour les autres et continue d'être la Lumière qui éclaire et le Feu qui réchauffe.» Les Cum l'avaient tous signée. Cette carte est un trésor précieux.

ACTIVITÉS MISSIONNAIRES

À chaque visite de Gérard au Canada, j'organisais une fête afin de recueillir des fonds pour ses œuvres missionnaires. Une année, j'avais distribué des petites banques à nos amis. Mon beau-frère Jacques Lalonde avait amassé des boîtes de métal. (Jacques travaillait à ce moment-là pour IGA.) Une compagnie de Hull avait percé les fentes nécessaires pour y déposer l'argent. *Le Droit* avait imprimé des collants avec photos pour apposer sur les boîtes. Tout avait été fait gratuitement. Puis, après un an, j'ai organisé un *shower* pour mon frère, où les familles apportaient leurs banques. Nous avons ramassé plus de 2 000 \$ et d'autres tirelires se sont remplies par la suite, pendant des années. Après quelques années, nous avons abandonné notre projet. La dernière activité missionnaire a eu lieu deux ans passés. La chanteuse Micheline Scott a alors donné un spectacle qui nous a permis de remettre plus de 7 000 \$ aux Missions. C'était pour leur nouveau diocèse de Bereina. Enfin, Jacques Lalonde continue de remettre sa tirelire tous les ans.

AUTRES PROJETS SCOLAIRES

En septembre 1972, Henri E. Gratton et Adélarde Bellavance me demandent de lancer un projet-pilote en éducation familiale et sexuelle. Hum! Très controversé. On me rassure: le père Jean-Paul Cousineau, le coordonnateur, m'aidera et me conseillera. Un prêtre extrêmement gentil, que j'apprécie. Cet

GISÈLE LALONDE

enseignement exige énormément de préparation, pédagogique et surtout psychologique. Lors de mes périodes libres, les élèves peuvent venir me voir pour obtenir de l'aide. C'est là que j'ai reconnu plus que jamais que les jeunes avaient un grand besoin d'écoute et d'encouragements. J'ai bien aimé ce défi.

Je démissionne en juin 1973. J'ai enseigné à des centaines de jeunes à l'école Saint-Gabriel. Je rencontre souvent mes anciens élèves, qui se font un plaisir de venir me saluer.

Pourquoi ai-je démissionné? Vice-présidente du Conseil scolaire à Ottawa, je croyais devoir choisir entre l'enseignement et la politique. La politique me payait 2 400 \$ par année, mais j'étais heureuse dans cet emploi presque à temps plein, puisque je prenais part à de nombreux comités; je savais également que je pourrais apporter beaucoup à ma communauté.

On m'a offert de devenir la première directrice générale du CFORP, une des plus belles, sinon la plus grande des réalisations de l'Ontario français. Mais je vous parlerai de tout cela dans les pages consacrées à ma vie publique. MERCI à Henri E. Gratton d'avoir eu confiance en moi.

VOYAGE AUTOUR DU MONDE

Mon frère Gérard était en Papouasie depuis 1960. Il nous parlait tellement de ce coin du globe peu connu et je rêvais d'aller le visiter un jour. Je demande à Micheline Ruddy, ma collègue de l'école Saint-Paul, si elle veut m'accompagner. Elle me riposte: «Tu veux m'emmener dans la brousse?» Je lui réponds: «Bien non, mon frère vit dans la capitale à Daru.» Je viens à bout de la convaincre et nous nous envolerons, en juin 1974. Mon mari, Gilles, a une peur bleue de l'avion, mais m'encourage à y aller. Il demeurera avec les trois jeunes, âgés de 18, 16 et 13 ans. Ils viennent tous nous reconduire à Dorval et je sens leurs craintes et appréhensions de nous voir partir pour deux mois.

JUSQU'AU BOUT!

Incidents, émotions et craintes sont au rendez-vous. Premier arrêt: Amsterdam à l'hôtel Central; nous resterons trois journées complètes en Hollande. Puis, ce sera Paris. Nous avons acheté un billet autour du monde et nous pouvions nous arrêter où bon nous semble.

Arrivées dans la capitale française, nous nous procurons des billets pour tous les parcours touristiques: Paris, le jour; Paris, la nuit; un tour en bateau-mouche sur la Seine; la tournée des châteaux: Versailles, Fontainebleau... Le soir, c'est la visite du Moulin-Rouge, de bons restaurants; le jour, le magasinage, de longues promenades sur les Champs-Élysées et la visite de musées, de la tour Eiffel. Tout nous émerveille! Nous logeons dans une auberge, tout près d'un grand journal de Paris. Le premier soir, nous ouvrons toutes grandes les fenêtres parisiennes. Nous nous croyons bien à l'abri de regards étrangers. Le lendemain matin, on entend rire et parler. J'ouvre les yeux et je vois, à quelques pieds de la fenêtre, des têtes d'hommes qui disent: «Réveillez-vous, les p'tites filles. C'est le temps de vous lever.» Chacune dans notre lit, les couvertures se resserrent. On ne veut pas se lever devant tous ces observateurs. Heureusement, nous entendons une voix masculine, sans doute le patron, et les têtes disparaissent.

Après Paris, se présente Rome et ses attraits touristiques. Dans la ville éternelle, nous rencontrons une enseignante d'Ottawa qui nous recommande d'éviter la Grèce... «ce n'est qu'un amas de ruines». Nous la regardons, estomaquées. Après six jours, nous prenons l'avion pour Athènes. Nous demeurons à l'hôtel Amalia, en face du Palais royal. On peut voir des chars d'assaut partout; c'est après le départ du roi Constantin et on sent la méfiance. À l'aéroport, il faut prendre une photo de nous-mêmes pour passer avec notre caméra. Mais l'Acropole est une splendeur! Il fait extrêmement chaud et nous devons y monter.

Voyage vers Beyrouth. Nous aurions dû appeler l'ambassade canadienne...

GISÈLE LALONDE

Dans l'avion nous conduisant au Liban, nous sommes trois passagers. Un homme et nous deux. C'est un Américain (un agent secret, sans doute...!). Sur le coup nous ne l'avons pas pris au sérieux. Il se lève dans l'avion et vient nous dire de demeurer à l'hôtel Phoenicia et de ne pas sortir de là pendant tout notre séjour. C'est très dangereux. Il nous répète ce message, mais on dirait que ça ne rentre pas. Pourtant, il semble au fait du sujet. Nous ne connaissons jamais son identité. Heureusement nous avons une chambre dans un hôtel fort luxueux. Nous pouvons admirer la ville de Beyrouth de notre balcon. Nous aurions bien aimé aller la visiter, mais au loin des bruits sourds nous effrayaient un peu.

Une bonne journée, après quelques jours passés à l'intérieur de l'hôtel à regarder tous les riches Arabes entrer avec leur harem et leur suite, nous décidons de nous aventurer au moins jusqu'au bord de la mer. Nous sortons. À côté de l'hôtel, il y a une bijouterie. Nous admirons les beaux bijoux lorsque tout à coup une limousine noire arrête et je sens deux mains me saisir. Tout ce que je vois, c'est un long vêtement blanc. Je suis tellement surprise que je ne bouge même pas. Micheline, toujours alerte, me tire car nous ne sommes qu'à quelques pas de la porte de l'hôtel. Nous réussissons à y entrer et je peux vous assurer que nous y sommes restées jusqu'à notre départ, quelques jours plus tard. L'homme de l'avion avait raison.

Le jour de notre départ pour Bangkok, nous quittons l'hôtel à Beyrouth, vers 22 h. Le chauffeur de taxi nous avertit qu'il va rouler très vite, qu'il nous faut traverser le quartier juif et que c'est très dangereux. Il fait noir, aucune lumière sur la route. Nous arrivons à l'aéroport, et l'on nous avertit qu'il n'y aura pas d'avion ce soir-là et que nous avons le choix: retourner à l'hôtel et revenir pour 6 h le lendemain matin ou demeurer à l'aéroport. Micheline et moi décidons que nous serons plus en sûreté dans l'aéroport. Avoir su...

Quelques minutes après, nous examinons les lieux. Il n'y a là qu'un couple d'Australiens, un chat siamois dans une cage,

JUSQU'AU BOUT!

et nous. Le seul homme du groupe est maigre, d'un certain âge et sûrement pas un protecteur. Toutefois, tous deux nous parlent comme de bons amis et nous rassurent un certain temps. Au début, nous avons vu des soldats, et pour nous ces militaires représentent également la sécurité. Mais, lorsque ces jeunes soldats viennent à nous, munis d'une baïonnette et d'une bouteille de bière à la main, nous enjoignant d'en boire une avec eux, et que nous constatons leur très jeune âge, nous sommes loin d'être rassurées. Nous n'aurions jamais eu le courage d'aller à la toilette. Ce fut la nuit la plus longue de ma vie. Micheline et moi étions très nerveuses. Comment allions-nous sortir de Beyrouth? Vers 6 h du matin, de nouvelles personnes arrivent, avec des boîtes de carton brun, mais des soldats leur crient qu'il faut tout laisser là et se mettre en rangs près d'une porte. On nous dit à nous quatre qu'il faut faire de même. Nos valises sont déjà près de la piste d'atterrissage. On entend un avion descendre, le nôtre. Nous ne sommes pas aussitôt montées que l'avion décolle. Micheline et moi avons vécu une de ces aventures que nous ne sommes pas près d'oublier. Notre prochain arrêt: Bangkok, hôtel Dusit Thani.

La Thaïlande est vraiment notre premier pays asiatique. C'est là que Micheline est tombée malade. Nous n'avions pas à en chercher la raison. Nous étions allées visiter les marchés flottants. Nous sommes tellement dédaigneuses toutes les deux. Les gens se brossent les dents, lavent leur linge, jettent leurs déchets dans le fleuve. Ils demeurent sur des bateaux. La misère que l'on voit partout est indescriptible.

Pourtant, la veille, nous avons visité des temples ornés de bouddhas recouverts de feuilles d'or. Il y a de l'or partout. Richesse et pauvreté s'entremêlent. Nous assistons à des spectacles grandioses. Je me suis fait faire une robe du pays en quelques heures seulement. Les Thaïlandaises sont très adroites et très belles. Nous prendrons notre prochaine envolée pour Hongkong avec Air Siam, dans un Boeing 747 qui offre un service impeccable.

GISÈLE LALONDE

Nous versons une somme additionnelle pour remonter vers Hongkong. C'est probablement la seule chance que nous avons de visiter cette île, dont on a tellement entendu parler durant la guerre et qui devait faire éventuellement partie de la Chine, pays très fermé à l'époque. Un soir, je suis à prendre un digestif à l'hôtel Miramar de Hongkong; je n'ai même pas pris encore une gorgée, que je dis à Micheline: «Je ne me sens pas bien. La tête me tourne; je paie ma note et je monte à la chambre.» Dans l'ascenseur, je suis tombée par terre et j'ai rampé jusqu'à la chambre. J'ai pu appeler la réception pour demander l'aide d'un médecin. Micheline est revenue à ce moment-là. En entrant, le docteur me dit: «*One hundred and fifty Hongkong dollars.*» Micheline les lui donne et je lui remettraï l'argent. Il me donne une injection et des médicaments et m'enjoint de rentrer au Canada immédiatement. Je le rassure. Je pars le lendemain. Mais ce que je ne lui avais pas dit, c'est que nous nous envolions vers Singapour. Il n'était pas parti que je tombais endormie. Micheline m'a veillée toute la nuit. Il lui avait fait peur en disant que j'étais si malade. Nous nous promettons que nous prendrons un bon repos à Singapour. Nous descendons à l'hôtel Shangri-La. À ma grande stupéfaction, Singapour est une île très propre et pleine de fleurs. Nous nous sommes vraiment reposées tout en faisant un tour de ville organisé.

Deux jours plus tard, nous quittons pour Sydney (Australie), où nous ne demeurerons qu'une journée, en route pour Port Moresby, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Nous avons juste le temps de remonter dans un avion à destination de Daru, où vivent mon frère, Gérard, évêque de Daru-Kiunga, et ma sœur Reina. Nous prenons un Fokker Friendship; ce n'était plus les avions des grandes lignes aériennes. Les gens transportaient avec eux des poches de nourriture rangées un peu partout; on se sentait tassés. Micheline commence à vomir. Un passager en prend soin.

Vous vous rappelez que j'avais dit à Micheline que Daru était la capitale du district de l'Ouest et de ne pas s'inquiéter.

JUSQU'AU BOUT!

Nous filons vers Daru à toute allure, nous arriverons dans quelques minutes...

Malgré tous les films que j'avais visionnés sur la Papouasie et toutes les informations que m'avait transmises mon frère, rien ne m'avait vraiment préparé à ce séjour en terre papoue. La porte de l'avion s'ouvre; nous sommes en plein champ. Gérard derrière une barrière vient à notre rencontre avec une religieuse, sœur Carmel. La limousine nous attend, c'est-à-dire un bon vieux camion! Nos yeux ne peuvent tout absorber. Dès notre arrivée, nous avons vu un peuple souriant, accueillant, vivant dans une extrême pauvreté. Ils occupaient des petits villages dispersés dans la jungle et parsemés sur un large territoire, le long du fleuve Fly. Un peuple démuné sur le plan matériel, mais qui se contentait de peu. Ces gens exprimaient leurs joies par des danses et des chants. C'était très impressionnant de les écouter; la plupart possédaient de très belles voix. Ils entonnaient leur chant à une voix puis, tout naturellement, ils passaient à plusieurs voix.

En 1974, la mission était presque exclusivement canadienne. J'ai rencontré plusieurs missionnaires de la région, dont ma sœur Reina qui était à Matkomnai, et j'ai appris à apprécier les Montfortains et les Frères de Saint-Gabriel. Ils formaient tous une vraie famille. Ils se parlaient à la radio, une fois par jour. Il y avait probablement plus de dialogue dans ce coin le plus reculé de la terre que dans bien des diocèses ou paroisses ici au Canada.

Les religieuses de Bosset nous ont amenées voir des fermes de crocodiles. Les deux Papous qui conduisaient la pirogue avaient pris deux chaises de parterre pour Micheline et moi. Ils s'en donnaient du trouble pour bien nous recevoir. Le père Bouchard, le pilote, que nous trouvions aimable, nous a conduites en Cessna de poste en poste.

Mon frère Gérard nous a amenées à bord d'un camion, à des funérailles papoues. La vitre à l'arrière était brisée et on pouvait entendre les pleureuses crier et pleurer la perte de la

GISÈLE LALONDE

personne que nous transportions dans la boîte du camion avec toute sa famille et ses amis. Nous sommes allées en pique-nique mais il a fallu rester dans le bateau, car le sol était trop mou pour qu'on puisse débarquer. Nous avons donc mangé nos galettes au chocolat et bu notre Coke, pendant qu'une petite Australienne se baignait dans ce fleuve infesté de crocodiles. Le soir, nous avons rencontré tous les missionnaires, et le frère Charles, un vrai «Willie Lamothe», nous a bien fait rire avec sa guitare. Micheline et moi avons visité les écoles. À Bolivip, le paysage était splendide. Nous avons été témoins d'un événement heureux. L'épouse du catéchiste Noah attendait un enfant. Nous sommes allées la visiter avant la messe du dimanche. Noah animait la messe. Nous sommes ressorties. Le bébé était arrivé, mais la maman était déjà partie chercher du bois pour faire du feu et nourrir sa famille. C'est dans ces moments-là qu'on peut apprécier la vie au Canada.

Nous avons quitté Daru pour nous rendre à Samarie. Nous y avons couché sur une galerie où il y avait un lit superposé; j'ai laissé la porte ouverte parce que j'avais peur que les sœurs ne nous entendent pas. Micheline m'a dit: «Prends le lit en haut. Ici, c'est bien le Conseil scolaire d'Ottawa. La présidente du Conseil en haut et moi, une petite enseignante, en bas.» On riait. Je suis revenue de Samarie avec de grosses enflures: les maringouins m'avaient piquée partout mais surtout dans le visage. Mes yeux étaient presque fermés et mes lèvres... Oh ! ce n'était pas beau à voir.

La fête de l'Église était un événement fort excitant. Les Papoues portaient des costumes qui feraient rougir beaucoup de designers. Après une cérémonie religieuse, il y a eu partage de nourriture et une de ces fêtes avec danses qui a duré jusqu'aux petites heures du matin.

Nos deux semaines se sont vite passées. Il fallait revenir au Canada. Nous avons quitté à regret ce coin de terre où vivaient ma sœur et mon frère, une bonne partie de ma famille.

Nous sommes revenues par Sydney, et le Pacifique: Hawaï, San Francisco, Chicago et Montréal. Nous avons volé

JUSQU'AU BOUT!

56 heures et 15 minutes: 15 envolées internationales et 9 sur le Cessna «Romeo Papa Kilo».

Sur la plage de Waikiki, à l'hôtel Nohana Surf Rider, nous rêvions de la Papouasie. Nous pensions à tous ces missionnaires et à un peuple du Tiers-Monde que nous admirons tellement. Dans un album envoyé à mon frère après notre séjour en Papouasie, Micheline et moi avons rendu ce témoignage: «Malgré les costumes typiques des Hollandais, les splendeurs de Paris, les ruines de Rome, la Cité du Vatican, l'Acropole d'Athènes, les temples de Bangkok, les jardins de Singapour, les plages de Waikiki, rien n'est comparable à la chaleur humaine retrouvée dans cette contrée "canadienne" aux confins de la terre. Nos deux semaines ne nous ont pas permis de saisir toute la réalité papoue.»

Gilles et les enfants étaient bien contents de me revoir à Dorval. C'est avec des pleurs de joie que nous nous sommes embrassés. Tommy, le frère de Micheline, était là avec son épouse pour ramener mon amie à Ottawa.

Lors de mon dernier repas avec Micheline avant son décès, elle m'avait dit que c'était le voyage qu'elle avait le plus aimé. On se remémorait certains faits amusants. Je pense à elle souvent.

DÉCÈS DE PAPA (1895-1974)

En 1974, trois semaines après mon retour, papa doit entrer à l'hôpital. Sa jambe est enflée jusqu'à l'aîne, résultat d'un cancer des glandes lymphatiques. Il ne pourra plus marcher. Ce diagnostic a été obtenu à l'issue de nombreux examens à l'Hôpital Montfort.

Le médecin constate que le cœur du patient est très fort, mais les souffrances seront atroces. Il me demande d'annoncer la terrible nouvelle à mon père. J'accepte, mais je ne mentionnerai pas le mot «cancer». Après tout, il lui reste peut-être une décennie à vivre. Je retourne chez nous, ce jeudi soir. Maman

GISÈLE LALONDE

n'a pas besoin de savoir la vérité pour l'instant. Elle fait tellement pitié; une chance qu'elle demeure chez nous. Papa manque déjà à Sophie, notre petite chienne, assise à côté de maman avec un air triste.

Le soir même, j'appelle Gérard en Papouasie, pour l'informer de la situation. Il pourra en parler à ma sœur aînée, Reina. Cécile, devenue alcoolique, se dit «plus malade que lui». Alors je me choque: «Tout ce que je te demande, c'est d'aller le voir. Il a besoin de toi.» J'aurais pu ajouter: «Moi aussi, j'ai besoin de ma grande sœur qui a toujours eu les solutions à tous mes problèmes.»

Je vais voir papa deux fois par jour: une fois avec Gilles; l'autre, avec maman. Le samedi, deux jours après l'annonce de sa maladie, je prends mon courage à deux mains et lui révèle la vérité. Je dois le sortir de l'hôpital le lundi matin. Comment annonce-t-on à une personne qu'elle ne doit plus marcher? Cet homme de 79 ans se promène encore en bicyclette, n'a pas cessé de travailler et se croit en excellente santé. Je lui dis donc le plus naturellement du monde qu'il devra désormais se reposer, mettre sa bicyclette de côté, regarder la télévision... et surtout ne pas marcher, excepté pour se rendre à la salle de bains. J'arrête... le silence pèse. Papa sait bien que c'est sérieux. Un très court moment de révolte précède un autre silence. Papa est prêt à affronter la mort. Il a acheté son lot au cimetière. Il l'a choisi sur une petite élévation, car il ne voulait pas avoir d'eau. Son monument est prêt. Matériellement, il a pensé à tout. Papa est un grand croyant. Il me dit: «Tu sais, ma fille, ta mère ne veut pas mourir. Prie pour qu'elle accepte de partir un jour.» J'ai en main la revue montfortaine *Les Nôtres*. La photo de mon frère avec le pape Paul VI apparaît en page couverture. Je mentionne à papa qu'il pourrait offrir ses souffrances pour Gérard. Je lui demande aussi de prier pour mon fils, André, qui souffre d'asthme. Pour terminer la soirée sur un ton plus joyeux, je lui dis qu'il sortira lundi et que Gilles et moi viendrons le chercher. Je serai là le

JUSQU'AU BOUT!

lendemain également avec maman. Je le quitte et l'embrasse, il est calme et souriant. Il me dit d'embrasser Sophie, notre petite chienne, de sa part.

Je traverse l'hôpital, le cœur gros. Mon père que j'aime tant. Mais je garde espoir. Il a encore beaucoup d'années devant lui.

Cette fin de semaine-là, Richard, André et Daniel Roy sont partis à Montpellier. Ils demeureront dans notre chalet. Le soir, André subit une crise d'asthme tellement forte que Richard et Daniel le conduisent chez un médecin à Saint-André-Avellin. Ce dernier leur conseille de l'emmener à l'hôpital à Ottawa. Le dimanche matin, nous les avons entendus rentrer dans la nuit, mais ils se sont endormis immédiatement. Ils ne m'ont pas avertie qu'ils avaient emmené André à l'urgence de Montfort. Gilles et moi assistons à la messe de neuf heures. Au retour, nous trouvons une note sur la porte: «Partis à l'hôpital avec grand-maman car grand-papa est bien malade. – Richard.»

Gilles et moi sautons dans l'auto, en direction de l'Hôpital Montfort où Richard et maman patientent dans une salle d'attente. Des médecins entourent mon père; le médecin en chef m'informe que mon père a fait un infarctus. Sur son dossier, on indique qu'il a un cancer; par conséquent, il ne croit pas qu'on devrait l'opérer. On a tenté de le ranimer sans succès. On attendait que j'arrive pour le débrancher. Quel coup dur! On m'avait dit, le jeudi, que son cœur était très fort. Je ne comprends pas. Mais il faut demeurer forte. Maman ne l'a pas vu, ni Richard. Cécile et sa famille sont à Montréal. Je demande de rester seule avec papa et maman. Le père Lemire, un Montfortain, nous racontera ses derniers moments et nous reconfortera. Papa, à la messe en fauteuil roulant, a communiqué. Au moment où le père Lemire devait bénir les patients, mon père est descendu lentement; le prêtre s'est précipité à son chevet, trop tard. Si on avait demandé à papa où et quand il voulait mourir, je suis assurée qu'il aurait désiré de telles

GISÈLE LALONDE

circonstances. C'est une grande consolation pour nous. Sauf pour maman, en état de choc, qui ne s'en remettra jamais.

Je m'occupe des arrangements funéraires. Vers midi, Cécile passe devant l'hôpital et demande à Jean-Jacques d'arrêter. Voyant un autre patient dans le lit de papa, elle demande: «Où est mon père?» On lui répond: «M. Deschamps? Il est décédé ce matin.» Cécile me racontera cela en arrivant chez nous. Elle fait terriblement pitié. Elle ne se rappelle pas que je lui avais dit qu'il était sérieusement malade. Je ne lui avais pas dit qu'il était mourant, car il ne l'était pas. Elle ne l'avait pas vu depuis plusieurs semaines. Elle ne pourra jamais accepter sa mort.

Il me fallait le dire à Gérard. Lui et Reina ne pourraient pas se présenter aux funérailles à cause de la distance et des règlements.

Bouleversée, je ferai tout machinalement. Je suis, cette année-là, présidente du Conseil scolaire. Il y a tellement de monde. L'église est en reconstruction; par conséquent, les funérailles auront lieu à la chapelle des Filles de la Sagesse. Elle est pleine à craquer. Papa serait fier. Il méritait cela. Je n'ai pas pleuré. Je n'ai pas vécu mon deuil.

Maintenant, maman a besoin de moi plus que jamais. Elle ne veut plus marcher ni manger. Je pense à Reina, qui se plaignait de maux de tête en Papouasie. J'appelle sœur Marie-Alice, la supérieure provinciale, et lui demande si Reina ne pourrait pas venir demeurer avec maman et se faire soigner en même temps. Les sœurs m'avaient dit qu'elle ne finissait pas ses journées de classe tellement elle se plaignait de maux de tête. Sœur Alice me dit qu'elle va arranger la situation. Grâce à cet arrangement, Reina vit encore aujourd'hui. Elle avait une tumeur au cerveau.

Quant à André, cette nuit-là, son asthme a disparu. C'est un vrai miracle. Je crois que papa a offert sa vie pour lui. Je ne l'oublierai jamais.



Ma bonne amie, Micheline Ruddy, sur les bords de la Seine, lors de mon premier voyage au tour du monde en 1974.



En Papouasie-Nouvelle-Guinée, je porte une robe confectionnée par les Papoues. À mes côtés, une bonne amie, une missionnaire franco-ontarienne de North Bay, sœur Desneiges Giroux, f.d.l.s.



Dans les montagnes, à Bolivip (Papouasie), Micheline Ruddy et moi sommes en compagnie de gens sympathiques! Le père Raoul Deshaies nous a très bien accueillies.



«Les deux Gisèle!» Cette Papoue a choisi mon prénom à son baptême.



Gilles et moi rencontrons Jean-Paul II pour la première fois,
à sa résidence d'été de Castel Gandolfo en 1979,
grâce à mon frère Gérard, évêque à l'époque.



Gilles serre la main du Saint-Père, tandis que mon frère et moi lui
parlons de Montfort. Il me dit de continuer et il nous bénit.



Avec de grands amis en Grèce: le père Armand Fournier, Laurette Roy, André Roy, Gilles et moi. Nous accompagnons les élèves du Collège catholique Samuel-Genest.



Assise dans mon salon avec ma grande amie Laurette Roy, décédée en 2002. Elle me manque tellement!

JUSQU'AU BOUT!

MA GRANDE SCEUR REINA

Reina revient de la Papouasie et demeure avec maman. Le jour, je travaille au CFORP. J'amène Reina chez le médecin régulièrement. Celui-ci la soigne pour la basse pression. Elle se plaint toujours de maux de tête. Elle se sent souvent très faible.

Quelques semaines après son retour, nous remarquons qu'elle se sent souvent perdue. Habitée en mission à dormir avec une lampe de poche près d'elle, elle demande à Gilles de réparer sa lampe qui ne veut pas s'allumer. Pourtant une bonne lumière s'en échappe.

Puis, un dimanche, je l'amène voir le film *The Other Side of The Mountain*. En sortant du cinéma, elle me tient tellement fort qu'elle me fait mal. Je commence à être inquiète. Je sens qu'elle a peur.

Le lendemain soir, j'appelle sœur Marie-Alice Julien, la provinciale, et lui fais part de mes inquiétudes. Le lendemain, la mère provinciale et une religieuse viennent la chercher pour la conduire chez un spécialiste. Ce dernier fait connaître immédiatement son diagnostic: tumeur grosse comme un pamplemousse sur le cerveau; opération urgente, de quatorze heures. Sa tumeur a écrasé le nerf optique et elle ne verra plus. Elle ne distingue d'abord qu'ombres et lumières. Depuis plusieurs années, sa cécité est complète. Les religieuses prennent bien soin d'elle. Pendant plusieurs années, elle a chanté avec la chorale des aveugles d'Ottawa.

Une autre tumeur frontale est apparue. Dans la dernière année, les forces de Reina ont décliné beaucoup. Il est regrettable qu'elle ne puisse jouir d'une belle retraite, elle qui a passé plus de la moitié de sa vie comme missionnaire. Ça me fait beaucoup de peine de la voir faiblir de jour en jour.

GISÈLE LALONDE

UN AUTRE DÉPART!

En 1975, après son opération, Reina était retournée vivre avec les religieuses. Elle était demeurée quelques mois avec maman et cette dernière avait apprécié sa présence. Un jour, nous devons mener maman à l'hôpital, victime d'une attaque d'apoplexie. On la garde quelques semaines, puis le médecin suggère de lui trouver une chambre en résidence car elle a besoin d'une surveillance constante.

Depuis quelque temps, maman, qui vit dans le passé, veut retourner dans son restaurant. Je souhaite la faire entrer au Centre d'accueil Champlain, à Vanier. Une Fille de la Sagesse, sœur Marguerite, s'occupe des admissions avec le D^r Nadon.

Maman marche lentement mais ses mains tremblent. La religieuse dit qu'elle ne pourrait pas bien tenir son cabaret. Cet empêchement semble de la toute première importance, car on refuse son admission. J'offre de payer quelqu'un pour l'aider. Il n'en est pas question. Maman a l'argent pour défrayer sa pension et elle a travaillé très fort dans sa vie, à Vanier. Je trouve effrayant qu'on accepte des gens de l'extérieur de la région et de la province, mais qu'on refuse ma mère qui demeure ici depuis le début du siècle! Ma sœur est Fille de la Sagesse, mon frère est évêque de la même famille montfortaine, moi je me suis dévouée toute ma vie à Vanier, et une contribuable de Vanier n'a pas sa place à une résidence de Vanier! J'ai obtenu la même réponse à la résidence Saint-Louis d'Orléans. Ma mère aurait tant aimé être avec des religieuses. J'étais vraiment révoltée. Il faut donc aller dans une résidence privée à Orléans. Sa santé se détériore et il faut la transférer dans un centre pour soins de longue durée. On nous offre une chambre au Manoir Laurier, une résidence de langue anglaise. Je vais la voir tous les jours, pas très longtemps, mais je lui apporte quelque chose de bon à manger.

JUSQU'AU BOUT!

MAMAN (1897-1979)

Un soir, je visite maman. La garde au bureau, spécialiste en soins palliatifs, me dit: «Ta mère m'a parlé longuement ce matin. Elle s'est donnée, elle veut mourir. Elle refuse de manger et elle veut mourir dans la dignité. Nous l'avons transférée dans cette chambre.» Comme dirait l'écrivain Maurice Henrie, «la chambre à mourir». Cette infirmière m'offre son appui. Elle me guidera tout au long de cette semaine. Elle m'explique les différents stades. Elle me conseille d'assurer une présence constante de la famille auprès de la malade. Nous sommes invités à apporter nourriture et boissons, et de lui parler car elle entend tout, même si elle semble par moment dans un semi-coma. «Racontez-lui des faits heureux. Dites-lui que vous l'aimez.» On s'y affaire. J'ai souvent le temps de lui parler seule. Je vois dans son regard qu'elle sait que j'ai tout compris. Reina vient la voir. Maman aimerait voir Cécile et Gérard; son filleul Michel (Gratton) viendra également. Le dimanche midi 4 novembre, Frances, mon amie du CFORP, m'appelle. Elle est au chevet de maman et me dit de me dépêcher. Je quitte tout le monde et j'appelle Cécile de la résidence. Elle et Jean-Jacques arrivent avec tous leurs enfants. Il ne manque que Gérard. J'appelle le curé Germain Gendron qui vient la bénir puisqu'elle a reçu les derniers sacrements. À son arrivée, le père Gendron dira à maman qu'il remplace Gérard. Il lui fait baiser le crucifix, et elle rend son dernier soupir.

Pauvre Gérard. Il y eut papa, maintenant maman, et il est toujours absent à ces moments importants; j'aurais tant aimé l'avoir à mes côtés. J'aurais pu mieux vivre tous ces deuils.

NOS NOCES D'ARGENT

En 1979, nous célébrons le 25^e anniversaire de mariage de notre couple. Nos enfants veulent faire les choses en grand. Gérard viendra célébrer son 25^e anniversaire de sacerdoce. Par

GISELE LALONDE

conséquent, il célébrera la messe à l'église Marie-Médiatrice puisque nous demeurons au Château Vanier depuis un an. Richard, André et Guy organiseront un banquet à l'hôtel Four Seasons à Ottawa. Parents et amis seront invités et la salle sera bien remplie. C'est extravagant. Guy s'est occupé de l'hôtel et du repas. Nos enfants veulent tellement bien faire les choses. Ils ont engagé un orchestre avec un directeur réputé, M. Nadeau. Pour nous rappeler notre mariage il y a vingt-cinq ans, ils ont choisi «Tennessee Waltz» comme première valse. Vingt-cinq ans après, ça a l'air pas mal «country»! Richard, aidé des autres, a préparé et lu une adresse. Je suis émue, ainsi que Gilles, de voir nos petits déjà grands réaliser de telles choses. André s'occupe du film et de la logistique. Il montre les films de notre mariage, images captées par mon beau-frère Jean-Jacques. Depuis 1954, plusieurs personnes présentes au mariage sont décédées et on les voit bien en vie sur l'écran. De nombreux invités ont la larme à l'œil. Ce fut une fête très réussie. Richard, André, Guy et les belles-filles étaient fiers.

DEUXIÈME VOYAGE AUTOUR DU MONDE!

Puis, nous avons fait un deuxième voyage de noces, sauf que mon frère nous accompagnait! J'ai pu convaincre Gilles d'entreprendre un voyage autour du monde, de prendre l'avion et de se rendre en Papouasie, car je voulais qu'il puisse voir tout ce que j'avais déjà vu en 1974.

Cette fois encore, nous passerons par l'Europe et reviendrons par le Pacifique. Première escale à Londres. Une Fille de la Sagesse qui a séjourné en Papouasie nous attend à l'aéroport; elle sera une guide exceptionnelle dans la capitale britannique. Après avoir visité tous les sites touristiques de Londres, y compris un pub où nous avons bu une bière (notre guide est à la mode!), la sœur nous emmène à la cathédrale Saint-Paul, puis à Westminster Abbey. Là, elle obtient le privilège de nous conduire à une chapelle à l'arrière, où se trouvent les trésors

JUSQU'AU BOUT!

cachés de cette cathédrale. Un évêque nous accompagne. Les moines chantent les vêpres. On nous fait asseoir dans des sièges au dossier incrusté dans le mur. Nous avons l'air du Frère Tuck dans *Robin des Bois*. Nous sommes tellement fatigués d'avoir parcouru la ville que nous nous assoupissons. Tout de même nous avons eu la chance d'admirer ce lieu de prière privilégié, où de nombreux monarques se sont agenouillés pour demander l'aide divine. Ce lieu renferme tous les vases sacrés du temps que ce temple était catholique.

Le reste du voyage a été sensiblement le même qu'en 1974, à cette différence notable que nous visitons Rome avec un évêque, parlant l'italien en plus.

LA PLUS BELLE RENCONTRE DE MA VIE

Une visite inoubliable!

Mon frère avait écrit à Rome pour que nous obtenions une audience avec le Saint-Père, qu'il devait rencontrer pour sa visite *ad limina*. On lui annonçait qu'il serait reçu par le Saint-Père à la résidence d'été de celui-ci, à Castel Gandolfo. Il n'était pas question de nous. 1979 était désignée l'Année de la Famille et nous fêtions notre 25^e anniversaire de mariage.

À Rome, le jour venu, Gérard me donne ses recommandations: «Mets une robe au cou avec de longues manches.» Je lui réponds: «Penses-tu vraiment que nous allons pénétrer dans cette forteresse? Voyons donc.» Il me répond, de son petit air autoritaire: «Fais ce que je te dis.» Gilles porte son bel habit d'été. Le père Irvin Leclerc nous conduira au palais.

Une fois à destination, mon frère, revêtu de sa belle soutane noire et grenat, comme le veut le protocole, nous donne une consigne: «Suivez-moi pas à pas, et surtout n'arrêtez pas.» Des gardes suisses le saluent comme on salue un général. C'est comme cela partout au Vatican. Ils lui ouvrent la porte de l'auto. Gérard leur présente sa carte et dit en italien qu'il a demandé au Saint-Père de nous recevoir.

GISÈLE LALONDE

Je me rappelle sa consigne, mais j'hésite à descendre. Le père Leclerc se retourne et nous donne un ordre: «Suivez, vite Gisèle...» Gilles me pousse assez fort pour que je n'aie pas le choix. Nous parvenons à un étage supérieur, les portes s'ouvrent, et un majordome en smoking indique à Gérard de le suivre. Quant à Gilles et moi, les deux gardes nous conduisent dans une antichambre et nous font signe de nous asseoir, moi à gauche en entrant, et Gilles de l'autre côté de la salle, en face de moi. On ne sait plus où est mon frère. Dans cette vaste pièce, je ne vois au loin qu'un portrait de Pie X. Les autres murs sont nus et, à l'autre bout, je crois distinguer une photo de Léon XIII. Il y a quelques statues. Je suis assise dans un fauteuil, mais mes pieds ne touchent pas le sol. C'est long... Un garde suisse nous a à l'œil et ne répond même pas à mon sourire.

Après une bonne demi-heure, le majordome nous fait signe de le suivre dans un corridor aussi long qu'une allée de quilles. Il nous fait asseoir en entrant. Je me sens étouffée par l'émotion. Un peu plus loin, nous reconnaissons un prêtre, qui semble attendre lui aussi. Le recteur de l'Université Notre-Dame, aux États-Unis. Il avait représenté le Saint-Père à un congrès marial à Varsovie. Gilles croit que nous nous rapprochons de la porte de sortie.

Tout à coup, une cloche sonne, une porte s'ouvre, l'évêque debout devant une porte toute blanche nous crie: «Mais venez, venez, vite, venez...» Est-ce bien nous qu'il appelle? J'entends «vite, vite». Gilles et moi nous levons et courons pour vrai. L'évêque à la porte nous avertit: «Ne prenez pas trop de son temps, il doit partir pour l'Irlande et New York, dans quelques jours.» Nous pénétrons dans la bibliothèque privée du pape.

Nous faisons face au pape; la pièce resplendit de lumière. Assez jeune à ce moment-là, il jouit d'une bonne santé. Il me rappelle les images que, jeune, je recevais à l'école. C'est beau, c'est blanc, c'est étincelant! Je m'agenouille pour baiser son

JUSQU'AU BOUT!

anneau, mais Gilles me pousse, car il a tellement peur de ne pas pouvoir en faire autant. Que peut-on dire au chef suprême de l'Église? Mais le pape entame vite la conversation, en français. Il veut connaître tout de notre famille; il nous demande ce que l'on fait dans notre paroisse; il me dit de prendre bien soin de mon frère; qu'il a une mission extrêmement difficile. Il me demande si nous sommes des brebis du cardinal Carter et je lui réponds «non, de M^{gr} Plourde, archevêque d'Ottawa», qu'il dit bien connaître. Il nous parle du Canada, je me prends pour une ambassadrice et je l'invite. Je lui indique que les Canadiens espèrent le rencontrer bientôt et il me répond que c'est dans ses plans. Je lui parle des francophones en Ontario et je lui demande de prier pour eux et de les bénir. Il me tape sur l'épaule, puis il appelle un valet qui arrive avec un cabaret en argent aux armoiries papales. Le Saint-Père nous remet un chapelet avec ses armoiries et en remet plusieurs à Gérard pour ses Papous. Nous nous rappelons les directives de l'évêque de ne pas prendre trop de son temps. Comme je viens pour lui tendre la main, il me prend par les épaules et me dit en riant: «Venez, nous allons prendre des photos de famille.» Je suis toute surprise. D'après ce que j'avais lu dans certains journaux, le Saint-Père n'était pas trop en faveur d'améliorer le rôle de la femme dans l'Église. Par conséquent, je n'osais m'approcher de lui, mais il me prend par l'épaule et me dit: «Mais venez, venez, ne craignez pas»; il continuait à me serrer bien fort. À ce moment-là, je me disais: «moi, Gisèle Deschamps, la petite fille d'Eastview, je suis à côté du pape avec sa main autour de mes épaules. Mon Dieu! Si mon père et ma mère me voyaient, ils tomberaient dans les pommes». Le photographe du pape prend de nombreuses photos. Nous en achetons pour tous les membres de la famille. À la fin de ce mémorable entretien avec l'homme le plus prestigieux de la terre, nous avons droit à une bénédiction. Comme je porte du blanc, un couple me demande aux portes du palais si je suis de la royauté. J'éclate de rire. Non,

GISÈLE LALONDE

mais je me sens aujourd'hui comme une reine. «Moi, Gisèle Deschamps-Lalonde, j'ai vu, j'ai parlé, j'ai touché au pape.» Nous emmenons Gérard et le père Leclerc célébrer dans un petit restaurant à Tivoli, un village italien, près de la Villa d'Este. Nous vivons dans les nuages. Jamais je n'ai ressenti autant d'émerveillement et de paix. Cette visite m'a fait grandir dans la foi. J'ai promis de remplacer ma mère auprès de mon frère et d'en prendre toujours soin.

Tous les trois, nous visiterons Rome, nous ferons avec Gérard le tour des grandes cathédrales. Nous avons vu des sites tels que la prison de Saint-Pierre, les catacombes sous une église franciscaine, avec ossements de prêtres et squelettes affublés de la soutane de bure; ça c'était notre apéritif avant d'aller souper au restaurant où les évêques allaient durant le concile. Le maître d'hôtel a aperçu Gérard avec sa bague, il nous a offert alors le *drink* le Cardinal, qui rappelle le Campari. Nous fêtons ce soir-là le père Williamson, avec un groupe de chanteurs italiens munis d'accordéons animant le repas. Gilles et moi sommes fiers de remettre à ces Montfortains la joie qu'ils nous ont transmise lors de notre séjour à Rome. Mon voyage autour du monde se passera plus vite que la première fois. Nous quittons Rome pour Bombay, lieu de pauvreté extrême. De notre avion, nous voyons des taudis à perte de vue. Il fait tellement chaud! Nous continuons à Singapour, où frère Emmanuel nous reçoit à l'aéroport. Bon nombre de frères de Saint-Gabriel canadiens vivent à Singapour. Ils gèrent le Boys Town dans cette ville.

Le lendemain, nous quittons Singapour pour Brisbane en Australie. Là, un spectacle magnifique s'offre à nos yeux: Gold Coast, la plus populaire des côtes australiennes, dont les plages de sable doré s'étendent sur des milles. De nombreux jeunes s'amuse dans le sable. Brisbane est une ville très propre avec de nombreuses boutiques. Demain nous serons en Papouasie. Un Papou nous a demandé de lui acheter une guitare et une chemise blanche, pour l'église. Nous avons hâte de

JUSQU'AU BOUT!

les lui donner. Nous partons pour Port Moresby, puis Daru. Un grand nombre de Papous et de missionnaires attendent Gérard à sa descente de l'avion. Par rapport à 1974, je note une amélioration chez les enfants et les femmes, surtout. Elles se confectionnent de belles robes avec l'aide des sœurs, et je remarque que les hommes ont plus de respect pour leur épouse. Nous avons visité toutes les stations, excepté Bolivip; trop de brouillard. À Matkomnai, j'ai revu ma belle Annie, mon amie de couvent.

Nous voici à Daru, capitale de la province, pour les fêtes de l'Église. Les gens pratiquent leurs danses dans la noirceur autour d'un feu. Les petits gars, fascinés par les bagues de Gilles, essaient d'enlever sa montre pour la porter. Ils sont intrigués parce que je porte des pantalons. Ils croyaient que je me déguisais. Dans un autre endroit, ils riaient et ils allaient chercher leurs amis pour leur montrer le vernis rose sur mes ongles d'orteil. À Kiunga, nous avons eu une fête avec tous les religieux. Nous chantions de belles chansons canadiennes. Il y avait quelques solistes comme le frère Jean-Louis avec «Le petit voilier» («Vogue, vogue / Mon joli petit bateau...»). Au banquet des fêtes de l'Église, il faut que tous mangent. Les aliments sont préparés par les femmes papoues. Je suis très dédaigneuse. Mon frère me dit: «Ne fais pas de grimaces. Mange des beignes d'Anaméa; elle travaillait pour nous déjà.» Je me suis bourrée de beignes d'Anaméa. Le lendemain, j'ai visité sa maison de brousse et... Anaméa était en train de faire cuire un serpent. Ce qui me frappe, c'est la joie qui règne sur ces visages. Ils se contentent de si peu.

Tout comme la première fois, je revois les jeunes de Matkomnai. Plusieurs ont le ventre gonflé, par malnutrition. J'admire les gens qui s'alignent près d'une gouttière, afin de prendre une douche. Les religieuses et les laïques leur donnent de bonnes leçons d'hygiène et de nutrition, et ils se font même des petits jardins communautaires.

Durant ce voyage, j'ai assisté au jour de la Femme et les femmes papoues montraient un leadership et un dévouement

GISÈLE LALONDE

extraordinaires. Ce qui m'a le plus surprise, c'était de voir des hommes à l'arrière de l'église, qui écoutaient, et je pouvais lire sur leur figure la fierté de voir leur femme conduire la réunion. Elles avaient fait du chemin, ces femmes papoues. Mais, il reste beaucoup à faire. En 1979, j'ai vu des bébés qui attendaient de recevoir la tétée tandis que les mamans allaitaient un cochonnet. C'est une tradition.

DÉPART DE LA PAPOUASIE

Gilles et moi revenons au Canada par Hawaï, comblés de cadeaux de toutes sortes, remis par les Papous. Nous avons même des arcs et des flèches, qu'ils utilisent pour la guerre comme pour la chasse, des paniers, des nappes, tout ce qu'on peut imaginer. Je les ai tellement aimés, ces Papous!

La journée de notre départ, vers 4 h du matin, nous entendons des tambours et quelques cris. Ils sont mille deux cents à nous dire au revoir. Une fille ose embrasser Gilles sur la joue. Je reçois fleurs et cadeaux. Cela se termine par des danses et des chants; ça faisait chaud au cœur.

DÉCÈS DE CÉCILE

Cinq ans après le décès de maman, ma sœur Cécile sombre dans un état dépressif. Sa maladie la ronge, et nous nous sentons impuissants devant son alcoolisme. Je suis membre du conseil d'administration de l'Hôpital Royal à Ottawa. Le médecin en chef facilite ma rencontre avec un médecin qui essaie un nouveau traitement. Je lui amène Cécile, car elle désire vraiment guérir, et cela lui fera du bien: elle demeurera sobre plus de sept mois. Mais, il y aura des noces dans la famille et elle ne pourra résister aux nombreuses invitations de la belle-famille. À ce moment-là, il n'existait aucune résidence pour traiter ce problème de dépendance chez les femmes. C'était triste de voir ma grande sœur dépérir, elle si intelligente, si aimable et surtout si généreuse.

JUSQU'AU BOUT!

J'avais invité toute sa famille à des jeux «olympiques» au chalet. Ils étaient tous venus. Cécile a bien profité d'une partie de la journée, puis Jean-Jacques l'a amenée se coucher. Gérard et moi, ça nous faisait mal au cœur. On se souvenait de la maman exemplaire des belles périodes de sa vie. Les Femmes canadiennes-françaises de Notre-Dame-du-Saint-Esprit l'avaient même désignée maman de l'année. Elle avait été secrétaire de l'Association régionale des parents instituteurs. Elle avait mis au monde sept enfants qui ont tous fait leur chemin dans la vie, mais comme l'a dit le prêtre à ses funérailles: «Elle a trop aimé et elle s'est oubliée.» Cécile est décédée le 22 novembre 1984, le jour de la fête de sainte Cécile. Je perdais un gros morceau. Ses deux jeunes enfants, Denis et Lucie, ne l'ont pas vraiment connue. Les pique-niques, les temps des fêtes, les soirées et les repas de famille ont été des moments merveilleux pour nous tous. C'est très dur de voir mourir Cécile, une sœur si jeune...

NOTRE MAISON EN FLORIDE

En 1983, nous achetons une maison à Sarasota en Floride. Nos petits-enfants sont tous venus passer des vacances chez nous, tout en allant à Disney World. Après plusieurs années, nous avons décidé de vendre cette résidence. Lorsque je fais des exercices de relaxation, ma maison à Sarasota, à Timberwoods, me vient immédiatement à l'esprit. Quand j'ai de la difficulté à dormir, je m'imagine dans ma chambre là-bas; je sens le soleil, la chaleur, la brise et une paix indescriptible m'envahit. Je tombe vite endormie.

VOYAGE AMUSANT!

Un jour, le père Fournier, aumônier au Collège catholique Samuel-Genest, nous demande si nous voulons faire partie d'un voyage d'élèves et d'adultes. Ils visiteront la Grèce et la

GISÈLE LALONDE

Tchécoslovaquie; le voyage inclut une croisière sur la Méditerranée. Mon amie Irène George, qui enseigne au Collège, est de la partie. Nous appelons André Roy et Laurette et ils viendront, avec de nombreux paroissiens de Notre-Dame-de-Lourdes. Nous avons fait un magnifique voyage, même si nous n'avons pas été très à l'aise avec certaines façons de faire en Tchécoslovaquie où les policiers à l'aéroport nous ont enlevé notre passeport. Nous demeurions dans un nouvel hôtel à Prague. Les touristes échangeaient de l'argent américain pour des couronnes.

Nous avons continué à voyager dans le monde; je ferai deux belles croisières, une avec Dolorès Chartrand sur le Sun Princess, «le Love Boat», puis deux ans plus tard sur le même bateau avec mon mari, nouvellement retraité. Nous sommes allés sur la Côte d'Azur et sur la Riviera italienne avec les Roy.

Plus tard, Gérard se rendra en Suisse, pour rencontrer le Comité des Nations-Unies concernant les réfugiés, pour faire rapport sur ses réfugiés en Papouasie. Nous irons le voir à Genève où nous passerons une dizaine de jours à visiter Berne, Lucerne, de nombreux villages qui nous enchantent par leur beauté et leur hospitalité. La Suisse demeure un de mes endroits préférés. Et on y parle le français!

LA BOUTIQUE VÉRONIQUE

Je ne croyais jamais devenir une femme d'affaires, même si j'avais dirigé pendant dix ans le CFORP, un service public. J'ai ouvert une boutique de vêtements pour dames. J'ai obtenu une vraie aubaine quand une boutique de la rue Bank, à Ottawa, a dû fermer ses portes. On y vendait des vêtements de très bons designers dont Haïk et Alfred Sung. J'ai donné le nom Véronique à la boutique et Geneviève à un petit salon où je gardais les robes à prix plus élevé. Le soir de l'ouverture, c'était plein, et tout de suite j'ai obtenu des clientes qui me suivront jusqu'à la fin. Malheureusement, j'étais maire de ma

JUSQU'AU BOUT!

ville et je n'avais pas le temps de m'occuper de mon commerce. J'allais avec Denise, ma belle-sœur, ou avec mon fils Guy, acheter des vêtements dans les grands ateliers à Montréal. Les commis-voyageurs venaient dans les hôtels à Ottawa exposer leurs vêtements. Je recevais de la marchandise aussi de Vancouver. Je fis des défilés de mode lors de l'exposition organisée par l'Amélioration commerciale de Vanier, des Filles d'Isabelle; j'ai fait «les folies de minuit» et la boutique restait ouverte jusqu'à minuit... Pour moi, entrer dans la boutique m'enlevait tout le stress; je crois que ça agissait sur moi comme une bonne partie de golf peut le faire pour d'autres. Gilles me reprochait de ne pas aller au chalet la fin de semaine. Mettre la clé dans la porte a constitué un sacrifice. J'ai fermé boutique l'année où je me suis retirée de la politique active, comme maire de Vanier.

J'ai accepté plusieurs tâches de bénévolat après 1991; j'en parlerai dans la deuxième partie de cet ouvrage consacrée à mon engagement dans la vie publique.

Pendant quatre ans, jusqu'en 1996, nous avons vraiment joui de notre retraite. Gilles avait toujours hâte au printemps pour retourner au chalet à Montpellier; moi, j'avais toujours hâte à l'hiver pour séjourner en Floride, à Sarasota.

RICHARD, ANDRÉ ET GUY

Mes trois fils ont vieilli et ils se sont mariés avec des jeunes filles très gentilles, avec lesquelles j'ai toujours entretenu d'excellentes relations. J'étais fière d'entendre Carole, l'épouse de Richard, l'autre jour, qui disait aux autres: «Quand j'entends les femmes au bureau parler de leur belle-mère, pas toujours en bien, je leur dis: "Moi, ma belle-mère, c'est de l'or en barre."» Témoignage émouvant de la part d'une très bonne maman. Je considère mes trois belles-filles comme mes propres filles. Richard et Carole ont eu deux garçons, Patrick et Sébastien. Patrick a obtenu son diplôme de La Cité collégiale

GISÈLE LALONDE

en photographie et travaille dans ce domaine. Sébastien, mon filleul, est encore aux études à La Cité. Carole travaille au ministère des Affaires indiennes. André est imprimeur au CFORP; lui et son épouse Nicole ont deux fils, Cédric et Marc. Cédric fréquente lui aussi La Cité collégiale, en conception graphique, tandis que son jeune frère Marc est à compléter son secondaire. Guy et Carole ont trois enfants, dont Francis qui termine son secondaire cette année et veut aller à l'université en Droit. Francis me dit souvent qu'il va prendre ma place un jour comme un leader de la francophonie! Guy et Carole m'ont aussi donné mes deux premières petites-filles, Véronique et Geneviève. Elles fréquentent le Collège catholique Samuel-Genest dont je suis la marraine. Cette année, Richard et Carole ont célébré leurs noces d'argent, tandis qu'André et Nicole sont mariés depuis plus de vingt ans.

Notre vie familiale se résume maintenant à des repas de famille le dimanche soir ou lors des occasions spéciales. Lorsque Gilles et moi n'étions pas bien, les repas se sont un peu espacés mais les propositions d'entraide se sont multipliées.

MONTPELLIER

Du début de mai à l'Action de grâces, Gilles et moi essayons de passer le plus de temps possible à notre chalet situé au cœur de la Petite-Nation, à Montpellier. Depuis une trentaine d'années, nous quittons Vanier durant la saison estivale pour nous reposer à cet endroit, un vrai petit paradis situé à mi-chemin entre Ottawa et Mont-Tremblant. Lorsque nous étions plus jeunes, nous y allions durant l'hiver pour pratiquer le ski de fond, la motoneige, mais maintenant c'est plus compliqué.

Nous n'avons jamais eu de difficulté à convaincre nos enfants de nous y suivre, même lorsqu'ils étaient adolescents. Plusieurs familles de Vanier étaient installées tout près de chez nous, dont les familles Roy et Forget.

JUSQU'AU BOUT!

Lorsque Gérard vient en vacances, le chalet est son endroit préféré. Nous avons la chambre d'oncle Gérard et celle de tante Reina, même si celle-ci ne peut plus découcher. Au chalet, j'ai organisé des jeux «olympiques» pour les deux familles, un tournoi de golf, une fête pour célébrer le 35^e anniversaire sacerdotal de mon frère, enfin de nombreux événements marqués par la gaieté et la joie de vivre de bons Canadiens français. Les histoires et les chansons d'autrefois se multiplient.

C'est au chalet que nous vivons nos plus beaux moments. Les enfants viennent avec leur famille. J'ai cinq chambres et je peux accommoder une quinzaine de personnes pour la nuit. Je n'échangerais pas ma famille pour tout l'or du monde!

Aujourd'hui nous aimons beaucoup jouer à la pétanque avec nos amis, les Roy, ou nos jeunes. Pour Gilles, une fois rendu à Montpellier, nous devrions y rester tout l'été. Malheureusement en 2002, il a dû subir une chirurgie cardiaque, et l'extrême chaleur ne lui permettait pas de faire ses marches quotidiennes. Il a passé sa convalescence à notre appartement, à Vanier. Son jardin, ses fleurs, ses framboisiers lui ont manqué.

À Montpellier, rue Deschamps, nous sommes entourés par les enfants et petits-enfants de cette belle famille dont la rue porte le nom d'Osias Deschamps, un nonagénaire qui nous a quittés il y a quelques années. Il me rappelait mon père. Il était aimé et respecté de tous. Nous avons aussi des voisins extraordinaires, les Martin, qui surveillent le chalet; c'est tellement apprécié! Les gens de Montpellier sont très attachants. Lors de la lutte de Montfort, j'ai reçu de nombreux témoignages de leur part ainsi qu'une lettre de félicitations du maire, M. Faubert. Deux fois, Gilbert Deschamps, un animateur, m'a fait applaudir par les paroissiens pour mes efforts déployés à Montfort et à l'occasion de mon doctorat de l'Université Saint-Paul. Lors du centenaire de Montpellier en 2002, le comité organisateur m'a remis une magnifique sculpture, œuvre d'un artiste local, M. A. Beaulieu.

GISÈLE LALONDE

UNE DEUXIÈME RENCONTRE INOUBLIABLE

L'expérience que Gilles et moi avons vécue en 1979 se renouvellera en 1998. Gérard doit assister à un synode à Rome. Puisqu'il passera par le Canada, nous décidons de l'accompagner. Cette fois, nous visiterons Naples, Pompéi, Sorrente, Assise et bien sûr Rome. Nous y demeurerons une dizaine de jours. Il n'est pas question de tenter d'obtenir une audience papale. Gérard rencontre au synode un cardinal qu'il connaît bien et qui lui suggère de nous amener à la salle d'audience le mercredi, en même temps que des milliers de pèlerins. Il nous assignerait de bonnes places.

Nous arrivons à la basilique Saint-Pierre, dans la salle Paul VI, réservée aux grandes audiences auxquelles peuvent assister des milliers de personnes. Un immense tapis rouge au centre, avec cordons dorés de l'arrière à l'avant, divise la salle en deux. Un immense stade avec marches en marbre se dresse devant nous. Gérard nous laisse entre les mains d'un évêque et il nous quitte pour rejoindre les évêques qui seront présents à la cérémonie. On nous fait passer sur ce tapis rouge dans la grande allée jusqu'en avant à droite du trône où prendra place le Saint-Père. Nous sommes placés au premier rang en avant des invités très spéciaux, ambassadeurs, généraux, etc. Moi, je n'en reviens pas... Que fait-on ici? Si vous saviez comme c'est gênant!

Tout à coup, arrive un couple polonais avec des cadeaux et, eux, ils ont une carte qui leur permet de s'asseoir où l'on est assis. L'évêque qui nous avait guidés à l'entrée nous prie de nous lever. Un cardinal demande de quel diocèse nous venons. Je lui explique en anglais la situation; il fait un geste haut avec sa main, et un garde apporte deux fauteuils qu'il place en avant de tout le monde. Le pape fait son entrée et la cérémonie commence. Nous entendons les cris, les chants des pèlerins de différents pays au fur et à mesure que Jean-Paul II mentionne le nom de leur pays. C'est la bénédiction finale et

JUSQU'AU BOUT!

c'est très émouvant de voir mon frère bénir la foule en même temps que le Saint-Père. Puis, Gérard vient nous chercher pour qu'on puisse rencontrer Sa Sainteté. Il a changé depuis 1979. Un homme miné par la maladie est debout devant nous, mais il inspire le respect et la dignité. Mon frère, en me présentant, lui dit qu'il m'a nommée Chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand, l'année précédente, et il explique rapidement au Saint-Père le dossier de l'Hôpital Montfort. Il ajoute que je suis comme sa mère et que je prends soin de lui quand il vient au Canada. Le pape me donne une petite tape sur l'épaule et je lui demande d'avoir une intention spéciale, car nous attendons le jugement de la cour. Le pape me regarda d'un regard bienveillant et me serra la main.

PERTE D'UNE AMIE

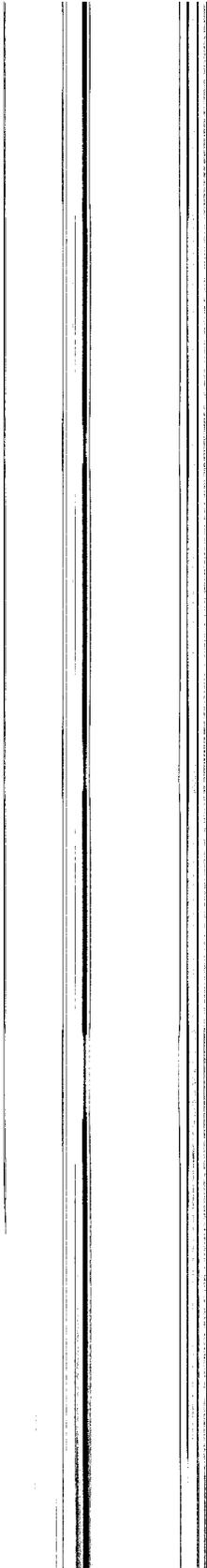
Le 16 novembre 2002, j'ai perdu ma grande amie, Laurette Roy. Elle s'est envolée au ciel lors d'un voyage. Comme elle me manque! Elle avait tellement hâte de lire mes mémoires! Je pense à elle très souvent. Elle était comme une sœur pour moi. Je sais qu'elle veille sur moi et continue de m'aider dans tout ce que je fais.

LA VIE CONTINUE

En 2004, Gilles et moi fêterons notre cinquantième anniversaire de mariage si la Providence le veut bien. Nous avons eu des hauts et des bas comme tout couple, mais aujourd'hui je regarde en arrière, et je suis fier de ce que j'ai accompli. J'ai vécu et je continue de vivre une très belle vie. J'ai des enfants bons et généreux qui ont des familles attachantes.

Et plus que tout, la vie continue.

VIE PUBLIQUE



PLONGÉE DANS UN UNIVERS INCONNU!

CONSEILLÈRE SCOLAIRE

Dans les années 60, mon époux, fonctionnaire le jour, travaille cinq soirs par semaine. Nous avons trois jeunes enfants et j'enseigne à l'école Saint-Paul (Ottawa). Nous menons une vie paisible dans notre nouvelle maison. En 1964, je deviens présidente de l'Association de parents et instituteurs de l'école Cadieux (à Eastview). Mon but est d'engager les parents dans le processus d'éducation de leurs enfants. La plupart des gens de Vanier me connaissent; j'ai enseigné à Eastview et je m'investis dans la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes.

À l'automne 1965, Joffre Bélanger et Gilles Barbary proposent leur programme à une réunion au sujet des élections scolaires. Je ne partage pas leurs vues. Sans même y avoir réfléchi, j'annonce que je vais me présenter aux élections! Il n'y a jamais eu de femme élue à Eastview, ni au conseil scolaire ni à la Municipalité. Une femme qui se présentait en politique était comparée immédiatement à Charlotte Whittton, maire d'Ottawa. Celle-ci n'était pas mon modèle, mais je la considérais comme une excellente politicienne. Les hommes me disent: «Tu ne peux pas faire cela! Tu ne seras pas élue! Il faut que des associations t'appuient.» On parlait de l'Ordre Jacques-Cartier et de la Société Saint-Jean-Baptiste. De retour à la maison, je fais part de mon intention à mon mari. Surprise! Ma décision de me présenter aux élections scolaires le décourage. «Ça ne s'est jamais fait!... Je ne pourrai pas t'aider. Je travaille au gouvernement. Je vais perdre ma *job*.» Il n'y avait alors ni Charte des droits et libertés ni Commission des droits de la personne. La majorité des femmes demeuraient à

GISÈLE LALONDE

la maison. «Très bien, je vais demander à d'autres de m'aider.» J'offre à mon amie Laurette Roy la gérance de ma campagne: «Les gens ne votent pas beaucoup au palier scolaire. Il faut leur vendre l'importance d'élire de bonnes personnes et surtout de voter.» D'où mon porte-à-porte dans le quartier 3, celui de l'école Cadieux. J'ai 32 ans et je me dévoue à la FFCFO, présidée par Bertha Liard. L'exécutif, sauf dans le cas d'Edmonde Houle, se compose d'amies de ma mère. Ces femmes accomplissent un travail extraordinaire au profit des plus démunis de la paroisse. Il fallait entendre M^{me} Liard à la lecture de son rapport mensuel: «Nous avons préparé 30 layettes pour les nouveau-nés, nous avons réparé et amassé une centaine de vêtements pour la Saint-Vincent-de-Paul, nous avons cousu 600 couches pour l'Hôpital Montfort...» M^{mes} Nadon, Ladouceur, Coulombe, Châtelain, Séguin et autres participaient au bazar du père Fournier. M^{me} Liard fera partie du Comité paroissial de pastorale lorsque je le présiderai.

Je communique ma vision des choses dans ma tournée du quartier. Les écoles sont mal équipées. Nous n'avons pas la gratuité scolaire pour la 9^e et la 10^e année dans les écoles de langue française. Nos enfants doivent fréquenter l'École secondaire d'Eastview, à majorité francophone mais encore bilingue. L'école, malgré le petit nombre d'anglophones qui la fréquentent, demeure un milieu d'assimilation. Plusieurs francophones se croient obligés de parler anglais avec ces élèves. La présence d'un seul anglophone incite à parler anglais; c'est plus *cool*. Le complexe de la minorité ressort naturellement.

Plusieurs parents enverraient leurs filles au Pensionnat Notre-Dame-de-Lourdes (des Filles de la Sagesse) ou au Couvent Rideau et les garçons à l'Académie de La Salle ou à l'École secondaire de l'Université d'Ottawa. Mais les citoyens d'Eastview devraient y acquitter des frais mensuels; or les parents francophones d'Ottawa ne paient pas, car le CESCO

JUSQU'AU BOUT!

assume les frais. Le Conseil des écoles séparées d'Eastview, quartiers 1, 2 et 3, doit changer cette situation; surtout que les élèves du quartier 4 à Eastview peuvent continuer leurs études gratuitement, en raison d'un partenariat avec le CESCO. Dans mon programme électoral, je prône une meilleure entente entre le Conseil scolaire et les enseignantes et enseignants. Je relève que nous n'avons pas de gymnases, excepté à l'école Ducharme, ni de bibliothèques scolaires. Notre ville francophone doit jouer un rôle de leader sur le plan culturel. Quant à l'argent, je mentionne les subventions perdues parce que le Conseil ne dépense pas les sommes mises à sa disposition. Les gens peuvent voter pour deux conseillers scolaires. Je demande un de ces votes. Deux voisins, MM. Maisonneuve et Légaré, m'offrent de passer mes dépliants. M. Légaré siège au Comité des finances de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes. Ces hommes appuient la campagne d'une femme; c'est quelque chose dans ce temps-là! L'imprimeur Laurier Léveillé, bon ami de mon beau-frère Jean-Jacques, m'aide à concevoir les dépliants, dont le premier contient une brève biographie.

Le jour de l'élection arrive. J'ai visité tout le quartier. Je n'avais pas le choix. Je suis trop nerveuse pour aller au Centre francophone, où l'on dépouille le scrutin. Me placer à la porte et serrer la main des électeurs, ce n'est pas mon genre! Passer aux portes, ce n'est pas «mon fort». Sourire à tout le monde en temps d'élection me paraît superficiel. Des individus ne parlent presque jamais à personne, et en temps d'élection multiplient poignées de main, embrassades et beaux sourires. Après, ils disparaissent. Très peu pour moi. Je délègue Laurette à la porte. J'ai voté tôt le matin; toute la journée, je m'enferme chez nous et fais les cent pas. J'userai une paire de souliers. Le soir, je demande à des beaux-frères et belles-sœurs d'aider au dépouillement des voix. Les treize membres de la famille Lalonde me soutiennent. Je leur dois une fière chandelle. Gilles comptera les votes. J'entreprends mon réel appren-

GISÈLE LALONDE

tissage de la politique. Je deviendrai la politicienne de la famille Deschamps et de la famille Lalonde, bien que mon père ait été commissaire d'école quelques années auparavant. Toujours élu sans opposition, il n'aime pas trop que je me présente.

Le soir de l'élection, j'offre une réception. «Venez, nous allons célébrer ou pleurer ensemble», avais-je lancé. Je veux bien remercier mes bénévoles. Vers 20 h 30, on sonne: Laurette se jette dans mes bras et pleure à chaudes larmes. «J'ai perdu? – Non, on a gagné; tu es arrivée première, vieille folle.» Elle crie, pleure; exténuée, elle a travaillé toute la journée. Nous fêterons toute la soirée. Le premier appel vient de Victor Paré, commissaire d'école dévoué à la cause française. Il me félicite chaleureusement. Mon beau-frère, Jean-Jacques Gratton, est élu lui aussi. Ça rassure mes parents. Mon père jubile; il avait peur que je frappe un mur. Il disait au barbier Poirier qu'il ne me voyait pas avec tous ces hommes! N'empêche qu'il m'a aidée en appelant certains de ses amis, la veille des élections. Ma mère se demande encore où elle m'a prise.

En soirée, je me rends avec mon groupe à l'hôtel de ville. Fière, je ne le crois pas encore. La première femme, et qui devance tous les autres conseillers scolaires! Devant l'hôtel de ville, mon équipe m'a suivie. Un de mes adversaires (président du Conseil) passe à côté de moi et dit à une personne: «Me faire battre par une femme!» Réaction logique et naturelle, à l'époque. Pourtant, il a été élu aussi... mais il est arrivé deuxième dans le quartier. Pour lui, c'est inacceptable!

Le lendemain matin, je retourne enseigner à l'école Saint-Paul, à Ottawa. Les messages de félicitations affluent. Je reçois une lettre de Gabrielle Levasseur, secrétaire générale de l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO). C'est fou ce que je peux ressentir! Reconnaissance, crainte, fierté, je ne sais trop... Je me prépare en vue de la première assemblée. Je me réjouis de siéger avec mon beau-frère en plus d'un bon ami, Ronald Killeen, et de Marcel

JUSQU'AU BOUT!

Lamoureux, dont on parle en bien. Dès la première réunion, je m'aperçois que ces trois hommes ont les mêmes priorités que moi. Quatre nouveaux conseillers scolaires sur six: nous accomplirons sûrement du bon boulot.

PREMIÈRE RÉUNION AU CONSEIL SCOLAIRE D'EASTVIEW

Le soir fatidique arrive: je prends place à la table du Conseil. Moi, une enseignante! J'avais hâte à cette première réunion, mais j'étais... timide et pleine d'appréhension; plutôt mal à l'aise, car lancée dans un monde d'hommes. Il subsistait un doute: «Serai-je à la hauteur de la tâche?»

Je décide de porter un costume pantalon et manteau noir. C'est encore la saison des fêtes (début janvier), et j'ai l'air de me rendre à un salon funéraire. Puis j'y songe. «J'ai été élue comme femme, je vais m'habiller en femme, et coquette en plus.» Je choisis une robe brune avec un peu de tangerine, très étroite. Je porterai un chapeau tangerine avec plume d'oie. J'enfile mes talons hauts... et en route pour cette grande aventure qui bouleversera ma vie. Prête à affronter le destin, j'ai retrouvé mon identité de femme capable de relever ce défi!

Notre première tâche consiste à élire le président; après le premier tour de scrutin, deux conseillers sont égaux. Nous tirons au sort. L'expérimenté Joffre Bélanger l'emporte. À ma grande satisfaction, je deviens présidente du Comité de régie qui s'occupe de tout ce qui touche à l'enseignement. Je ferai des recommandations au Conseil avec le secrétaire-trésorier, Gérard Métivier, pour l'embauche de professeurs et l'achat d'équipement. *Le Droit* a délégué Henri Laperrière pour suivre nos débats; ce dernier tombera endormi durant la réunion du Conseil! Laurette Roy assiste à notre assemblée. Elle prend goût à la politique; elle voudrait que j'aborde tous les sujets dans la même réunion.

Je demande d'ajouter à l'ordre du jour la gratuité scolaire pour les jeunes de 9^e et 10^e année de nos écoles de langue

GISÈLE LALONDE

française. Cette motion passe par quatre voix contre deux. Nos élèves fréquenteront gratuitement la 9^e et la 10^e année au Pensionnat Notre-Dame-de-Lourdes et au Couvent Rideau pour les filles. Les garçons iront à l'École secondaire de l'Université d'Ottawa, à l'Académie de La Salle ou au Petit Séminaire. Cela signifie beaucoup pour les grosses familles d'Eastview qui veulent envoyer leurs enfants à une école secondaire française et catholique. Des générations d'élèves fréquenteront l'École secondaire d'Eastview. Plusieurs chefs de file de la communauté franco-ontarienne y seront formés. En 1971, cette école deviendra la première école secondaire de langue française dans le système scolaire public d'Ottawa. Le 9 octobre 1969, elle avait adopté le nom d'André Laurendeau, coprésident de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, décédé l'année précédente.

La réunion est levée. Le journaliste Laperrière se réveille et demande, tout ébahi: «C'est fini? La gratuité scolaire, est-ce passé?» J'éclate de rire: «Oui, M. Laperrière; dès le 1^{er} janvier 1966, date mémorable car nos jeunes d'Eastview pourront continuer leurs études en français.»

Le lendemain, paraît un article en page frontispice du *Droit* avec ma photo et mes commentaires. J'ai soumis la proposition et je préside le Comité de régie. C'est la première fois que les journaux parlent de moi comme politicienne...

EXCÈS DE ZÈLE

Nous traitons du manque d'équipement dans nos écoles. M. Métivier, très malade, est à l'hôpital. Présidente du Comité de régie, bien intentionnée... mais indisciplinée, je demande à nos directeurs et directrices le matériel pédagogique dont ils ont besoin dans leur école. Peu habitués à cette démarche, ils dressent une courte liste, hésitent à dévoiler leur peu de ressources, par peur de la réaction du Conseil. La méfiance règne entre professeurs et commissaires. Toujours dans le but d'ai-

JUSQU'AU BOUT!

der, je demande à Jean-Claude Dorval et à Gilles Castonguay, respectivement coordonnateur en éducation physique et en sciences à Ottawa, la liste de l'équipement en éducation physique et en sciences dans chaque école d'Ottawa. Ensuite, j'invite le surintendant de langue française à compléter la liste des besoins. Enfin, j'obtiens le nom des compagnies qui peuvent soumissionner. Avec la secrétaire, j'envoie des appels d'offres. Mon mari m'explique les rouages des transactions, puisque c'est son travail au gouvernement fédéral. Il me demande si j'ai la permission de faire cela. Je réponds: «M. Métivier est toujours à l'hôpital, je l'aide.» Pensant rendre un service énorme à notre secrétaire-trésorier, je fais venir tout ce que ces listes renferment. Je commande un téléviseur noir et blanc par école (nous sommes les seules écoles de la région à ne pas en avoir) et un cabinet de sciences amovible.

M. Métivier sort de l'hôpital. J'enseigne à l'école Saint-Paul quand le directeur vient me chercher pour un appel urgent. Au bout de l'appareil, je reconnais la voix de M. Métivier. Il crie à tue-tête: «M^{me} Lalonde, qu'est-ce que tout ce matériel? Ça entre à pleines portes!» Tout est déposé dans notre bureau du Conseil. Nos locaux sont exigus. Je lui recommande de ne pas s'énerver: je crains une crise cardiaque. «Je vais aller vous voir à quatre heures.» À mon arrivée, il a pris livraison de quatre cabinets de science. Je sais que quatre téléviseurs suivront... Pauvre M. Métivier, toujours obligé de couper un cent en quatre: le toit s'effondrait; il n'y avait pas eu de proposition formelle de la Commission, mais une discussion avec entente de principe, non écrite. Le président, M. Bélanger, appelle une assemblée d'urgence. Je leur dis que j'ai agi ainsi dans le seul but d'aider. Je croyais que ça faisait partie de mon mandat. Mon beau-frère, Jean-Jacques, me dit qu'il faut une proposition avant d'acheter. Je présente ma démission. Je les avertis que je dirai aux médias que j'ai voulu équiper nos écoles pour pouvoir prodiguer un meilleur enseignement, que nous accusons du retard sur les écoles environ-

GISÈLE LALONDE

nantes et que je croyais bien faire. L'un d'eux suggère alors de proposer rétroactivement une motion autorisant l'achat des équipements recommandés par la présidente du Comité de régie. Ils refusent ma démission. Un membre appuie la proposition rétroactive. Le vote est unanime.

Imaginez les réactions des directeurs d'écoles qui voient tout ce matériel arriver! Les religieuses de langue anglaise à l'Assumption ne m'ont jamais oubliée. J'ai toujours reçu des petites notes de félicitations pour ce que je faisais dans la communauté, même lors de la crise Montfort.

Une autre fois, je suggère la tenue d'une réception pour le personnel enseignant et de soutien. Un 5 à 7 en vue d'expliquer notre esprit de collaboration et de féliciter nos gens. Tous les conseillers scolaires approuvent. M. Métivier envoie les invitations. Quelques jours après, je reçois quantité d'appels de professeurs voulant savoir ce qui se cache derrière cela. Méfiants comme tout, ils ne peuvent croire aux bonnes intentions des conseillers. Nous convainquons Denise Meloche et Jeannine Gagné, et nous recevons un beau groupe ce soir-là; l'année suivante, ça s'améliorera. Un climat de confiance s'installe peu à peu.

Quelques mois après l'élection, Gaëtan Fillion, l'inspecteur de nos écoles, nous explique les subventions; l'on ne dépense pas l'argent alloué; nous serons pénalisés l'année suivante. Il précise que nous n'avons pas de bibliothèques et que seule l'école Ducharme possède un gymnase, mais c'est une boîte carrée. Il en faudrait dans chaque école. MM. Gratton, Killeen, Lamoureux et moi sommes convaincus. Pourquoi les gens d'Eastview perdraient-ils de l'argent? Nous appelons deux architectes pour établir des plans. Fini les parents pauvres! Nous aussi, francophones d'Eastview, pouvons aspirer à du beau. Il est temps de donner la meilleure éducation possible à nos enfants. Nous profiterons des subventions auxquelles nous avons droit. Je pense à mon père qui disait toujours: «Nous, Canadiens français, sommes nés pour

JUSQU'AU BOUT!

un petit pain.» Cela me révoltait. Ce temps est révolu; nous devons nous épanouir et mieux vivre dans un pays dont nous sommes l'un des peuples fondateurs. Cela part d'un système d'éducation amélioré.

Nous avons d'excellents professeurs et nous voulons des établissements scolaires bien équipés. Les écoles Baribeau, Cadieux, Assumption seront agrandies: on y ajoutera gymnase, bibliothèque et de belles salles de toilette en céramique! Le surintendant nous explique que l'école primaire Ducharme ne respecte pas les normes d'une école intermédiaire. Nous autorisons donc la construction de l'École intermédiaire Glaude.

BÉNÉDICTION DE QUATRE ÉCOLES

Je me rappelle la bénédiction des nouveaux gymnases et des belles bibliothèques aux écoles Baribeau, Cadieux, Assumption et Glaude. Toutes les écoles françaises portaient le nom d'anciens curés d'Eastview: Ducharme, Cadieux, Baribeau, Glaude. L'école et l'église étaient les pivots autour desquels se sont bâties nos communautés vivantes et rayonnantes. Lors de la bénédiction, j'étais la maîtresse de cérémonie. M^{me} Desrosiers, du Salon de coiffure Jeanne d'Arc, m'avait coiffée comme je le voulais: paquet de cheveux rapportés en frisettes, postiche et cerceau fait de perles et de cheveux nattés. Jean-Jacques Gratton, qui aimait me taquiner, m'appelait Marie-Antoinette.

FUSION DES CONSEILS SCOLAIRES

La fusion entretient les discussions, en 1969. On formera de grandes unités scolaires en Ontario. Désormais, le CESCO engloberait les deux conseils des écoles séparées d'Eastview (quartiers 1, 2 et 3; quartier 4). De plus, le 1^{er} janvier 1969, Eastview devient la Cité de Vanier sous le règne du maire

GISÈLE LALONDE

Gérard Grandmaître. La province accorde à Vanier deux représentants au conseil unifié. Ronald Killeen et moi nous présentons aux élections du nouveau Conseil scolaire, ainsi que Léopold Bériault du Conseil du quartier 4. Saint-Charles a été ma paroisse jusqu'en 1953. Ma belle-sœur Denise m'y aidera. Son père, Roger Ménard, a été échevin de ce quartier. Gilles veut m'aider comme mes trois garçons, qui distribueront des dépliants. Mon mari est maintenant plus à l'aise; son emploi ne l'inquiète plus. Moins timide, je fais un peu plus de porte-à-porte. Je poursuis ma carrière dans l'éducation en restant conseillère scolaire à Ottawa. En septembre 1969, j'enseigne pour le Conseil des écoles catholiques romaines de Carleton. N'enseignant plus dans mon système scolaire, j'évite les conflits d'intérêts. En décembre, en effet, je deviens conseillère au CESCO avec M. Bériault. Je suis la première femme francophone élue à ce Conseil. L'expérience obtenue lors de mon mandat à Vanier et dans mes années d'enseignement m'aidera à œuvrer dans la capitale fédérale.

Notre première réunion informelle se tiendra à huis clos au Cercle universitaire. Le CESCO veut discuter de la présidence, d'élections et de formation de comités après la fusion des trois conseils scolaires. Des gens imposants et très sympathiques m'impressionnent: Aimé Arvisais, Raymond Groulx, Jean-Paul Latendresse, Roland Bériault. Raymond et Roland m'ont fait signer mes contrats d'enseignante.

PREMIÈRES RESPONSABILITÉS À OTTAWA

Tous les comités du Conseil m'intéressent. J'ai été membre de tous, et j'ai dû tous les présider: Immeubles, Négociations, Éducation, Enseignement religieux, Finances, etc. Je représente aussi le Conseil à des comités municipaux et à la Commission de la Capitale nationale (CCN). Je participe avec mes élèves au concours de la Société protectrice des animaux. La SPA cherche, bon an mal an, un représentant par

JUSQU'AU BOUT!

conseil scolaire. Aucun de nos conseillers n'y trouve intérêt. Un soir de janvier, on cherche un représentant. Pour badiner, on nomme M. Boudreault, absent. J'ai aimé représenter mon conseil l'année précédente; ainsi j'avais appuyé les concours de compositions et de dessins pour écoliers. Les membres de la SPA, ravis de disposer d'une conseillère aussi assidue, m'ont demandé d'y revenir. Je lève ma main et je dis: «Monsieur le Président, la SPA m'a demandé d'y retourner et j'aimerais bien cela.» Tous me regardent comme si je sortais des nues; l'on me nomme à cette société. Derrière les animaux, je voyais la motivation que l'on peut apporter à nos jeunes grâce à un partenariat avec cet organisme.

J'ai été nommée vice-présidente de la Commission des échanges bilingues de la CCN. Je n'acceptais pas que les gouvernements dépensent des sommes importantes pour envoyer nos jeunes anglophones en France y perfectionner leur français, des jeunes du Québec dans l'Ouest canadien y parfaire leur anglais, tandis qu'aux francophones hors Québec... on nous disait: «Vous connaissez votre français et votre anglais, restez chez vous. Apprenez l'anglais avec des enseignants francophones, vous n'avez pas besoin de spécialistes.» De plus, je suis souvent revenue à la charge sur l'idée suivante: «Pourquoi ne pas encourager l'école anglophone du quartier à rencontrer les jeunes francophones de l'école voisine, et les faire échanger entre eux sur le Canada? Pratiquer la langue seconde? Les étudiants anglophones parleraient le français et les jeunes francophones, l'anglais.» C'est cela, le bilinguisme à peu de frais.

J'estime qu'ainsi l'harmonie aurait été mieux cultivée au sein des groupes linguistiques dans chacune de nos municipalités. Tout au long de ma carrière politique, j'ai insisté pour que les conseils scolaires ontariens engagent des enseignants franco-ontariens pour le français, langue seconde, plutôt que de les importer de la France ou du Québec. Notre français n'était pas assez bon pour eux? Au gouvernement de prendre

GISÈLE LALONDE

ses responsabilités face aux risques d'assimilation. J'ai soulevé cette question à maintes reprises à Queen's Park. Aujourd'hui, on retrouve d'excellents enseignants franco-ontariens dans les cours de français langue seconde.

Un jour, Ottawa décide de hausser les taxes à Vanier. Une augmentation phénoménale. Avant l'adoption du projet de loi, M. Bériault et moi en discutons. J'en pleure. Je pense aux aînés et aux familles monoparentales. C'est grave... Comment vivront-ils décemment? Je décide de sensibiliser mon monde à Vanier. J'invite les parents de l'école Cadieux à se mobiliser et à assister à la réunion du Conseil. Edgar Charron, homme éloquent de Vanier, fait une magnifique présentation comme porte-parole du groupe. Nos gens sont très intéressés, parce que cette question les touche de près.

Le soir venu, des interrogations fusent à la table du Conseil: «D'où viennent toutes ces personnes?» Je réponds: «De Vanier, voyons.» Les conseillers d'Ottawa vont vite comprendre l'incomparable esprit communautaire des contribuables de Vanier qui se manifestent au Conseil pour la première fois. Ils ne sont pas reconnus comme des plaignards. Le CESCO met sur pied un comité consultatif. Finalement les taxes monteront peu à Vanier. La population a bien manœuvré: poliment, mais avec fermeté. Qui se tient debout va jusqu'au bout! J'ai su rallier la communauté et je sens que je possède un talent de rassembleuse. Mais je garde à l'esprit qu'on me suivra de près; ma crédibilité doit demeurer intacte. Une belle victoire pour une petite municipalité francophone jouxtant la grande capitale du Canada.

En 1972, je deviens institutrice à temps partiel pour mieux tenir mon rôle de conseillère scolaire. M. Gratton comprend que, lors d'événements importants, ma présence s'impose. J'anticipe d'accéder à la présidence du CESCO, en

JUSQU'AU BOUT!

janvier. Durant cette dernière année, on me demande d'aller parler aux évêques, réunis à Ottawa. On veut mon opinion sur la nouvelle catéchèse, puisque j'ai enseigné la religion à plein temps au cours intermédiaire. Je supervise aussi un groupe d'adolescents, les Cum, sur le plan paroissial. Le directeur de l'école Saint-Gabriel refuse que je m'absente. J'écris une lettre à M. Gratton, lui expliquant l'importance de cette conférence pour un système catholique. Il m'accorde sa permission.

Je préside (eh oui!) le Comité de religion au Conseil scolaire d'Ottawa. Les enseignants catholiques anglophones veulent un discours d'introduction. Mon anglais pourrait être meilleur. Désireuse de parler de professeurs convaincus (*convinced teachers*), je déclare que nous avons besoin «*of more and more convicted teachers*» (de plus en plus de professeurs condamnés). J'ai suscité des sourires... Ma mère répétait: «Si tu ne vaux pas une risée, tu ne vaux pas grand-chose.»

En juin, les élèves de la 8^e année à l'école Saint-Gabriel de Carleton vont à La Ronde, sur l'île Sainte-Hélène – sans les élèves de 7^e année, déçues. Je propose au directeur Bellavance d'amener l'ensemble des classes de 7^e année à la Ferme Richelieu à Duclos, propriété des Écoles séparées catholiques d'Ottawa. Je l'assure que ce sera une vraie journée de classe. Une coordonnatrice d'Ottawa viendrait préparer les élèves. Le directeur Bellavance me dit: «Nous n'avons pas d'argent pour cela.» Je lui réponds: «Ça ne vous coûtera rien et je vais avoir des bénévoles monitrices et des autobus.» Il n'y croit pas. Avoir tout gratuitement, ce n'est pas possible! Il y a au moins quatre classes de 7^e année. Les professeurs de 8^e année ont laissé quelques élèves trop excités, ne prenant pas la chance de les amener à Montréal. Je les connais tous car je leur enseigne la religion; je les aime bien et les amène. Je demande à Raymond Groulx et à Gilles Castonguay, le coordonnateur de la ferme du CESCO, trois autobus et une journée à la Ferme Richelieu. Il faut du cran pour demander cela à un autre con-

GISÈLE LALONDE

seil scolaire. Le Conseil accepte avec plaisir: cela fera connaître la Ferme Richelieu. Le matin même, Henri E. Gratton, mon surintendant de Carleton, vient reconduire à l'école sa fille Lucie, une de mes bonnes élèves. Il voit tous ces autobus du CESCO, malgré la rivalité entre les deux conseils catholiques. Il vient me voir, puisque je suis la vice-présidente du CESCO. Je lui explique notre randonnée du jour. Les élèves apprennent en s'amusant, ce jour-là, leurs mathématiques, les sciences près d'un ruisseau, la survie en forêt, la géographie, le maniement d'une boussole, sans oublier le bon vocabulaire français. Cette ferme était un trésor du Club Richelieu d'Ottawa. Encore une fois, je remercie le Conseil d'Ottawa, qui a compris l'importance de promouvoir ce petit joyau et a admis de jeunes francophones sur son site naturel.

AIDE À DEUX CAMPS DE JEUNES

Le père Armand Fournier, Montfortain, a besoin de locaux pour son camp de jeunes à Val-des-Bois. Le père Keeler tient un camp semblable pour les jeunes anglophones. Je prends à cœur ces deux causes. Le père Fournier, un ami de la famille, fait un travail formidable avec les jeunes de Vanier et des environs. Mon mari est bénévole à ce camp de formation. Un jour, il me demande: «Sais-tu qu'un genre de corridor relie deux classes portatives, dans un champ, près de l'école Sainte-Bernadette à Gloucester? Ça va pourrir là. Demande donc au Conseil s'il veut s'en débarrasser.» Je m'informe auprès de M. Groulx. Il confirme que ça ne sert à rien et qu'il peut bien le transporter à Val-des-Bois, au Camp de l'Amitié. Sitôt dit, sitôt fait: ce corridor est converti en dortoir. Le père Fournier exulte. Cet immeuble dessert encore les jeunes en 2003. Un an après, au Conseil, M. Groulx recommande d'offrir deux classes portatives aux deux camps de jeunes; délabrées, elles ne servent plus. Le père Fournier n'a pas même les moyens d'aller chercher la sienne. Un samedi dans la nuit, une classe porta-

JUSQU'AU BOUT!

tive apparaît derrière le presbytère de Notre-Dame-de-Lourdes. Les catholiques pratiquants se présentent le dimanche matin, abasourdis, sur le parvis de l'église. Le groupe de pionniers qui travaille le bois sous la direction de Jean Lortie utilisera cette classe portative. Elle aboutira ensuite à Val-des-Bois, au service des jeunes de nos écoles en stage de catéchèse. Puis nous offrirons des autobus aux deux camps, durant l'été. Un conseil catholique se doit d'aider les jeunes. Les deux prêtres, le père Fournier et l'abbé Keeler, payaient le chauffeur et l'essence.

Le père Fournier me demande de participer à un jeu de son bazar annuel pour obtenir des fonds. Il s'agit de s'asseoir sur une chaise au-dessus d'une piscine et de servir de cible aux balles lancées par des personnes qui paient pour me projeter dans l'eau. Vous comprenez que je ne veux rien savoir! Le père Fournier annonce un dimanche matin dans un micro posté à la Grotte: «Venez, cet après-midi. La présidente du conseil scolaire, Gisèle Lalonde, sera ici. Vous aurez l'occasion de la faire tomber dans la piscine. Trois balles pour dix dollars.» Je n'ai pas le choix. Je me dis qu'en tenant fort les câbles, je ne tomberai pas. Une bande d'enseignants ont bien l'intention de frapper à la bonne place. Ils donnent tous 10 \$ pour obtenir trois lancers. Je vois Philippe Régimbald désireux de m'atteindre. Il faut dire que les négociations avec les enseignants catholiques d'Ottawa ne vont pas trop bien. Nous sommes dans une impasse. Après quelques minutes, assise à plusieurs pieds au-dessus de cette piscine, remplie d'eau sale puisque la kermesse dure depuis quatre jours, je commence à me sentir à l'aise car plusieurs ont manqué leur coup. Je tiens les câbles avec tant de force que je ne peux croire qu'on puisse me déloger. Je nargue les passants afin de les attirer, pour obtenir le plus d'argent possible, car les profits vont au Camp de l'Amitié. Je suis tellement sûre de ne pas tomber. Même mon mari s'essaie. Je me hasarde à le taquiner. Arrive Jean-Guy Châtelain, le président de la pastorale de la paroisse,

GISÈLE LALONDE

un grand ami. Bang! Première balle, la chaise s'écroule. Je frappe l'eau, la bouche grande ouverte. L'eau sale se propulse dans ma bouche, les oreilles, le nez.

Il fallait vraiment aimer le père Fournier et croire dans son œuvre pour ainsi se livrer en pâture. Quand j'ai su le montant recueilli, je me suis vite consolée!

Un bon dimanche, à ce fameux bazar, j'organise un défilé de mode avec du bon linge déjà porté. Je n'en ai presque plus dans ma garde-robe et j'en emprunte à mon mari. Je demande à mes employées du CFORP de venir parader, sur différents thèmes avec des chansons appropriées. Pour les jours pluvieux, on a la chanson «Rain Drops Keep Falling On My Head» et j'ai obtenu un imperméable que portera Jean-Pierre Prévost, jeune vicaire de notre paroisse. Il est reconnu pour faire rire tout le monde. Il doit en plus porter un habit de mon mari, pris à son insu. Jean-Pierre doit se promener comme un jeune marié, le jour de ses noces. Ma belle-fille Carole, dans sa robe de mariée, avance au rythme de la *Marche nuptiale* de Mendhelsson-Bartholdy. Un autre costume que doit porter Jean-Pierre est un maillot de bain, avec plusieurs filles revêtues de même, sur une plage d'Hawaï au son de «Blue Hawai» d'Elvis Presley. Jean-Pierre arrive à la hâte d'un cours à l'Université Saint-Paul, et comme le son de «Rain Drops...» commence, il se présente dans l'habit de noces. Comment va-t-il se débrouiller pour le reste de la parade? «Blue Hawai» se fait entendre et Jean-Pierre, accompagné de dames en maillot de bain, porte le fameux manteau de pluie. C'est le comble. Rire général... mais j'appréhende la suite. Au son de la *Marche nuptiale*, notre vicaire accompagne la mariée... en maillot de bain! Les spectateurs applaudissent à grands cris! Ils pensent que tout est planifié. Le vicaire m'aurait-il joué un tour? En tout cas, il a fait de mon défilé de mode un vrai succès! On me demande de répéter l'exploit, ce que je ferai pendant plusieurs années. L'année suivante, mon frère Gérard, évêque en Papouasie, paradera en habit, en com-

JUSQU'AU BOUT!

pagnie de mon adjointe Frances. Tout est permis quand il s'agit de ramasser des fonds pour le père Fournier!

Toujours pour le Camp de l'Amitié, je me prête au jeu de deviner l'âge des personnes ou leur poids, comme à l'Exposition d'Ottawa. Si je ne devine pas le poids, à moins de trois livres, ou l'âge à moins de trois ans, la personne gagne un petit prix. Je fais pas mal d'argent puisque je demande un dollar et les petits prix viennent de chez nous. Un dimanche, arrive le beau-frère du père Fournier, Roger, de Montréal. Je ne l'ai pas reconnu. Il a l'air très jeune. Je crois que je lui ai donné vingt ans de moins. Content, il me remet une autre piastre en cadeau. Il en parle fièrement à son épouse. Elle voudrait bien que je la déclare aussi jeune, mais la voyant avec son mari, je ne suis pas folle, je lui donne un an de moins que l'âge réel de son époux. Elle n'est pas trop contente car son époux s'amuse à ses dépens: «Je l'ai toujours dit que j'avais l'air plus jeune que toi.» Pauvre femme! Toujours à deviner le poids, mon frère Gérard arrivé de Papouasie veut rire de moi encore une fois. Il s'est brisé la jambe lors d'un terrible accident de bateau. Il porte un gros plâtre de la cuisse au bout des orteils! Connaissant son poids habituel, je me crois bien savante. Et je me sers de lui pour faire de la publicité. Je crie son poids, puis il monte sur la balance. Plâtre en sus! Imaginez mon désarroi, mais il s'agit d'une bonne publicité: les clients affluent car on colporte que je ne suis pas bonne pour deviner et que les cadeaux sont presque assurés.

Toutes les petites demandes que je peux porter à l'attention du CESCO pour le Camp de l'Amitié me donnent une certaine fierté, sur les plans catholique, social et francophone. Ces activités au profit du Camp de l'Amitié se veulent des occasions de réunion dans la joie. Les conseillers font toujours preuve de générosité.

Plus tard, à titre de représentante de Vanier à Ottawa, j'aiderai notre ancien secrétaire-trésorier d'Eastview, M. Métivier, à obtenir une pension pour lui et ensuite pour sa veuve.

GISÈLE LALONDE

Cet homme avait travaillé très fort pour nous à Vanier et il fallait qu'Ottawa reconnaisse son ancienneté. J'aimais aider aussi les enseignants comme cette dame qui à 65 ans devait quitter l'enseignement, mais il lui manquait quelques mois pour obtenir une pleine pension. Je suis intervenue en sa faveur.

Durant toute l'année, l'harmonie règne au sein du Conseil. Sauf au moment du budget. C'est difficile, car tout l'argent est déposé dans un pot et nous recevons des subventions pour le français, langue maternelle et le français, langue seconde. Pendant plusieurs années de mon mandat, la représentation francophone était égale ou minoritaire. Il fallait surveiller tout et demeurer vigilants. Raymond Groulx, secrétaire-trésorier, nous aidait à recevoir notre juste part. J'en suis souvent venue aux arguments avec mes collègues anglophones, mais ils me respectaient. Je garde un très bon souvenir des Gilhooly, Kelly, Desjardins et McGee.

MON APPRENTISSAGE DANS LA GRANDE VILLE

PREMIÈRE VICTOIRE: LA TRADUCTION SIMULTANÉE

Au Conseil scolaire d'Ottawa, au tout début, je fais comme à Vanier. Je parle fort quand j'ai quelque chose à dire, j'enterre tout le monde et on me cède alors la parole. M^c Pierre Mercier, président du Conseil, me laisse faire, croyant que j'apprendrai. Un soir, il arrête la réunion puis s'adresse à moi: «M^{me} Lalonde, vous n'êtes plus à Eastview ou à Vanier. Ici on est à Ottawa. Nous sommes seize autour de la table, il faut lever la main et attendre que je vous donne le droit de parole.» J'éclate de rire et je saisis la leçon. Si tu connais le processus d'une assemblée délibérante, tu peux t'améliorer sur le plan des procédures et gagner des votes. Je l'apprends très tôt. Ce même soir, aidée de Léopold Bériault, j'apporte une résolution au Conseil: «Que le CESCO installe un système de traduction simultanée, pour les assemblées du Conseil et celles des comités importants.» Léopold et moi leur donnons un délai de six mois; après, nous allons parler en français. Les anglophones peuvent aussi apprendre le français. Je mets l'accent sur le fait que la traduction n'est pas pour les francophones, car nous parlons anglais. Le D^r Paul Kelly, un bon anglophone, s'écrie: «Touché, Gisèle.» Six mois plus tard, Léopold et moi revenons à la charge. Les francophones n'ont pas la majorité cette année-là. Nous avons un conseiller de moins. Au cours des interventions, le D^r Kelly prononce ces mots révélateurs, pensant tout de même que personne ne l'admettrait: «*If someone here says that he or she will be a better trustee if there is simultaneous translation, I will vote for it.*» Je sais les hommes trop orgueilleux pour admettre qu'ils seront

GISÈLE LALONDE

de meilleurs conseillers avec la traduction simultanée. Je vois que nous pouvons gagner, même s'il faut m'humilier. Alors prenant la parole, je réponds fermement: «*I admit this. I come from a francophone municipality and I never speak English. I do not have one English-speaking friend.*» À ce moment-là, Rita Desjardins s'écrie: «*You've got me, Gisèle.*» Je fais signe que oui, mais je continue et demande le vote. Un vote basé sur la langue. Nous avons le vote du conseiller Kelly; il n'a plus le loisir de voter autrement. À compter de ce moment, tous les francophones s'exprimeront toujours en français et nous serons le premier conseil municipal ou scolaire en Ontario à obtenir la traduction simultanée. La communauté et les parents peuvent aussi s'exprimer aux réunions dans leur langue maternelle. Nous avons le meilleur traducteur que j'aie connu: Gilles Laniel. Nous l'aménons à nos cours d'été en développement professionnel et il s'assoit à côté du ministre Wells ou du sous-ministre Waldrum. Il traduit pour eux.

Gilles était indispensable au Conseil et à l'Association française des conseils scolaires de l'Ontario (AFCSO). Ce Franco-Ontarien a fait énormément pour la cause et nous ne l'avons pas assez remercié.

PREMIÈRES RESPONSABILITÉS PROVINCIALES

En 1973, je deviens vice-présidente du CESCO. Nous avons environ 30 000 élèves, 1 200 professeurs et plus de 600 employés de soutien. Lors de la fusion avec Vanier, il y avait plus de 33 000 élèves; donc la diminution se fait sentir. La même chose se passait dans tous les systèmes scolaires, excepté dans les deux conseils de Carleton, car les jeunes parents allaient s'établir à Orléans ou à Kanata. Mais chez nous, dans le système catholique, nous n'avons pas droit aux taxes corporatives. Les subventions du ministère de l'Éducation étaient basées sur le nombre d'élèves. Donc, en plus de se battre sur le plan linguistique, les francophones devaient se débattre sur le

JUSQU'AU BOUT!

plan financier. Un bon jour, la lettre d'évaluation foncière arrive dans tous les foyers de la région avec des erreurs inimaginables! Par exemple, M^{me} Liard, de Vanier, devient une contribuable pour le système scolaire public. Moi de même, tous mes voisins et même l'archevêché d'Ottawa! C'est le comble. Je me prépare avec noms et factures à la main, que je lance dans les airs, et je fais une dénonciation au Conseil, devant les médias anglophones et francophones. Ce sera ma première grande lutte et les médias aiment cela; car je parle fort et je gesticule quand j'exprime ma frustration. Que voulez-vous, c'est mon ton de voix naturel. Je parle toujours fort et les gens me croient fâchée.

Ce soir-là, je dénonce le gouvernement ontarien, criant au coup monté pour nous anéantir. Il nous faut, aux catholiques francophones, un secteur seulement pour l'évaluation afin de vérifier les taxes qui nous reviennent. Imaginez combien ces erreurs nous coûteront! Le pauvre commissaire au Bureau de l'évaluation régionale nous mande. J'entre la tête haute dans son imposant immeuble, armée de confiance. Je sens que j'occupe le siège du conducteur. Il en tremble, le pauvre! Une tuile qui lui tombe sur la tête. Il me semblait très compréhensif, mais ses subalternes avaient commis ces erreurs. Quelques jours après, le pauvre monsieur meurt d'une attaque cardiaque. Cela me fait vraiment de la peine! Ce qui me choque, c'est qu'il faut se battre pour tout et les grands responsables à Toronto s'en sauvent. Il est temps que nous allions chercher nos droits comme catholiques et comme francophones. Nous avons des droits dans la Constitution canadienne et le gouvernement ontarien se doit de les reconnaître. C'est beau de nous donner des écoles où les anglophones mènent la plupart du temps, mais il faut vivre également; pourquoi nos contribuables scolaires seraient-ils surtaxés?

À ma dernière année comme enseignante à Carleton, on me demande d'amorcer un projet-pilote en éducation familiale et sexuelle. Je n'ai reçu aucune éducation sur le plan

GISÈLE LALONDE

sexuel, surtout pas de ma mère. On ne parlait pas de cela à l'époque. Je ne pouvais imaginer mon père et ma mère faisant l'amour; pourtant, ils avaient eu cinq enfants. Les gestes et expressions d'amour se confinaient dans la chambre. Bien sûr, il y avait beaucoup d'amour et de respect; mes parents s'aidaient beaucoup mutuellement. Dans ma jeunesse, je vivais dans un milieu familial très structuré et une solidarité nous unissait. Par chance, j'avais fait partie de la JOC et ma grande sœur, Cécile, était toujours là pour répondre à mes questions. Pour moi donc, enseigner l'éducation familiale et sexuelle adhère à mon cheminement. J'accepte avec plaisir ce nouveau défi. D'autant plus qu'on m'assure de la supervision de l'abbé Jean-Paul Cousineau, à qui je voue un grand respect. M. Gratton me fait confiance; il faut à tout prix l'appui des parents; surtout éviter les plaintes et les erreurs. Je me renseigne sur le sujet; mon rôle d'épouse et de mère, l'amour et la compréhension des jeunes élèves me servent bien. Multipliant les rencontres avec les parents, nous évitons les critiques, nombreuses dans certains conseils – mais pas à Saint-Gabriel. Le Dr Hurteau, de l'Université d'Ottawa, nous donne un fier coup de main avec ses conférences aux parents. Mais cela ne va pas si bien au CESCO, où de nombreux conseillers anglophones et quelques francophones s'opposent mordicus à l'enseignement de cette matière.

Un soir, on annonce la venue d'une délégation de parents des écoles de langue anglaise. La salle est pleine; il y a même du monde dans l'escalier. L'émotivité et la détermination se lisent sur tous les visages. Plusieurs parents et certains conseillers présentent des faits relatés par des magazines américains, comme s'ils avaient eu lieu dans les salles de classe du Conseil... L'anglophone Rita Desjardins, présidente du Conseil, a eu la brillante idée de s'absenter (un voyage en Afrique). Je préside donc la réunion du Conseil. Diriger une première fois seize conseillers n'est guère facile, surtout avec la traduction simultanée. Il faut suivre le code d'assemblée délibérante: le

JUSQU'AU BOUT!

Code Bourinot. Je suis très nerveuse devant cette foule aguerrie. Roland Bériault me glisse un Valium. Ce tranquillisant a de l'effet: je me fiche de tout le monde, je suis même portée à rire. Un parent arrive au micro et me demande ce que je fais dans la vie. Je réponds que j'enseigne. Quelle matière? «L'éducation familiale et sexuelle.» Tout le monde s'esclaffe. Ça ne pouvait mieux se passer pour eux. Un parent me montre un dessin fait par un élève de 5^e année dans une de nos écoles anglaises et me demande de commenter. Embarrassée, je cède la parole au surintendant des écoles de langue anglaise, George Moore, qui ne me l'a jamais pardonné. Ouf! Je m'en suis sortie!

En 1974, je deviens présidente du CESCO, le plus pénalisé financièrement parmi les conseils de la province. Les subventions sont basées sur le nombre d'élèves. Or, les jeunes parents d'Ottawa vont s'installer dans les régions telles qu'Orléans et Nepean. Nous avons alors la plus haute baisse des effectifs scolaires. Les deux conseils de Carleton sont gagnants, mais les deux conseils d'Ottawa sortent perdants. La dénatalité existe comme partout ailleurs, et un peu comme au Québec, surtout chez les francophones. Nous faisons face aux expropriations de la Basse-Ville presque entièrement francophone et aux expropriations exécutées pour l'agrandissement de l'Université d'Ottawa. Cela affecte la population de la Côte de Sable. Au retour en classe, en septembre, je reçois un appel à 6 h 30 de *CBC Radio's Morning*, une émission anglaise matinale. Je suis encore tout endormie quand l'animateur me demande: «*How do you explain this drop?*» Je dois parler du nombre décroissant de naissances, mais j'ai oublié l'équivalent anglais du mot «dénatalité» et je donne toutes les raisons du monde, espérant me rappeler ce mot; mais non! Il faut que je dise quelque chose à ce sujet: «*you know, the lack of babies*» au lieu de «*low birth rate*». M. Gilhooly, conseiller scolaire avec moi, a trouvé cela bien drôle puisqu'il écoutait la radio; il m'a taquinée, je riais de moi-même.

GISÈLE LALONDE

Ce manque d'effectifs constituera mon grand défi. Je rencontre le ministre de l'Éducation, Thomas Wells. Un bon matin, je me rends à Toronto avec Roland Bériault et Raymond Groulx. Nous allons expliquer la situation du Conseil au ministre. Rita Hotte m'a préparé un mémoire. Raymond me dit: «Gisèle, au lieu de perdre notre temps, tu vas lui lire ton mémoire, doucement, et il va tout comprendre.» Je fais cela et le ministre est très attentif. Puis, il nous pose des questions et conclut qu'il va recommander une baisse de subvention «graduelle». C'était sans doute ma première victoire sur le plan politique en Ontario et j'ai appris que le mot «*fairness*» (justice) allait droit au cœur des anglophones.

Ce matin-là, j'étais arrivée à l'aéroport avec mes documents dans une enveloppe. M. Bériault s'était exclamé: «Gisèle, tu n'as pas de valise ou porte-documents pour aller chez le ministre.» Il a déposé le tout dans sa valise. Quelques jours après, M. Groulx arrive au Conseil scolaire avec une belle valise et me dit sérieusement: «Il n'y a pas une présidente du Conseil des écoles séparées d'Ottawa qui va aller chercher de l'argent à Toronto avec une enveloppe de papier brun! T'as compris, Gisèle?» Ces choses pour moi étaient secondaires. Mais la petite fille de Vanier a appris et compris!

Toujours en 1974, nous recommandons la fermeture de plusieurs écoles francophones dans l'ouest de la ville. Je dois l'annoncer aux parents, qui suent sang et eau pour garder leur culture dans ce secteur anglophone d'Ottawa. C'est une question du respect d'une minorité qui veut continuer à vivre en français. Nous lançons une invitation à tous les parents de l'ouest de la capitale fédérale, à l'ancienne école M^{sr} Lemieux. Je leur décris la situation financière du Conseil. Nous ne pouvons garder toutes nos petites écoles primaires et une école intermédiaire. La diminution du nombre d'élèves justifie nos recommandations. J'explique aux parents: «C'est vous qui déciderez. Je propose deux options. Celle de garder l'école intermédiaire et d'en faire une école du jardin à la 8^e année,

JUSQU'AU BOUT!

bien équipée, avec un transport par autobus. L'autre est de garder les écoles élémentaires, de fermer l'école M^{gr} Lemieux et de la vendre.» Celle-ci, très moderne, est la plus belle école de ce secteur. Gérard Dubé, notre responsable des écoles de langue française, répond aux questions d'ordre pédagogique. Les parents se séparent en ateliers et reviennent en plénière avec une recommandation par groupe. La majorité des voix l'emporte. Ces parents-là ont montré tellement de compréhension et de collaboration que je ne les ai jamais oubliés. Nous gardons l'école M^{gr} Lemieux où le personnel joue un rôle primordial: contrer l'assimilation dans l'ouest de la ville. Nous transporterons les élèves par autobus.

Nous devons nous départir de nombreux professeurs, les plus jeunes sans ancienneté, ce qui nous pénalise davantage, car notre personnel prend de l'âge. Pendant ce temps-là, le conseil public anglophone s'offre le luxe d'une centaine de téléviseurs en couleurs. Les conseils catholiques, qui accueillent tous les élèves francophones à l'élémentaire, ne touchent pas encore les taxes des corporations; nous faisons figure de parents pauvres en Ontario. Il faut faire face au militantisme des enseignants, qui veulent gagner autant que ceux des écoles publiques. En réalité, ils nous aident à obtenir davantage du ministère de l'Éducation. Je n'ai que de bons mots pour les négociateurs des enseignants qui comprenaient notre situation, surtout ceux de l'AEFO qui faisaient d'énormes sacrifices pour demeurer dans nos écoles catholiques. Je garderai toujours un bon souvenir du négociateur provincial, Marc Cazabon, et de Guy Matte, le négociateur local. Un beau jour, M. Matte me dit, sur un ton peu cordial: «Tu devrais être négociatrice de ce côté!»

Je montrais tellement mes pensées par l'expression de mon visage, qu'on voyait tout venir et c'était extrêmement frustrant pour eux. Moi, je trouvais cela drôle et je me mettais à les taquiner.

C'était aussi au moment où la plupart de nos jeunes anglophones apprenaient le français. Notre Conseil était un

GISÈLE LALONDE

pionnier de l'immersion. Je me rappelle une réunion où une directrice de langue anglaise, M^{me} Kennedy, s'opposait farouchement à ce que ses étudiants apprennent le français. «*I do not want my pupils to become second-class citizens.*» Cela me faisait mal au cœur et je lui réponds: «Veux-tu dire que moi je suis une citoyenne de deuxième classe dans ma propre province?» Elle n'ose répondre, mais je comprends, plus que jamais, ce que la majorité pense alors de nous, les francophones de l'Ontario.

ONTARIO SCHOOL TRUSTEES' COUNCIL (OSTC)

En 1974, je me retrouve à l'OSTC. J'y représente l'AFCSO. Dès la première réunion, on me nomme trésorière honoraire et l'on m'envoie suivre un cours de leadership en éducation à Banff, en Alberta.

Je sors du cours plus confiante que jamais. J'ai beaucoup appris sur l'éducation de la part de personnes aux visions différentes. Après ma participation active aux discussions, en anglais, je déborde d'énergie et reviens avec un bon bagage de connaissances.

L'OSTC regroupe alors les conseillers de cinq associations de conseillers scolaires: catholique, publique, du Nord, francophone et anglophone.

Je deviens secrétaire honoraire de l'OSTC en 1975. Au bout de quelques mois, le vice-président démissionne et je le remplace. Je sais que je serai élue présidente l'année suivante. Pour la première fois de ma vie, j'hésite à relever un défi, mais je regarde le président et je me dis que je peux faire aussi bien que lui.

Ce poste, qui exige du bénévolat presque à temps plein, est très important. Nous sommes en contact constant avec le ministre de l'Éducation et la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, dont le président grassement payé travaille à temps plein. Nos négociateurs, eux, ne sont

JUSQU'AU BOUT!

pas à temps complet. En 1976, je serai la négociatrice en chef du Conseil. Moi, présidente de ce Conseil, directrice générale du CFORP, vice-présidente de l'OSTC et de l'AFCSO, je suis bien placée pour mesurer le déséquilibre entre les parties. Le manque d'équilibre paraît de plus en plus. Les conseils seront obligés de se tourner vers des négociateurs professionnels.

PRÉSIDENTE DE L'OSTC

Une fois présidente de l'OSTC, je prends les choses en main. Je m'entends bien avec le directeur général Peter Bargaen. Le ministre Wells m'a demandé d'instaurer la paix entre les deux associations des conseils publics, les petits conseils et ceux des grandes villes. Je m'attelle à la tâche. J'essaie en vain par la médiation. Les grands conseils scolaires sont si puissants! Louise MacIntosh, humaniste présidente des petits conseils publics, me dit: «Gisèle, *teach us how to fight.*» Ces personnes de la majorité, qui reçoivent tout sans lutter, manqueraient-elles de courage et de stratégie? Elles n'ont pas appris à lutter parce qu'elles détiennent tous les droits; c'est toujours facile pour elles. La passion n'y est pas et c'est indispensable à la survie d'un peuple, quoi qu'en pensent certains universitaires soucieux de minimiser les combats de la communauté; ils ont amplement critiqué ma passion pour les causes francophones. Je me demande comment convaincre les deux associations de fusionner. Or, un comité du Conseil ne s'est jamais réuni. Il comprend les anciens présidents de la Fédération. Ceux-ci proviennent des quatre associations du temps. Je m'en remets à ces personnes, reconnues comme de grands leaders dans la province. D'après moi, ces ex-présidents et ex-présidentes favoriseront la fusion.

M. Bargaen ne comprend pas ma décision. La plupart de ces personnes sont d'un âge très avancé. Tant mieux, me dis-je, elles auront plus de sagesse et plus de crédibilité. Le

GISÈLE LALONDE

ministre Wells me rassure: «Il y a des personnes extrêmement intelligentes au sein de ce regroupement. Tu as pris la bonne décision.» Je dois les accueillir dans un hôtel de l'aéroport. Je vois arriver ces hommes (en majorité), qui sont heureux qu'on les consulte. Certains sont en fauteuil roulant, d'autres avancent avec peine, mais ils émettent des idées appropriées. Ces anciens des conseils publics perçoivent la division de leur association comme un sacrilège. À la fin, ils me promettent tous de mettre de la pression sur les deux associations pour obtenir la fusion. M. Bargaen sent que nous avons fait d'énormes progrès. Quelques semaines plus tard, je suis assurée de mon succès.

Je suis contente, comme minoritaire francophone, d'avoir semé la paix au sein de la majorité anglophone. On me dit bonne négociatrice et ma crédibilité s'accroît auprès du ministre de l'Éducation. Je fais partie du Comité de consultation des finances à ce ministère. Le D^r Ralph Benson et Bart Hildebrand, de bons amis, dirigent ce comité. Ils m'informent discrètement des modifications qu'ils apportent pour améliorer le sort des écoles françaises. J'attends la fin des réunions et je vais à leur bureau manifester mon mécontentement ou mon appréciation. Au terme de mon mandat comme présidente, au banquet annuel je fais le bilan de l'année et prononce un discours de circonstance devant dignitaires et conseillers scolaires de toute la province. Je le fais sur le thème «I Did It My Way» (paroles de «My Way», de Frank Sinatra). J'ai laissé ma trace dans cette institution anglophone et j'ai gagné le respect de mes collègues. Encore une fois, je suis fière pour la francophonie ontarienne.

En 1976, je suis réélue à la présidence de mon Conseil. On prévoit une année d'austérité au Canada. J'ai, au nom du Conseil, affirmé ma plus entière coopération à la politique de la lutte anti-inflationniste du gouvernement fédéral. J'ai même refusé l'allocation annuelle de 2 400 \$ versée à la présidente du Conseil. «J'espère que vous ne verrez pas dans ce

JUSQU'AU BOUT!

geste de l'hypocrisie ou du capital politique, mais un geste posé afin de semer l'esprit de partage et de contrainte personnelle devant régner au Conseil.» Le jeune journaliste Pierre Bergeron, futur PDG du journal *Le Droit*, m'a bien citée.

COMMISSION MAYO ET GESTION SCOLAIRE

En 1976, je préside encore le CESCO. La coutume est d'alterner à la présidence: un élu francophone une année, un élu anglophone l'année d'après. Le gouvernement de l'Ontario institue la Commission Mayo, responsable de la régionalisation des municipalités. Certains francophones, par le biais de cette commission, réclament un Conseil homogène public de langue française. Élu au CESCO par la population anglophone et francophone catholique, je ne peux accepter la création d'un tel Conseil. Certains conseillers et des membres du comité consultatif au Conseil des écoles publiques d'Ottawa le veulent pourtant. La langue et la religion sont deux valeurs fondamentales; nous tenons à l'une comme à l'autre. L'article 133 de la Constitution canadienne protège nos droits religieux.

Un nombre grandissant de parents déserte les églises, mais ces parents veulent que leurs enfants grandissent dans la foi et les principes reçus des aïeux. Contrairement au Québec, les francophones minoritaires sont plus attachés à leur église paroissiale, vu le rôle primordial joué par l'Église dans leur développement. Même aujourd'hui, dans de nombreux villages et villes francophones de l'Ontario, tout se passe autour de l'église paroissiale et de l'école du quartier. Je pense aux curés Ducharme, Barrette, Myrand, Vaillancourt et à combien d'autres qui insistent sur le principe «la foi est la gardienne de la langue et la langue gardienne de la foi». Dans la lutte pour Montfort, l'Église catholique s'est rangée derrière nous: Son Éminence le cardinal Turcotte, les évêques anglophones et francophones, les curés, vicaires, les comités de pastorale et

GISÈLE LALONDE

les associations paroissiales. Déjà nous avons eu des ennemis chez certains membres du clergé irlandais, mais cette fois tous ont été d'ardents défenseurs de Montfort. D'où ma peine de voir récemment l'évêque de London fermer et espérer voir démolir l'église historique francophone de Saint-Joachim, dans le sud de l'Ontario. L'histoire se répète et c'est très triste de voir qu'un évêque anglophone qui avait compris l'importance de Montfort refuse de comprendre l'importance de cette église sur les plans religieux, culturel et social. Nos frères et sœurs francophones du Sud sont tellement isolés et je crois sincèrement que l'Église, comme toujours, doit défendre les droits des minorités, contrer l'assimilation et surtout garder le peu d'institutions encore à sa portée.

Revenons à la Commission Mayo. Clinton Archibald indique qu'elle pourrait suggérer un Conseil scolaire homogène francophone et «catholique». Clinton est l'adjoint du commissaire. Il sait que les membres de notre conseil «catholique» et la communauté n'appuieraient jamais un Conseil public homogène de langue française. L'addition du mot «catholique» me donne la liberté de soutenir ce groupe de francophones en quête d'un conseil homogène de langue française. Un soir, Pascal Barrette du *Droit* me demande si j'accepterais un tel conseil catholique. Sûrement, lui dis-je. Ma réponse fera les manchettes du *Droit* et je sais que c'est la solution. Clinton proclame que je ne veux pas de gestion francophone et que j'ai combattu ce principe. Pourtant, comme directrice générale de l'AFCSO, plus tard, je rouvrirai ce dossier, le gouvernement ontarien n'ayant pas pris position sur la gestion scolaire, recommandée par le rapport Mayo – relégué sur les tablettes. Je voulais éviter qu'on mette de côté la religion pour favoriser seulement la langue. Pourquoi abandonner une valeur importante au profit d'une autre? Je reconnais l'importance des écoles publiques de langue française et les respectais, mais des droits, ça ne se négocie pas. Comme parents minoritaires, nous (francophones et minoritaires)

JUSQU'AU BOUT!

avions droit aux deux systèmes. Je recommanderai et obtiendrai la gestion scolaire à quatre conseils au comité «Qui fait quoi?», quand le gouvernement abordera la question en 1996. Certains argueront que nous ne devrions avoir qu'un conseil francophone, par mesures économiques. Toutefois, les jeunes montrent plus que jamais leur besoin de spiritualité, mais ils sont désorientés. La structure manque. Ils se sentent prêts à tout donner, à tout partager, mais le vide moral n'est pas facile à combler. La vie chrétienne de l'intérieur doit imprégner l'école catholique toute la journée, surtout durant les temps forts de l'année liturgique; les professeurs doivent prêcher par l'exemple. Nous l'avons constaté à la Journée mondiale de la jeunesse à Toronto, pendant la visite de Jean-Paul II à l'été 2002. Il y a de la place pour deux conseils francophones en Ontario, catholique et public, selon les désirs des parents. J'espère que cette rivalité, ces luttes pour arracher des élèves à l'autre conseil, vont cesser pour le plus grand bien de la communauté francophone. Laissons les parents choisir!

COURS D'ÉTÉ AU MONT GABRIEL

De 1973 à 1978, je fais partie du conseil d'administration ou de l'exécutif de l'AFCSO. Je présiderai à maintes reprises le cours d'été en développement professionnel au Mont Gabriel, dans les Laurentides. Nous avons choisi ce site pour sa beauté, un accès facile et des coûts raisonnables. Aussi, les congressistes de partout en Ontario ont besoin de ce bain annuel de francophonie. Nul besoin de prier le ministre de l'Éducation et ses hommes de confiance pour les attirer à nos cours. Les autres associations de conseillers scolaires nous envient ce moyen de lobbying par excellence. Les anglophones obtiennent difficilement la présence du ministre à leur banquet annuel, souvent à Toronto même. (Le ministre Wells leur disait: «Faites comme les francophones et nous irons!») De nombreux conflits seront réglés à ces cours où se maintient

GISÈLE LALONDE

une relation indispensable entre les francophones et le ministère de l'Éducation.

Le cours d'été réunit les intervenantes et intervenants du milieu de l'éducation. Nous y rencontrons nos agents d'éducation au ministère et nos professeurs à la Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa. Pendant la journée, les meilleurs conférenciers nous éduquent dans notre tâche de conseiller scolaire. Le soir, j'organise des jeux de société comme la «Poule aux œufs d'or», avec des questions axées sur l'éducation. Les concurrents choisis au hasard frappent sur une cannette vide lorsqu'ils connaissent la réponse.

Gérard Raymond préside le Conseil supérieur des écoles de langue française, dont les membres sont nommés par arrêtés ministériels. Il a une grande influence sur le gouvernement conservateur. Un soir, on tire le nom de M. Raymond. Coïncidence, les questions portent sur le conseil de langue française. M^{gr} Charles Demers, notre conseiller moral, pose la question: «Nommez-moi deux personnes qui siègent au Conseil supérieur.» M. Raymond, gentilhomme, sérieux comme un pape, hésite pour laisser une chance à son concurrent. L'autre joueur, très nerveux, après réflexion et des murmures dans l'assistance, crie tout à coup deux bons noms, dont celui de M. Raymond. Il vient de gagner. Le pauvre homme dit à Gérard: «Ne vous en faites pas, M. Raymond, moi aussi j'ai des trous de mémoire!» Gérard Raymond, sous-ministre adjoint à l'Éducation, est un diplomate qui inspire le respect.

Un autre soir, les conjointes confectionnent des chapeaux en vue de parader. La plupart ont choisi des fleurs et des feuilles et les chapeaux sont très jolis. Je décide à la dernière minute d'y participer. Je prends le tapis troué de caoutchouc que l'on retrouve dans le bain, je l'attache à l'arrière avec un nettoyeur à pipe, je retourne le bord et cela fait un bonnet hollandais. J'ajoute quelques fleurs autour en avant, puis j'insère une brosse pour laver les toilettes, droit sur la tête. C'est très lourd à porter et il faut me rendre à la salle à manger pour

JUSQU'AU BOUT!

la fameuse parade. J'entre d'un pas solennel et je récolte la bouteille de champagne grâce au chapeau le plus original.

Durant la journée, c'était vraiment sérieux. Les comités consultatifs, composés de représentants de parents francophones, s'étaient joints à nous au début des années 70. La plupart ne recevaient aucun budget de leur conseil.

PRÉSIDENTE DE L'AFCSO

Quand j'accède à la présidence de l'AFCSO en 1978, le thème est l'enfant et son milieu. Les conseillers scolaires doivent créer une ambiance favorable à l'épanouissement de l'enfant. Nous encourageons les valeurs suivantes: un sens de démocratie dans le respect mutuel, une foi vivante à l'épreuve des intempéries, un attachement à la communauté dans une attitude de partage, le goût du savoir et du savoir-faire et une vision de l'avenir éclairée par le désir d'apprendre à être. Je m'inspirais beaucoup du livre *Apprendre à être* d'Edgar Faure *et al.* pour mes discours et mon enseignement.

FONDATION DU COLLÈGE CATHOLIQUE SAMUEL-GENEST

Florian Carrière me succède comme président du CESCO. On m'offre la présidence du comité d'étude pour l'établissement de la 9^e et la 10^e année dans notre Conseil. Les conseillers veulent une école secondaire privée catholique de langue française afin que nos élèves évoluent en français, dans un milieu visant l'excellence religieuse et linguistique. Pourquoi une école privée? Nous ne recevons pas, en 1978, de subventions pour les élèves de 11^e, 12^e et 13^e année; juste pour la 9^e et 10^e année, qui font partie des écoles élémentaires. Nous voulons former des chefs selon les principes fondamentaux légués par nos parents. Dès la première année du Collège catholique Samuel-Genest, j'écris à de nombreuses congrès-

GISÈLE LALONDE

gations religieuses canadiennes. M^{gr} Plourde joint une lettre à la mienne. Incroyable! Les réponses et les chèques nous arrivent de toutes ces congrégations ne nous connaissant pas, mais misant sur notre projet. J'ai démarré une loterie. Ajoutée à ces dons, elle nous permet de payer les salaires de nos enseignants de 11^e, puis de 12^e, et enfin de 13^e année. À ma démission comme conseillère scolaire, en décembre 1978, M. Kipp et moi avons approché M^{gr} Charles-Auguste Demers et Paul Bélanger, un juge du milieu. Nous avons choisi l'emplacement physique, l'École intermédiaire Pierre-Laporte, sur le point de fermer. Nous avons recruté d'autres membres, dont les D^s Laurent Walker et Jean-Louis Allard. Ce dernier, professeur à l'Université d'Ottawa, élabore avec nous les principes et objectifs visés et les règlements du Collège. Tout est basé sur l'excellence en français, en religion, dans le comportement des élèves et dans la performance des enseignants. Nous faisons partie du premier Bureau des gouverneurs du Collège catholique Samuel-Genest. Les représentants francophones au Conseil public d'Ottawa, et plusieurs autres, ne sont pas en faveur d'une telle fondation, et les francophones de ce Conseil nous accusent de diviser la communauté. Je préside alors l'AFCSO. Lucien Bradet vint me voir au CFORP. En même temps, il rencontre Florian Carrière, directeur général de l'AFCSO et président du CESCO. Il nous lance un ultimatum. Si on ne fait pas connaître, avant cinq heures ce jour-là, nos intentions au public de fonder le Collège, il le fera. Nous lui répondons: «Fais-le.» L'éditorial du *Droit* nous dénonce et accuse notre Conseil de diviser la communauté francophone. J'écris une lettre à l'éditorialiste Pierre Tremblay, l'informant que le Conseil public vient aussi de mettre sur pied des écoles élémentaires publiques. Pourtant on ne l'accuse pas de diviser la communauté. Il faut nous respecter. Avec l'arrivée d'immigrants, nous avons un grand besoin d'écoles publiques. Nous, les catholiques, voulons seulement compléter notre système. Je demande à M. Tremblay de ne

JUSQU'AU BOUT!

pas publier ma lettre, car je ne veux pas de débats publics entre francophones. Je veux clarifier notre position au profit du *Droit*. Tout cela a cessé, à ce moment-là. Est-ce le fruit d'une coïncidence? Toutefois, une lettre d'un lecteur me compare à M^{gr} Fallon, évêque anglophone qui a compliqué l'existence des francophones du Sud.

Je croyais que cela passerait comme de l'eau sur le dos d'un canard, mais c'était tout le contraire. Ces propos me rongeaient de l'intérieur, même si je savais ma cause juste. On ne parla plus de notre Conseil un bon bout de temps. Par la suite, tout s'est calmé, mais nous sentions une tension au sein de notre association provinciale regroupant les deux groupes. Il existait toujours à Sudbury le Collège Notre-Dame, fondé par les Sœurs de la Charité d'Ottawa. Le Collège Sacré-Cœur et ce collège avaient fusionné. Ces deux institutions ont formé de grands leaders franco-ontariens, qui militaient surtout en éducation, mais aussi dans plusieurs autres domaines. Je croyais qu'il y avait toujours une place pour deux conseils publics au secondaire, à l'instar de l'élémentaire. Nous avions à évoluer et à répondre aux besoins des élèves et aux attentes des parents, surtout avec les néo-Canadiens qui se joignaient au groupe francophone. Plusieurs étaient musulmans ou d'autres religions. Il nous fallait respecter cela. Il y avait aussi des francophones qui ne prônaient qu'un système. C'était leur droit. Son Excellence M^{gr} Plourde, archevêque d'Ottawa, sortit son livret décrivant l'essence d'une école catholique. Nous pouvions nous en inspirer grandement.

Ce ne fut pas facile d'obtenir un directeur ou une directrice pour le nouveau collège. Il fallait une personne qualifiée pour le secondaire, expérimentée, qui possédait des qualités de leadership et qui croyait dans la philosophie que nous voulions implanter. Les professeurs que nous approchions avaient une peur bleue de l'AEFO, qui restait silencieuse. La personne qui accepterait devrait y penser deux fois. Curieusement la personne que nous cherchions travaillait tout près de moi, au

GISÈLE LALONDE

CFORP que je dirigeais. Thérèse Brazeau avait déjà été présidente de l'AEFO. Elle était reconnue pour son dynamisme, sa belle personnalité et sa compétence. Elle était qualifiée et avait enseigné au secondaire. Elle accepte de relever le défi. La première année du Collège catholique Samuel-Genest, nous n'avions que 75 élèves. La deuxième année, ce nombre a doublé, et la progression s'est poursuivie. Aujourd'hui, le Collège est une école secondaire subventionnée par l'État. Cette institution a démontré, au cours des ans, avec tous ses prix nationaux et provinciaux, notamment dans le domaine scientifique, sa grande utilité. Il en est de même pour l'école secondaire publique De La Salle, cruciale pour l'enseignement des arts aux Franco-Ontariens. Malheureusement, les membres du CESCO, dans les dernières années, ont oublié la mission première du Collège et en ont fait une école locale, avec des frontières bien établies. Le Collège prônait l'excellence et voulait former une élite sur le plan social et intellectuel francophone. Jamais nous n'avons refusé un ou une élève pour des raisons financières! J'ai même organisé une loterie pour aider les élèves démunis. Le contrat signé par l'élève le forçait à parler français à l'école et le soumettait à l'enseignement religieux enseigné à cette école. Le père Fournier en fut le premier aumônier. Il savait écouter les ados, les encourager dans les sports; il était aussi fier, quelques années plus tard, de bénir leurs mariages. Lorsque le gouvernement accepta de subventionner toutes les classes des écoles catholiques jusqu'à la fin du secondaire, le Conseil a laissé tomber l'appellation privée pour devenir une école secondaire catholique et publique, c'est-à-dire subventionnée par des fonds publics. Hubert Dubois avait la direction du Collège.

Une minorité a besoin de symboles, de réussites, et, s'ils disparaissent, ne nous étonnons pas de voir la population décroître. Les jeunes francophones veulent appartenir à une équipe gagnante. Pour cela, il faut du leadership et de l'innovation, des emblèmes, des symboles semant la fierté d'être francophone.



Un défilé de mode de linge d'occasion au profit du Camp de l'Amitié, dirigé par le père Armand Fournier. Les mannequins sont mon frère (M^{re} Deschamps), Rollande Cousineau et mon fils Guy. À droite, de dos: Bertha Liard.



Mon frère Gérard avec mon adjointe, Frances Lalonde. Yolande Grisé et Dolorès Chartrand décrivent le défilé de mode. On faisait tout pour le Camp de l'Amitié!



Aux cours d'été de l'AFCSO, on organisait un concours de chapeaux confectionnés sur place. Une année, je l'ai remporté, grâce au chapeau le plus original. Il y a de quoi!



La chorale du CESCO aux cours d'été de l'AFCSO, au Mont Gabriel: Denise Gagnon, Roland Bériault, Mimi Charron, moi (la grande au milieu), Fleurette Bériault, Edgar Charron et Léopold Bériault.



Un atelier présenté par le CFORP. Henri E. Gratton, président, moi, l'air pensif (je songe sans doute à ma prochaine demande de subvention!), et Viateur Sincennes, directeur du développement.



Ouverture officielle, en 1976, du CFORP au 339, rue Wilbrod, à Vanier. Le président Henri E. Gratton et moi-même, à titre de directrice générale, tenons le ruban que coupe le ministre de l'Éducation, Thomas Wells. En arrière, George Waldrum, le sous-ministre, et Gérard Raymond, sous-ministre adjoint.



Je présente au maire de Vanier, Bernard Grandmaître, le document de la série Pro-F-Ont (Projet franco-ontarien sur la Ville de Vanier).



En 1974, je suis élue présidente du CESCO. Réunion au CNA, où le directeur général du CESCO et moi-même accueillons le ministre de l'Éducation de l'Ontario, Thomas Wells.



Une première en Ontario! J'ai réussi à organiser une rencontre avec le premier ministre William «Bill» Davis, la ministre de l'Éducation, Bette Stephenson, le ministre responsable des Affaires francophones, Thomas Wells, et les leaders francophones à Queen's Park.



Au banquet de l'OSTC avec le ministre de l'Éducation, Thomas Wells.



À titre de présidente de l'OSTC (2^e à gauche), je suis entourée des membres de l'exécutif regroupant cinq associations de conseils scolaires.



À titre de présidente, je reçois la plaque de l'OSTC des mains
du vice-président, Bill Hillyer.



Je reçois le titre de Chevalier de la compagnie des Cent Associés,
des mains de Thérèse Baron, à Montréal.
Derrière moi, l'honorable juge A. Monnin, du Manitoba.



Candidate aux élections provinciales de 1977 aux côtés du premier ministre de l'Ontario, Bill Davis.



Mon quartier général en période électorale, chemin de Montréal, à Vanier. Le thème de ma campagne: «Ça bouge avec Gisèle!»



Le 3 mai 1985, se déroule un gala à l'occasion du 10^e anniversaire du CAFO, que je préside en 1984-1985. Gilles m'accompagne.



Les 25 et 26 octobre 1985, a lieu à Toronto le premier Symposium de la femme francophone en Ontario, que j'organise à titre de présidente sortante du CAFO. À mes côtés, Laura Charron, la nouvelle présidente du CAFO, l'invitée d'honneur, Simone Veil de France, et Denise Nazaire, directrice générale du CAFO.



Une autre conférencière invitée au Symposium: Yolande Grisé, directrice du CRCCF de l'Université d'Ottawa et présidente du CAO, avec Simone Veil et moi.

JUSQU'AU BOUT!

LES ÉLECTIONS PROVINCIALES

Je reviens en arrière, en raison d'une décision qui a changé ma vie et qui m'aidera à faire avancer la cause franco-ontarienne, quoique plusieurs ne l'aient jamais compris ou reconnu. Comme le dit le proverbe, «*if you can't beat them, join them*». En 1977, je suis à Nassau, en vacances. J'y reçois un appel du Parti conservateur ontarien, par l'entremise d'un de ses organisateurs, Claude Choquette. Il sollicite ma candidature aux élections provinciales. Il m'en avait déjà parlé, mais je n'avais pris aucune décision. Ma famille est libérale et je ne sais même pas la différence entre les Libéraux et les Conservateurs! «L'annonce de la venue des élections se fera dans les prochains jours», me dit-il. On me presse, mais je ne suis pas intéressée: ma circonscription d'Ottawa-Est est libérale par tradition. On me rappelle, je promets une réponse à mon retour. Je sais que je suis une candidate symbolique; il ne reste que quelques semaines avant l'élection. J'accepte tout de même.

Le gouvernement conservateur se maintient depuis quarante ans et il faut que certains francophones s'investissent dans ce parti pour ouvrir des portes. Je considère, dans ma naïveté, ce que je pourrai faire pour les miens à Queen's Park. Je ne vois que le côté positif et je commence à préparer la soirée des déclarations de candidature. Le ministre Thomas Wells, apprécié des francophones, se déplacera pour l'occasion. Je ne veux pas la présence du premier ministre Bill Davis, que plusieurs de mes concitoyens n'acceptent pas.

Mes adversaires sont deux francophones: Albert Roy, un avocat d'envergure, pour les Libéraux et Robert Choquette, un de nos plus grands historiens, qui s'est distingué dans la communauté, pour le NPD. Or, je suis assez jeune et inexpérimentée. Décidément, je ne pourrai l'emporter.

Des gestes partisans peuvent verser dans la démesure. En ce soir de présentation de la candidate (!) et des candidats, un

GISELE LALONDE

ami remplit son autobus scolaire personnel de partisans, qu'il mène à la salle St-Charles. Or, des individus malveillants répandront des fèves au lard dans son réservoir d'essence. Le pauvre homme dépensera beaucoup d'argent pour remettre le véhicule en bon état. Une dame d'Overbrook claironne que j'ai utilisé un autobus des Écoles séparées; foutaise!

Un soir de débat à l'école André-Laurendeau, cette dame me pose une question au micro. Bien sûr je ne l'ai pas manquée. Cette soirée-là fut sans doute ma meilleure de la campagne. J'ai sorti toute ma frustration.

Je dispose d'un mois pour gagner cette bataille et, par-dessus le marché, le Bureau des gouverneurs du CFORP me suggère de ne prendre aucun jour de congé. La communauté le percevrait peut-être mal. Je travaille donc au CFORP le jour et, le soir, je cours les débats dans chacun des secteurs de la circonscription. Ces assemblées publiques cadrent avec la tactique des Libéraux, car le député en place tire avantage de sa connaissance des dossiers. Je m'y connais en éducation, mais le temps me manque pour étudier les autres dossiers.

Le parti a une dette de plus de 4 000 \$ dans ma circonscription. Des dons me permettent de l'éponger et d'absorber les coûts de mon élection. Je reçois en effet près de 30 000 \$ de mes généreux concitoyens et de nombreuses corporations.

La meilleure stratégie du camp d'Albert Roy est de déclarer: «Gisèle fait du bon travail au Conseil scolaire. On a besoin d'elle, là. Laissez-la donc accomplir son boulot au Conseil et élisez-moi encore à Toronto.» Et les gens gobent cela. De plus, des libéraux s'offrent pour venir m'aider. Je me demande toujours pourquoi Albert Roy et moi arrivons partout au même endroit, à quelques minutes d'intervalle. Mon calendrier d'événements est à la vue de tout le monde, travailleurs et visiteurs.

Je savoure tout de même des moments cocasses pendant la campagne électorale. Il m'arrive de m'amuser follement. Un soir, je veux dire qu'il est temps que l'on change de repré-

JUSQU'AU BOUT!

sentant, mais je crie: «Il est temps que l'on change de gouvernement.» Je me présente pour les Conservateurs et ça fait plus de quarante ans qu'ils sont au pouvoir. Albert Roy éclate de rire. Ouf! Les médias m'ont épargnée pour ce lapsus; de même que mes deux adversaires.

Les francophones votent pour le Parti libéral, qu'y puis-je? Si au moins ils avaient la décence de respecter les autres candidats, qui ont travaillé pour l'avancement du fait francophone dans la région, voire dans la province. Mais, les francophones me traitent en traîtresse parce que je représente le Parti conservateur. Ils font abstraction de toutes les heures, les fins de semaine consacrées à faire avancer la cause.

L'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), que je respecte et qui me connaît bien, m'a humiliée à un de ses banquets où mon groupe conservateur avait réservé une table. En raison de propos vexants sur le parti au pouvoir, j'ai perdu toute motivation au sortir de cette soirée. Après cela, j'ai hâte que l'élection appartienne au passé, et je bannirai de ma vie ce moment dont je ne reparlerai que des années plus tard. Mon mari, ulcéré, m'invite à délaisser mes engagements sur le plan communautaire. Mais je ne veux pas demeurer amère et je poursuivrai mon dévouement à titre gracieux dans les associations. Et je me dis: «J'aurais été une bonne députée. J'aurais bien représenté mon peuple. J'aurais été présente à la Chambre et j'aurais fait connaître les attentes des francos.»

Pendant la crise de Montfort, je ferai allusion à cette tentative politique, car je pourrai comparer Harris à ses prédécesseurs, Davis ou Robarts, et confirmer que Harris était beaucoup plus réformiste que conservateur avec ses politiques de droite.

Je considère avoir grandi dans cette course électorale. Je suis plus forte que jamais auprès du gouvernement. On m'appelle pour des suggestions de noms de francophones dignes de siéger à des comités. Je ressens une bienveillance toute nouvelle à mon égard et je me sens écoutée.

GISÈLE LALONDE

Je n'ai jamais pris cette aventure et cette élection comme une défaite. Je n'étais pas prête, mais cette expérience m'a enrichie et m'a ouvert les portes de Toronto. Ainsi j'ai pu transmettre souvent les attentes des Franco-Ontariens au gouvernement et je me suis fait de nombreux amis dans le Parti conservateur, qui pouvaient soutenir notre cause, et je côtoyai le grand monde de la politique.

Comme le dira Yves Drouin plus tard, je pouvais donner un coup de poing sur la table en leur disant bien fermement qu'on ne se laisserait plus traiter comme des citoyens de deuxième classe. Enfin, j'avais perdu mon complexe de minoritaire. Je n'avais plus peur... J'essayais de transmettre mes sentiments. Nous ne sommes pas un simple groupe de pression, nous sommes un des peuples fondateurs de cette province, et, même, nous avons précédé les Anglais sur nos terres. Il faut que nous prenions la place qui est la nôtre.

Il faut que je vous raconte la soirée inoubliable d'une ovation monstre au Nepean Sports Complex. Bill Davis arrive en ville; les Conservateurs lui ont organisé une fête grandiose dans cette région anglophone et conservatrice. On tient à ma présence.

Le matin, l'*Ottawa Citizen* a rapporté mes paroles lancées lors d'un débat politique à l'Immaculata High School. Je représentais le gouvernement en l'absence de deux ministres, Baetz et Bennett. Ils voulaient éviter les questions de centaines de parents sur l'extension, refusée par le gouvernement, du système scolaire catholique jusqu'à la 13^e année. J'avais reçu un mot du Parti conservateur en après-midi, et un document sur sa politique officielle. Moi, ex-présidente du CESCO et conseillère scolaire, aller défendre cette politique? Que non! J'étais allée à cette réunion, j'avais admis que le parti refusait l'extension, mais précisé que moi je la préconisais. Et je clamaï: «Peut-être que mon chef n'a pas de crédibilité, mais moi j'en ai.» Silence dans la salle... Les journalistes avaient repris leur crayon. «C'est incroyable, elle parle contre son chef.» Les

JUSQU'AU BOUT!

trois candidats avaient la même vision. Albert Roy s'est fâché et a dit au président d'assemblée: «Il n'y a personne pour représenter le gouvernement ici.» Je lui répondis: «Si, moi!» Imaginez les manchettes des journaux, le lendemain matin: Gisèle Lalonde dit que son chef et premier ministre de la province manque de crédibilité!

Dès mon arrivée au grand centre sportif, je suis conduite dans une petite salle où sont réunis les candidats conservateurs de la région. Autour de moi, de grosses affiches avec mon visage apparaissent partout. Je suis tout ébahie. Qu'arrive-t-il? Moi qui pensais qu'on me cacherait dans un sous-sol quelque part. Qu'on me traiterait en traîtresse. Bill Davis doit arriver bientôt. J'en tremble. Il a sûrement lu les journaux du matin. Je m'attends à une colère de sa part. Je me cache derrière MM. Bennett et Sterling... Puis il arrive, il se dirige vers moi et me dit tout bonnement: «*Don't worry, Gisèle, anything goes in election time.*» Je lui suis bien reconnaissante. On entend un silence dans la salle. On nous place en ordre et l'on doit entrer lorsqu'on crie notre nom.

Le premier ministre insiste pour que je sois devant lui. Les deux autres ministres maugréent. J'y resterai. Je ressens un sentiment d'importance et de fierté. Le maître de cérémonie crie mon nom, me présentant comme la seule femme candidate du parti dans la région; la foule est en délire. Tout est noir et seuls de gros réflecteurs éclairent la voie vers l'estrade! Je peux voir des figures de chaque côté du tapis rouge; on crie, on brandit des pancartes. Des centaines de femmes hystériques tirent mon linge, me touchent les jambes; c'est l'euphorie! Je n'ai jamais vécu cela. J'ai vraiment peur... Puis deux solides gaillards me prennent dans leurs bras et me font monter sur l'estrade. J'en tremble! C'est une ovation inoubliable; je l'ai perçue plus forte que celle accordée au premier ministre. Je n'en crois pas mes yeux, surtout à Nepean. Moi qui m'attendais à des huées! De retour à la maison, les mots me manquent pour raconter à ma famille et à mes partisans ce que la

GISÈLE LALONDE

petite francophone de Vanier a vécu ce soir-là au pays des anglophones!

Je suis très sincère quand je dis que j'étais heureuse le soir des élections. Je sentais un lourd fardeau retiré de mes épaules. J'avais obtenu la salle de la Grotte Notre-Dame-de-Lourdes pour la réception et j'avais réuni tout le monde qui avait travaillé pour moi. La plupart étaient des libéraux et la joie se lisait sur mon visage, au grand découragement de quelques fervents conservateurs qui ne me pardonnaient pas facilement de me réjouir aussi vite.

Les journalistes de langue anglaise constataient que je ne cherchais pas la victoire. Je me souviens d'un animateur à CFRA qui m'en avait soufflé un mot. Certains journalistes nageaient carrément dans la confusion. Nous chantions, nous célébrions, comme des gagnants.

Au lendemain des élections, on m'a lu ce petit poème d'Horace Dubois, que j'ai engagé à titre d'administrateur au CFORP:

*Il était une fois une patronne,
Que tout son personnel trouvait très bonne.
Les gens du Centre franco-ontarien
Étaient heureux, joyeux et l'aimaient bien.
Un jour, ils eurent la peur de leur vie;
Elle a bien failli leur être ravie
Par d'avidés et vilains politiciens
Qui la voulaient député ontarien.
Par bonheur, la Providence veillait:
Elle ne permit pas un tel forfait.
Sans elle, que serait devenu le Centre?
Qui, aussi bien qu'elle, aurait pu le prendre,
Le diriger et le mener à bien,
Comme elle le fit en partant de rien?
Gisèle, tu ne nous as pas quittés.
Merci cent fois de nous être restée!*

JUSQU'AU BOUT!

À titre de présidente ou membre de l'exécutif d'associations, je participe à des réunions à Toronto une fois ou deux par semaine. Le ministère de l'Éducation tient souvent ses réunions à 8 h 30. Les francophones n'ont pas d'argent pour se payer des chambres d'hôtel. Je prends donc l'avion de 6 h 30. Je dois me lever à 4 h 30. Je monte dans l'avion tellement fatiguée que je m'endors; souvent je ronfle si fort que je me réveille en sursaut. Je reviens presque toujours la journée même, ce qui m'occasionnera des problèmes de santé. Je n'écoutais pas mon corps... ni mon mari.

Un bon samedi de juillet, je reviens de Toronto et il fait plus de 30 °C. Mes valises me semblent aussi lourdes... que mes paupières. Je pense à ma famille, qui m'attend à notre chalet de Montpellier, et je me dis: «Je dois être folle, c'est certain. Pourquoi ne suis-je pas comme toutes les autres femmes qui se reposent durant les fins de semaine avec leur famille?»

Parfois, je doute des bienfaits de mon engagement patriotique, puis je pense aux miettes essentielles que les francophones ont pu recevoir du ministère de l'Éducation grâce à nos rencontres, et je reprends courage.

IMPLICATION COMMUNAUTAIRE DE MON MARI

Gilles accédera bientôt à la présidence du mouvement Optimiste; il est également responsable du comité des finances de notre paroisse. Il le préside encore au moment de l'incendie de notre église paroissiale. Il se retrouve au comité pour la reconstruction de l'église. Je prends une décision. Je me retire de toutes mes activités, je ne me présenterai pas aux prochaines élections scolaires et je demeurerai à la direction du CFORP, que j'ai mis sur pied avec Henri E. Gratton le 7 janvier 1974. Je trouve important que Gilles s'investisse davantage dans la communauté. Élu président du Club Optimiste de Vanier, il se donne corps et âme à ce travail. Je

GISÈLE LALONDE

l'accompagne à tous les banquets du Club. Je l'encourage à semer la fierté de la francophonie. D'ailleurs, je lui ai remis un drapeau franco-ontarien pour les Optimistes. Les Optimistes francophones de l'Ontario décident alors de se détacher du Québec. Je prépare l'album de photos, important pour les archives de l'organisme; une contribution attendue de l'épouse du président. À ce moment-là, on n'acceptait pas de femmes optimistes. C'est un monde nouveau pour moi, et il n'y a rien de politique là-dedans. Je ne m'habitue pas à ne pas lutter, c'est en moi. La politique est devenue ma drogue! Alors, je me consacre à mon travail au CFORP sans ménager efforts, heures de travail et santé.

HUMBLES DÉBUTS DU CFORP

Le CFORP a connu d'humbles débuts. C'est l'exemple probant des conditions difficiles de travail et des sacrifices propres aux francophones hors Québec ayant lutté pour l'obtention d'une institution indispensable à leur plein épanouissement. Henri E. Gratton a eu l'idée de mettre sur pied un centre franco-ontarien. Il a cru à l'aventure dès la première heure. En janvier 1973, l'AEFO convoque à une rencontre les représentants des deux universités, de l'Association des agents et agentes de supervision franco-ontariens, de l'AFCSO et de l'ACFO provinciale. Le but: étudier les besoins des Franco-Ontariens en matière d'éducation. Les différentes agences préconisent une coopérative qui verrait à l'élaboration, à la rédaction, à l'impression, à la diffusion de matériel didactique destiné aux écoles franco-ontariennes. Il y a une pénurie de ce matériel pédagogique, nous n'avons même pas une bonne série de manuels en français de la 1^{re} à la 13^e année; il nous faut encore nous approvisionner au Québec. La même situation prévaut pour les livres d'histoire. Nos enseignantes et enseignants se servent de nombreux livres anglais, surtout en mathématiques, en géographie et en sciences. Les conseils

JUSQU'AU BOUT!

scolaires élaborent chacun de leur côté des programmes; il y a donc duplication des tâches.

Un comité voit le jour, dont Henri E. Gratton fait partie. La discussion porte sur le mandat de la coopérative, ses membres, le nombre de représentants qu'elle aurait; mais, tout cela ne mène à rien! Cela se produit souvent quand il y a trop de mains à la pâte. Le 23 mars 1973, Henri E. Gratton songe à un sondage afin de déterminer le matériel pédagogique au sein des écoles françaises; un formulaire parvient à chaque conseil. Dix-sept conseils le retournent. Il y a dédoublement, perte de temps, d'énergie, d'argent, et l'on tirerait profit d'une mise en commun de nos outils pédagogiques. Fort de ces renseignements, en juillet 1973, à l'occasion d'un cours d'été organisé par l'AFCSO au Mont Gabriel, Henri E. Gratton me fait part de son projet d'établir un tel centre, de le proposer au gouvernement fédéral comme un projet d'initiatives locales, et il m'en propose la direction. Moi, une enseignante qui vient de démissionner! «Y a rien là. Tu vas savoir quoi faire comme toujours. On se rencontrera en septembre et on va mettre cela sur papier et ça va bien aller.» J'ai accepté sans savoir dans quoi je m'embarquais. Un bon défi à relever. Je dois vous dire qu'au 25^e anniversaire du Centre, j'étais très fière d'entendre M. Gratton déclarer que son choix initial avait été judicieux et heureux pour le CFORP, car son avenir financier a été assuré grâce à ma direction. Il m'a toujours bien appréciée.

Une fois que j'ai accepté la direction, Henri E. Gratton entreprend de recueillir les outils pédagogiques des conseils scolaires qui ont des sections de langue française, car nous n'avons pas encore la gestion de nos écoles. Les contrôleurs de gestion de langue française doivent convaincre non seulement leur directeur général, mais aussi leur conseil scolaire – la plupart à majorité anglophone. Je suis la directrice générale, mais le projet est loin de démarrer. M. Gratton présente le projet à son conseil scolaire, le Conseil des écoles catholiques de Carleton, le 16 septembre 1973, et il demande la permis-

GISÈLE LALONDE

sion de le présenter au Centre de la main-d'œuvre. Nous demanderons 57 000 \$. Le Conseil accepte. Le lendemain, il communique avec Gabrielle Levasseur, secrétaire générale de l'AEFO, Omer Deslauriers, président de l'ACFO, et Vincent Gauthier, directeur général de l'AFCSO, leur demandant d'appuyer notre demande d'octroi. Ces personnes acceptent de le faire dans les plus bref délais. Pour ma part, je communique avec la Fédération des parents et instituteurs et avec Roland Bériault, directeur général du CESCO, sollicitant le même appui. Enfin, la demande est acheminée au Centre de la main-d'œuvre du Canada. J'ai demandé son appui à Jean-Robert Gauthier, mon député, et M. Gratton a rencontré John Turner, député de Carleton et ministre des Finances. Le 7 janvier 1974, le Centre de la main-d'œuvre nous octroie non pas 57 000 \$, mais la modique somme de 17 882 \$. Je signe le contrat avec Henri E. Gratton et Gérald Laframboise, administrateur financier des Écoles catholiques de Carleton. Il surveillera les fonds avec sa secrétaire, Marie Massé. M. Gratton communique avec les 17 conseils scolaires qui ont fait parvenir leur formulaire. Il leur demande de nous envoyer les outils pédagogiques qu'ils acceptent de partager avec les autres conseils scolaires. Les six conseils qui acceptent dès le début sont catholiques: ceux d'Ottawa, de Carleton, Kapuskasing, Sudbury, Prescott-Russell et de Stormont, Dundas et Glengarry.

J'ai en main les outils, mais quels outils? Mes fameux 17 800 \$. Et je dois recruter le personnel et le faire fonctionner. Mais aussi... dénicher un local. Le Centre est une création du Conseil scolaire de Carleton; on décide de le loger dans la plus vieille école du réseau. On ne peut lui donner un espace trop précieux, parce que le Conseil scolaire de Carleton est un conseil bilingue. Les anglophones, et sans doute certains francophones, auraient critiqué. Le Centre s'installe à l'école Sainte-Thérèse. Il déménage en décembre à l'école Saint-Joseph, devenue le siège social du nouveau Conseil scolaire des écoles catholiques francophones de l'Est.

JUSQU'AU BOUT!

À l'automne 1975, le ministère de l'Éducation nous fait venir à Toronto, Henri E. Gratton et moi, pour recommander que le Centre quitte le Conseil scolaire de Carleton puisqu'il ne peut relever d'un conseil scolaire. Lucien Côté, alors agent d'éducation au ministère, nous suggère de fonder une corporation à but non lucratif. M. Gratton doit annoncer à son Conseil, composé de neuf anglophones et de cinq francophones, que le Centre doit voler de ses propres ailes. Mais il a besoin de sa permission pour constituer une nouvelle corporation. À mon étonnement, le Conseil accepte, le 16 décembre 1975, de couper le cordon ombilical. C'est un geste heureux, puisque le ministère n'était pas prompt à nous donner l'argent pour le bon fonctionnement du Centre tant que ce dernier était sous l'égide du Conseil.

À compter de cette date, je me démène pour trouver de l'argent! La première année, on récolte 17 800 \$, et la deuxième année, 8 000 \$. Là ça a été vraiment dur! Entre temps le ministère, par l'entremise du Conseil supérieur de langue française, a demandé au D^r Lionel Desjarlais, de la Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa, d'entreprendre une étude pour déterminer les besoins des Franco-Ontariens en matière d'éducation. L'étude a révélé que la priorité était un centre de ressources pédagogiques. Ça prenait un demi-million pour l'opérer. L'étude du D^r Desjarlais confirme notre vision et aidera à débloquer les fonds. Toujours lors du 25^e anniversaire du CFORP, le président du Bureau des gouverneurs, Henri E. Gratton, affirmera: «C'est Gisèle qui a vu à débloquer les fonds. Elle y allait avec beaucoup de fermeté. Je me souviens lors du 10^e anniversaire du Centre à Toronto, à Queen's Park plus précisément; j'étais là et Gisèle présentait un diaporama sur l'histoire franco-ontarienne. Elle parlait au premier ministre Davis et il y avait toute une bande de ministres et de députés autour de lui, dont Bette Stephenson, la ministre de l'Éducation. Gisèle alla au micro et elle dit: "Nous avons vraiment besoin d'argent." Le premier ministre acquies-

GISÈLE LALONDE

ça, puis elle revient au micro et dit: "*I forgot, Sir, I want some windows too.*" Bill Davis s'est retourné et a dit à la ministre de l'Éducation: "*Bette, you better find the money and give her her windows.*" » C'est drôle que M. Gratton se soit rappelé de cette journée quinze ans après.

J'ai aimé mon séjour au CFORP, où il m'est arrivé tellement de péripéties. Quand on démarre une institution ou un projet comme francophone minoritaire, il faut savoir ménager les sous et investir de nombreuses heures. En réalité, ceux qui se dévouent pour la cause francophone ne sont jamais riches. Tout y est passé, même mon fonds de pension des enseignants, puisque j'étais directrice d'un projet et le Centre n'avait pas d'argent pour emprunter mes services à un conseil scolaire. Dès le premier jour du Centre, je l'ai vécu, ce manque de fonds.

Le 7 janvier 1974, je ne pourrai jamais l'oublier. Nous sommes six femmes, car aucun homme n'accepterait ces salaires dérisoires. Après plus de vingt ans d'enseignement, je reçois 125 \$ par semaine avant déductions. Je n'ai pas besoin de six personnes, mais on m'y oblige, car un projet d'initiatives locales sert à combattre le chômage. Frances Lalonde, Laurette Roy, Renée Mayeu, Rita Martel, Laurette Lemieux et moi sommes assises à des bureaux fournis par le CESCO, dans un local au 3^e étage de la vieille école Sainte-Thérèse de Cyrville. La première semaine, nous n'avons pas un sou, mais il faut produire du matériel pédagogique pour toutes les écoles francophones de l'Ontario! Le chèque tarde à arriver. Je dois tenir le personnel occupé; alors j'ai acheté un cahier de dessins d'oiseaux et de fleurs et je les fais dessiner et découper oiseaux et fleurs pour décorer le local: deux salles de classe sans store, avec des trous dans les fenêtres. Quelques jours après l'ouverture, Marie Massé m'annonce que nous avons un petit chèque. Le Centre se doit d'être une imprimerie, mais nous n'avons ni machine à imprimer, ni encre, ni papier. C'est là que je commence à quêter. Raymond Groulx envoie M. Char-

JUSQU'AU BOUT!

trand nous remettre une vieille Gestetner dont personne ne veut. Puis quelques paquets de feuilles nous arrivent d'Hubert Dubois, de François Gauthier, d'Édouard Gagnon, de quelques directeurs d'Ottawa. Jean Léveillé, superviseur de Prescott-Russell, nous envoie des baudruches. Laurette apprend à les ménager. Elle imprimera et conservera ses baudruches entre deux feuilles de journal. On garde les journaux, tout est précieux pour nous. Elle nous dira qu'elle a vu les Sœurs Grises faire cela à l'école primaire. Moi, je n'y connais rien puisque j'ai imprimé avec de la gélatine quand j'étais jeune enseignante. On faisait fondre la gélatine sur le poêle, puis on remplissait un plat et on utilisait une encre spéciale. Il fallait bien froter pour obtenir des textes lisibles. Nos copies arrivaient comme des petits rouleaux qu'on disposait sous une pilée de livres pour les aplatir. Ce temps-là est révolu. Tout de même, toutes les écoles de l'Ontario sont mieux équipées que le CFORP pour imprimer; pourtant le Centre doit desservir l'ensemble des écoles de la province. Un jour, Frances est tout excitée car elle vient de recevoir une boîte de crayons, de plumes, d'effaces et de règles envoyés par François Gauthier, mon ex-directeur de l'école Saint-Paul. Quel beau cadeau! Comme conseillère scolaire, je raconte aux réunions du Conseil scolaire d'Ottawa tous mes problèmes. Je reçois un camion de paquets de boîtes de feuilles qui ont perdu leur lustre, après plusieurs années d'entreposage; mais, pour nous, elles sont très belles! Laurette achète un tube d'encre à la fois et prétend que c'est pour l'école Sainte-Thérèse, car elle a honte d'avouer que c'est pour une imprimerie; elle obtient même un rabais. Quand les boîtes de papier arrivent, il faut les monter au 3^e étage, faute d'ascenseur. Mes employées ouvrent les boîtes et en montent un ou deux paquets à la fois. Je porte aussi des boîtes jusqu'au 3^e étage et redescends à de multiples reprises pour donner l'exemple. Un coordonnateur du Conseil scolaire de Carleton, Jean-Louis Chamberland, homme très généreux et compatissant, également installé dans

GISÈLE LALONDE

cette école désaffectée, vient aussi nous aider quand il apprend que nous avons reçu des boîtes. Je me rappelle aussi Claire Vachet, qui venait nous voir, nous dérider et nous encourager. Cette coordonnatrice de programmes au Conseil scolaire de Carleton était l'une de nos voisines.

Nous commençons à imprimer les documents qui proviennent des conseils scolaires. On ne choisit pas les programmes en fonction des besoins; il faut procéder selon le nombre de pages. Par conséquent, nous imprimons sans arrêt des plans de leçons ou des leçons pour tous les cours primaires, remis par le CESCO. Nous les vendons cinq ou dix sous, suivant le nombre de feuilles. Robert Pilon, superviseur de la rive Nord, nous fait la première grosse commande. Il m'envoie un chèque de 67 \$ et quelques sous. Je déclare ce montant à la Main-d'œuvre dans mon premier rapport. Le mois d'après, on le soustrait de ma subvention. Les dirigeants de ce Programme d'initiatives locales ont su ma façon de penser. Quelques mois après notre ouverture, M. Gratton apporte une Ditto à l'alcool toute neuve. Il nous la prête, dit-il, et cela nous permettra d'accélérer l'impression. Nous avons des titres fort impressionnants pour obtenir notre subvention. Laurette est recherchiste: elle cherche les feuilles blanches. Directrice générale, je ramasse les feuilles en tournant autour d'une table et je les agrafe. Il n'y a rien de drôle à tourner autour d'une table toute la journée. Chacune a ses tâches. Souvent, Frances retape les documents illisibles. C'est surprenant ce qu'on peut accomplir avec un ruban neuf sur une vieille machine Underwood! Une autre empaquette et va à la poste. On ne peut plus vendre, donc notre réserve d'argent diminue vite. Membre du conseil d'administration de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF), je rencontre des membres de ministères de provinces où le français est minoritaire; ils semblent très intéressés à mon projet. Le Manitoba devient notre deuxième meilleur client cette année-là, avec Aimé Delaquis au ministère de l'Éduca-

JUSQU'AU BOUT!

tion. M. Saint-Onge, sous-ministre au Nouveau-Brunswick, m'envoie la liste des écoles de sa province. En plus de l'ACELF, je représente l'Ontario à l'Association canadienne d'éducation (ACE). D'où mes contacts privilégiés.

Notre équipement désuet, en plus d'accommoder les éducateurs ontariens, pourrait nous lancer sur le marché canadien-français. Cela montre l'importance du CFORP. Nous dressons une liste de toutes les écoles du Canada. La compagnie Buntin-Gillies comprend vite que nous allons devenir un très bon client. Nous lui devons d'avoir cru en notre initiative, et ce gentil monsieur anglophone à la direction nous a tellement encouragés. Je le vois encore nous apporter un paquet ou une seule boîte de feuilles à la fois. Nous recevions également de belles lettres de M. Beauchemin, du Conseil des écoles catholiques de Prescott-Russell. Lorsque je m'apprêtais à abandonner, je relisais ses lettres, des bijoux qui me fortifiaient. En juin, notre contrat avec la Main-d'œuvre est terminé. Ce ministère nous envoie deux personnes pour nous encourager à redemander un octroi. Nous lui avons fait honneur avec le petit montant qu'on nous avait remis. On veut rire de nous! Nous pourrions nous passer des petits salaires et du peu d'octrois que nous avons reçus, et commencer à vendre nos produits. J'aime mieux travailler bénévolement que de continuer avec ce ministère. Nous déménageons en septembre au gymnase de l'école Sainte-Thérèse. C'est plus beau, plus grand, mais le bruit des machines nous empêche de parler au téléphone. Henri E. Gratton nous accorde parfois des visites éclairs; certains coordonnateurs de son Conseil lui reprochent de trop s'attarder chez nous. Nous nous sentons isolés. Nous vendons librement nos documents; c'est assez pour acheter du matériel, mais insuffisant pour payer les salaires. En juillet et août 1974, nous fermons les bureaux et je réponds seule aux commandes. À l'automne, après neuf mois d'existence, le Centre reçoit 8 000 \$ du ministère de l'Éducation. La province commence à comprendre l'importance du

GISÈLE LALONDE

CFORP pour les écoles francophones de l'Ontario et nous prend en mains.

En septembre 1974, Laurette revient imprimer, Frances réapparaît comme secrétaire-réceptionniste et moi, la directrice générale, je réponds à toutes les demandes et cours les subventions. Nous n'avons pas d'argent. Mon salaire est gelé à 125 \$ par semaine, Laurette gagne 90 \$ et Frances empoche 75 \$.

Au printemps 1975, j'annonce à une journaliste du *Droit* (France Pilon, je crois) la fermeture éventuelle du Centre en juin, pour insuffisance de financement. Je sais comment attirer l'attention du gouvernement... En mai, le CFORP présente une exposition de son matériel didactique à un congrès de l'AEFO au Château Laurier. Gérard Raymond, sous-ministre adjoint au ministère de l'Éducation, visite notre stand. Il nous demande de demeurer jusqu'à l'heure du banquet, car le sous-ministre George Waldrum nous visitera. Je suis bien contente. Laurette, Frances et moi sommes épuisées, car nous sommes là depuis 8 h du matin. Laurette me donne une pomme. Une prothèse dentaire se détache de mon pont à ma première bouchée. J'ai l'air de Gino Odjick après une partie de hockey! Frances et Laurette me donnent des conseils: «Laisse ta lèvre supérieure baissée quand tu parles.» Ce ne sera pas facile. Enfin, l'heure fatidique arrive et MM. Raymond et Waldrum se dirigent vers nous. J'oublie tout et je leur fais un beau sourire Colgate (ou Odjick!). George Waldrum a eu pitié de nous; il a recommandé une subvention de 15 000 \$ au ministre Tom Wells.

Lors des cours d'été de l'AFCO au Mont Gabriel, le ministre me remet un chèque de 15 000 \$ pour le Centre, qu'il fera doubler par le fédéral. C'est comme si j'avais reçu un million. Je dis à mon président, Ryan Paquette: «Qu'est-ce que je pourrais faire pour le remercier? – Achète-lui des bons cigares.» Ce que je fais avec l'aide de Ryan. Le ministre, apprenant que j'ai acheté ces cigares: «*I will smoke one if you*

JUSQU'AU BOUT!

smoke one with me, Gisèle.» Je réplique du tac au tac: «*I would do anything for 15 000 \$.*» Tout le monde a bien ri, car ce fut dit très innocemment.

Nous planifions la prochaine année scolaire. Nous engageons Daniel Forget comme imprimeur. C'est notre premier homme et on l'apprécie énormément. Daniel, un jeune très respectueux, s'adapte vite à notre groupe de femmes et il sort à peine de l'adolescence. Je l'ai adopté comme mon petit gars, car il venait souvent voir son meilleur ami, mon fils André. Daniel est intelligent et bon travailleur. Il sera seul à l'imprimerie pendant un an. Comme nous avons peu d'argent, j'engage mon fils André avec l'approbation du conseil d'administration. Ce n'est pas tout le monde qui accepte un salaire de gagne-petit. Au cours de l'année, nous recevons le chèque du ministère de l'Éducation. Nous nous maintenons à flot. En décembre 1976, nous déménageons dans les anciens bureaux du Conseil des écoles séparées d'Eastview. Je m'y sens comme chez moi. Nous préparons une grande ouverture officielle pour célébrer ce petit paradis. Le CESCO n'exige pas de loyer. Il suffit de faire le ménage, de payer le téléphone et l'électricité. Les subventions du Secrétariat d'État doubleront cette année-là et nous sommes si heureux, les cinq employés: Daniel, Laurette, Frances, André et moi. Tous nous dirons toujours que c'était le bon temps. Gilles est même venu nous faire des tablettes pour une salle d'étalage! Une partie de ces tablettes nous suivront au 339, rue Wilbrod l'année suivante.

À cette époque, nous voyagions beaucoup en Ontario, où j'ai vécu des épisodes singuliers. Comme ce périple à Sudbury pour parler au Congrès des surintendants de langue française, «SAVOIR», mis sur pied par Pierre Xatruch, président de l'AFCO. Ma belle-sœur Denise m'y accompagna; elle conduisait mon auto. De retour, une tempête de neige empêche de voir ciel et terre. On arrête dans un petit restaurant-hôtel, plutôt une taverne, à Deep River, sur la route 17. J'appelle mon mari qui recommande de coucher là, puisqu'il fait aussi

GISÈLE LALONDE

tempête à Ottawa. Je demande une chambre au garçon de table. Il en a une, à six dollars. Nous partons à rire, Denise et moi, et acceptons. Tout est mieux que la route. Une fille arrive, ouvre la première chambre: un couple y fait l'amour. Elle referme, continue et ouvre la deuxième chambre; elle est vide; petite, mais propre. Un gros câble est attaché au lit. En cas d'incendie, il faudrait sortir par la fenêtre, à l'étage. Nous avons faim et nous redescendons au restaurant, seules pour le repas. Tout à coup, un jeune homme arrive et s'assoit au piano. Il joue le «Honky Tonky Piano». Puis il nous regarde et chante «City Women». Denise lui demande d'autres chansons. Nous remontons à la chambre et plaçons un gros bureau derrière la porte; Denise met un objet qui tomberait, si on tentait d'ouvrir la porte. Le lendemain matin, on riait bien de l'aventure, d'autant plus que dans la tourmente nous n'avions pas aperçu un beau motel neuf, juste à côté...

Une autre fois, Dolorès Chartrand et moi sommes allées à Sudbury pour une exposition de matériel. En revenant, j'arrête à North Bay visiter une bonne amie, missionnaire en Papouasie, de passage au Canada: Desneiges Giroux. Je visite également une cousine enseignante, Patricia Trahan. Puis j'emprunte par inadvertance la route vers Toronto au lieu de la route d'Ottawa. Je devais arriver au Centre vers 16 h. Quand je passe devant le musée des jumelles Dionne, je me dis: «Tiens, ils ont déménagé la maison.» Je continue pendant une heure au moins. Le paysage est similaire à celui de l'autre route. Sauf que je ne vois aucune affiche indiquant Ottawa. Tout à coup, un tableau donne le nombre de milles avant Toronto. Je suis plus près de Toronto que d'Ottawa. On m'indique la route du parc Algonquin. Sauf que nous ne pouvons avancer à plus de trente milles à l'heure dans ce parc. Il est 15 h, je suis épuisée et je conduis. Nous arriverons très tard le soir. Au CFORP, Dolorès et moi devons rentrer toutes les boîtes, dont certaines sont très pesantes. Nous avons voyagé durant des heures. Encore une fois, je me demande si

JUSQU'AU BOUT!

cela vaut la peine de faire tant de sacrifices... Combien d'anglophones travailleraient aussi fort pour mettre sur pied une institution essentielle à leur survie? Deux femmes seules, après un long trajet en voiture, qui doivent transporter des dizaines de boîtes de documents à une heure aussi tardive, dans une cour non éclairée... Il fallait l'aimer, cette langue et cette culture! Oui, nous faisons certainement partie de ce peuple qui refuse de mourir. Les vérificateurs du ministère seront d'ailleurs ravis en constatant tout ce qu'on faisait avec si peu d'argent.

Revenons en arrière. La première réunion du Bureau des gouverneurs du CFORP a eu lieu le 14 février 1975. Il est composé des personnes suivantes: Henri E. Gratton, président; Onésime Tremblay, Pierre Xatruch, Berchmans Kipp, Yvon Martin et Robert Pilon. On y avait accepté un représentant de l'AFCSO (Ryan Paquette) et l'AEFO y avait délégué Pierre Lalonde – pas le chanteur, mais son président! Pour l'occasion, je leur ai décoré une table dans l'imprimerie, avec une nappe et des serviettes de la Saint-Valentin, des petits cœurs en chocolat. Onésime Tremblay m'apporte une douzaine de gros documents pour l'enseignement au Jardin. L'ouvrage ne manque pas, juste l'argent et le papier pour reproduire ces documents. Nous y allons par priorité. Puis les gouverneurs discutent: ça prendrait un congrès pour réunir les enseignants et leur montrer en atelier le mode d'emploi de notre matériel.

Je saute sur l'occasion pour me montrer très efficace. Le lendemain matin, je réserve au Château Laurier une centaine de chambres. Je demande à différents conseils de choisir un sujet d'atelier. Le Conseil scolaire d'Ottawa accepte de représenter le secondaire. Lorsque j'appelle M. Gratton pour lui dire de choisir son atelier et de préparer son discours d'ouverture, les bras lui tombent. On en avait jaser à la table, mais de là à organiser ce congrès le lendemain de la réunion, il y a une marge. Mes patrons savent maintenant à qui ils ont

GISÈLE LALONDE

affaire. S'ils veulent que je fasse quelque chose, je vais le faire et ça ne prendra pas de temps.

Notre premier Congrès «Perspectives» se déroule donc au printemps 1977. Au programme, neuf ateliers pour expliquer aux enseignants le bon usage des documents du Centre; des conférences durant les repas; un banquet de clôture suivi d'une soirée sociale. Des centaines d'enseignants sont venus de partout au pays. Ce congrès les aide à implanter les programmes dans leur salle de classe. Un bon mélange de théorie et surtout de pratique. Une vraie réussite qui généra même des profits. Ces congrès se poursuivirent jusqu'à mon départ du CFORP.

Au dernier «Perspectives» en 1984, toutes les provinces canadiennes et les deux territoires sont représentés. Le Château Laurier nous a prêté les drapeaux pour chacun des groupes et nous avons choisi un porte-drapeau de la province ou du territoire. La chorale et l'orchestre du Collège Samuel-Genest se produisent à l'ouverture officielle. Je leur ai demandé de chanter «Aux petits Franco-Ontariens», qui rappelle le Règlement 17. L'aumônier du Collège Samuel-Genest, le père Fournier, leur a apporté les mots et la musique, retracés dans un recueil de *La Bonne Chanson*. Je renoue avec Jeannine Séguin et Marguerite Martel, deux présidentes provinciales qui versent des larmes de... nostalgie? L'honorable Bette Stephenson assiste également à ce dernier congrès. On voit rarement cette ministre de l'Éducation à de tels événements. Les Congrès «Perspectives» permirent à de nombreux professeurs d'animer des ateliers, de montrer que nous avons des enseignantes et enseignants de grand talent. En milieu minoritaire, la valorisation compte. Nous avons chacun un rôle à jouer, non seulement sur la scène locale, mais régionale, provinciale et même nationale, et j'irais plus loin, internationale. Ce congrès, animé complètement par des enseignants en salle de classe, était un faire-valoir pour tout le milieu éducatif franco-ontarien.

JUSQU'AU BOUT!

Les membres du Bureau des gouverneurs forment des comités. Nous avons rénové l'école Saint-Joseph, au 339, rue Wilbrod, une ancienne école de langue anglaise; nous avons même recouvert tous les planchers d'un bon tapis commercial, acheté et posé à 3 \$ la verge carrée. Un tapis refusé par le gouvernement fédéral parce qu'il sentait la colle. C'étaient les conduits d'aération de son édifice qui propageaient cette odeur. Nous profitons de l'aubaine. En plus, nous possédons une imprimerie au sous-sol. Nous nageons soudainement dans la prospérité. Nous avons touché 300 000 \$ en 1977, à la suite des recommandations du Conseil supérieur de l'éducation de l'Ontario. Ma course aux élections provinciales n'a pas dû nuire. Nous louons de grosses Xerox et une bonne machine offset. Nous établissons le système Lundia (meuble modulaire) pour gagner de l'espace pour l'entreposage de programmes; enfin nous expédions des documents d'un océan à l'autre. Si, pour un certain temps, nous avons une «assembleuse» (pour accumuler les feuilles) et une vieille machine Addressograph pour inscrire les noms et adresses de nos clients, nous sommes maintenant fort bien équipés, dans un climat des plus accueillants.

Nous avons maintenant des secteurs d'évaluation et de développement, sous la direction respective d'André Richard et de Viateur Sincennes. Nous commençons à emprunter les services d'enseignants des conseils scolaires, qui passent un an ou deux au Centre et dont nous remboursons le salaire aux conseils.

Nous avons développé une série complète de manuels de français. Marie-Thérèse Morrissette dirigeait l'équipe. Nous avons établi d'importants partenariats avec l'AEFO, avec l'aide de Marie-Reine Forest et de Jean-Paul Habel. Nous avons travaillé avec Léopold Lacroix, de la section française de l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario, pour la distribution des documents de *Passe-Partout* entre autres. Des conseils scolaires s'ajoutent aux conseils pionniers et

GISÈLE LALONDE

même l'Office catholique de l'éducation de l'Ontario collabore avec nous pour des programmes de catéchèse et d'enseignement familial et social.

Le CFORP fonctionne à plein régime; quelquefois avec une cinquantaine d'employés se vouant à l'éducation francophone en Ontario. Je me rappelle Léopold Bériault, tout heureux de collaborer à l'envoi de matériel didactique. Il avait eu une bonne position au Service civil, mais une fois retraité il m'avait offert ses services; il s'efforçait de faire les plus beaux paquets. Il me disait souvent qu'il enveloppait en pensant aux écoles et à la région éloignée à qui s'adressait l'envoi, et il était fier d'accomplir cette humble tâche.

Une des belles réalisations de cette période a été l'embauche de Yolande Grisé pour préparer une première *Anthologie franco-ontarienne* destinée à nos écoles de langue française. Diplômée de la Sorbonne, Yolande avait coordonné le premier cours de littérature franco-ontarienne à l'Université d'Ottawa. Elle était la personne toute désignée pour mener à terme ce projet. Nous lui avons demandé de préparer un recueil; elle en a produit quatre: un pour le cycle primaire; un pour le cycle moyen; un pour le cycle intermédiaire; et finalement un pour le cycle secondaire. Yolande a fait connaître nos auteurs franco-ontariens, méconnus, voire pour certains, inconnus jusque-là. Elle avait même déniché le premier roman franco-ontarien, *Le flambeau sacré*, publié sous le nom de plume de Mariline. Cette personne avait écrit son livre en 1944 et en avait fait imprimer un certain nombre d'exemplaires à compte d'auteure chez Bernard Valiquette à Montréal. En désaccord avec l'initiative de sa sœur, le frère de Mariline, qui était curé, avait entreposé les caisses de livres dans le sous-sol de son presbytère. En 1979, Yolande Grisé a mis la main sur un des rares exemplaires du livre en circulation et, par le plus grand des hasards, elle a réussi à retracer l'auteure, à découvrir son identité et à tirer le roman des oubliettes où il était tombé depuis 35 ans. En 1981, l'auteure a cédé ses droits sur le roman

JUSQU'AU BOUT!

au CFORP. En 1982, le roman sera réédité par Prise de parole. Ce sera le premier roman vendu par le CFORP.

Durant mon séjour au CFORP, nous avons développé des didacticiels, puisque l'informatique commençait à entrer dans nos salles de classe. Maurice Poirier et Lise Laflamme ont travaillé sans relâche au premier didacticiel «Bonjour», qui nous a fait connaître même en France. En parlant de la France, j'y fus invitée par le gouvernement français pour visiter le Centre de ressources pédagogiques à Poitiers et le Centre d'informatique à Boulogne-sur-Mer, grâce à l'attaché culturel de l'ambassade de France au Canada, M. Ropert.

On a défrayé mes dépenses de voyage, alors que Dolorès Chartrand décidait de venir à ses propres frais, car elle ne voulait pas me voir partir seule. Nous avons été reçues par le ministère des Affaires extérieures de France; en plus d'un séjour à Paris pour rencontrer le ministre et les responsables en éducation au Centre d'informatique de Paris, Dolorès et moi avons rencontré de nombreuses têtes dirigeantes dans la capitale française.

Après notre visite à Poitiers et Paris, nous devions prendre le train pour Boulogne-sur-Mer... si nous parvenions à le rattraper. Nous devions vider notre chambre à Paris en vitesse et, surchargées de bagages, nous nous sommes précipitées dans un taxi. Nous étions en retard pour nous rendre à la gare Saint-Lazare. Aussitôt arrivées, nous avons entendu: «En voiture!» Folle course, puis folle traversée. À bout de souffle, nous sommes parvenues à monter dans le premier wagon. Tirant notre charge, nous devions nous rendre au dernier wagon, en nous tenant tant bien que mal entre les portes des wagons. Si vous nous aviez vues! Nous avions à traverser une salle à manger, une garderie, et ainsi de suite. À un moment donné, nous n'en pouvions plus. Deux hommes assis disent à haute voix: «Regardez-moi ces petites Provençales, c'est sans doute la première fois qu'elles voyagent!» Je dépose ma valise et riposte, cinglante: «Non, messieurs, nous sommes des

GISÈLE LALONDE

Canadiennes. Nous venons de ce pays, le Canada, dont les soldats sont venus pour vous libérer durant les deux guerres.» Ils se confondirent en excuses.

Nous avons été très bien accueillies par les éducateurs français. Nous sommes revenues avec un bon bagage de connaissances nouvelles. Nous avons hâte de les partager avec nos employés et les gouverneurs du Centre. De plus, le CFORP allait être jumelé désormais avec les deux centres français que nous avons visités. (Nous avons eu des échanges par la suite de matériel et de personnel.)

Les subventions provenant du Fonds de langue française se multipliaient sous la supervision de Rosaire Cloutier, agent au ministère de l'Éducation. Je critiquais souvent, car une large part de cet argent allait toujours à la même maison d'édition du Québec, et nous avions tellement de retard à rattraper. Cet éditeur avait ouvert une petite succursale à Toronto.

Ces octrois nous permettaient de planifier et de développer des programmes, d'élaborer des trousseaux pour tous les cours. Nous expédiions du matériel pédagogique d'un bout à l'autre du Canada, dans certains États américains et dans certains pays d'Europe et d'Amérique du Sud. Même si nous existions pour desservir les écoles de langue française, nous apprécions les écoles d'immersion qui achetaient notre matériel. Pauline Trudel encourageait les enseignants de l'immersion à nous inviter, afin que nous exposions du matériel. Les petits anglophones qui se servaient de certains de nos documents apprenaient la langue française et se familiarisaient avec notre culture. Ils devenaient de vrais francophiles. Les enseignants du Québec venaient régulièrement. Ceux de l'Outaouais, bien sûr, mais aussi ceux de Lachute, de Vaudreuil, etc. Des centres semblables essayaient de surgir partout au pays. Certains, dans des provinces où le français est minoritaire, recevaient des subventions mirobolantes du Secrétariat d'État. Ils venaient acheter un exemplaire de chacun de nos documents, puis ouvraient un centre dans leur milieu. J'étais

JUSQU'AU BOUT!

contente de les aider, mais c'était frustrant et ironique quand nous pensions à nos pauvres débuts, au peu d'argent dont nous disposions alors; pionniers, nous aidions maintenant toutes les écoles françaises en milieu minoritaire. Je me dois de souligner d'une façon toute spéciale les cahiers rédigés par Denise Maurice, «Bravo je lis!», qui se vendaient comme des petits pains chauds; et combien d'ateliers a-t-elle donnés! Ce sont des professeurs comme Denise qui ont fait le succès du CFORP.

En 1984, notre budget s'élevait à plus d'un million et demi de dollars. Ça ne s'était jamais vu en Ontario français. Avec l'aide de Lucien Côté, notre agent au ministère de l'Éducation, nous avons un «*Named grant*», un octroi indexé au coût de la vie. Désormais les employés aspiraient à des salaires raisonnables. J'ai été invitée à Lahr et à Baden en Allemagne, par le colonel Morin, aux frais de la Défense nationale. J'y exposais notre matériel aux enseignants des écoles militaires. Berchmans Kipp, alors directeur général des deux bases, me reçut avec son épouse, Marcelle. J'habitais une petite auberge à Lahr; les propriétaires ne parlaient que l'allemand mais je me suis débrouillée. Ce fut un agréable et fructueux séjour pour le CFORP. Je me déplaçais même en avion militaire. J'ai adoré cette expérience.

AU CONSEIL D'ÉDUCATION FRANCO-ONTARIENNE (CEFO)

En 1980, le gouvernement ontarien substitue au Conseil supérieur de langue française le CEFO. Le sous-ministre Berchmans Kipp annonce les noms des membres lors du banquet de «Perspectives». Je suis du nombre. Il fallait obtenir des arrêtés ministériels pour nous admettre. Notre mandat est de faire connaître les besoins des francophones en éducation. Le CEFO est présidé par Onésime Tremblay. Je constaterai à ces réunions que certaines écoles francophones font vraiment

GISÈLE LALONDE

pitié. Des petites sections, dans des écoles de langue anglaise, partagent injustement des éléments communs tels les gymnases et les bibliothèques. Tout nous confirme l'assimilation grandissante en Ontario français.

Un bon jour, nous tenons notre réunion à Thunder Bay. Nous y visitons l'école de langue française. Il s'agit de locaux à l'intérieur d'une école anglophone. Aucun livre français ne se trouve sur les rayons de la bibliothèque. La bibliothécaire, qui nous parle en anglais, dit que les livres ne sont pas encore déballés, car il manque de place sur les rayons. Nous en reviendrons bouleversés.

La direction de l'ACE veut que je donne un atelier sur l'école francophone en milieu minoritaire. Je prépare une dénonciation du sort réservé aux élèves franco-ontariens. La ministre de l'Éducation de l'Ontario, Bette Stephenson, donne un atelier en même temps que moi. Tout le Canada est représenté à ce congrès; ça rentre à pleines portes. Je distribue mon discours à la presse. Je l'ai basé sur ma vaste expérience en éducation, en classe et en gestion.

C'est l'une des premières fois, depuis les crises scolaires des années 70, qu'on dénonçait au Canada entier le traitement réservé à certaines écoles de langue française en Ontario, province la plus riche du Canada, où vivait le plus grand nombre de francophones hors Québec.

UNE SAGA QUI NE FINIT PAS

Le CEFO a présenté 53 recommandations à la ministre Stephenson, et obtenu 53 non. Alors je décide de démissionner du CEFO. Je l'ai fait secrètement en envoyant une lettre à la ministre à propos de ma décision. Après quelques jours, un journaliste du *Droit* m'appelle à ce sujet. Je me demande comment il l'a appris, mais je lui révèle les raisons de ma démission; le lendemain, cela défraiera la chronique.

Albert Roy, notre député libéral, s'empare de cette nouvelle et pose des questions en Chambre à la ministre de l'Édu-

JUSQU'AU BOUT!

cation. On parle de moi durant des semaines. Le premier ministre est déçu, car je suis conservatrice à ses yeux et les Libéraux en profitent. Tous les jours je fais les manchettes des journaux, anglophones et francophones; on m'appelle pour savoir si je vais y retourner. Mon mari me demande quand cette saga va se terminer.

Je reçois un appel de la ministre Stephenson qui veut me rencontrer; elle viendrait à Ottawa. «Bien sûr», que je lui réponds. Le lendemain, je reçois un appel du directeur général du ministère régional, Jean Comtois, m'indiquant que la réunion aura lieu l'après-midi même. Je rencontre la ministre, on se parle pendant une bonne heure, je lui communique ma honte d'avoir reçu 53 non à nos recommandations. Celle-ci essaie de me persuader de retourner au CEFO, sans vouloir changer quoi que ce soit. Je lui réponds que je ne retourne pas dans ces conditions. Le soir, mon mari est bien découragé. On parle de ma démission dans l'*Ottawa Citizen*. Le ministre Wells, conservateur, m'avait dit de chialer tant que je voulais dans les journaux français, mais pas dans les médias anglophones. Je reçois un appel. Bill Davis a demandé à Tom Wells, le ministre des Affaires intergouvernementales, de me rencontrer et de me convaincre de retourner au Conseil d'éducation. Ils sont fatigués de répondre aux questions des Libéraux en Chambre. Le ministre m'invite à la salle à manger de l'hôtel Sutton Place. Le gouvernement paiera mon billet d'avion. J'accepte, parce qu'il est un bon ami. Je prends l'avion, puis je prends place à une table réservée pour l'occasion. Le ministre arrive, s'assoit et me dit qu'il doit être en Chambre dans une heure. Je me lève et lui dis simplement: «Je retourne à Ottawa. C'est comme cela avec ce gouvernement, on n'a jamais de temps pour les francophones. Une heure pour régler le sort de la province et peut-être même du pays.» Il me dit de me rasseoir, fait venir un téléphone à la table, appelle Bill Davis et lui explique qu'il ne sera pas en Chambre: «*I am with Gisèle.*» Je suis fière de mon coup! Il m'explique que mon retour au

GISÈLE LALONDE

CEFO est préférable pour la communauté francophone. Il comprend la situation difficile en milieu minoritaire. Mais j'obtiendrai beaucoup plus à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement. Je lui réponds que je vais y penser sérieusement. J'avais déjà pris ma décision d'y retourner, après de nombreuses pressions de mes collègues du CEFO, mais je voulais choisir le moment de rendre ma décision publique. L'occasion ne se fait pas attendre. Un Club Richelieu de la région présidé par Marcel Lanoue m'invite à aborder ce sujet. J'annonce ma décision, qui paraîtra en primeur dans *Le Droit*. J'ai alors compris qu'une seule personne pouvait avoir du pouvoir, même contre un gouvernement provincial (le plus riche et le plus important du Canada), quand elle se tient debout et recourt aux médias à bon escient. J'apprends aussi qu'un gouvernement très puissant reste vulnérable. Cette leçon me servira toute ma vie, surtout durant la lutte pour Montfort. Malheureusement, il faudra beaucoup de temps pour vendre le principe aux Franco-Ontariens. J'avais demandé aux membres de comités consultatifs de démissionner avec moi en bloc, mais ils avaient bien trop peur. On craignait toujours la réaction du gouvernement et surtout la perte de subventions. Ils ne l'ont pas fait et ils ont manqué une autre bonne occasion de s'affirmer. C'est vrai que j'aurais pu me frapper la tête sur un mur, mais je le répète: il ne faut pas avoir peur quand notre cause est juste.

Mon retour au CEFO a inspiré le personnel du CFORP, qui a composé une pièce montée pour le repas de Noël. Dolorès Chartrand, Yolande Grisé, Marie-Thérèse Morrissette, Jacqueline Renaud et d'autres employées me dédient leur pièce pseudo-dramatique en sept actes: «Je démissionne... je démissionne pas...»

Mes employées savent que le ministre Wells a commandé du saumon pour moi, au restaurant, sans me consulter. Dans la pièce, Donald George porte une perruque blanche, pour représenter le ministre. Marie-Anne Fink fait une serveuse qui

JUSQU'AU BOUT!

dépose très fort une assiette recouverte d'un saumon en carton, en disant tout haut: «Tiens, *Gizel*, mange ça!» Il y avait tellement de folies dans leur scénario que je riais à en mourir. Je n'ai jamais rien vu d'aussi drôle, surtout que Dolorès m'imitait à la perfection. Les employées ont terminé en chantant un poème, sur l'air de «Vive le vent», c'est-à-dire «Jingle Bells»:

AVEC GISÈLE

REFRAIN

*Avec Gisèle, avec Gisèle,
Ça bouge par là, j'vous l'dis
On l'entend parler. On l'entend rire
On l'entend même marcher. Hé!
Avec Gisèle, avec Gisèle,
Pas l'temps d'ennuyer
Une pareille tête et tant d'idées
Ca n'peut que bien marcher.*

*1. Un bon jour Gisèle
Eut cette merveilleuse idée
Diffuser des documents
Pour tous les écoliers
Et quelque temps plus tard
Elle eut cette autre idée
Encore plus formidable
De tous nous embaucher. Hé!*

*2. Pour Toronto elle part
Quatre fois par mois au moins
Avec Potvin, avec Dodo,
Mais souvent en solo.
Quand Wells sait qu'elle s'en vient
Il avertit le grand Bill
Ça barde par là et pas pour rien
«Gizel is here to kill.» Hé!*

GISÈLE LALONDE

3. *Même que l'automne dernier*
Elle en avait assez
De tout ce verbiage
Pis rien qui a changé
Dans la Ville Reine elle tonne
Les journaux en résonnent
Le lendemain arrivé
Gisèle avait démissionné. Hé!

4. *Là on parle d'elle en Chambre*
On perd toute vue d'ensemble
Bette la fait demander
L'implorant de rester
Pis Wells la voit itou
Promet changements partout
Si a revient pas sur sa décision
Watch out aux élections. Hé!

5. *L'idée de Gisèle, la v'là*
Les francophones, leurs droits,
Faire avancer leur cause
Voilà pourquoi elle ose,
R'vient sur sa décision
Pour l bien de not nation
Et pour se divertir un peu
Les liv'd'ACELF elle veut. Hé!

6. *C'est bien pour ça qu'on t'aime*
Gisèle Lalonde suprême
Pour toi on travaillera si fort
Des documents même quand on dort
Accepte nos vœux sincères
Pis repose-toi un peu
Puisse la nouvelle année te plaire
Pis garde ton sacré feu! Hé!

JUSQU'AU BOUT!

La relecture de ce chant composé pour moi par mes ami(e)s du Centre me plonge dans la nostalgie et je ressens tout l'amour, tous les liens qui nous unissaient. Je les aimais, les respectais, et surtout je les revalorisais constamment, car ils travaillaient tellement fort, additionnaient les heures supplémentaires... et souvent bénévolement. Les francophones à l'extérieur du Québec étaient exploités; il fallait travailler pour rien si on voulait réussir un projet. Les anglophones n'auraient jamais accepté d'évoluer sans subvention pour les opérations. Ils n'auraient certainement pas accompli tous les sacrifices qu'ont dû faire les employés du Centre. Par exemple, on n'était pas en mesure de verser des droits d'auteur à nos nombreux écrivains et à nos artistes qui avaient collaboré à la réalisation des quatre volumes de l'*Anthologie franco-ontarienne*.

Aucun salaire d'appoint, c'était injuste pour les enseignants, travaillant dans les conseils ou au CFORP, compte tenu de nos programmes de production. Autant je me sentais exploitée en raison des bouchées doubles à prendre pour atteindre nos objectifs, autant j'avais peur d'exploiter mon personnel pour arriver à nos fins. Je trouvais toutes sortes de petits moyens de remercier mes employés lors d'envois de documentation importante, surtout en septembre. Nous organisions une corvée pour l'envoi de nos catalogues. Après, il y avait une petite réception dans mon bureau. Je leur disais toujours: «encouragez-vous; le mois prochain, ça va se tranquilliser»; mais ça n'arrivait jamais.

Il faut que je vous raconte mon voyage à Montréal avec Yolande Grisé, alors que nous cherchions un éditeur pour publier l'*Anthologie franco-ontarienne*. On voulait un éditeur réputé afin que nos écrivains soient connus partout au Québec et en France, et surtout dans les autres provinces canadiennes. Nous rencontrons en premier lieu, le matin, Roger Duhamel, l'ancien Imprimeur de la Reine à Ottawa. Responsable des Éditions La Presse, il nous reçoit à bras ouverts et me demande pourquoi j'ai choisi de rencontrer d'abord sa maison. Je lui

GISÈLE LALONDE

réponds que Paul Desmarais étant franco-ontarien, le propriétaire du quotidien *La Presse* ne pourrait refuser de publier notre anthologie. Il éclate de rire et trouve que c'est une bonne réponse. Mais eux ne se spécialisent pas dans les manuels de classe. Il me propose de m'adresser notamment aux Éditions Guérin. Il nous parle de tous ses anciens amis d'Ottawa. Puis il me reconforte en me disant: «Si vous n'avez pas d'éditeur, je vous promets de publier ces manuels pour vous.» Nous nous pressons de partir, car nous avons rendez-vous pour dîner avec Hervé Foulon et son adjoint des Éditions Hurtubise HMH au Beaver Club, à l'hôtel Reine-Élisabeth. Comme c'est moi qui les ai invités, je compte régler l'addition. Ma belle Yolande a déposé les quatre tomes de l'anthologie sur la table dans un geste symbolique. Mais un de nos invités nous demande poliment de déposer notre gros document par terre près de notre chaise. Yolande, insultée, lui dit: «Monsieur, si vous croyez que la première anthologie franco-ontarienne ne mérite pas la nappe blanche du Beaver Club, je m'excuse.» Je m'empresse alors de prendre tous les manuscrits et je les dépose près de moi. Puis je saisis la carte des vins et je commande une bouteille de vin français. Je veux impressionner mes invités. À la fin du repas, je viens pour prendre l'addition, mais un des éditeurs la saisit et me dit: «Quand nous irons à Ottawa, vous paierez.» Je suis mal à l'aise. Je pense au vin, aux apéritifs... Je me sens petite devant ces grands hommes d'affaires. Je n'ai pas eu l'occasion de leur rendre la politesse, mais je leur ai tout de même accordé le contrat d'un autre manuscrit préparé par Yolande: *Le monde des dieux. Introduction à la mythologie grecque par les textes*. Yolande et moi quitterons cet endroit célèbre pour aller rencontrer dans l'après-midi les Pères de Sainte-Croix aux Éditions Fides. Nous sommes très bien reçues par le père Maurice Dubé. Il nous impressionne par son savoir-faire. Mais plus encore par ces paroles: «Nous serions intéressés à éditer et à publier l'*Anthologie* même sans subvention. Nous voulons vraiment aider nos compatriotes

JUSQU'AU BOUT!

hors Québec.» Le père félicite Yolande pour son magnifique travail. Nos secrétaires ont aussi accompli du bel ouvrage dans la mise en pages complexe des textes (illustrés): nous disposions de peu de moyens techniques à l'époque. Fides obtiendra finalement le contrat de publication. Quelle aventure inoubliable!

En 1984, c'est le bicentenaire de l'Ontario. La province demande de soumettre des projets pour souligner cet événement guère heureux pour les francophones. C'est l'anniversaire de l'arrivée des Loyalistes, qui s'implantèrent dans la province et s'imposèrent un peu partout dans le Canada qui n'était pas encore divisé entre le Haut et le Bas-Canada, puisque l'Acte constitutionnel remonte à 1791. Tout de même, le CFORP devait profiter de l'argent que le gouvernement octroyait à ce moment-là, pour répandre la culture française et s'épanouir. Je dresse alors un trajet qui nous conduit dans chaque région et ville ou village de la province, avec 36 arrêts où nous invitons la communauté à assister au visionnage de deux diaporamas: un sur le Règlement 17 et l'autre illustrant notre patrimoine franco-ontarien. De plus, nous organisons une réception à chaque endroit. Nous achetons notre vin ontarien à Ottawa, par l'entremise de Ronald Killeen; un souci de moins. Puis on apporte, dans une glacière, du fromage Saint-Albert et des fruits ainsi que des pâtés. C'est la marche à suivre quand on visite des endroits éloignés de la province, qu'on veut le temps nécessaire pour monter notre exposition – surtout qu'il ne faut pas que ça coûte trop cher! Maudit argent, c'est toujours la même chose. Des équipes du CFORP se partagent le travail et nous pouvons lire la reconnaissance sur les visages de nos Franco-Ontariens vivant isolés en milieu minoritaire. Parents et professeurs fraternisent avec nous et je me rappelle le chaud accueil par de petits groupes de Dubreuilville, de Wawa, de Penetanguishene et d'ailleurs. Cela se répétera dans l'ouest et le sud de la province, sans oublier Cornwall, Hawkesbury et Ottawa. Le point culminant de

GISÈLE LALONDE

notre tournée aura été à Queen's Park même, devant le premier ministre Bill Davis et de nombreux ministres et députés. Il fallait du culot pour visionner un diaporama sur l'ignominieux Règlement 17, en présence de Bill Davis! Alors une élève du Collège catholique Samuel-Genest a demandé au premier ministre de subventionner toutes les écoles catholiques au secondaire. Il le fera quelques mois plus tard. Après cette activité, j'ai reçu mes belles fenêtres et mes portes neuves, demandées au premier ministre. Non, je n'ai jamais été trop gênée pour quêter pour les autres!

Cette année-là, nous avons préparé un trajet pancanadien, réplique de notre tournée ontarienne, mais aux frais du Secrétariat d'État. Deux couples bénévoles se partagèrent l'est et l'ouest du Canada: Dolorès Chartrand et son époux Maurice, ainsi que M. et M^{me} Fernand Lortie, parents d'Andrée Lortie, présidente de La Cité collégiale. Nous n'avions reçu que 32 000 \$ pour visiter le Canada, de Victoria à Labrador City. Après cette tournée, nous savons que nous avons des clients dans tout le pays. Nous sommes de bons ambassadeurs pour l'Ontario et un exemple, pour le gouvernement fédéral, de ce qu'on peut accomplir avec si peu. Pas question d'avion. Une wagonnette remplie de livres, souvent des sandwiches pour manger en chemin.

Après une décennie au CFORP, et après avoir visité les communautés francophones du Canada, c'était plus clair que jamais: la langue française n'existerait plus au Canada sans toutes ces personnes dévouées qui ont consacré tant d'heures gratuites ou supplémentaires à répondre aux besoins du Canada français. Les francophones de l'Ouest canadien et des Maritimes, ainsi que de l'Ontario, sont des héros pour avoir gardé leur langue et leur culture sans plus de moyens à leur disposition. D'où la peine que nous éprouvions quand certaines personnes du Québec nous traitaient de cadavres encore chauds. Les francophones étaient sans argent: il fallait organiser des soupers de fèves au lard, des loteries et des

JUSQU'AU BOUT!

bingos, des épiluchettes de blé d'Inde pour survivre. Et une personne au pouvoir, mal intentionnée, pouvait tout jeter par-dessus bord: efforts, temps, argent et même santé. Pour nous réduire à presque rien ou nous décourager de continuer... Que de bons chefs avons-nous perdus! Et ce n'était pas toujours des anglophones qui nous bloquaient la route... mais des nôtres qui se faisaient un plaisir de tout défaire quand les idées venaient d'autrui, et qui semaient la pagaille dans les associations. Ce n'est pas étonnant qu'on soit toujours en train de reconceptualiser au lieu d'avancer. C'est la marque de commerce du Canada français... et nul n'est prophète dans son pays. Tous ceux qui réussissent, on les descend. Quant à moi, je me fiche de ceux qui me bloquent la route si ma cause est juste... Je fonce! Et je sais que la communauté, «mon p'tit monde», est derrière moi. Je le sens, et je m'efforce de rester digne de cette confiance.

Avant mon départ du CFORP, mes ami(e)s du Centre composèrent pour moi un autre poème, que je relis de temps à autre:

*Un jour, il y a de ça à peine quelques années,
Naissait à Eastview, ou si vous préférez Vanier,
Un p'tit bout de femme, pleine d'énergie,
Qui fit courir sa mère et les bonnes sœurs aussi.
Le temps venu pour elle de fréquenter l'école
On s'est vite rendu compte
Qu'elle avait quelque chose dans la «bolle».
Le beau Gilles à qui elle faisait de l'œil depuis longtemps
La marie et s'empresse de la rendre 1, 2, 3 fois maman.
[...]
Dans la salle de classe, elle est sans réplique,
Pour enseigner les sciences sociales et comment faire d'la politique.
Avec Henri E. Gratton, de qui elle pense beaucoup de bien,
Elle ouvre un jour un Centre franco-ontarien
Qui avait plutôt l'air de rien.
Machine à alcool, crayons, encre et papier quêtés,*

GISÈLE LALONDE

On était loin des tapis roulants, Xerox, Micom et machines
[pour relier.

*Parmi toutes les couleurs, celle qui lui va le mieux,
Il serait politiquement préférable de dire que c'est le bleu.
Tous les ministres, elle les connaît par leur p'tit nom,
Thomas Wells, Susan Fish et tous ces autres gros poissons.*

*Un jour qu'elle en avait assez
De cet étapisme mal planifié
Elle se dit: «Je vais démissionner»*

*Et avec elle, elle voudrait bien,
Tout le CEFO, ses associés.*

*Quand Gisèle parle, il faut bien le dire, les murs en flanchent,
Parfois s'écroulent aussi; et très souvent de couleur changent
[...]*

Et quand, au 10^e anniversaire, on dévoila la grande galerie des
[gouverneurs,
D'retrouver réunis ces illustres personnages mit le comble à son
[bonheur.

*Il y a peu d'temps, M. Ropert, l'attaché culturel,
En France l'invite à se balader,
Et bientôt tous les Français parlent
D'la petite provinciale, d'un grand chapeau coiffée.
Dernièrement, tous ses talents elle canalisa dans des tournées
[...]*

*Souviens-toi de nous, Gisèle, lorsque tu seras à Toronto,
Et que tu présideras la grande table du CAFO,
Pis qu'ça t'tentera de tous les envoyer promener,
Pis qu'tu diras «Au Centre, j'aurais bien dû rester»,
Sac' tout ça là, fais semblant de rien,
Viens nous r'trouver au Centre franco-ontarien.*

C'est un peu l'histoire de ma vie en raccourci, et ce que mes ami(e)s pensaient de moi à ce moment-là...

JUSQU'AU BOUT!

DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AFCSO

L'AFCSO me demande deux fois à Toronto en 1982; on me veut à la direction générale. Je dirige déjà le CFORP. J'ai de nombreuses responsabilités en même temps; épouse et mère de famille, je suis devenue grand-maman. Deux de mes enfants sont mariés et ma mère, dont j'ai pris soin, est décédée. Ma sœur Cécile est très malade. Je refuse des tâches supplémentaires. Un samedi après-midi, Tréva Cousineau, présidente de l'AFCSO, m'a suppliée de prendre le prochain avion pour rencontrer son conseil d'administration à Toronto. Après deux voyages dans la Ville Reine, j'en parle à Gilles et j'accepte la position. Même mes gouverneurs du Centre qui font partie de cette association me pressent d'y aller. Les bureaux sont au second étage du CFORP.

Dès mon entrée en service, Pierre Xatruch, directeur général à Ottawa, et Onésime Tremblay, directeur général à Sudbury, me demandent de rouvrir le dossier de la gestion scolaire. Je mets à profit mon influence auprès de Bill Davis. Je le rencontre, ainsi que Thomas Wells et Bette Stephenson, avec les présidents provinciaux en éducation. Thomas et Bette sont deux de ses ministres les plus influents. Nous recommandons de créer le Comité mixte sur la gestion des écoles élémentaires et secondaires de langue française. Il sera établi le 9 février 1982, lors d'une rencontre inoubliable avec tous les présidents des organismes en éducation. Jamais dans l'histoire franco-ontarienne n'avait-on rencontré le premier ministre et deux autres ministres en plus des sous-ministres et du sous-ministre adjoint. J'avais préparé le terrain en rédigeant une lettre confidentielle au premier ministre et à la ministre Stephenson. Les arguments invoqués leur forçaient la main. Les associations francophones ont tiré parti de mes liens privilégiés avec le Parti conservateur.

En 1979, en effet, le gouvernement Davis n'acceptait pas le principe d'établir un troisième système d'éducation en

GISÈLE LALONDE

Ontario. Cela était énoncé dans un livre vert en réponse à la demande d'un Conseil scolaire homogène francophone pour les écoles de langue française d'Ottawa-Carleton (rapport Mayo). On acceptait toutefois que la capitale nationale fasse exception. Mais, il ne fallait pas apporter une recommandation pour établir un troisième système. Voici la position officielle du gouvernement en décembre 1979:

Le gouvernement conservateur continue à croire, pour des raisons mentionnées dans le livre vert sur l'éducation de février 1979, que la création d'un Conseil homogène de langue française n'est pas dans le meilleur intérêt de la population de l'Ontario. De fait, un tel geste mènerait à un troisième système scolaire distinct en Ontario, ce que le gouvernement ne veut endosser. Il n'en préconise pas moins la mise en place d'une structure qui accroît le contrôle des conseillers scolaires d'expression française dans les conseils d'éducation établis. Cela découlerait d'efforts accomplis dans la région de la capitale du Canada. Le gouvernement entend donc introduire des amendements à la Loi relative à la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton. En résulteraient des sections clairement définies de langue anglaise et de langue française dans chacun des conseils de l'éducation d'Ottawa et de Carleton. En juin 1981, la recommandation 98 du rapport émanant de l'Enquête sur l'éducation au palier secondaire aborde la gestion des écoles de langue française: «Que le gouvernement de l'Ontario étudie la possibilité de permettre l'existence de conseils scolaires de structures différentes et des mécanismes de consultation, ou des deux, dans différentes parties de la province pour répondre le mieux possible aux besoins locaux.»

Ce rapport a été le vrai préalable à la création du comité paritaire. Le comité établi pour revoir l'éducation secondaire en

JUSQU'AU BOUT!

Ontario avait sondé la possibilité de mettre sur pied diverses structures ou des mécanismes consultatifs, à divers endroits de la province, en fonction des besoins locaux (recommandation 98). D'où l'émergence du Comité mixte Kipp-Lalonde.

J'ai coprésidé ce comité paritaire avec Berchmans Kipp. À l'origine, Harry Fisher, le sous-ministre anglophone, devait le coprésider. J'ai envoyé un télégramme à Bill Davis lui reprochant d'oublier son sous-ministre adjoint francophone de l'Éducation. La logique de la situation voulait qu'il substitue M. Kipp à M. Fisher. À la première rencontre, Harry s'est excusé de ne pouvoir coprésider, faute de temps. Il laissait sa place à Kipp.

Je me suis alors aperçue que j'avais du pouvoir au gouvernement. Je m'en servais souvent pour l'avancement de la cause francophone. Nous devons aussi une fière chandelle à Clément Sauvé, un haut fonctionnaire francophone très influent au Bureau du premier ministre.

Le comité mixte devait donc trouver une formule pour Ottawa. Notre mandat était clair: examiner la gestion des écoles élémentaires et secondaires des écoles de langue française en Ontario. Le premier ministre attendait un rapport fin mars, début avril 1982. Nos recommandations devaient favoriser une plus grande gestion scolaire des francophones dans les deux systèmes existants. Il fallait trouver une solution qui plaise aux deux parties. Les principes fondamentaux promulgués par le livre vert nous ont guidés dans notre travail. Nous proposons une formule intérimaire nous faisant évoluer vers notre propre gestion. C'était compliqué!

Pierre Xatruch et moi allions expliquer ce système partout dans la province. J'introduisais le sujet, j'expliquais la situation politique, et Pierre décrivait la gestion qu'on pourrait implanter. Les conseillers et les surintendants, surtout dans les milieux isolés, craignaient l'accueil du projet par leurs collègues anglophones. Nous craignons des cris et des plaintes venant des quatre coins de la province, en cas de gestion fran-

GISÈLE LALONDE

cophone vite acquise. Il fallait encourager nos francophones, à qui nous disions que nous évoluions constamment vers une gestion complète. Et, entre nous, comme je le disais à tout moment, nous savions que cela ne fonctionnerait pas très longtemps et que les plaintes et les crises ne tarderaient pas à arriver de tous les coins de la province et qu'elles ne seraient pas nécessairement le fait de la minorité... Tous y ont mis du leur, même si plusieurs le faisaient avec appréhension. Mais, que voulez-vous, c'était le cheminement qui s'imposait alors!

AU CONSEIL DES AFFAIRES FRANCO-ONTARIENNES (CAFO)

En juin 1984, Bill Davis me propose la présidence du CAFO. Il faut que j'y pense deux fois. J'en parle à mon mari, qui n'est pas du tout d'accord! Mais, j'aimerais tant suivre les pas d'Omer Deslauriers et conseiller le premier ministre sur les dossiers francophones. Je suis déchirée. Ce travail m'irait à ravir, mais je décline tout de même l'offre à regret. Clément Sauvé, du Bureau du premier ministre, riposte: «Gisèle, le premier ministre ne prend pas un non; reparles-en à ton mari car il veut l'annoncer en chambre à 11 h, ce matin.»

Je rappelle Gilles à son ministère, je l'implore, c'est le rêve de ma vie. Les enfants sont tous mariés. Je lui dis qu'il pourrait se faire transférer à Toronto. Gilles se laissera convaincre. Après avoir sérieusement pensé à mon affaire, j'ai compris les conséquences de ma décision. Mes trois enfants étaient mariés, mais mon mari ne pouvait se faire transférer à Toronto, faute de poste libre équivalent. Gilles était toujours à Approvisionnement et Services Canada. Il fallait que je commence le 1^{er} juillet, et une entente avec le CFORP m'assurait un retour dans douze mois si la position ne me convenait pas, à condition de communiquer ma décision trois mois d'avance. À Toronto, j'ai déniché un logis à la Place-Sutton, de l'autre côté de la rue où je devrais travailler. L'appartement au 23^e étage

JUSQU'AU BOUT!

surplombait la ville. Il était rattaché à l'hôtel prestigieux du même nom.

Les médias n'en revenaient pas que le gouvernement m'ait nommée là malgré ma démission du CEFO et la saga médiatisée. André Nadeau, animateur de l'émission radiophonique *Ontario 30*, me questionne. Le gouvernement et surtout les ministres savent de quel bois je me chauffe! Voilà tout. André me fait dire même ce que je ne veux pas révéler. Pendant mon mandat au CAFO, il m'informe des rumeurs pour me faire parler. Je l'ai toujours admiré! Je me surveillais quand il demandait une entrevue. André me dit un jour: «Ils ne savent pas encore ce qui les attend en te nommant là.» André réussissait encore une fois à me faire dire ce que je ne voulais pas dire. Il savait me tirer les vers du nez. Je lui répondais ce qui me passait par la tête; tout journaliste aime bien cela!

Je rencontre mon personnel au CAFO. Denise Nazaire, la directrice générale, et Paule Cotter, mon adjointe, me sont précieuses. Denise me renseigne sur les principaux dossiers. On sort les recommandations d'un symposium sur les arts. Je reprends chaque recommandation, qu'on étoffe et fait parvenir aux ministères concernés. Les artistes franco-ontariens, nos auteurs et écrivains ont apprécié ces démarches. Cela appuyait leurs demandes de subvention auprès du ministère de la Culture de l'Ontario. Dans le domaine des bibliothèques publiques, en plus d'avoir fait nommer une coordonnatrice provinciale, le ministère des Affaires civiques et culturelles a créé un comité consultatif devant examiner les besoins spécifiques des francophones. Une grande dame, Jeanne Sabourin, nous appuyait à ce ministère.

Je dépasse parfois mon mandat provincial. Je demande à François Macerola, commissaire de l'Office national du film, de distribuer les films de l'ONF dans les bibliothèques municipales, pour donner accès à tous les documentaires. J'écris à l'honorable Marcel Masse au sujet des coupures à la Société Radio-Canada qui affectent les minorités du pays, surtout

GISÈLE LALONDE

l'Ontario français, car la station de Toronto est menacée. Je me rends même à Montréal appuyer les employés de la SRC de Toronto. Dans le domaine de la santé, nous sortons des tablettes le rapport Dubois, rangé à l'écart depuis plusieurs années. C'était la bible, en santé, des francophones. Aidée de Jacqueline Neatby et de Nicole Lafrenière-Davis, du CAFO, j'interviens maintes fois afin de soumettre les nouvelles lois à des dispositions particulières quant à la prestation des services en français. Une des préoccupations du temps est l'amélioration des services à l'enfance et à la famille. Il y a aussi les services en français dans les unités sanitaires. Nous formulons également une clause garantissant la prestation des services en français dans le projet de loi 137 sur la protection et la promotion de la santé publique.

Déjà en 1984, le CAFO abordait la question du manque de professionnels francophones dans le domaine de la santé. Il proposa des solutions concrètes pour combler la pénurie de physiothérapeutes, d'orthophonistes et de professionnels de la santé mentale. L'Hôpital Montfort était appelé à jouer un rôle important dans le domaine de l'enseignement aux professionnels de la santé. Bette Stephenson était responsable du ministère des Collèges et Universités. Le président du CEFO, Onésime Tremblay, siégeait avec nous au CAFO. Je représentais le CAFO au CEFO. Les deux conseils entretenaient des liens étroits. Au ministère de la Santé, nous avions affaire au ministre Dennis Timbrell, sensibilisé aux dossiers francophones. Nous avons de très bonnes relations avec les coordonnateurs de langue française de tous les ministères. Malheureusement, un ministre comme Claude Bennett avait nommé un anglophone de North Bay comme coordonnateur des services en français à son ministère des Affaires municipales. Le ministre ne voulait rien entendre quand on voulait lui en parler! Il remettait toujours nos rencontres.

Dans le domaine des sports et de l'activité physique, les efforts déployés dans l'application des recommandations

JUSQU'AU BOUT!

contenues dans le mémoire du CAFO ont porté fruit, puisque le ministre du Tourisme et des Loisirs annonçait l'établissement d'un Comité consultatif franco-ontarien sur les sports et la condition physique, présidé par un professeur de l'Université d'Ottawa, Roger Régimbald.

En juillet 1984, moins d'un mois après ma nomination au CAFO, nous présentons un mémoire au comité parlementaire chargé d'étudier les amendements à la loi sur les accidentés du travail, afin de garantir des services en français et d'assurer la représentation des francophones au sein des nouvelles structures. J'ai exigé des traducteurs quand un accidenté arrivait à Toronto et s'exprimait mal en anglais. Ils ont vite compris que l'embauche d'employés francophones était moins coûteuse. La présence de M. Régimbald à cette commission nous y facilitait l'accès. Durant la présentation de ce mémoire, je rencontre Sheila Copps une première fois. Je lui trouve un air sympathique. Elle connaît nos problèmes, nos attentes, et elle est un peu des nôtres.

Le 23 août, je participe au débat entourant la présentation d'une recommandation sur le bilinguisme officiel en Ontario, lors du Congrès de l'Association des municipalités de l'Ontario (l'Association of Municipalities of Ontario – AMO). Une proposition de Pierre Crête, de la Ville de Vanier, est défaite par neuf voix. C'est un signe que le ressac de l'opinion publique ontarienne face à la reconnaissance de nos droits linguistiques n'est pas aussi important qu'on voulait bien le croire. L'appui de 143 municipalités à la recommandation signifie que nous sommes sur la bonne voie. Je constate qu'une Association française des municipalités de l'Ontario est essentielle à la survie de nos petites municipalités à majorité francophone. Nous devons améliorer les services en français dans toutes les municipalités ontariennes. Il faut que les maires et les conseillers francophones sensibilisent davantage, par un effort concerté, leurs collègues anglophones à leurs besoins.

En 1985, mon Conseil se consacre à certains dossiers prioritaires, dont le bilinguisme dans les municipalités. Je me

GISÈLE LALONDE

sers même de la papeterie gouvernementale pour inciter les francophones à insister pour obtenir des services en français dans chacune des municipalités. Je demande à Vanier, à Ottawa et à d'autres villes à forte densité francophone, de me permettre de publier des exemples d'ordres du jour, de motions, de rapports, de mémoires rédigés en français pour aider les autres conseils municipaux. Souvent, le soir, je demeure au bureau et j'emballer des trousse de ces documents pour les envoyer aux municipalités qui les requièrent.

En 1985, nous fêtons le 10^e anniversaire du CAFO. Le Bureau du premier ministre m'invite à souper dans un chic restaurant de Toronto où les Conservateurs se rencontrent souvent. Clément Sauvé représente M. Davis et Don Stephenson, le ministre des Affaires gouvernementales. Je mange avec ces sous-ministres. Clément me transmet un message important du premier ministre: j'en demande trop; le gouvernement ne peut répondre à toutes mes demandes. Je réponds qu'avec le rattrapage à faire, nous n'avons pas le choix. On me dit que ce gouvernement serait prêt à nous accorder une concession importante cette année. Je réponds que j'y penserai. Le premier ministre Davis me compare à Jeanne d'Arc, me rappelant de ne pas oublier comment elle a fini ses jours. Tout en riant, bien sûr.

Le 3 mai 1985, j'organise avec les membres et les employés du CAFO un rassemblement des chefs de file de la francophonie ontarienne. Tous les présidents et présidentes de regroupements sont conviés au 10^e anniversaire de l'organisme et à des ateliers et réunions plénières afin d'établir les priorités. Le gouvernement assume les coûts de repas, banquets, etc. Le lieutenant-gouverneur de la province assiste au 10^e anniversaire du CAFO – sa première (et dernière, je crois) participation à une activité francophone. Il nous faut impressionner le gouvernement! Je veux montrer aux francophones qu'on a du pouvoir et que l'union nous renforce; on peut aller chercher beaucoup. Malheureusement, le ministre responsable

JUSQU'AU BOUT!

des Affaires francophones, Allan Pope, un bon francophile, ne sera pas réélu. Il assistera tout de même au banquet dont les coûts sont absorbés par son ministère. Durant la réunion plénière, après les ateliers en vue de définir les besoins et d'établir les priorités des francophones, plus d'une centaine de leaders confirment que la priorité de l'année est l'obtention de la chaîne de Télévision éducative de langue française en Ontario (TFO). Autrement, notre dispersion sur un vaste territoire nous empêche de nouer des liens importants entre les francophones de toutes les régions. Donc je me mets au travail. Nous rencontrons maintes fois Georges Gauthier, président du Comité consultatif de la section française de l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario. Je rencontre tout le comité et le président de la Télévision éducative de l'Ontario (TVO), Bernard Ostry. Un jour de défense éloquent de notre cause, M. Ostry me regarde de ses petits yeux perçants et me serre la main si fort qu'un courant d'optimisme m'envahit. De retour, j'annonce à Denise Nazaire qu'on a gagné. Elle me demande en riant pourquoi je lui dis cela, et je lui réponds: «Je le sais et j'en suis convaincue.» Toujours sur du papier à en-tête du gouvernement, je demande aux francophones d'envoyer des lettres d'appui à la ministre de la Culture, Susan Fish, responsable du dossier. Celle-ci, au dire du coordonnateur Léo Desmarreau, se rend aux rencontres du Cabinet avec toutes les lettres reçues. Elle rencontre à Ottawa un responsable du Secrétariat d'État. Je suis la première qu'elle appellera, pour annoncer la participation financière du palier fédéral à l'aventure de TFO.

Parfois, à titre de présidente du CAFO, je remplace le premier ministre ou un ministre auprès d'importants visiteurs. Je me rappelle avoir pris un repas avec le commissaire aux langues officielles, D'Iberville Fortier, et avoir représenté le gouvernement au grand gala du 10^e anniversaire de la SRC à Toronto. J'occupais la place d'honneur avec le consul de France...

GISÈLE LALONDE

Ma plus drôle expérience a été de recevoir, au nom du premier ministre, une délégation française: des gens d'affaires venus rencontrer les cadres du ministère de l'Énergie et du Commerce. J'avais bien connu, en éducation, Bart Hildebrand, haut fonctionnaire de ce ministère. Il me demande de présider le repas et de dire un mot. Je leur parle de la francophonie ontarienne. Je leur donne des statistiques, j'explique la situation scolaire. Notre vitalité les surprend, eux qui pensaient qu'il n'y avait du français qu'au Québec. Je leur rappelle que notre culture est fondée sur l'éducation et sur la tradition transmise par nos parents et nos ancêtres venus de France. J'évoque les chants importés de France, que toute ma génération a appris en famille et sur les bancs d'école. Je conclus sur ces mots: «Vive la France et vive l'Ontario français!» Bart Hildebrand se rappelle sans doute les mots d'un certain président de France venu au Canada, car une certaine inquiétude voile son regard. Il n'a pas raison de s'énerver. Le leader de la Mission française se lève, me remercie et me remet deux beaux cadeaux de la part du groupe. Je les remercie à mon tour... mais j'oublie de leur remettre les cadeaux que j'avais déposés sous ma chaise. Tout à coup, je me lève tout bonnement et leur dis, bien naïvement: «Ah! Moi aussi j'ai des cadeaux. Le premier ministre me les a remis ce matin pour vous.» Je me rappelle une cravate avec l'emblème de l'Ontario. Durant le repas, je les fais bien rire, car la joie de vivre des Canadiens français est bien connue. Je veux à tout prix leur laisser une image de notre province toute vivante et dynamique, car les Canadiens perçoivent Toronto comme une ville sans vie. La délégation française, au moment de quitter Toronto, me serre chaleureusement la main, puis me saluera par les fenêtres de l'autobus.

Il faut que je donne trois mois d'avis pour mon retour au CFORP. Bill Davis démissionne cet automne-là; avec lui, de nombreux ministres, dont Thomas Wells, Bill McMurtry et Dennis Timbrell. Ces ministres qui appuyaient la franco-

JUSQU'AU BOUT!

phonie quittent la politique provinciale. Je m'ennuie beaucoup à Toronto. Ma famille me manque, même si je vais à Ottawa toutes les fins de semaine. Je sais qu'en un an, j'aurai accompli bien des choses pour la francophonie ontarienne. Début janvier, j'avertis le premier ministre que je démissionnerai durant l'année. On m'avait offert un contrat de trois ans comme haut fonctionnaire, à l'instar de mes prédécesseurs, Omer Deslauriers et Roger Régimbald. J'avais opté pour un contrat annuel renouvelable. Je reviens donc à titre de directrice générale du CFORP, jusqu'en septembre 1985.

Le CEFO et le CAFO rendaient des services énormes à la communauté. Ces comités consultatifs, surtout le CAFO, avaient un poids politique important. Nous représentions toutes les parties de la province, nous avions des experts dans différents domaines et le gouvernement nous écoutait. Notre salle de réunion jouxtait le Bureau du premier ministre à Queen's Park. Cet endroit privilégié nous donnait de l'assurance et nous nous familiarisions avec le système. Durant une certaine période, avant mon départ, le premier ministre avait gardé la responsabilité des Affaires francophones. Il y avait beaucoup moins de révision continue des procédures gouvernementales, ou *red tape*. À mon départ, le CAFO avait recommandé de remplacer le Conseil par un ministère des Affaires francophones ou un secrétariat avec ministre responsable... mais non, les Libéraux, nouvellement élus avec David Peterson, nous ont laissés tomber. La francophonie ontarienne n'a pas réagi et a perdu énormément de terrain avec l'abolition du CEFO et du CAFO, extrêmement importants pour leur survie. Surtout, ces Conseils n'ont jamais été remplacés. Jamais nous n'aurons assez de gens à Queen's Park pour nous défendre et parler en notre faveur.

SYMPOSIUM DE LA FEMME FRANCOPHONE

Je mets sur pied avant mes adieux, avec Denise Nazaire et Laura Charron qui me succédera au CAFO, et les autres

GISÈLE LALONDE

directeurs et employées du Conseil, un comité représentant des groupes de femmes de la communauté. Elles organiseront le premier Symposium de la femme francophone ontarienne en 1985. Cette expérience m'enrichit, moi qui n'ai encore rien entrepris au profit de la femme francophone en Ontario.

Dès la première réunion, on décide d'inviter une femme extraordinaire pour ce premier symposium. Nous voulons montrer au gouvernement que les femmes francophones ne font pas les choses à moitié. Les noms de Simone de Beauvoir et de Simone Veil nous viennent à l'idée. Alors, Denise me dit: «Va voir le ministre pour de l'argent et moi je m'occupe de l'invitée d'honneur.» Elle connaît ma phobie du téléphone. Le ministre est d'accord pour le symposium, mais quand je lui dis qu'on veut aller chercher une des deux Simone, il éclate de rire. «*Are you serious?*» Je lui réponds: «*Give me the money. You'll see.*» Il ne croit pas que nous allons réussir.

Notre premier choix est Simone Veil, députée au Parlement européen et première présidente de ce parlement de 1979 à 1982... Elle est reconnue pour son engagement politique et social et son souci d'améliorer la qualité de vie. Ce serait un bon coup de l'avoir avec nous. Denise obtient une réponse affirmative! Nous crions de joie au CAFO et je cours chez le ministre afin de lui annoncer la bonne nouvelle.

Yolande Grisé, qui a rédigé la première *Anthologie franco-ontarienne* et qui dirige le Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF) de l'Université d'Ottawa, et Huguette Labelle seront parmi nos invitées d'honneur. Huguette, secrétaire associée du Cabinet et sous-greffière du Conseil privé, est conseillère principale depuis janvier 1985. Ces célébrités prononceront leur conférence à nos repas et lors de nos banquets d'ouverture et de clôture. La ministre de la Culture, Lily Munroe, avait décliné notre invitation, mais elle a renversé sa décision en apprenant la venue de M^{me} Veil. Le Conseil du statut de la femme collabore à l'organisation. Les femmes francophones n'ont jamais organisé un tel événe-

JUSQU'AU BOUT!

ment d'envergure provinciale. Nos congressistes viennent des quatre coins de l'Ontario et même du Canada. Quelques-unes arrivent en avion, d'autres en train, et le gouvernement fournit un autobus par région dont le nombre de participantes est jugé suffisant. Plusieurs femmes voyagent sans leur mari pour la première fois! On peut lire l'excitation et la joie de ces femmes regroupées, qui viennent s'épanouir dans la capitale provinciale, se renseigner sur les sujets de l'heure, discuter de leurs problèmes et trouver des solutions. Elles se sentent libérées! Le gouvernement libéral ontarien, nouvellement élu, défraie le coût du banquet. Un de nos conférenciers est Bernard Grandmaître, de Vanier, un ami d'enfance maintenant ministre responsable des Affaires franco-ontariennes.

On parlait déjà en 1985 de combler la pénurie de services en français, la pénurie de professionnels francophones. On voulait améliorer les services dans les milieux ruraux, les régions éloignées. Il n'y a pas eu grande amélioration dans ce domaine, puisque ces problèmes persistent.

Le symposium a lieu les 25 et 26 octobre, au Harbour Castle Hilton, à Toronto. C'est le plus récent et l'un des plus beaux hôtels torontois. Notre thème est: «J'ai fait du chemin... Maintenant je pense à demain». On offre plusieurs ateliers.

«La femme francophone, chef de famille» traite du retour sur le marché du travail, de budget, de pauvreté, de manque de garderies, d'isolement intellectuel et de solitude, d'éducation des enfants en milieu monoparental. «La femme francophone dans le milieu du travail» aborde la discrimination, les femmes gagnant 63 % du salaire des hommes. On y discute d'action positive, de législations, de disponibilités d'emploi et de pension. «La femme francophone et la santé» véhicule des notions relatives aux drogues et médicaments, à l'alimentation, à la ménopause, à la grossesse, au cancer, à l'anorexie et à l'obésité, aux refuges et au support psychologique.

«La femme francophone dans la société, l'engagement social» mènera à des réflexions sur le bénévolat, la place et le

GISÈLE LALONDE

leadership des femmes, la planification organisationnelle, la valorisation de la femme au foyer et l'entrepreneuriat au féminin. L'investissement et la haute finance sont bien servis par «La femme et l'économie». «La femme francophone et la violence» s'impose: agressions sexuelles, maisons de transition subventionnées, centres d'aide aux victimes de viol, pornographie, harcèlement sexuel et verbal, femme-objet...

Danielle Bourgie anime l'atelier sur «La femme francophone et la religion», donc la place des femmes dans l'Église, la transmission des valeurs religieuses. Trois ateliers complètent cet éventail: «La femme francophone et le vieillissement», «La femme francophone et le droit familial et constitutionnel», et «La jeune femme francophone qui nourrit des rêves» (et poursuit un idéal de plus en plus inaccessible, car sa sortie prématurée de l'école la paralyse dans une société qui exige diplômes, connaissances et surtout expérience).

Nous nous sommes penchées sur les sujets de l'heure telles la formation et la technologie, et enfin la femme francophone et la politique, ainsi que l'accès aux réseaux du pouvoir politique et économique.

Ces ateliers inspireront des recommandations acheminées à différents ministères. Outre Laura Charron, présidente du CAFO, moi, présidente du symposium, et Denise Nazaire, directrice générale du CAFO, le Comité de planification regroupait Jeanne Mongenais, Claire Wallace, Éthel Côté, Réjeanne Guay, Patricia Thauvette, Suzanne Coulombe, Yolande Cousineau, Paule Cotter, mon adjointe si efficace au CAFO, Carole Roy-Harrison, l'excellente chercheuse Élise Beau regard, Mariette Carrier-Fraser, Michelle de Courville Nicol, Denise Bellamy, Sandra Manzig, Elsie Lacroix et Danielle Coulombe. Le comité de soutien, garant du succès, se composait de Madeleine Gauthier, Debbie Woods et Lucien Pageau, un agent d'administration et un employé extrêmement loyal. Il nous trouvait bien folles de vouloir tant réaliser à la fois et nous remettait à l'ordre quant aux finances. Marie-Thérèse

JUSQU'AU BOUT!

Morrisette, France Bertrand et le graphiste Jocelyn Malette travaillaient au CFORP. De telles femmes ont largement contribué à forger notre histoire francophone de l'Ontario, et ces deux hommes n'ont jamais hésité à nous appuyer.

Ce symposium s'avéra une réussite sur le plan de la mobilisation: cent cinquante chambres, que les femmes ont partagées, et 8 dortoirs au YWCA furent occupés. Des autobus vinrent de Windsor, d'Alfred et de Cornwall pour la région de l'Est, d'Ottawa, de Vanier et d'Orléans, de Nipissing, North Bay, Sudbury et la région du Nord en partant de Hearst. Pour une fois, les femmes francophones de l'Ontario livraient au gouvernement leurs attentes, leurs espoirs et signalaient leurs problèmes. Les politiciens se devaient de trouver des solutions. Les femmes avaient entrepris leur marche vers l'autonomie. La communauté et les associations appréciaient ce nouvel élan. Les femmes avaient brisé le mur du silence et leur engagement gagnait en importance.

MAIRE DE VANIER (1985-1991)

J'habite une maison-jardin de l'avenue Montfort à Vanier. Nous avons vendu la maison unifamiliale et résidons depuis cinq ans dans ce condo. J'aime cela, puisque je suis en paix quand je quitte la maison pour le chalet ou un voyage. Mon beau-frère Michel et son épouse Francine demeurent à deux portes de chez nous. Un soir vers la fin de septembre, je reçois un appel. Mon beau-frère Jean-Jacques, devenu conseiller municipal, me demande de recevoir quelques membres de son conseil. La délégation comprend le maire Marcel Chaput, Guy Cousineau, Ronald Killeen, Robert Madore et Jean-Jacques Gratton. Je me demande ce qu'ils veulent. Cela doit avoir un lien avec les écoles. Ils arrivent, le maire Chaput en tête.

Sans plus de préambule, ces gens me veulent à la mairie de Vanier. J'éclate de rire. Ils me disent: «Nous sommes sérieux.

GISÈLE LALONDE

Il y a un groupe conduit par l'ancien maire de Vanier, Wilfrid Champagne, qui veut l'annexion de la Ville de Vanier à la Ville d'Ottawa. Et beaucoup de gens à Vanier s'opposent à cette annexion. Nous avons pensé que tu serais la meilleure candidate, car il nous faut gagner cette élection à tout prix. Vu ton expérience, les gens auront confiance en toi. Il faut garder Vanier autonome.»

Lors de mon passage au CAFO, j'ai travaillé avec le Conseil municipal pour entériner la résolution de Pierre Crête sur le bilinguisme dans les municipalités ontariennes. Ma famille est aimée à Vanier. J'ai bien représenté les gens dans mon rôle de conseillère scolaire, sans quoi je ne serais pas devenue présidente deux fois.

Mais... je suis en éducation, je n'ai jamais pensé à devenir maire d'une municipalité. Je ne me vois pas prendre soin des trottoirs, discuter pavage de rues et entretien d'égouts. Je ne vois rien du côté culturel et social que je puisse accomplir comme maire. Ils me disent: «Il n'y a qu'une chose. Le maire ne gagne que 20 000 \$. Avec la rémunération des conseillers régionaux, cela monterait à environ 27 000 \$.» Sans y penser deux fois: «Vous voulez que je change d'emploi et que je perde annuellement plus de 35 000 \$. Êtes-vous fous? J'accomplis un travail pour les Franco-Ontariens; pourquoi irais-je dans un domaine que je ne connais pas?» Ils avancent une série d'arguments bien mijotés, puis me demandent d'y songer sérieusement. Jamais les Vaniérois n'ont élu une femme à la municipalité! Je ne crois pas que les gens aient assez évolué dans leur manière de penser, pour élire une femme: surtout comme maire!

La semaine suivante, je reçois plusieurs appels, je demeure sur mes positions: c'est non! Le jour des déclarations de candidature approche. Je reçois au CFORP un appel du conseiller municipal, Guy Cousineau. Il me confie qu'il est allé à la messe ce matin-là et qu'il a eu une intention spéciale pour que j'accepte de me présenter. Cela me touche énormément et je

JUSQU'AU BOUT!

me dis: «Ces gens-là veulent vraiment que je me présente! Je dois appeler Gilles et lui en reparler...» Il sent mon enthousiasme grandir et concède: «Fais ce que tu veux!» Je dois peser ma décision, parce qu'un oui implique mon départ du Centre. Et moi, quand je m'embarque, tenez-vous bien, je m'embarque! C'est fait, je me présente à la mairie. Je reçois beaucoup d'appui dans ma campagne. Tout de même, mon adversaire a déjà été maire. Son groupe l'appuie et trouve les taxes trop élevées à Vanier. C'est un argument très important; il me faut trouver un moyen de baisser les taxes sans affecter les services.

Je commence à préparer mon lancement, ma publicité et surtout mon programme, que j'axerai sur l'économie, le tourisme et la culture. Mon élection mettrait fin à l'incertitude au sujet du statut autonome de la ville et redonnerait confiance aux investisseurs. Je déclare alors: «Le désir de transiger avec une municipalité à proximité de la capitale nationale, et d'un caractère unique, encouragera les investisseurs à entreprendre des projets d'envergure, tels que la mise en chantier d'édifices abritant des services gouvernementaux. Pourquoi pas un ministère des Affaires francophones?»

Il fallait bien rêver, non? Sur le plan social, il fallait construire des logements pour aînés, personnes handicapées et bénéficiaires d'aide sociale.

Lors d'une réunion publique, une rumeur court que je vais me faire assommer ce soir-là. Mon adversaire croit détenir un argument qui fera pencher le vote de la population en sa faveur. Le soir même, M. Champagne se présente au micro en montrant à la foule un article paru dans le petit journal de Vanier, quelques années auparavant, dans lequel je me disais favorable à la fusion. C'était vrai, car sur le plan culturel Vanier pouvait se distinguer des municipalités environnantes. Il se passait peu de choses sur le plan municipal et je désirais fouetter les gens en place. Il pensait bien m'avoir! Alors, je lui réponds qu'à ce moment-là, je voyais l'annexion d'un bon œil, car rien de bien excitant ne se passait à Vanier. Moi, j'appor-

GISÈLE LALONDE

terai du changement, du dynamisme, de la vie. Et seuls les fous ne changent pas d'idée! Je fus applaudie à tout rompre.

Cette fois, contrairement aux élections provinciales, je distribue un feuillet publicitaire avec ma feuille de route beaucoup plus importante. J'ai été présidente d'un conseil scolaire qui avait un budget de plus de 35 millions, j'ai une influence sur le plan provincial, j'ai de l'expérience en négociations, j'ai présidé un comité d'immeubles; bref, j'ai emmagasiné l'expérience nécessaire pour devenir maire de ma municipalité. J'ai même été conseillère d'un comité de finances en éducation et «aviseur» du premier ministre. Je connais les rouages politiques et gouvernementaux.

Je ne veux pas faire de porte-à-porte. Les Vaniérois et Vaniéroises me connaissent; à eux et elles de décider. Je me présente aux enterrements de vie de garçon, aussi populaires que les mariages. Les candidats se tiennent près du bar, pour serrer les mains de tout un chacun. Me voyez-vous faire cela, moi, élevée dans un pensionnat où la distinction était de rigueur? Je m'assois toujours au fond, près du mur, et j'attends que les gens viennent me saluer. C'est une drôle de campagne. Mon président du Comité de finances, Roger Crête, me reproche constamment de ne pas travailler assez fort, d'avoir installé trop peu d'affiches; il critique même mon choix de photo. J'ai l'air jeune, distingué, ma photo est récente et je m'en fiche. Si je ne gagne pas, je retournerai au Centre avec un bon salaire, c'est tout! Pauvre Roger, il s'arrache les cheveux! Petit rappel: la population a voté en faveur de la fusion, par une infime majorité, lors d'un récent référendum municipal. Je sens tout de même que les gens m'apprécient beaucoup. Les échevins qui se représentent moussent ma candidature.

Enfin, la journée des élections arrive! J'ai envoyé une lettre au président du Bureau des gouverneurs du CFORP annonçant ma démission, effective après mon élection à la mairie. Fait curieux, une certaine appréhension m'habite pendant

JUSQU'AU BOUT!

cette journée passablement excitante. Je ne suis pas convaincue de vouloir aller à la Municipalité. Je me trouve à mon siège social, chemin de Montréal, lorsque les premiers résultats du scrutin me parviennent. Je n'ai perdu dans aucun bureau de scrutin, dans le quartier 2, où nombre d'anglophones résident. Ce quartier m'inspirait de la crainte. Le chemin de Montréal divise la municipalité en deux sections; j'ai toujours résidé au nord de la route principale de Vanier. Seuls quelques résultats sont connus. Pourtant, Duncan Cameron, un ami analyste avec un doctorat en sciences politiques, prédit ma victoire éclatante. Et je l'emporterai avec une assez forte majorité. Les gens qui ont travaillé pour moi sont fous comme des balais. Toute ma famille, même mon frère missionnaire, m'appuie et me félicite; tous les membres de la famille Lalonde aussi. Je n'avais jamais vu Gilles aussi heureux. C'est bien plus facile pour lui de participer aux discussions portant sur la municipalité, que sur les écoles! Là, il aura son opinion et beaucoup de bons conseils à me donner.

Ce sera plus solennel qu'aux élections scolaires: je me rends au nouvel Hôtel de ville où m'attendent les citoyennes et citoyens de Vanier, et je livre mon premier discours de maire. Là, je m'aperçois, comme dirait mon neveu Michel Gratton, que j'ai changé de ligue. De plus, en décembre 1985, je suis la seule femme de la région, francophone ou anglophone, élue maire. La région compte onze municipalités. Il pleut à boire debout, ce soir-là. Un photographe prend des dizaines de photos lorsque j'arrive à l'Hôtel de ville, rue des Pères Blancs. Il est couché dans l'eau pour prendre de meilleures photos. Je dis à mes gens: «Il est fou, ce gars-là, se tremper tant que cela pour prendre mon portrait! Il va être malade!» On m'a soufflé qu'il représentait l'*Ottawa Citizen*; j'assume donc qu'il ne comprend pas un mot de français! Puis, il se lève et me demande les noms des personnes qui m'accompagnent, et cela en bon français! Je n'avais jamais rien vu de tel: prendre autant de photos de moi! Je n'étais que la petite fille d'Eastview, Gisèle

GISÈLE LALONDE

Deschamps-Lalonde. Pour moi, maire de Vanier, ce n'était pas une position tellement élevée. Il me semblait que j'avais eu des rôles beaucoup plus importants en éducation, mais ce n'est pas comme cela que les médias et la population de Vanier voyaient mon élection à la mairie.

Le soir venu, couchée dans mon lit, je ne peux dormir! «Je suis maire de ma ville natale!» Je pense à Donat Grandmaître, Oscar Perrier, Gordon Lavergne, Gérard et Bernard Grandmaître et mes autres prédécesseurs, tous ces anciens maires de Vanier qui ont marqué l'histoire de ma ville. Dans quoi me suis-je embarquée? Une anxiété profonde m'envahit pour un moment. Et puis non: y a rien là, je vais encore relever le défi qui se présente. La communauté vaniéroise est consciente d'avoir élu la première femme. On sent l'excitation et tous veulent me féliciter, même celles et ceux qui ne m'ont pas appuyée. Démocratie oblige. Je leur demande leur collaboration pour garder Vanier autonome tout en leur promettant d'améliorer leur qualité de vie. Il faut être fier de sa municipalité, et mon travail comme maire sera lié à la fierté. En décembre 1985, je suis assermentée comme maire de ma ville natale par le juge Roch Lalande.

J'ai préparé, toute seule, mon premier discours. J'arrive avec certains membres de la haute administration qui trouvent cela effrayant, se faire mener par une femme. Le directeur général se mêle autant de politique que d'administration. L'enjeu est de me placer dans une position d'autorité dès le départ. Dans mon premier discours, je leur parle d'économie, de langue et de culture. Oui, il faut surtout relever Vanier sur le plan économique, semer la fierté de vivre à Vanier; et plus le caractère unique de notre bastion francophone ressortira, plus nous réussirons. Même nos citoyens anglophones le reconnaissent. Notre situation est idéale. Nous sommes au cœur de la capitale nationale. Combien de villes nous envient à cause du grand nombre de touristes qui visitent annuellement Ottawa! Nous devons nous emparer de notre part du marché.



L'ancien maire de Vanier me félicite à la suite de ma victoire électorale à la mairie de Vanier, en 1985.



En compagnie de Liliane Pinard, la bibliothécaire de Vanier, une bonne amie.



Le Conseil municipal de Vanier, en 1985. Je suis entourée de Ted Proulx, directeur général de la Ville, des conseillers Guy Cousineau, Ronald Killeen, Denis Grandmaître, Robert Madore et Marcel Champagne, du greffier Daniel Ouimet et du conseiller Jean-Jacques Gratton.



Le premier gros édifice commercial érigé pour et par des entreprises francophones: le Trillium. Je suis en présence de M^r Paul Lalonde, Bernard Marcil et leurs associés pour la première pelletée de terre. Ce sont deux firmes importantes: l'une d'avocats, l'autre de comptables.



L'AFMO rencontre le ministre des Affaires municipales, Gilles Pouliot.



Comme maire de Vanier, j'accueille René Angélil et Céline Dion, la chanteuse donnant un spectacle à la Saint-Jean-Baptiste organisé par le Festival franco-ontarien à Vanier.



J'aimais beaucoup recevoir les jeunes de nos écoles. Ils apprenaient le déroulement d'une assemblée délibérante.



Nous accueillons à Vanier une délégation française de Poitou-Charentes lors d'une exposition culturelle et commerciale. Yolande Cousineau tient le ruban que s'appête à couper le chef de la mission française. Je me tiens à ses côtés avec des représentants de l'ambassade de France et de la délégation. Les conseillers municipaux Robert Madore et Jean-Jacques Gratton sont également présents.



Je reçois mon certificat d'office comme conseillère régionale à la MROC, des mains du président Andrew Haydon. À l'arrière-plan, Harry Allen, maire de Gloucester.



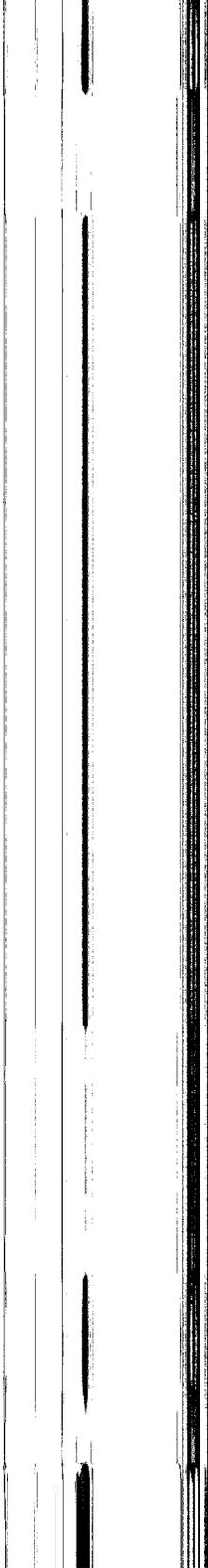
Ouverture officielle des locaux de la MROC, rue Elgin. Je fais partie du Comité de construction. Notre invité d'honneur est le gouverneur général du Canada, Ray Hnatyshyn. Constance Provost, maire d'Aylmer, une autre invitée, attend pour le saluer.



Au «bien-cuit» organisé par Madeleine Meilleur et un groupe d'amis,
lors de mon retrait de la vie politique municipale.



Caricature de Bado du *Droit*: «Grand ménage à Vanier»,
25 juillet 1990. © Bado.



JUSQU'AU BOUT!

J'annonce que je recommanderai aux conseillers trois études. Ted Proulx, notre directeur général, est plus que d'accord. Ces études porteront sur: la revitalisation du chemin de Montréal, importante pour l'image projetée à l'extérieur de la municipalité; le tourisme, afin de mettre en relief les sites de choix méconnus et d'exploiter leur potentiel; et l'administration, car je déplore un surnombre de fonctionnaires dans notre petite ville. Sans étude, nous ne pouvons obtenir de subventions; les ministères du Tourisme et des Affaires municipales peuvent nous défrayer du coût de ces recherches.

Le rachat et le rapatriement de l'Île Cummings, où a débuté l'histoire de Janeville (tout premier nom de Vanier), fait partie de mes plans. Les anciens qui connaissent notre histoire comprennent. Nous avons une ville d'un mille carré; impossible d'agrandir le territoire; ça vaut la peine de rapatrier cette île! La Ville d'Ottawa avait acheté ce lopin de terre, au milieu du siècle, pour bâtir le pont Cummings (construit par Charles Cummings en 1834). Cette île abritait une auberge tenue par la famille Cummings, qui, depuis le début du siècle, recevait les agriculteurs se rendant au Marché By à Ottawa.

Les cadets de la marine utilisent l'île, d'où ils naviguent sur la rivière Rideau. Mais ce paquet de petites tentes ne forme pas la plus belle entrée, en saison touristique. Dans ma tête, je vois un restaurant, peut-être une auberge ou un théâtre en plein air, un kiosque à musique! Les médias me questionnent: «Où est l'Île Cummings?» On trouve le mot «rapatrier» pas mal fort! Les journalistes se demandent si nous irons à la «guerre» pour reconquérir notre île. C'est le mot qui captera l'attention. Plus tard, lors de la crise de Montfort, je reprocherai à Michel Gratton de me souffler trop de mots liés à la guerre pour fouetter nos troupes. Pourtant j'avais exploité le filon comme maire de Vanier.

Les suggestions du secteur privé pour développer l'île ne tardent pas à arriver. Il y en a de bonnes. J'en discute avec Andrew Haydon, président de la Municipalité régionale

GISÈLE LALONDE

d'Ottawa-Carleton (MROC), qui m'appuie. Jim Durrell, maire d'Ottawa, accepte le principe du développement.

Quelques semaines après mon élection, je reçois les membres de la communauté d'affaires de la région, pour les attirer à Vanier. J'invite Jean Pigott, présidente de la CCN, et Andy Haydon à vanter Vanier pour sa beauté et les avantages de s'y installer. Les personnes présentes admirent à loisir le magnifique parc Richelieu, où est situé notre nouvel hôtel de ville. M^{me} Pigott insiste sur nos arbres centenaires les plus beaux de la région, au moment même où nous foulons le coin de terre le plus élevé de la région. On voit le Parlement. À un moment précis, Andy Haydon et Jim Durrell me demandent une piastre en papier, qu'ils divisent, et chacun me remet sa moitié de dollar. Cela indique leur intention de me céder l'île pour la somme symbolique d'un dollar. Je sors très enthousiaste de ma réception.

Quelques conseillers d'Ottawa, particulièrement Nancy Smith représentant la Côte de Sable, s'opposent farouchement à mon projet. Lorsque je me présente au Conseil de planification de la Ville d'Ottawa, une foule de gens vivant de l'autre côté de la rivière sont là pour protester. La Ville d'Ottawa doit approuver toute recommandation et veut même diviser tout profit, mais pas les dépenses. Il vaut mieux laisser tomber le projet, quitte à y revenir.

La revitalisation du chemin de Montréal devient notre priorité. La Zone d'amélioration commerciale (ZAC) de Vanier, présidée par Grant Toole, collabore à la planification. Cette association regroupe les marchands des trois artères principales. Tous s'y intéressent: le Conseil municipal, le gouvernement régional, nos marchands de la ZAC et surtout le ministère des Affaires municipales de l'Ontario, dont le titulaire est Bernard Grandmaître. Sur le chemin de Montréal, nous voulons afficher le caractère unique de notre ville, château fort de la langue française en Ontario. Vanier a toujours joué un rôle de leader dans la francophonie. Nous choisissons

JUSQU'AU BOUT!

des bancs, clôtures, lampadaires et boîtes à fleurs avec des trilles et des fleurs de lys. Nous plantons des arbres le long du chemin de Montréal. Nous accrochons de jolis paniers de fleurs aux lampadaires. Ces géraniums artificiels sont d'une telle beauté que l'avocat Paul Lalonde veut convaincre ses collègues qu'ils sont naturels! «Voir si Gisèle aurait mis des fleurs de plastique!» J'ai bien ri lorsque j'ai appris cela.

On me demande de désigner une fleur comme emblème de la municipalité. Ce sera le géranium rouge. Il faut changer le visage de la ville. Les comités «Vanier fleuri» et «Vanier en lumières» vont bon train; de nombreux foyers participent. La municipalité embellit de jour en jour. Le drapeau de Vanier flotte devant les commerces et les écoles. Nous n'avons plus de chambre de commerce; donc, je fais moi-même la promotion de la ville auprès de tous les commerçants désireux de s'y établir. Je rencontre le Groupe Jean Coutu, qui décide de construire chez nous. Une bonne chaîne avec un nom français dans un quartier français. L'édifice Trillium émerge, avec ses cabinets d'avocats et de comptables francophones. Plus tard, la Fédération des caisses populaires de l'Ontario achètera l'immeuble et s'y installera. Les avocats et les comptables répondent à mon appel. Puis le CFORP aura pignon sur la place Dupuis. Je persuade les architectes et les entrepreneurs du groupe Niccolini d'ériger un autre très bel immeuble pour le Centre, semblable à celui qu'ils ont déjà construit. Mon quartier français s'améliore. J'invite les associations francophones à établir leur siège social à Vanier. L'ACFO provinciale achète un édifice commercial, chemin de Montréal – un très bon placement qui assure son avenir. Je regretterai de voir l'ACFO quitter Vanier, plusieurs années plus tard, pour Toronto. Elle a vendu son immeuble et s'est déplacée dans la Ville Reine et ses loyers exorbitants. À mon avis, ce fut sa pire bêtise. Combien de fois a-t-elle rencontré Mike Harris?

Plusieurs associations retourneront à Ottawa ou à Gloucester après mon retrait de la vie publique. Ne vous demandez

GISÈLE LALONDE

pas pourquoi Vanier a perdu son cachet de bastion français au cœur de la capitale nationale. L'association mère (ACFO) a donné le ton. On ne comprend pas l'importance d'avoir de nombreux politiciens francophones dans une seule municipalité pour exercer des pressions politiques sur le gouvernement. Ces politiciens municipaux pouvaient appuyer nos élus provinciaux et ça augmentait le pouvoir politique des francophones de la province.

Pendant mon mandat à la mairie, on aimerait qu'un certain commerce disparaisse... question de moralité. On y voit des danseuses et des «petites vues» identifiées par des xxx. La Loi de l'Ontario ne nous permet pas de le fermer; cependant, nous pouvons limiter ce type d'établissement à un seul. Nous empêchons même, par règlement municipal, de l'agrandir. Les permis accordés à ces commerces viennent du provincial. Mes conseillers font leur possible pour enrayer la drogue et la prostitution. Je rencontre les policiers d'Ottawa qui couvrent notre territoire; ils nous négligent; je songe même à rétablir notre service policier. L'ancien chef, Paul Pagé, m'aide beaucoup. La Commission des services policiers de Vanier, présidée par M^c Paul Lalonde, travaille énormément à nous faire respecter. J'organise des réunions publiques pour améliorer la sécurité et le transport publics. Les gens offrent leurs suggestions au chef de police et au représentant d'OC Transpo pour améliorer le service d'autobus. Nous encourageons le dialogue, ce qui facilite le travail des organismes. J'accompagne le conseiller Léo Lavergne, qui organise une marche pacifique des citoyens pour dénoncer la vente de drogues et leur consommation sur notre territoire. Ce sera une marche silencieuse dans le quartier le plus touché. Les gens participent activement à toutes ces activités. Les propriétaires d'endroits peu convenables constatent de quel bois je me chauffe.

À l'époque, je représente la MROC au Congrès de la Fédération des municipalités du Canada, à Vancouver. J'assiste à un atelier sur le Centre des services policiers communautaires,

JUSQU'AU BOUT!

une initiative de la Ville de Victoria. L'idée me trotte dans la tête. De retour, je recommande d'installer un tel centre à Vanier, afin de rapprocher la police de nos citoyens. C'est fait et je remercie la Commission de police d'avoir compris le message. Le conseiller McSweeney d'Ottawa m'a apporté une aide précieuse dans ce projet.

Puis, je ferai deux grands ménages. Celui de la ville d'abord, puis des immeubles avec appartements illégaux ou propriétaires absents. Nettoyage en règle: nos inspecteurs, dont Jean-Marc Labrie, visitent les taudis, les cours. Nous lançons des avis de rénovations aux propriétaires absents. Je veux faire de Vanier un petit joyau au centre de la capitale nationale. Bado (Guy Badeaux), le caricaturiste du *Droit*, me représente en train de faire un grand ménage. Puis, nous nous attaquons à l'administration où nous diminuons le nombre d'employés, par attrition. L'administrateur de la ville nous quitte. Nous le remplaçons par Daniel Ouimet, notre ex-greffier, maintenant au ministère des Affaires municipales. La Ville sera sans dette dans quelques années. Nous instaurons le programme «Pay As You Go». Il ne faut plus de déficit, et encore moins de dettes. La ZAC avec son président, Grant Toole, nous aide beaucoup.

L'hôtel Eastview est un immeuble à rénover: un vrai nid à incendie! Nous envoyons aux propriétaires un avis de rénovations urgentes... et coûteuses. Les propriétaires m'accusent dans les médias de vouloir faire de la politique. Je leur réponds que je ne veux même pas me présenter aux prochaines élections. Ça fait la manchette de certains quotidiens. Je suis maire depuis six ans et j'ai gagné une autre élection contre le même adversaire. Les propriétaires de l'hôtel demandent une injonction pour retarder les travaux. Ils ont gain de cause: le juge Pierre Mercier accède à leur demande. Je réponds par les médias que j'espère qu'il n'arrivera rien d'ici à mardi, date butoir.

Au début de la semaine, en auto sur le chemin de Montréal, je vois au loin de la fumée et les pompiers. Tout de suite,

GISELE LALONDE

je pense à ma belle église anglicane centenaire. Ce serait une vraie perte! Mais l'hôtel Eastview est la proie des flammes. C'est regrettable pour certains assistés sociaux qui résidaient là, mais je suis convaincue qu'on va leur trouver un meilleur hébergement. Le propriétaire est accusé d'avoir commandité l'incendie. Plus tard, d'autres incendies s'abattront sur le chemin de Montréal. Une nuit, le chef de pompiers m'avertit qu'un incendie fait rage sur l'artère principale. Je lui avais reproché de ne pas m'avoir avertie lorsqu'une banque avait brûlé en pleine nuit. Le matin, un dimanche, les citoyens actionnaires m'avaient téléphoné et j'ignorais qu'il y avait eu un incendie. J'avais eu l'air pas mal bête! Depuis ce temps-là, on m'avertissait, peu importe l'heure.

Vient le tour de la rue Beechwood de prendre un nouveau visage. Les marchands sont soucieux d'obtenir le plus de qualité possible. D'autres lampadaires, boîtes à fleurs et trottoirs de briques apparaissent et nous valent des compliments. Le maire de Rockliffe, Pat Murray, et des commerçants de l'autre côté de la rue Beechwood, à Ottawa, en sont jaloux! De beaux édifices de briques rouges s'élèvent ici et là près de la rivière Rideau. Le restaurant El Meson et le magasin d'alimentation IGA se refont une beauté. De plus, au cours de mes mandats, j'apprends que notre infrastructure est excellente sur l'avenue Beechwood, grâce aux conseils municipaux précédents. Même la Ville d'Ottawa, son quartier huppé du New Edinburgh et le Village de Rockliffe se branchent à notre système d'égouts. J'en suis très fière car l'infrastructure et l'environnement étaient le sujet de conversation à la municipalité régionale.

Dès mon premier mandat, avec Ted Proulx, je vais voir Jean Pigott, présidente de la CCN, pour racheter le parc Richelieu. La Ville l'avait exproprié des Pères Blancs du temps du maire Gérard Grandmaître. Puis on l'avait vendu à la CCN pour un peu plus d'un million.

Des accrocs surviennent. Les deux députés de Vanier, Bernard Grandmaître et Jean-Robert Gauthier, ne sont pas

JUSQU'AU BOUT!

d'accord avec notre projet. Je demande à l'administration de sortir tous les documents touchant l'expropriation et la vente du parc à la CCN. J'étudie moi-même ces papiers pour m'apercevoir que je peux utiliser les mêmes mots que nos deux députés ont utilisés lors de la vente à la CCN, pour les convaincre d'appuyer le rachat. Finalement ils y consentent et je poursuis les négociations. Un avocat, que le Conseil a embauché plusieurs années auparavant, travaille sur le dossier. On a mis 300 000 \$ de côté, en raison d'une poursuite contre le Conseil par les Pères Blancs d'Afrique. Je décide avec mes collègues qu'il faut en finir. Le Conseil, aidé de M. Proulx, a même un plan pour payer le parc comptant et je veux l'obtenir, plus de dix ans après la vente, pour le même montant. Avec la permission de la CCN, nous vendrons quelques lots en face de la rue Duford, une petite partie d'un champ de balle trop grand, et nous y ferons construire de très belles maisons qui rapporteront des taxes importantes. Puis nous construirons des maisons à prix modique sur la rue Lebrun. Il y aura un appartement pour personnes handicapées. Pierre Crête et un comité du logement surveilleront la construction et géreront ces logis, bâtis avec qualité et bien entretenus.

Avant la notification du contrat d'achat du parc Richelieu, l'administration y entreprend la construction d'un pavillon. Il deviendra le Landmark de Vanier: une petite salle communautaire avec salles de réunion, située sur un rocher surélevé, qui donne une vue splendide d'Ottawa et nous permettra de développer notre cité comme un centre touristique. Les architectes Murray et Murray dressent un plan original qui fera resplendir la beauté du parc.

Un jour, le directeur général et l'ingénieur m'informent que nous avons érigé par erreur une partie de la fondation du pavillon sur le terrain de la CCN. «Il faut les appeler pour le leur dire.» Ah non! J'appelle Jean Pigott. «Combien de pieds, Gisèle? – Environ deux», lui dis-je. Jean répond de ne pas m'en faire. Le lendemain, l'ingénieur m'apprend qu'il s'agit de

GISÈLE LALONDE

bien plus qu'une couple de pieds. Je rappelle Jean et, d'une voix piteuse, lui fais part du problème. Elle exige une rencontre avec tout le monde concerné et ses planificateurs. À ma grande stupéfaction, tout s'arrange. La CCN veut compléter la transaction du parc, le plus tôt possible, au coût que nous l'avions payé. C'est un coup extraordinaire! Nous serons maîtres chez nous! Nous ajoutons plus de 33 acres de terrain, sans hausse de taxes, à notre petite municipalité. Au contraire, nous allons percevoir des taxes résidentielles sur les luxueuses résidences à bâtir sur les rues Perrier et Duford. De plus, nous aiderons nos familles à petit salaire avec la construction de logements sociaux, rue Lebrun. Je négocie avec M^e Soloway, l'avocat de la Ville, et nous arrivons à une somme inférieure à 50 000 \$. Nous avons donc 250 000 \$ en réserve, destinés à l'acquisition de notre parc, puisque cette lutte légale a duré de longues années.

Nous voici rendus à la troisième étude, celle du Tourisme; un exercice vraiment excitant. Toutes mes idées sur l'attrait des touristes à Vanier se retrouveront dans le rapport rédigé par la firme franco-ontarienne Rhéal Leroux et Associés. Je veux implanter toutes les recommandations pendant mon second mandat. J'ai recours à un comité du tourisme.

Au début, nous parlons de la Grotte Notre-Dame-de-Lourdes, fondée dans les années 30. Elle appartient à la paroisse. Un groupe de bénévoles supervisé par le clergé répond de sa gestion. Je sais que les Montfortains aimeraient repeindre le chemin de croix, rénover les bancs, etc. Je suggère une marche avec commanditaires dont les profits iront à la paroisse, en vue d'améliorer le site. Les citoyens choisiront d'investir dans la Grotte ou dans une cabane à sucre. Nous ramassons près de 10 000 \$, dont la majorité pour la Grotte. Autrefois, des dizaines d'autobus s'y rendaient chaque dimanche. Le diocèse d'Ottawa lui accordait le statut de centre de pèlerinage marial. Il y a toujours un tourisme religieux. La Grotte est un endroit de prière, de paix et de méditation. Un endroit qu'il faut visiter.

JUSQU'AU BOUT!

Nous mettons sur pied le Festival des sucres, dans l'érablière du parc Richelieu érigée par les Pères Blancs d'Afrique. Nous achetons de l'eau d'érable, qui cuit à la vue de tous, et commençons à recevoir des classes et organiser des parties de sucre. Nous rédigeons un livre de recettes à base de sirop d'érable et un déjeuner clôture le Festival.

Dès lors, je rêve d'une cabane à sucre moderne sur ce site enchanteur. Notre étude touristique recommande sa construction. L'organisme Action Vanier mènera ce projet à terme: la plus belle cabane à sucre, construite avec de l'érable! Tous les meubles sont en érable et les ustensiles, chaudières et accessoires, en acier inoxydable. On ne peut s'imaginer une si belle érablière au centre d'Ottawa. On y sert des centaines de repas. René Doré, notre ancien greffier, Diane, son épouse, et plusieurs Vaniérois consacrent leur temps au succès de cette entreprise communautaire. La Grotte et le parc Richelieu avec érablière étaient mentionnés dans le rapport, ainsi qu'un théâtre d'été.

Tous les matins, je me demande quoi faire pour améliorer la qualité de vie de mes concitoyens. C'est l'hiver. Je demande à Ted Proulx de confier aux Travaux publics l'aménagement d'une petite côte de neige dans le parc Richelieu. Une aire d'exercice pour sports de glisse hivernaux. Neil Wiggins, notre ingénieur, consent à entretenir des sentiers pour le ski de fond et la promenade à pied, ainsi qu'une patinoire extérieure dans ce décor féérique.

Quant au patrimoine religieux, on rénove et repeint la statue de Notre-Dame d'Afrique, à l'entrée du parc. Je suis tellement fière de revoir les Pères Blancs lors d'une célébration à l'occasion du dévoilement de la statue. Eux qui ont tant contribué au développement de notre petite ville! Il faut oublier le malheureux projet d'expropriation, où nous aurions dû nous entendre et renouer des liens avec cette communauté religieuse qui a fait connaître le nom d'Eastview dans le monde entier.

GISÈLE LALONDE

Les idées continuent de trotter dans ma tête. Une carrière de pierres dans le parc me rappelle un petit théâtre grec. Or, nous avons des troupes de théâtre à Vanier. Pourquoi ne pas en bâtir un? En vacances à Montpellier, je vois un petit train magnifique sur roues, disponible pour quelques milliers de dollars, avec costumes d'employés du petit train du Nord!

Je songe aux touristes, souvent limités à des visites d'édifices et de musées avec leurs enfants dans la capitale fédérale. Ce train serait la sortie du dimanche des aînés, ou leur mode de transport pour aller à la caisse, l'église, la Grotte, le cimetière historique Notre-Dame. Ce serait plus économique qu'avec OC Transpo. Je l'imagine sillonnant les beaux quartiers de Vanier, longeant le parc Kingsview et la rivière Rideau; nous pourrions commenter notre histoire. Je visualise la rue Beechwood rénovée, le quartier français et ses bancs, lampadaires et bouquets de fleurs naturelles, les arbres qui bordent la rue principale, la Grotte de Lourdes, les belles résidences, le Centre d'accueil Champlain, le centre Pauline-Charron, etc. Oui, on affirmerait que Vanier est une belle ville, avec un passé des plus intéressants. La promenade en train pourrait se terminer au parc Richelieu, parmi des tables à pique-nique près d'un casse-croûte. Il y a déjà un terrain de jeux. De jeunes artistes et hôtesses en costume français d'autrefois pourraient inviter les touristes à la fête. Une vente d'artisanat continuerait à aider nos aînés, nos résidences ou organismes à survivre. Un musée sur l'histoire de Vanier occuperait notre pavillon.

Le Comité du tourisme recommande l'achat du petit train, mais le Conseil municipal vote contre. Denis Grandmaître fut le plus désappointé! Nous manquions une chance en or de promouvoir ce bijou entouré par la capitale nationale. Pour quelques milliers de dollars, nous aurions rehaussé l'image de la ville et amélioré la valeur de nos propriétés. Je devais être en avant de mon temps, car Action Vanier est en train de réaliser la plupart de mes projets, que les gens accep-

JUSQU'AU BOUT!

tent joyeusement. Il est important de garder notre identité et de présenter notre quartier comme le plus beau de la région.

Nous devons développer l'aspect culturel. La Saint-Jean-Baptiste est la fête de tous les Canadiens français. Angèle Arsenault, une gentille Acadienne, donne le premier concert au parc Riverain. Notre municipalité célèbre le 75^e anniversaire de son incorporation, en costumes d'antan. Une pluie diluvienne a tombé sur notre région à l'heure du souper, mais plus de 5 000 personnes assisteront au spectacle!

J'ai organisé, avec le soutien de tous les organismes de Vanier, une belle parade pour ce 75^e anniversaire. La mobilisation de nos associations était formidable. Chacune avait son char allégorique. C'était mémorable: de l'aréna Vanier à l'Hôtel de ville en passant par l'avenue McArthur et le chemin de Montréal. Du chemin de Montréal, on voyait le défilé envahir McArthur en traversant la promenade Vanier. Je jubilais car nos organismes affichaient leur sens d'appartenance. Des groupes anglophones et portugais se mêlaient à nous.

L'année suivante, l'artiste de l'heure, Patrick Norman, nous ensorcellera avec sa chanson «Quand on est en amour». Cette fois, plus de 10 000 personnes se donneront rendez-vous dans notre parc Riverain.

Le Service des loisirs et un groupe de citoyens créeront aussi le Festival de la fierté vaniéroise. Je me rappelle les chants de l'école Cadieux avec Berthe Pagé, les poèmes illustrés de l'école Glaude avec François Soucy, enfin l'école Genest avec Gaétan Gauthier. Nous avons organisé le Concours de la chanson thème. La chanson gagnante, entonnée par Denis Gratton et un ami, s'intitulait: «Vanier, la ville de mille et un sourires». Et que dire de tous ces jeunes à qui j'expliquais les rôles de maire et de conseiller à l'hôtel de ville même! Ils apprenaient à rédiger des propositions et à mettre en pratique des règlements d'assemblée délibérante. Quand ces jeunes, dans la rue, me criaient «Allô, Gisèle!», ça me faisait plaisir... car l'enseignement me manquait.

GISÈLE LALONDE

L'année d'ensuite, le Festival franco-ontarien sollicite notre collaboration et nous rassemblerons les plus grandes foules avec Céline Dion et Marjo. Plus de 30 000 personnes. Hélas! le Festival a continué à Ottawa et n'est pas revenu à Vanier, malgré ce grand succès.

Mon meilleur souvenir de ces manifestations artistiques demeure le rassemblement au parc Riverain pour voir et entendre la jeune Céline Dion. Ça me touchait de voir ces familles vaniéroises, ces aînés qui apportaient leur chaise pour écouter ces grandes vedettes. Plusieurs n'auraient pu s'acheter des billets au CNA... Et cet esprit de clocher existait toujours... on ne se rendait à Ottawa que pour magasiner. Des loisirs, ça se passe chez nous. Une barrière psychologique séparait Ottawa de Vanier.

Impossible de parler de culture sans mentionner Liliane Pinard, notre bibliothécaire, qui organisait des vernissages, des conférences, tout pour améliorer notre éducation artistique. J'étais fière de m'associer à elle et son Comité de la bibliothèque, présidé par Rita Gervais, Jean-Jacques Gratton ou encore Ronald Killeen. Ce monde apportait un vent de culture à notre municipalité. Nous avons accompli tant de choses: inviter des ambassades à des expositions, maintenir des liens étroits avec les artistes et les écrivains...

Liliane invita Viola Léger (la Sagouine), aujourd'hui sénatrice, Antonine Maillet, Clémence Desrochers, Bernard Assiniwi, etc. J'étais heureuse d'accueillir ces personnes dans mon bureau de maire et d'assister à leurs causeries. Durant le Festival de la fierté, nous avons un vernissage avec des artistes ayant peint des maisons ou des sites de Vanier. Thérèse Frère a suscité chez nous le goût et l'appréciation de la peinture. Pour moi, la culture c'est rentable.

J'avais l'immense plaisir de remettre des certificats de mérite aux Anciens et Anciennes qui avaient bâti notre ville. Pour plusieurs, ce certificat signé de ma main occupe la place d'honneur dans leur salon. Ce geste coûtait trois fois rien... et était tellement apprécié.

JUSQU'AU BOUT!

Sur le plan économique, je veux doter Vanier d'une identité complémentaire à celle d'Ottawa. Je mise sur la joie de vivre des Canadiens français pour attirer les touristes. Vanier s'étend sur une superficie très limitée (un mille carré), et sa population est l'une des plus denses en Amérique du Nord. Je me dois d'orienter son développement vers des aménagements immobiliers de type mixte. D'ailleurs le premier projet que j'ai réalisé a été la place Lafontaine. La croissance à la verticale reflète un besoin d'utiliser notre territoire de manière avantageuse.

Notre Conseil organise, avec le Service de loisirs, La Grande Virée durant le Bal de Neige, le carnaval d'hiver d'Ottawa. Les gens voyagent dans plusieurs autobus, visitent plusieurs salles communautaires où on leur sert apéritif, potage, salade et plat principal, petit verre de calvados, dessert et digestif. Le repas est animé par des musiciens, des chanteurs, et souvent nous avons fait venir un groupe de folklore de Drummondville. Une autre fois, c'est la Bottine souriante, puis Deux Saisons. C'est une des activités culturelles les plus goûtées du carnaval. De plus en plus, les anglophones de la MROC veulent se joindre à nous et le groupe grossit au fil des ans. À mon départ de la mairie, j'ai trouvé regrettable qu'on délaisse cet événement, moteur de promotion pour notre municipalité. Malheureusement plusieurs membres du Conseil ne comprenaient pas qu'à Vanier, on démarrait une activité, et souvent il fallait plusieurs années pour assurer son succès. Si ça ne rapportait pas de capital à leur goût, il valait mieux laisser tomber. Avoir notre place au sein de la capitale nationale, être ambassadeurs de notre belle culture, c'était exagéré à leur avis.

La population de Vanier est vieillissante. La MROC m'informe qu'on veut commencer un projet à Vanier, Cœur à Cœur. Ainsi la journée de «participation» est devenue importante pour moi. J'encourageais mes citoyens et citoyennes à faire de l'exercice ce jour-là. Même l'Accueil Champlain, avec

GISÈLE LALONDE

Alice Châtelain et Thérèse Goneau, y participait. Des aînés en chaise roulante, des plus jeunes dans les écoles, des mères de famille, tous s'inscrivaient et indiquaient leur nombre de minutes d'exercices. Une année nous avons remporté le défi et *Le Droit* avait titré à la une: «Tout Vanier a sauté!» Les journaux anglais nous réservaient aussi la page frontispice de la section des sports. Cette année-là, les employés du ministère fédéral de la Santé avaient participé à une séance sur le bord de la rivière Rideau. Après on m'a demandé d'aller sauter sur une trampoline dans une banque de Vanier. Je sautais comme une folle lorsque mon beau-frère Michel m'a prévenu que je n'étais pas assez en forme. J'ai arrêté mais je devais aller à la Municipalité régionale pour une réunion. Vers 16 h, je pensais que mon cœur sortirait de mon corps. Je pensais me rendre à l'urgence mais non... ça s'est calmé. Puis après nous avons eu un défilé de mode sportive en collaboration avec le magasin de sports Houle et Fils de Vanier. Ça, c'était une journée typique de Gisèle Lalonde. Il fallait réussir à relever les défis qui se présentaient à moi, sans penser à ma santé. L'important c'était de gagner, et il fallait encourager les gens à me suivre! Je prenais tout à cœur.

L'ASSOCIATION FRANÇAISE DES MUNICIPALITÉS DE L'ONTARIO (AFMO)

Lors de mon passage à la présidence du CAFO, je me suis aperçue qu'il fallait réunir les conseillers municipaux francophones et francophiles de cette province. Mon arrivée à la mairie de Vanier me persuade de l'absence de lien avec les autres municipalités francophones de l'Ontario. En éducation, j'ai compris combien on pouvait s'entraider. Dans une province où le français est minoritaire, il est important de se sentir liés par la langue et la culture. De nombreux problèmes sont communs aux municipalités. Plusieurs maires et conseillers viennent du monde de l'éducation et je les connais

JUSQU'AU BOUT!

bien. Dès mon élection, je rencontre Bernard Clavel de Prescott-Russell et nous envisageons de former une association pour regrouper nos élus municipaux francophones. Nous fonderons notre organisme lors de la réunion annuelle de l'AMO.

Cette année-là, l'association anglophone porte à deux le nombre d'ateliers en français, à la suggestion de Jean-Marc Lalonde. Je suggère aussi de nous laisser organiser, dans le cadre de ce congrès, une réunion sur une association autonome pour les élus municipaux de langue française. Nous pourrions rester membres de leur association. L'AMO a payé une salle, la «Library Room» au Royal York. La Ville de Vanier a assumé les coûts de la réception, modeste mais très cordiale.

Nous avons donc convié les francophones et les anglophones parlant français qui voulaient bien se joindre à nous. Nous avons environ 75 membres présents, et une dizaine d'invités, dont des fonctionnaires francophones de différents ministères. Nous savons que nous aurons à travailler avec eux. Outre un sous-ministre francophone, Gérard Raymond, la plupart sont des coordonnateurs de langue française. On m'offre la présidence du nouvel organisme. Yves Drouin, maire de Hawkesbury, Jean-Marc Lalonde, maire de Rockland, et plusieurs élus et fonctionnaires municipaux offrent leurs services. Certains viennent de Hearst, de Kapuskasing, de Sudbury et même du sud de l'Ontario (le maire David Tremblay). L'organisme a fait son chemin et l'AFMO existe toujours. Avec l'aide du ministère des Affaires municipales, où j'étais membre du Comité du développement personnel, nous avons commencé par sensibiliser nos gens à leur rôle de maire et de conseiller, au moyen d'une vidéo. Nous avons reçu une subvention pour ce projet. Nous avons organisé notre premier congrès à Toronto à l'Hôtel, près du parc des Blue Jays, car je voulais un nom français. Le banquet avait été payé entièrement par le ministère des Affaires municipales. Le ministre était l'invité d'honneur. Tout de suite nous avons pris notre place au sein des municipalités ontariennes.

GISÈLE LALONDE

Une quarantaine de municipalités étaient membres, dont Ottawa, Toronto, Hamilton, les régionales d'Ottawa-Carleton, de Sudbury, et nos petites municipalités de Vanier, Rockland, Hearst, Kapuskasing et j'en passe. Jean-Marc Lalonde et moi nous divisons l'Ontario, afin de nous assurer de rencontrer tous ceux qui voulaient se présenter aux élections municipales. J'avais rédigé un petit livret pour décrire une campagne politique, ce qui encourageait les francophones à ne pas hésiter à se présenter.

Une fois de plus, m'apparaisaient toutes les difficultés rencontrées par nos francophones vivant dans des milieux isolés ou dans des grandes villes comme North Bay, où il est quasi impensable d'accéder au conseil municipal. Comme il est difficile de vivre en français en Ontario avec un traitement égalitaire!

Comme maire, je suis conseillère régionale d'Ottawa-Carleton. Je m'aperçois qu'Andrew Haydon aime beaucoup Vanier. Il aime notre esprit communautaire et notre joie de vivre. Il appuie toujours mes revendications, et je siège là surtout pour les francophones de la région. Je déteste ce palier régional. Une bonne journée, je formule donc une résolution en vue de l'évaluation complète des services régionaux. Il y a trop de duplication. Les journaux de langue anglaise dénoncent cette initiative à qui mieux mieux. J'ai écrit ma proposition sur une serviette blanche de papier, je la fais parvenir à Claudette Caine qui l'endosse, et on y va sans préparation. J'ai participé à des évaluations des conseils scolaires, donc je ne suis pas «barrée à quarante» et j'y vais à fond de train. Ma petite serviette circule jusqu'au président et le vote entérine ma résolution. Les membres de l'exécutif, insultés de ne pas avoir été avertis à l'avance, tenteront par tous les moyens de diluer ma résolution.

Quand j'ai décidé de quitter la mairie et la régionale, les journalistes assignés à la MROC ont regretté mon départ. J'avais rendu les réunions pas mal intéressantes, surtout lors-

JUSQU'AU BOUT!

qu'on avait discuté de fusion ou de l'élimination du nombre de représentants pour Vanier; j'avais crié: «*Hands off, Vanier.*»

Une autre fois, j'expliquais que la promenade Vanier devrait s'étendre jusqu'au côté québécois pour que Vanier se développe économiquement et culturellement. J'avais beaucoup de nouveaux riches de New Edinburgh contre moi. Je leur avais dit bien clairement lorsqu'ils voulaient défendre leur parc près de la rivière Rideau pour sauver l'environnement, qu'ils n'allaient dans leur parc que pour les besoins de leur chien... Puis, j'ai sorti tous les papiers légaux du temps de la transaction qui avait donné le chemin de fer afin de le convertir en route pour relier les deux provinces. J'ai spécifié que ce devait être une promenade construite *subito presto*. Je les menaçais de poursuite par la Ville de Vanier et je sortais des arguments juridiques... L'avocat-conseil à la MROC leur dit tout bas que j'avais sûrement de bons arguments: «*I think she is right.*» Je prenais plaisir à ces argumentations. Dans ces moments-là, j'aurais aimé être avocate.

Durant une autre réunion, on voulait l'accès des camions à la promenade Vanier pour dégager l'avenue King Edward. Je suis arrivée bien préparée. J'ai sorti encore une fois les contrats signés par Vanier et Ottawa au temps de la transaction avec le Canadien Pacifique, stipulant que le chemin doit être une promenade avec certains véhicules légers et qu'aucun changement ne peut être apporté sans le consentement de la Ville de Vanier. Je leur ai donné un cours d'histoire sur ma municipalité. Nous avons été assez pénalisés. Nous avons perdu notre beau parc Kingsview à cause de la promenade Vanier qui avait divisé la ville, nous avons perdu toutes nos industries avec la disparition de la voie ferrée, industries telles que Cummings, Dominion Bridge, Capital Carbon and Ribbon, Grandmaître et combien d'autres. Oui, Vanier était autrefois une ville industrielle! Les conseillers autour de la table, me voyant si bien préparée, ont abdicqué. L'année suivante, je leur dis: «Amenez-les, vos camions, vous allez voir de quel bois on se chauffe à

GISÈLE LALONDE

Vanier. Je vais amener mes aînés avec leurs chaises berçantes sur la promenade Vanier et vous allez être obligés de nous passer sur le dos!» Nous avons encore gagné le vote.

Pendant mes deux mandats à la mairie de Vanier, j'étais invitée souvent à l'ambassade de France. Le chaleureux ambassadeur m'appelait son maire. J'étais invitée à de nombreuses fêtes, telle la visite d'un ministre. Mon époux estimait beaucoup cet homme, qui nous mettait parfaitement à l'aise. Lors de l'Exposition de Vancouver, la France avait envoyé la garde du président, qui devait se rendre à Vancouver et passer par New York, où l'on célébrait la fin des travaux de rénovation à la statue de la Liberté. Puisque la France avait fait don de la statue au peuple américain, la garde du président prenait part aux célébrations. Donc, un beau dimanche je suis invitée à l'ambassade avec Gilles, car la garde s'arrête à Ottawa. Nous sortons écouter la fanfare, et l'ambassadeur m'offre de faire la revue de la garde avec lui. Après quelques hésitations, je l'accompagne; j'essaie de faire comme la reine. Ce fut un des moments mémorables de ma vie! J'aurais aimé que mon père, un ancien militaire, me voie. J'aurais bien aimé voir une photo de l'ambassadeur et moi, qui marchions lentement entre les rangs des militaires.

Je voulais aussi qu'une chaîne d'hôtels construise un de ses établissements sur le chemin de Montréal. Il aurait pu adopter une vocation bien spéciale: héberger les congressistes francophones, les conseils d'administration de nos organismes, dans ma municipalité. Cet hôtel aurait servi les nombreux touristes attirés par la capitale fédérale. Notre quartier français étant bien établi, je voulais une chaîne française avec un hôtel et un nom français, bien sûr. Mon ami l'ambassadeur prenait cette initiative au sérieux et voulait m'aider à tout prix. Or, je partais en vacances avec nos amis, André et Laurette Roy, sur la Côte d'Azur. Là-bas, je reçus de nombreux appels de l'ambassadeur. Il avait prévu deux rencontres à Paris avec les compagnies françaises Novotel et Wagon-Lit. Ainsi Laurette et

JUSQU'AU BOUT!

moi avons mangé au restaurant Le Nôtre, luxueux et agréable, quand nos maris attendaient à l'aéroport! Sans une fausse alerte à la bombe à l'aéroport, nous aurions raté notre avion. Mais, encore une fois, nous avons réussi à rattraper notre retard.

Ma plus grande satisfaction comme maire, c'est d'avoir aidé des jeunes à obtenir des bourses pour continuer leurs études à l'Université ou au Collège. J'écrivais au recteur de l'Université d'Ottawa, ou à Philip Killeen, président du Collège Algonquin (nous n'avions pas encore de collège de langue française), et plus tard, je rencontrais ces jeunes qui y avaient poursuivi leurs études. L'éducation n'est-elle pas la base de toute société? Je recevais des lettres de remerciements et, à ce moment-là, je réfléchissais sur le rôle du politicien ou de la politicienne, souvent mal perçu. J'entends souvent dire que ces gens-là sont là pour l'argent. Je peux vous dire, comme politicienne, que j'ai perdu de l'argent. Mais j'ai aimé être au service des gens et, si c'était à refaire, je le referais de la même manière.

En 1991, à la dernière année de mon mandat, sœur Claire Dupont a fondé, avec France Bérubé, «Chez mère Bruyère». Je leur avais aidé à trouver une maison, celle de Donat Grandmaître. Ensuite, elles ont ouvert «Partage Vanier». Ces deux œuvres sont encore florissantes aujourd'hui. Je leur avait fait connaître les besoins de la population de Vanier.

Le jour où j'ai quitté l'Hôtel de ville de Vanier, après six années, j'avais le cœur gros. J'avais donné beaucoup de moi-même, mais je prenais une retraite volontaire et bien méritée. Je tenterais pour la première fois de demeurer chez nous, et de mettre un terme à mon implication politique dans la communauté. J'étais membre de plusieurs conseils d'administration, dont celui de La Cité collégiale. Mais, ce n'était pas un fardeau. J'envisageais beaucoup de bonheur et de paix avec mon mari, mes enfants et mes petits-enfants. Pour moi, c'était fini. Mais tous les jours, je vois mon beau chemin de Montréal, de

GISÈLE LALONDE

mon balcon, je vois mon parc Richelieu, l'ancien hôtel de ville, et même si nous formons une seule grande ville – Ottawa – Vanier restera toujours Vanier pour moi, et aura une place bien spéciale dans mon cœur. C'est là que je suis née, que j'ai grandi, que j'ai toujours vécu, et c'est ici, auprès des miens, que je veux mourir.

DIRECTRICE DE SCRUTIN POUR OTTAWA-VANIER

Dès 1992, le ministre fédéral Paul Dick me demande si je ne prendrais pas la direction des bureaux de scrutin pour la circonscription d'Ottawa-Vanier. Je commence à m'ennuyer et j'accepte sur-le-champ. Ce sera sans doute un petit travail à temps partiel. Mais quel ouvrage! Mon adjointe à la Municipalité de Vanier, Christine Sigouin, accepte de me seconder. Cela me rassure, car elle et moi formons une bonne équipe. Tout de suite après ma nomination, toutes deux, nous recevons un cours d'Élections Canada. Puis, quelques semaines après, un référendum est appelé sur l'Accord de Charlottetown. Christine et moi n'avons pas de temps à perdre. Il faut trouver des bureaux de scrutin, environ deux cents, puis nous avons plus de huit cents personnes à engager comme recenseurs, greffiers, directeurs de scrutin, réviseurs, agents réviseurs, etc. Tout cela basé sur des listes que nous recevons du député de la région et du représentant du parti, arrivé deuxième à la dernière élection. Des difficultés n'ont pas manqué de se présenter, à commencer par les listes qui n'étaient pas à jour.

Dans ma circonscription, il faut, en plus, assurer les services bilingues. Avec les petits montants que verse le gouvernement fédéral, les gens n'acceptent plus de se déplacer dans les quartiers éloignés ou difficiles. De plus, ces montants sont imposables par le ministère du Revenu. Je recevais des plaintes si un employé répondait en français ou vice versa, je recevais des lettres du commissaire aux langues officielles et il fallait

JUSQU'AU BOUT!

répondre aux plaintes qu'on nous adressait. Une fois, j'ai mentionné: «Laissez-nous choisir du monde compétent et bilingue et nous n'aurons pas de plaintes.» Puisque j'étais à Ottawa et très connue, j'avais de nombreuses entrevues avec les médias. Et mon travail ne se terminait pas le soir des élections ou la journée du recomptage; je recevais les candidats qui venaient me faire signer leurs rapports financiers. Pas seulement mon député! Cela aurait été trop beau! Ou les représentants de ma région! Non. Un jour, j'avais dans mon salon cinq représentants du Parti Naturel. Les députés élus qui vivaient maintenant à Ottawa et venaient de régions éloignées venaient également déposer leur rapport. Quelquefois j'avais des représentants de différents partis qui arrivaient trop tôt, et comme je vis dans un condo, le salon était plein.

Après le référendum de 1992, il y a eu des élections partielles car notre député Jean-Robert Gauthier avait été nommé sénateur. Puis il y a eu des élections fédérales. Mais, j'en avais assez. J'avais bien aimé travailler avec Élections Canada. Les gens sont extraordinaires et très sympathiques. Je voulais maintenant relever d'autres défis. J'ai donc démissionné et on n'a pas tardé à requérir mes services pour une tâche très spécifique, cette fois dans ma province.

L'IMPORTANT COMITÉ «QUI FAIT QUOI?»

Nous sommes au début de 1996. Depuis quelques semaines, Mike Harris parle d'établir un important comité qui aura pour mandat d'adresser des recommandations au gouvernement sur l'échange et le transfert de pouvoirs et de responsabilités de la province aux municipalités. Ayant été maire de Vanier de 1985 à 1991, je suivais le dossier de près et je me demandais si les francophones seraient bien représentés à ce comité où l'on discuterait de tout.

Un jour, je reçois un appel du ministère des Affaires francophones qui aimerait que je siège à ce comité. Il n'y aura

GISÈLE LALONDE

qu'un ou une francophone. On veut donc une personne avec de l'expérience en politique municipale régionale et en éducation. Mon nom est sorti de leur ordinateur vu mes antécédents. Je suis la seule du comité à bien connaître les deux systèmes, municipal et scolaire, la plupart étant des élus municipaux ou des universitaires. Je reçois ma lettre signée par Allan Leach, ministre des Affaires municipales, qui coordonnera le tout. Nous aurons un comité d'administrateurs pour réunir nos recommandations; nous rencontrerons les sous-ministres et les hauts cadres des différents ministères à mesure que nous étudierons les dossiers. Ils seront là comme personnes-ressources.

Dès la première rencontre, le ministre Leach m'apprend que le ministre Noble Villeneuve m'a vantée auprès de lui. Il me demande aussi de siéger au Comité de transport qui étudiera les autoroutes, les routes provinciales, les traversiers, les aéroports municipaux, etc. J'ai siégé au Comité de transport à la MROC. Toutefois, tenter de trouver des solutions aux problèmes de transport à Toronto, ce n'est pas facile. Une chance que j'ai demeuré un an à Toronto. Mes collègues sont des personnes très gentilles et très compétentes; je reçois un bon accueil. Le président David Crombie est un ancien ministre fédéral. Cet homme très attentif dirige son comité de main de maître.

Puis, je ferai partie du comité qui présentera des recommandations sur les services publics. Nous réviserons le traitement des eaux d'égout, les stations d'épuration des eaux usées... Ça, ce n'est pas un cadeau! Plusieurs Municipalités de l'Est ontarien ont des problèmes d'eau potable. Je vois les pauvres Municipalités, sans argent, qui doivent prendre de plus en plus de responsabilités. Les réunions de comité terminées, j'ai toujours hâte de retourner à la Grande Table pour connaître les recommandations qui proviennent des autres comités. Mais, ce qui me préoccupe le plus, c'est l'éducation, et nous ne sommes pas assurés que le comité «Qui fait quoi?»

JUSQU'AU BOUT!

aura ce mandat. Finalement, le seul sujet que nous n'aborderons pas sera les hôpitaux; nous aurons toutefois de nombreuses recommandations touchant la santé publique. Quant aux hôpitaux, je jouerai un tour au gouvernement puisque je tremperai à plein dans l'affaire Montfort.

Dès le début, j'ai été très fière de ma province. On me respectait beaucoup et on m'offrait les services de traduction immédiatement. Tout était traduit à mon intention. On savait que les médias francophones m'approcheraient et on désirait faciliter ma tâche. Une traductrice venait toujours s'assurer de ma satisfaction. J'ai été très bien servie comme unique membre francophone de ce comité. Toutes les fois que les organismes franco-ontariens me demandaient d'aller parler de mon travail au comité, le gouvernement défrayait mes dépenses.

Un jour, je reçois un appel de Jean Lépine, fonctionnaire à l'Office des affaires francophones. Il me demande si je veux lui faire parvenir mon discours. Cela me surprend, mais j'accepte. C'est la première fois qu'on me demande une telle chose. Quelques jours après, je reçois un appel de ma conseillère régionale, qui me dit d'appeler Jean Lépine car il m'a cherchée toute la journée. Je suis plus que surprise car, cette journée-là, j'étais demeurée à la maison. Tout de même, j'appelle Jean et il me dit que je devrais changer certains mots, comme «solidarité». Lorsque je retourne au comité, j'informe le coordonnateur de «Qui fait quoi?» de cette demande et lui fais part de mon indignation. Il me répond que je peux dire ce que je veux, dans mes propres mots. Que personne n'a à me dicter quoi que ce soit. Alors, je ne change aucun mot. Selon Jean, je fais cela au risque de compromettre ma «carrière politique». De toute façon, je n'ai jamais eu une carrière politique: je n'ai fait que servir mon peuple.

On annonce quelques jours plus tard la mise sur pied du Comité d'éducation. Le coordonnateur me bombarde de questions sur les conseils scolaires. Naturellement, j'aborde le sujet

GISÈLE LALONDE

de la gestion des écoles de langue française. Une fois la conversation terminée, je me dis que j'ai peut-être parlé trop vite. Mais que voulez-vous, ça c'est moi! J'appelle Guy Matte, directeur général de l'AEFO, et je lui demande de réunir les directeurs généraux de l'AFCSO et de l'Association des surintendants franco-ontariens. Je les rencontre et je veux connaître les principaux problèmes et les attentes de leurs membres. Je vois qu'on n'a pas bougé beaucoup depuis 1985, année de mon départ du domaine de l'éducation. Je les informe que je ne suis pas encore nommée au Comité d'éducation, mais que j'aimerais bien en faire partie. Si tel est le cas, je réclamerai la gestion scolaire ainsi que le financement égal pour les conseils catholiques et les conseils publics. À ma grande joie, j'entre dans le Comité d'éducation et je me sens pleine d'énergie pour aller défendre mes idées et convaincre mes collègues. Les francophones se réjouissent de ma nomination et je sens la grande responsabilité qui m'incombe. Je sens également que les anglophones me respectent plus que jamais.

On nomme trois membres au Comité d'éducation. Il y a une professeure de l'Université de Toronto et une enseignante du secteur anglophone public de Thunder Bay. Je sens que j'ai une grande influence sur ce comité. Je connais bien le monde scolaire de toute la province, ayant été directrice générale de l'AFCSO et présidente de l'OSTC. De plus, je connais les systèmes des autres provinces, ayant fait partie de l'ACE et l'ACELF. Toutefois, les recommandations émanant de ce comité seront tellement importantes qu'elles seront encore étudiées en long et en large au grand comité. Par conséquent, tous les arguments que j'apporterai devront être soigneusement préparés. La sous-ministre adjointe, Mariette Carrier-Fraser, me renseigne sur tout ce qui touche à nos écoles et à nos conseils francophones. Je l'apprécie. Je veux m'assurer qu'aucune erreur ne sera commise; donc je demeure en relation constante avec Mariette et les organismes franco-ontariens du milieu de l'éducation. Le Conseil catholique des

JUSQU'AU BOUT!

écoles françaises du Grand Toronto me fait parvenir toute documentation susceptible de m'aider.

À ce comité, quand on discute partenariat, je cite en exemple le CFORP. Sa directrice générale, Bernadette La Rochelle, m'a informée de toutes les innovations en éducation. Je suis vraiment préparée pour ce grand défi: recommander la gestion scolaire pour et par les francophones et leur assurer un financement équitable. Plusieurs groupes l'ont demandé auparavant, nous avons même le jugement Mahé, provenant de la Cour suprême, mais il faut donner une dernière poussée à ce gouvernement pour qu'il assume ses responsabilités et accorde la pleine gestion à sa minorité de langue officielle au Canada. Autour de la grande table, un certain nombre s'objecte à la mise en place de plusieurs conseils scolaires. Je reviens toujours à la charge auprès de David Crombie et lui raconte des faits vécus par des Franco-Ontariens. «Oui, Gisèle, on la connaît ton histoire. Ne t'inquiète pas. Tu n'as pas à la recommencer. On a compris.»

Plusieurs membres n'ont pas trop d'estime pour les conseillers scolaires. On dit qu'ils dépensent à tour de bras, que les Municipalités subissent les critiques des citoyens pour les comptes de taxes scolaires élevés et que ceux-ci confondent les paliers municipal et scolaire. L'imputabilité vient avec les responsabilités. Mais lorsque plusieurs veulent l'abolition des conseils scolaires, le transfert des autobus ou de la gérance des écoles aux Municipalités, j'invoque l'article 23. Je leur mentionne qu'ils passeraient leur temps en cour et ils comprennent très bien. Mais ces gens-là ont été respectueux avec moi et finalement m'ont suivie et ont appuyé mes recommandations.

Je dois examiner de près tous les procès-verbaux afin de m'assurer que les recommandations votées par le grand Conseil sont rédigées telles qu'énoncées. J'envoie des notes au coordonnateur lorsqu'il y a changement, ou pour ajouter des points à l'ordre du jour. Quelquefois, un mot peut tout chan-

GISÈLE LALONDE

ger. Un «should» au lieu de «could» ou vice versa change une recommandation. Je fais ajouter des petites phrases ici et là qui pourront améliorer les services aux francophones. À ce moment-là, mes collègues demeurent plutôt silencieux; même Hazel, maire de Mississauga. Elle est franche, honnête et très intelligente. Je dois être toujours vigilante.

Un matin, les membres du Comité d'éducation me disent qu'il leur faudrait une courte leçon pour bien comprendre le système actuel. Je me lève et j'écris au tableau quatre X pour leur expliquer qu'il y a quatre conseils scolaires en Ontario. Ils sont tous surpris, la plupart venant de régions très anglophones avec très peu de familles francophones. «Quatre, on croyait qu'il y en avait que deux!» Et il y en avait déjà trop pour eux. Ils ignorent qu'à Ottawa et Prescott-Russell, il y a déjà quatre conseils. Dans ces deux comtés, il existe déjà un système catholique et un système public de langue anglaise et de langue française. Je leur explique que la charte et la constitution l'exigent. Il faut étendre ces conseils francophones à la grandeur de la province. Tout de même, nous pouvons diminuer le nombre des systèmes anglophones. Exemple: Ottawa et Carleton pourraient avoir un seul conseil anglophone catholique et un seul conseil anglophone public. Je leur fais remarquer que nous avons la plus grande minorité francophone hors Québec, que toutes les autres provinces ont accepté et mis en place la gestion scolaire par les francophones, excepté l'Ontario. C'est une honte! La Cour suprême l'a même ordonné. Ils écoutent et je sens qu'ils comprennent... Combien en faut-il? Je fais la politicienne et je commence par dire que ce n'est pas le nombre qui compte, mais la gestion. Il en faudrait un, peut-être, dans le Nord, un dans le Sud, deux dans l'Est, et je ne dis plus rien. Puis nous parlons des conseils anglophones qui peuvent fusionner. Arrivés au grand Conseil, nous laisserons la question du nombre au ministère de l'Éducation. Je pense à Mariette Carrier-Fraser et je sais qu'elle pourra vendre la salade. Notre sous-ministre adjointe est très estimée.

JUSQU'AU BOUT!

Le principe de la gestion scolaire passe comme de l'eau sur le dos d'un canard. Ils en ont fait du chemin! Puis, nous parlons de financement et, encore là, je parle d'équité. J'aurai une réunion comme seul membre du Comité avec les grands financiers du ministère et on me parlera de financement égal. Je pousse beaucoup pour qu'il y ait des facteurs tels que petites écoles, longs trajets, transport, etc. En éducation, j'ai plus confiance dans le ministère qui subit des pressions politiques que dans les municipalités anglophones, qui négligent leur minorité. C'est regrettable qu'on recommande moins de pouvoirs aux conseillers scolaires; ainsi, ils baissent les honoraires de ces élus qui travaillent de longues heures, certainement plus que des échevins, puisqu'ils desservent plusieurs municipalités tandis que le conseiller municipal n'a qu'un quartier d'une de ces municipalités. On oblige chacune des écoles à mettre sur pied un Comité de parents qui aura de nombreuses responsabilités, et cela bénévolement. Toutes les écoles recevront le même financement de base. Il n'y aura plus de conseils riches ni de conseils pauvres, ils seront tous pauvres. On ne parle que d'améliorer l'enseignement dans la salle de classe et on nous montre une vidéo sur les immeubles d'administration qu'ont construits de nombreux conseils scolaires, mais on ne nous montre pas les petits palais de certaines municipalités. Je rêvais du jour où le premier ministre annoncerait les recommandations finales acceptées par le gouvernement. On annonce en janvier 1997 la gestion scolaire pour et par les Francophones, les douze conseils scolaires de langue française et l'égalité de financement pour toutes les écoles de l'Ontario. Je considère enfin cela comme une victoire. C'est ce que j'avais promis aux associations francophones en éducation; donc, mission accomplie. Je dois des remerciements à Guy Matte que je consultais au besoin et qui est demeuré discret tout au cours de ce long processus.

Par la suite, le ministre Noble Villeneuve parlera de gestion scolaire sans me mentionner parce que je serai devenue

GISÈLE LALONDE

une ennemie à leurs yeux avec la lutte de SOS Montfort. Mais, comme tout leader en milieu minoritaire, on travaille fort pour sa propre satisfaction et pour les siens, certainement pas pour recevoir des compliments ou des récompenses de la province. En Ontario, nous les francophones y avons rarement droit.

Pour le dessert, il faut attaquer les fusions des municipalités, dont Toronto. Les membres du Comité «Qui fait quoi?» insistent pour définir une municipalité régionale autour de la métropole, afin de pouvoir intégrer le système de transport et les autres services municipaux avant de créer une ville unique. Très peu s'opposent à cette recommandation. Mais le gouvernement ne l'acceptera pas et le ministère des Affaires municipales est allé immédiatement vers la fusion d'une grande ville, ce qui sera mal accepté par plusieurs de la Ville Reine, puisqu'il n'y a pas eu de consultations.

Le gouvernement Harris faisait à sa tête. À ce moment-là on parlait également de fusions avec les municipalités régionales d'Ottawa, de Sudbury et de Hamilton. Le gouvernement avait même nommé un médiateur à Hamilton. Je venais à bout de faire ajouter une phrase par-ci par-là, pour que l'on n'oublie pas les municipalités francophones dans les régions du Nord de l'Ontario, là où vivent de nombreux francophones. Toutes nos petites municipalités du Nord, Sturgeon Falls, Verner, Rayside-Balfour, ainsi que ma ville natale de Vanier demeurent dans ma mémoire et j'interviens le plus souvent possible, mais sans l'écoute du gouvernement. Je préviens mon Conseil municipal de Vanier. Déjà il y a deux options sur la table: une ville unique ou trois villes. Je leur rappelle le rapport Mayo et de très bonnes idées émanent de notre discussion. Je leur suggère une ville à majorité francophone qui s'étendrait à l'est d'Ottawa. Diane Doré et Robert Crête m'impressionnent beaucoup avec des frontières naturelles, la rivière Rideau ou le canal Rideau. Il y a du potentiel dans l'air. Je leur fais sentir que la recommandation doit venir

JUSQU'AU BOUT!

du maire Guy Cousineau et du Conseil. Moi, je me débattrai par la suite à Toronto.

Je n'en ai plus entendu parler. J'ai pensé ensuite à mes francophones de l'ouest d'Ottawa. Pouvait-on les abandonner? Lorsque je suis retourné à Toronto, j'ai demandé un médiateur nommé par le gouvernement pour m'assurer que la population puisse se faire entendre, ce qui a été fait. Mais, dans mon cœur de Franco-Ontarienne et de Vaniéroise, je savais bien que c'était la fin de nos petits bastions francophones. Aujourd'hui, je suis encore plus triste de voir que la Ville d'Ottawa n'est pas déclarée officiellement bilingue. Mais je sais que des personnes convaincues travaillent très fort pour améliorer les services en français. Toutefois, ce n'est pas suffisant. Il faudrait un autre rassemblement ou une marche de 10 000 personnes pour faire reconnaître nos droits. Tous les francophones du Canada pourraient prendre part à ce débat. La capitale fédérale leur appartient autant qu'aux anglophones. Le gouvernement fédéral, avec la loi régissant la CCN, pourrait déclarer la capitale du Canada bilingue. À mon avis, la volonté politique manque et il nous incombe de le faire savoir aux politiciennes et politiciens, surtout lors des prochaines élections.

Le rapport final du Comité «Qui fait quoi?» devient public au tout début de 1997. Les entrevues se succèdent. Il faut dire clairement que ce gouvernement conservateur, pas plus que les autres avant lui, ne nous a fait aucun cadeau. J'ai été de nombreuses luttes scolaires, y inclus en tant que seul membre francophone au sein du comité «Qui fait quoi?», qui a recommandé de remettre la pleine gestion de leur système d'éducation aux francophones de l'Ontario. Et nous savons tous que cette gestion, nous l'avons gagnée, à force de combattre partout dans la province, une école à la fois, une portative à la fois, à Cornwall avec Jeannine Séguin et Gérald Samson, à Windsor, à Penetanguishene avec Basile Dorion et les Marchand, à Kingston. Je me contente de quelques noms,

GISEÈLE LALONDE

des visages m'apparaissent et je vois ces visages de nos héros qui ont fait face à l'adversité, souvent contre certains des nôtres.

Oui, nous l'avons gagnée cette gestion scolaire dans les cours de justice, où les tribunaux ont statué depuis longtemps sur ces droits que le gouvernement ontarien accepte de respecter aujourd'hui. Nous avons rencontré peu de résistance à la gestion scolaire. C'est extraordinaire. Dans ma tête, défilent des visages connus: Roland Bériault, Jean-Louis Bourdeau, Lucien Bradet, Gérard Lévesque, qui ont siégé à de nombreux comités pour obtenir cette fameuse gestion! J'ai été du premier comité ministériel qui a demandé la gestion et j'étais membre du dernier comité qui l'a recommandée. Je considère que j'ai accompli ma mission. J'ai bien représenté les francophones à cet important comité, et il est temps que je prenne des vacances bien méritées. Je m'envole pour la Floride avec mon époux Gilles. Je viens de vivre une expérience extrêmement enrichissante pour une minoritaire!

Je me suis affirmée plus que jamais, je me sens confiante dans l'avenir et je suis fière plus que jamais d'être franco-ontarienne. J'ai travaillé et affronté plusieurs politiciens et bureaucrates anglophones, je suis restée debout et je suis allée JUSQU'AU BOUT! Je suis fatiguée, mais prête à relever de nouveaux défis. Les jours qui viennent m'en réservent un grand, comme je ne l'aurais jamais imaginé...

SOS MONTFORT: LA LUTTE COMMUNAUTAIRE DE LA FIN DU SIÈCLE!

Du plus profond de mon être, je remercie le destin qui a fait de moi une Franco-Ontarienne. Nous avons reçu dès la naissance une mission, qui n'est donnée qu'aux grands peuples de la terre: à ces communautés d'hommes et de femmes ordinaires, à qui on demande l'extraordinaire; à ces gens simples, dont on exige qu'ils se dépassent; à ces gens auxquels on a donné très peu, mais à qui on demande d'être plus généreux; à ces gens amoureux de paix, à qui on a demandé de combattre; à un peuple dont l'inflexible détermination est devenue légendaire; à un peuple dont la fierté et le courage inspirent le respect et l'admiration chez tous ceux et celles qui le voient se relever plus fort, chaque fois qu'on le croit tombé pour de bon.

(Discours de Gisèle Lalonde, lors de l'inauguration du monument «Ô Francophone anonyme».)

Je ne décrirai pas la lutte pour l'Hôpital Montfort de façon détaillée. Je laisse Michel Gratton, qui a vécu cette saga avec moi, la décrire pas à pas, jour après jour. Je m'en tiendrai à ce qui m'a touché le plus durant cette lutte qui a duré cinq longues années, de février 1997 à février 2002. Pendant ces cinq années, j'ai vécu sur l'adrénaline et j'ai dépensé énergie, argent, efforts, santé pour reprendre un acquis que le gouvernement ontarien n'avait pas le droit de nous enlever. Je ne l'ai jamais claironné assez fort ni assez souvent: «La fermeture de Montfort était injuste, injustifiée et injustifiable! Je vous parle d'une fière et grande institution, remplie de promesses, une des plus grandes réussites du peuple franco-ontarien, qu'on voulait sommairement liquider au nom d'une comptabilité

GISÈLE LALONDE

douteuse et d'autres motifs obscurs qui ne tenaient pas debout. Montfort était le seul hôpital universitaire francophone de l'Ontario, le seul hôpital francophone de la capitale nationale, l'hôpital le plus efficace d'Ottawa-Carleton et l'un des plus efficaces de la province, selon le ministère de la Santé. On n'avait donc aucune raison économique de vouloir le fermer. Mais il y avait beaucoup de politique en dessous de tout ça.»

Comment tout cela a-t-il commencé? Pourquoi me suis-je investie à fond dans ce dossier? Eh bien voilà! Mon travail ardu et stressant au sein du comité «Qui fait quoi?» s'est terminé en janvier 1997, une fois les rapports rendus publics. Dès lors, Gilles et moi avons quitté le Canada pour la Floride. Ce repos était essentiel, sans que je sache ce qui m'attendrait à mon retour, le 23 février. Le lendemain soir, j'écoute les nouvelles à Radio-Canada lues par Michel Picard. Ce soir-là, le 24 février 1997, la première nouvelle concerne une déclaration de la Commission Sinclair, mise sur pied par le gouvernement ontarien pour revoir toute la question des services de santé. Le commissaire George Lund, représentant la région d'Ottawa, déclare sur un ton solennel: «*L'Hôpital Montfort will be closed.*» Il dit cela d'un ton rigoureux, presque funèbre. Je suis abasourdie! L'Hôpital Montfort fermé! Sont-ils fous? Que se passe-t-il? Je sens un creux à l'estomac. Ça ne se peut pas, c'est invraisemblable. Fermer le seul hôpital universitaire francophone de l'Ontario, avec soins spécialisés: à quoi pense Mike Harris? Les francophones se sentent chez eux à Montfort. L'hôpital leur appartient. Il a été érigé dans un seul but: assurer un service essentiel dans notre langue. À Montfort, les services en français sont de rigueur et la langue de service et de communication est le français. L'hôpital, en plus, forme les étudiantes et les étudiants en médecine et dans les sciences de la santé. Ça n'existe nulle part ailleurs en Ontario.

D'une main, ce gouvernement Harris nous donne la gestion scolaire; de l'autre, il ferme notre seul hôpital. C'est à n'y

JUSQU'AU BOUT!

rien comprendre! «Ça ne se peut pas», que je me répète. Dans mon for intérieur, à la suite de mon expérience, je sais que, lorsque ce premier ministre décide quelque chose, il se fiche de la population et donne l'impression de le faire avec tout son cœur. On a beau dire que c'est une décision de la Commission, on sait bien qu'il connaît les recommandations et que c'est une décision purement politique. On dirait que plus les gens critiquent, plus il aime leur faire face. C'est ainsi qu'il affirme son autorité. Nous n'avons qu'à penser à la fusion à Toronto, imposée sans aucune planification. Il fallait du culot et du cran pour réaliser ce qu'il a fait dans cette région. Et plusieurs de ses ministres pensent de même. Pour accomplir les réformes en éducation, son ministre de l'Éducation avait déclaré qu'il fallait provoquer une crise. Ce ne sont plus des conservateurs qui règnent en Ontario, comme les Davis, les Wells, les McMurtry... ce sont maintenant des réformistes, des gens de la droite, pour qui les pauvres, les démunis, les sans-abri, les francophones ne comptent pas. Ces élus ont promis, avec la «Révolution du bon sens», de diminuer les impôts personnels de façon considérable. Où peuvent-ils prendre l'argent? Il n'y a que trois ministères qui peuvent leur fournir l'argent nécessaire: l'Éducation, la Santé et les Services sociaux. Le soir même, je reçois un appel de Jacqueline Lalonde, de l'ACFO régionale. Elle aimerait connaître ma position. «Jacqueline, il faudrait bien se battre pour au moins un mois. Puis après, on verra. Dans mon cœur, je crois que vraiment c'est fini. Toute mon expérience de l'année précédente me pousse à penser cela. Je ne peux voir comment les francophones peuvent battre un tel gouvernement.»

À ce moment-là, je crois sincèrement que notre pouvoir politique, selon le nombre de francophones, est très minime tout comme le pouvoir économique. De plus, si on ferme Montfort, comment peut-on améliorer les services en français à l'Hôpital général qui fusionnera avec le Civic Hospital? Ça deviendra un imposant hôpital anglophone.

GISÈLE LALONDE

Je comprends que ce dernier hôpital complètement anglophone est une institution pour les anglophones de l'ouest d'Ottawa; ils reçoivent tellement d'argent que le lobbying se fait à Toronto même. Les édifices sont vieux et désuets et, selon le rapport régional qui devait paraître, une source passablement sûre m'a informée que cet hôpital devait fermer à cause de réparations majeures et dispendieuses, et que l'Hôpital général devait prendre tous les soins tertiaires. Les hôpitaux communautaires devaient rester ouverts. C'était beaucoup plus économique. Je pense toujours que le rapport a été changé à la dernière minute. Je n'en serais pas surprise. La Commission décide que seul l'hôpital communautaire Queensway-Carleton demeurera ouvert dans l'extrême ouest de la région d'Ottawa-Carleton, le château fort des Conservateurs. On fermera Riverside, Grace et Montfort, trois hôpitaux communautaires très fréquentés et des plus efficaces. L'Institut de cardiologie de l'Université d'Ottawa et l'Hôpital pour enfants de l'est de l'Ontario ne sont pas touchés, quoique maintenant le ministère commence à couper certains services à l'Hôpital pour enfants.

Comment nos enfants pourront-ils recevoir des soins en français à Toronto? Michel Gratton et moi, aidés d'une adjointe à l'hôpital, nous sommes informés au Toronto Children's Hospital. On nous a transférés à plusieurs personnes qui ne pouvaient répondre à la question: «Êtes-vous un hôpital désigné sous la Loi des services en français?» On nous a rappelés et la réponse a été: «Non.» Quelques jours plus tard, le ministre affirmait que les francophones recevraient les services dans leur langue. Il était temps que le gouvernement en informe le Toronto Children's Hospital. Ça ne s'établit pas comme cela, du jour au lendemain, ces services! Là encore, la population devra suivre le dossier de près, surtout l'ACFO provinciale qui réside maintenant à Toronto, près du pouvoir!

La CRSSO a reçu du gouvernement Harris les pleins pouvoirs décisionnels. Cette situation rendra notre travail plus

JUSQU'AU BOUT!

difficile, puisque nous aurons affaire à un groupe de citoyens anglophones non élus. Les francophones sont absents de la Commission. On ira chercher Francine Robitaille comme chercheuse, mais elle ne fera pas partie du pouvoir décisionnel. Et quand, sur notre insistance, on nommera M^{me} Parent, la décision au sujet de Montfort sera déjà prise. Les commissaires ne savent même pas que les comtés de Prescott et Russell font partie du bassin d'usagers de l'Hôpital Montfort. Le canton de Russell n'avait aucun hôpital, même pour les soins dits primaires. C'est aberrant! Comment la majorité peut-elle régler le sort d'une minorité qu'elle ne connaît pas? Veut-on rire de nous? Une force extraordinaire m'envahit à ce moment-là.

Le lendemain matin, j'assisterai à une réunion de la Fondation de l'Hôpital Montfort et j'en discuterai avec Pierre Racicot, Clément Cadieux et tous ces francophones, qui se dévouent bénévolement à des conseils d'administration d'hôpitaux...

Toute la nuit, j'ai été éveillée par cette voix grave qui me hante: «Hôpital Montfort *will be closed.*» Ce sont les seuls mots français qu'on entendra de la Commission: le nom de notre hôpital! Ça fait encore plus mal, car on voit qu'il connaissait l'importance de cette institution pour les francophones, obtenue de peine et de misère en 1953. Ces mots retentissent constamment dans mes oreilles et j'en ai la nausée. Je revis mon attachement à cet hôpital, et tous les événements de ma vie qui s'y rattachent. Ce sont la naissance de mon fils Richard; les Filles de la Sagesse qui m'ont formée, et qui ont fondé l'hôpital; puis, comme je l'ai mentionné dans la première partie de mon livre, le père Ducharme, le maire Donat Grandmaître, l'homme d'affaires William Daoust, le député Daniel Nault, Louis-Philippe Poirier qui sont allés chercher des subventions pour notre hôpital à Toronto; les scolastiques montfortains dont mon frère Gérard, qui ont fait le ménage pour que l'hôpital soit prêt à l'ouverture officielle.

GISÈLE LALONDE

Je repense au premier-né à Montfort, Louis-Marie, fils de nos bons amis Alda et Léo Côté. Tout cela se passait en 1953. Oui, l'hôpital que la Commission veut fermer, c'est un vrai de vrai, un hôpital communautaire qui nous appartient. C'est un acquis de 43 ans. Pour une minorité, c'est une période significative!

Des noms de médecins me reviennent à la mémoire: les D^{rs} Corbeil, Laframboise, Dufour, Deneault, Gauthier, Rouleau et les gardes Barbary (Carrière), Lurette, Sœurs Lorette Roy, Gracia Leduc, Theresa, Béatrice et combien d'autres... Mon père, ma sœur Cécile qui sont décédés là; ma mère qui y est allée plus souvent qu'à son tour; Richard, André, mes deux enfants qui y ont fait des séjours prolongés; le D^r Germain qui avait opéré mon Guy pour une fracture au bras; et je pourrais continuer pendant des heures. Faut-il oublier tout cela et ne rien dire?

Montfort représente une institution essentielle à notre survie non seulement sur les plans physique et médical, mais également sur les plans culturel et économique. Avons-nous songé au nombre de francophones qui perdront leur emploi si on ferme Montfort? Combien d'institutions ontariennes, hors du secteur scolaire, avons-nous qui possèdent le français comme langue de communication et de travail?

Je me présente habitée de ces pensées à la table du conseil d'administration de la Fondation de l'Hôpital Montfort, en ce beau jour de février. Dans une salle adjacente, sont réunis le conseil d'administration de l'hôpital et une trentaine de chefs de la communauté francophone. Je n'ai pas été invitée à cette réunion. Je ne suis plus au premier plan des associations depuis la fin de mon mandat à la mairie. Je suis présidente de la Fondation de La Cité collégiale, mais... il faut croire que ce n'est pas suffisant. L'administration de l'hôpital me connaît très mal. Même si j'ai été membre de son conseil d'administration, je n'ai jamais été près d'elle. Je ne la blâme pas; je viens du monde de l'éducation, et on n'apprécie guère le

JUSQU'AU BOUT!

travail que j'ai accompli dans le passé. De plus, à ce moment-là, le conseil de la Fondation travaillait d'une façon isolée de l'hôpital. C'est comme si nous étions deux entités différentes travaillant pour deux causes très différentes. L'affaire Montfort nous a vraiment rapprochés et j'espère que cette solidarité va persister. L'hôpital doit demeurer proche de sa communauté si elle veut non seulement survivre, mais VIVRE!

Revenons à ce matin du 25 février. Une des personnes de l'autre groupe vient inviter les membres de la Fondation à se joindre à leur groupe. Je ne suis pas trop pressée d'y aller. Je n'aime pas m'imposer dans de telles situations. Pierre Racicot, notre président, insiste. Je pars un peu à reculons. Je m'assois tout à fait au bout de la table, loin du président de la grande assemblée, et je me promets d'écouter seulement. Les sentiments de la veille m'animent toujours. Toutes les personnes autour de la table discutent et se demandent bien quoi faire pour sauver l'hôpital. J'écoute, mais je n'en peux plus de me taire! Sans hésiter, je lève la main et leur dis bien fort que ce gouvernement a besoin de savoir que la communauté n'accepte pas la décision de la Commission. «Nous n'acceptons pas la fermeture de notre hôpital! Les payeurs de taxes, les électeurs, bref la communauté, vont sauver cet hôpital. Il faut que ce même gouvernement sache que l'on est solidaire. Il faut faire le plus gros rassemblement possible, il faut aller chercher tout le monde, pas seulement le monde associatif, mais tous, aînés, jeunes, parents, étudiants, tout l'appui que l'on peut» – et dans mon envolée, je mentionne le Centre Corel.

Il faut aller chercher des milliers de personnes, remplir la place pour convaincre ce gouvernement qu'il doit changer d'idée et qu'on ne le prend pas. Il ne faut pas accepter de travailler avec cette Commission-là. Ses membres n'ont rien compris! Je leur crie: «Louons le Centre Corel!» On parle alors du 15 mars. Cela nous donne trois semaines. Tout le monde me regarde, découragé, et Clément Cadieux s'empresse de

GISÈLE LALONDE

nous révéler que les Sénateurs jouent ce soir-là, au Centre Corel. Il le sait, il détient des billets de saison. Puis quelqu'un suggère le Centre municipal, au Parc Lansdowne, et Ronald Caza ne tarde pas: il appelle le Centre municipal; celui-ci est libre le 22 mars et il le réserve. Là, plus question de reculer. L'ambiance change totalement. L'excitation règne dans la pièce. On sent un mouvement de solidarité comme jamais! Nous n'avons pas le temps de niaiser. On calcule que ça nous prend 10 000 personnes pour remplir le Centre municipal. Ronald formera son comité pour ce grand rassemblement. Plusieurs personnes offrent leurs services. Jacques Blouin s'occupera des autobus. Le succès sera assuré selon le nombre d'autobus qu'on réussira à remplir. Ça commence à être excitant! Alain Vachon ira faire le tour des écoles. Jean-Claude Bergeron s'occupera de la programmation. Pierre de Blois formera le Comité politique. Paul Lalonde réunira des juristes pour commencer à étoffer la cause et trouver de bons arguments. M^{re} Marchand s'occupera des paroisses. De nombreuses personnes offrent leurs services à des comités. On en suggère d'autres. Il faut un président ou une présidente pour coordonner tout cela. Quelques personnes commencent à quitter la salle, mais Pierre de Blois et Michelle de Courville Nicol retiennent les personnes intéressées à prendre certaines charges spécifiques. Je me lève et me dirige vers la porte de sortie, j'ai dit ce que j'avais à dire; mais on me demande de rester. J'hésite, puis je m'assois. Michelle précisera dans une entrevue télévisée que naturellement tout le monde s'était retourné vers moi. Pourquoi? Je ne saurais répondre. Puis, le député Mauril Bélanger me propose à la présidence. Je ne sais quoi dire. Je n'aurais jamais pensé que ce groupe m'aurait offert la présidence ce matin-là. Je vois dans ma tête la figure de mon époux, Gilles. Il va m'en faire une présidence, lui! Je réfléchis quelques secondes. Je me vois retraitée, avec un tas d'expérience, et surtout j'aime et je connais bien le réseau francophone et la communauté. Je viens de travailler avec ce

JUSQU'AU BOUT!

gouvernement. J'adore relever des défis. Alors, pourquoi pas? Je me dis que ça va prendre un mois, deux tout au plus. Je vais lui faire comprendre à notre premier ministre l'erreur fondamentale qu'il est en train de commettre. Je vais le persuader. J'en suis convaincue. Je lui écrirai une lettre personnelle comme je le faisais avec Bill Davis. Il va sûrement revenir sur sa décision. Tout cela trotte dans ma tête en quelques secondes seulement. Puis je regarde autour de la table. Ce sont presque tous de bons libéraux; mais rien ni personne ne m'empêchera de lutter contre ceux et celles qui me barreront le chemin, peu importe leur parti politique! Alors je m'adresse surtout à Pierre de Blois, à Mauril Bélanger et à Michelle de Courville Nicol, la présidente du conseil d'administration de l'hôpital – à qui je voue un grand respect, pour avoir travaillé avec elle au CAFO et lors du symposium de la femme – et je leur dis bien clairement: «Oui, j'accepte de présider, mais ce sera à ma manière, compris?» Ils acquiescent. Je ne veux surtout pas répondre à cinquante chefs. Je dirigerai ma barque, ce sera le secteur communautaire, et on me nommera présidente du mouvement qu'on désignera sous le nom de «SOS Montfort». Je prends les guides et je fonce sans savoir dans quoi je m'embarque. De plus, je serai bénévole, sans salaire ni honoraires. C'est la seule manière d'acquérir de la crédibilité auprès de mes concitoyennes et concitoyens; et je veux vraiment faire cause commune avec les miens, ce peuple bafoué.

La conférence de presse est appelée pour le lendemain matin. La plupart des membres de l'exécutif du conseil d'administration quittent la salle pour se diriger vers le bureau de Gérald Savoie, le PDG de l'hôpital, mais je n'y suis jamais entrée, même comme présidente de la Fondation. Je suis avec eux de cœur, mais je me garde un espace libre où je pourrai manœuvrer à ma guise. Je ne dois rien à personne. La communauté a un gros mot à dire lorsqu'il s'agit d'affirmer un sens d'appartenance à cette institution qui, à nos yeux, nous appartient. Toutefois, je travaillerai toujours en étroite collaboration avec Gérald et Michelle.

GISÈLE LALONDE

Je quitte l'hôpital, car je dois me préparer pour le lendemain matin. Il me faut un discours très solide pour rallier les troupes. Je dois l'écrire moi-même. Je suis retraitée et je n'ai pas de personnel. Je me sens vraiment seule avec une responsabilité qui pèse lourd sur mes épaules. L'histoire de Montfort commencera ainsi et se terminera de cette manière. J'arrive chez nous et j'annonce la nouvelle à Gilles. Il me regarde et secoue la tête. Il comprend que c'est important, mais tout de même il ne croyait jamais que je commencerais à lutter dans le domaine de la santé. Il se demande bien comment je vais me débrouiller. Il me dit: «Tu as des nerfs solides pour te lancer dans quelque chose que tu ne connais même pas!» Il a raison, mais c'est un gros défi à relever. Et une bonne cause!

Je commence à penser et à écrire ce que je veux dire. Je ramasse mes idées et m'aperçois de l'importance du dossier. Il est d'envergure nationale, puisqu'il s'agit du non-respect d'une minorité de langue officielle. Je veux immédiatement comparer cela au Règlement 17 (1912), l'événement le plus tragique de notre histoire franco-ontarienne. Je pense à Jeanne Lajoie, aux femmes de l'école Guigues avec leurs épingles à chapeaux. Elles en avaient eu, du courage. Et c'est à ce moment-là que j'écris: «S'il faut sortir nos épingles à chapeau, nous le ferons!»

Toutes les luttes scolaires me reviennent à l'esprit. Je me rappelle de grands noms franco-ontariens: les Genest, Belcour, Roger Séguin, Omer Deslauriers, Aimé Arvisais, Raymond Groulx, Jeannine Séguin, tous les parents de Penetang, de Sturgeon Falls, de Cornwall, d'Elliot Lake, de Windsor, de Sault-Ste-Marie, partout où l'on avait tellement combattu, même dans la rue, pour obtenir une école secondaire de langue française; plus j'y pense, plus je me sens dans la même galère et étouffée par le drame que je me prépare à jouer à Montfort. C'est la première fois que la francophonie ontarienne et canadienne s'attaquera au domaine de la santé, et il faut bien le dire, des services sociaux. On ne peut parler de

JUSQU'AU BOUT!

l'un sans parler de l'autre. Je ne pourrai jamais écrire le discours tel que je le veux. Il est 19 h 30 quand j'appelle ma nièce, Ginette Gratton, et je lui demande de m'aider à écrire le meilleur texte possible. Je lui dis que j'ai un brouillon, mais il me semble qu'à deux ça irait mieux. Je lui dis qu'il faut atteindre tout le monde, que toute la population doit éventuellement faire partie de SOS Montfort. Ginette accepte d'emblée, car elle croit en cette cause, et je suis sûre qu'elle me prend aussi en pitié. Je me rends chez elle et lui communique ce que je veux dire. Elle rédige le tout à voix haute et l'écrit sur ordinateur (moi, c'était à la main). Je l'arrête à chaque instant pour utiliser des mots plus forts et nous trouvons ensemble des faits qui sauront rallier toute la communauté. Je ne peux pas me permettre de manquer mon coup! Nous voulons traduire le texte. À tout moment, Ginette crie à son conjoint Darryl: «Comment dit-on cela en anglais....?» Il est 23 h lorsque je reviens chez nous, rassurée quelque peu. Je suis très fatiguée et je ne sais ce qui m'attend le lendemain, mais une fois que je suis fière de mon discours, je me sens toujours prête à affronter qui que ce soit. Un communiqué de presse a été émis, par le bureau de M. Savoie, aux médias anglophones et francophones. Gérald Savoie et le personnel ont déjà préparé, sur de grands cartons qui seront portés par des leaders de la communauté, un slogan qui fera du chemin: «Montfort fermé: Jamais!» Ce message a été extrêmement brillant.

Le lendemain matin, lorsque j'arrive à l'hôpital, j'ai de la difficulté à me frayer un chemin, tellement il y a du monde, des caméras et des micros. Le cœur me serre, je me dis que je me suis embarquée dans une grosse affaire. Je réalise plus que jamais que ce n'est pas un simple hôpital que nous essayons de sauver. C'est une institution francophone universitaire, indispensable et essentielle à la survie de notre communauté. Nous, les francophones, avons avancé par étapes, mais cette fois-ci, nous reculons... pour la première fois depuis le Règlement 17, et le gouvernement veut nous enlever un acquis

GISÈLE LALONDE

depuis 43 ans. Je rejoins le bureau de Gérald Savoie, directeur général de l'établissement. Je vois de nombreux leaders et politiciens qui discutent. À mon arrivée, on me demande si je suis prête. Bien sûr que je suis prête, j'ai mon discours à la main. Ils ne savent pas ce que je vais dire, mais ils semblent avoir confiance en moi. Je suis prête à répondre aux questions des journalistes.

J'aurai franchi un très grand pas dans quelques instants. Je sais qu'après ce matin, j'aurai coupé les ponts avec le gouvernement conservateur ontarien, qu'on me considérera comme une ennemie du parti, moi qui avais obtenu la confiance de ce gouvernement. Ça va leur donner un dur coup. Je suis peinée d'avoir à le faire, mais je n'hésite pas, car notre cause est juste, je dois défendre les miens... me rendre JUSQU'AU BOUT!

Lorsque je livre mon premier discours, je le fais avec passion, avec sincérité et avec assurance. Je me sens forte parce que je sais que de nombreuses personnes prient pour moi. Le soir précédent, j'avais appelé mon frère évêque missionnaire en Papouasie. Je lui avais parlé de Montfort, de la responsabilité que j'avais acceptée et je lui dis: «Gérard, j'ai l'impression que ça va être une grosse affaire, cette histoire-là. Une question importante pour le Canada. Quand nous défendons une cause juste, rien ne doit nous arrêter, non?» Il est bien d'accord, mais cette cause dont je parle est encore inexprimable! Ma sœur Reina et toutes les Filles de la Sagesse prient aussi pour que l'on réussisse. Elles se sont tellement données à cet hôpital. Des quarts de travail doubles, ou seize heures de travail par jour: elles en ont accomplies des choses!

Ce matin-là, lorsque je termine mon discours, les personnes nous applaudissent, mon comité et moi, et je les sens avec nous et avec moi. Elles ont tout compris. Avant de débiter le point de presse, Jacqueline Pelletier, une autre lutteuse, telle une bonne enseignante, vient me porter du concret, c'est-à-dire: une grosse épingle à chapeau. Lorsque je mentionnerai le Règlement 17 et que je crierai cette phrase: «Si cela dépend du

JUSQU'AU BOUT!

groupe que je représente, cette fermeture ne se concrétisera jamais. S'il faut sortir nos épingles à chapeau, nous le ferons!» C'est le délire dans la salle. Nos leaders et aînés francophones comprennent le sens de mes paroles. Mais les pauvres et jeunes journalistes, anglophones et francophones, veulent savoir ce qu'était le Règlement 17 et bien comprendre l'histoire des épingles à chapeau. Puis, je cite: «Nous refusons les exigences de la Commission qui ordonne à Montfort de travailler à la fusion et à la disparition éventuelle de notre hôpital. Médecins, administrateurs, infirmières, patients, bénévoles, professionnels, représentants syndicaux, étudiants, et nous tous, membres de la communauté, soyons solidaires afin de nous assurer que la francophonie ne recule pas en Ontario, que nous gardions ce que nous avons bâti nous-mêmes. Cet hôpital fait partie de l'héritage que nous voulons léguer à nos enfants.»

À notre arrivée, nous avons tous vu le drapeau en berne devant l'hôpital pour signifier notre détresse. J'ai alors demandé à M. Savoie et aux membres de mon comité de hisser le drapeau à plein mât afin de montrer à tous que nous sommes bien vivants et ici pour y rester. Et ce cri déchirant sorti du tréfonds de mon cœur s'échappe pour la première fois: «Montfort fermé: Jamais!», mots que les leaders brandissent fièrement et que la foule scande avec force et enthousiasme. Ce message conclut la première conférence de presse qui ralliera les francophones de la province et tous les Francophones du Canada français, incluant le Québec. Mais ce ne sera sûrement pas la dernière.

Je retournerai dans le petit bureau qu'on m'a assigné à la Fondation de l'Hôpital pour travailler et recevoir les visiteurs, et Dieu sait combien il y en a eu. Ce sera également l'endroit où s'accumuleront les pétitions, les lettres et où se réuniront des dizaines d'employés qui viendront, durant leur journée de congé ou durant leur temps libre, appeler toutes les personnes ayant un nom francophone dans le bottin téléphonique pour

GISÈLE LALONDE

le ralliement monstre du 22 mars. *Le Droit* a commencé la pétition et de nombreux francophones de l'Ontario et du Québec la réimpriment dans leur milieu de travail, dans les écoles secondaires, nos institutions, nos paroisses, nos centres commerciaux, à l'exception de Place d'Orléans, où c'est interdit. Tout de même, je m'arrangerai avec le gérant par la suite; il est inquiet des retombées économiques. Je demanderai même à Michel Gratton de rédiger un communiqué pour lui. Tout doit se faire dans la paix et l'harmonie. Je compte environ 132 000 signataires de cette pétition. D'autres diront 126 000. Qu'importe! Nous en recevons encore de nombreux paquets même après les avoir déposées à Toronto. Oh! Il y en a quelques-uns qui ont signé plus d'une fois, peut-être... tout de même, c'est incroyable pour un peuple que certains qualifiaient de mourant, de cadavres encore chauds ou de *dead ducks*. *Le Droit* donne le ton aux médias et on parlera de nous chaque jour dans les quotidiens *Le Droit*, *l'Ottawa Citizen* et *l'Ottawa Sun*. Les éditoriaux paraissent l'un après l'autre. Tous nous sont favorables, sauf au début *l'Ottawa Sun*, qui changera ensuite d'opinion. L'éditeur avait dit à Michel Gratton à peu près ces mots: qu'il ne voulait pas perdre le Canada, son pays, pour un simple hôpital. La radio ne donne pas sa place non plus. CJRC vient faire son émission du matin avec Alain Dexter à l'hôpital même. Je me rends au Château Laurier pour Radio-Canada, et *Ontario 30* me demande plus d'une fois. Cornwall, Windsor, Toronto et Sudbury m'appelleront régulièrement. CIME, CKTF, le Réseau francophone d'Amérique, tous veulent m'interviewer ou m'inclure dans une émission très drôle. On demande aux auditeurs de deviner ma voix. On me demande de parler de Mariah Carey et de rire du gérant d'une station. Je ferai même maman Noël; je changerai ma voix et personne ne me reconnaîtra. Il faudra donner beaucoup d'indices. Je ne refuse rien. Surtout avec l'excellente couverture de la télévision de Radio-Canada et de RDI, qui ne manqueront aucun point de presse. De plus, on

JUSQU'AU BOUT!

doit une fière chandelle à RDI et à la Presse Canadienne, qui ont répandu l'intérêt pour la cause aux quatre coins du Canada. Avec Radio Canada International, la saga sera connue dans le monde.

Je reçois des messages de la France, un médecin nous a vus au Maroc, un haut fonctionnaire des Jeux de la Francophonie a vu une conférence en direct en Roumanie. Les missionnaires canadiens en Papouasie nous ont également vus à la télévision. Jacqueline Pelletier revenait d'un voyage à Vancouver, par avion, et elle m'aperçoit tout à coup sur l'écran d'Air Canada. Michel Gratton connaît bien les journalistes de la presse canadienne. Tous les grands journaux parleront de nous. Même *The Gazette*, car le sujet intéresse la minorité linguistique au Québec. Quand les articles se succèdent dans *La Presse*, *Le Devoir* et *Le Journal de Montréal*, la notoriété est acquise. La francophonie ontarienne a atteint le sommet! Ça signifie que les Québécois sympathisent et, comme ils nous ont aidés à combattre le Règlement 17, ils sont là aujourd'hui, avec les grands cerveaux journalistiques du pays, pour nous défendre. Si vous saviez, éditorialistes de ces journaux, combien vous nous rassuriez et l'importance de vos appuis. Le lendemain, Denis Fortin, du Bureau des services en français, à Toronto, photocopiait tous ces articles et déposait les copies sur chacun des bureaux des ministres. Ces derniers voyaient que nous n'étions plus seuls.

Les journaux anglais de Toronto n'ont pas tardé à entrer dans la danse. *Le Globe and Mail*, le *Toronto Star* et même le *Toronto Sun*. Quant à la radio anglaise, j'ai obtenu de nombreuses émissions avec les postes locaux CHEZ et CBC, mais après un certain temps, je refuse de collaborer avec CFRA à cause de Lowell Green, qui ne cesse de s'en prendre à moi. Toutefois, je répondrai toujours aux questions du journaliste de CFRA présent aux conférences de presse et je lui accorderai un long entretien, une fois la crise de Montfort terminée. Un matin, Marc Cousineau, Michel et moi sommes allés à une

GISÈLE LALONDE

émission d'une heure avec un animateur très sympathique qui nous a laissés dire tout ce qu'on voulait. On ne les a pas manqués! Du côté de la télévision, CBC et Newsworld nous couvraient très bien au début de la lutte. CHRO et surtout CJOH, avec Max Keeping, nous ont couverts avec respect et dignité. J'ai pris part à une émission à 23 h 30 à cette station. Je n'avais vraiment aucun répit. Mon mari non plus. Il était devenu ma réceptionniste, mon chauffeur, mon conseiller. Le dimanche matin, je pouvais participer à un programme à Radio-Canada au Château Laurier. J'allais à toutes sortes d'émissions à différentes heures.

Je n'étais pas entichée des médias; au contraire, si j'avais écouté ma tête et mon corps, j'aurais refusé bien des fois, mais ces gens de la presse voulaient nous aider et, comme présidente, j'acceptais tout ce qui passait. Il me fallait sauver mon hôpital! Pour les gens d'ici, je devenais vite une vedette, mais je me considérais comme une victime du sort; je n'avais plus de temps avec ma famille et des problèmes de santé se manifestaient. Je perdais la voix et je manquais d'air. Je m'écoutais parfois à la télévision et je me voyais tellement essoufflée! Je devais prendre de nombreux médicaments, surtout pour mes poumons. Puis il y a TFO, notre chaîne francophone, qui parle de nous et nous suit au moyen de l'émission *Panorama...* Pierre Granger et Gisèle Quenneville me demanderont à Toronto plus d'une fois, mais ils m'intervieweront souvent en direct de leur bureau d'Ottawa. Comme Radio-Canada, ils passeront des entrevues en reprise, et les gens les suivront religieusement. Plusieurs se verront à la télé pour la première fois, et pour eux c'est tout un honneur de faire partie de cette lutte épique. On tournera même un court métrage sur moi et ma famille. Que dire de notre télévision communautaire! Rogers est presque toujours le premier sur place. Le 22 mars, il sera là tout l'après-midi. Il poursuivra ces émissions jour après jour. Ses employés sont toujours, comme le dit la chanson de Lise Paiement, «Fidèles au rendez-vous». Même

JUSQU'AU BOUT!

s'ils viennent de l'Outaouais québécois, TQS et CHOT seront également de la partie. Une amie, la journaliste Ginette Leblanc, versera des larmes à un moment donné lorsque je me retirerai du dossier. Ginette nous avait suivis dès le début, pendant des mois et des mois, jour après jour.

Mais ce qui paraît dans les médias n'est pas toujours positif. Des lettres de lecteurs parviennent aux quotidiens anglophones. Et je reçois toutes sortes de lettres qui prendront le chemin du panier. Dans le *Citizen*, un lecteur me comparera à un pitbull! Lowell Greene de CFRA parlera contre moi durant une semaine sans arrêt. Pauvre Clément Cadieux, il me disait: «Gisèle, tu devrais entendre ce qu'il dit!» Je lui répondais alors: «Clément, t'écoutes cela, toi? Voyons donc, ça ne vaut pas la peine de s'en occuper. C'est un fanatique qui sème la pagaille dans tout le pays. C'est avec des gars comme cela qu'il y a toutes ces controverses linguistiques au Canada.» J'ai reçu un appel d'un journaliste anglophone et un autre d'un avocat anglophone, qui n'en revenaient pas et m'encourageaient même à le poursuivre. Je leur disais: «Il faut être au-dessus de tout cela. Ils ne sont qu'une minorité qui pense comme cela. La majorité silencieuse est derrière nous.»

Dans le temps, l'association consacrée à la préservation du Canada anglais comptait environ 10 000 personnes au pays. Nous avions plus de 10 000 partisans réunis le 22 mars à Ottawa. Il ne fallait pas se préoccuper de ces anglophones. Je les appelais mes «dinosaurés», car les personnes d'âge moyen n'étaient pas nombreuses dans leurs rangs et elles étaient mal informées, ou la haine s'était installée dans leur cœur. J'avais même pitié d'eux. Imaginez, passer la plus grande partie de leur vie à vouloir détruire un peuple, des Canadiens comme eux.

Ce sont les mêmes qui s'objecteront à la nomination de David Levine, à l'Hôpital d'Ottawa. J'ai reçu également quelques appels à la maison, notamment celui d'une dame francophone qui n'a jamais voulu s'identifier et qui me reprochait de

GISÈLE LALONDE

m'acharner sur ce pauvre M. Harris! Il paraît que je lui faisais honte. Tant pis. J'ai été très polie, mais j'avais envie de lui dire: «C'est vous, M^{me}, qui me faites honte!» Mais je n'accordais aucune importance à ces messages anonymes. Je recevais tellement de messages d'amour, d'amitié. Comme cette dame de Papineauville qui m'a envoyé une relique de Mère Cécile Bruyère, cet étudiant québécois qui m'a fait parvenir cinq dollars tout en m'encourageant et en me disant qu'il n'était pas riche... j'en pleurais; et que dire des petites sœurs cloîtrées qui m'ont remis quelques dollars et quelques sous?

C'était tellement difficile de lire tous ces messages et de prendre ces dons de personnes qui en avaient plus besoin que nous...

Et *Le Droit!* notre quotidien français fidèle à sa mission et à sa devise: «L'avenir est à ceux qui luttent». Je n'ai jamais vu autant de francophones sortir des dépanneurs avec ce journal en dessous du bras. Les gens le lisaient et savaient tout ce qui se passait. Par-dessus le marché, Pierre Bergeron avait désigné le journaliste le plus connu, Denis Gratton, pour nous couvrir. Je crois que cet épisode de Montfort a incité plusieurs Franco-Ontariens à lire aussi l'éditorial, qu'avant, de nombreuses personnes ne lisaient jamais.

INSTITUTION BILINGUE ET INSTITUTION FRANCOPHONE

Au tout début, la grande controverse était d'établir une distinction entre une institution francophone comme Montfort, dont la langue de communication et de service est le français, sept jours sur sept, jour et nuit, et un hôpital bilingue comme l'Hôpital général (Ottawa). Les anglophones croient que nous recevons amplement de services en français à cet hôpital. Un hôpital bilingue, n'est-ce pas suffisant pour vous?

JUSQU'AU BOUT!

Un jour, on me demande au téléphone à la Fondation. Mirreille me dit qu'une personne veut faire un don très important à la Fondation, mais à moi seulement. Un anglophone d'un certain âge m'offre 10 000 \$ pour la Fondation si j'affirme publiquement que Montfort est bilingue! Au début, je lui explique la situation: nous offrons des services en anglais aux anglophones, mais notre première langue de service et de communication est le français. Finalement, je vois où il veut en arriver: si j'avais dit cela publiquement, la cause Montfort était terminée... et je conclus ainsi: «Non, monsieur, gardez vos 10 000 \$; notre hôpital, notre identité ne sont pas à vendre!» Et j'ai accroché. Les bénévoles me disaient: «Vous avez refusé 10 000 \$!» Les plus jeunes apprenaient vite de quel bois SOS Montfort se chauffait. Nous n'étions pas à vendre.

DISCOURS AU CLUB RICHELIEU

Le Club Richelieu d'Ottawa veut que je donne une conférence au Château Laurier. Je voudrais bien, mais tout va trop vite. Je ne sais plus où donner de la tête. Pierre Racicot me regarde aller, un de ces bons matins, et me dit: «Gisèle, ça prend quelqu'un avec toi.» Je le sais. Je veux une personne qui écrive bien, qui possède de l'expérience sur le plan politique et qui puisse me conseiller au besoin; bref, un expert en communications. Je pense à Ginette Gratton, mais celle-ci me réfère à son frère Michel, ancien journaliste, courriériste parlementaire, auteur et enfin attaché de presse de l'ex-premier ministre du Canada, Brian Mulroney.

Avons-nous plusieurs Franco-Ontariens qui possèdent autant d'expérience? Non, mais c'est mon neveu et je ne veux pas de conflit d'intérêts, quoique je travaille bénévolement. Pierre Racicot et Clément Cadieux rencontreront Michel et lui feront signer son premier contrat. Je me demande comment vont travailler la tante et le neveu ensemble. L'embauche de Michel a été la meilleure décision que la Fondation et

GISÈLE LALONDE

l'Hôpital pouvaient prendre. Nous formions une excellente équipe et il disait à tous ceux qui le félicitaient du travail accompli: «Oui, mais n'oubliez pas que j'ai un bon cheval.» Moi, je prenais cela pour un compliment. Mais je savais que quelques membres de la communauté et du conseil d'administration exerçaient des pressions sur Gérald pour que Michel quitte. On lui attribuait une mauvaise influence sur moi, parce que je disais à haute voix ce que nous, petites gens, pensions depuis longtemps. Il fallait être combatif pour faire ce que l'on faisait. Il ne fallait pas avoir peur, penser aux répercussions politiques. On aurait voulu que nous soyons calmes, sans dire un mot plus fort que l'autre, et surtout ne jamais rien dire qui puisse nuire au gouvernement fédéral. Voyons donc si une femme de 63 ans, bientôt 64, et qui a vécu ce que j'ai vécu se laisse influencer par un jeune comme Michel! On me connaît mal. On n'avait pas le courage de me le faire savoir, personnellement. J'attendais ces personnes de pied ferme; elles voulaient tout contrôler, mais on les voyait rarement, même aux conférences de presse. Ces individus philosophaient tandis que nous travaillions comme des fous. Ils croyaient gagner la bataille en jasant avec leurs amis. Ce ne sont pas des anglophones qui nous ont fait le plus mal, mais une poignée de francophones. Heureusement, un jour, la plupart d'entre eux ont compris. Aujourd'hui, tout est oublié, nous sommes tous de vrais amis.

La première tâche de Michel est d'écrire mon premier discours pour le Club Richelieu. Il est organisé: communiqués de presse en anglais et en français, discours en anglais et en français. Jamais dans toute l'histoire franco-ontarienne n'avons-nous autant courtisé la presse anglophone. Ils sont tout excités de nous couvrir et de recevoir la documentation dans les deux langues, en même temps. Notre façon de faire a constitué un facteur important de succès. Pendant ce temps-là, on me parle constamment du 22 mars. Michel n'en revient pas. «Êtes-vous folle d'avoir loué le Centre municipal? Avez-

JUSQU'AU BOUT!

vous pensé combien d'autobus ça prend pour le remplir? Dix mille personnes à 50 par autobus, ça fait 200 autobus. Pensez-y: 200 à 250 autobus, un en arrière de l'autre: y a pas un parti politique qui peut réussir cela en trois semaines.» Je lui réponds: «Je le sais, Michel; y a rien là, tu vas voir, mes gens ne me laisseront pas tomber. Je te le dis, Michel, il ne faut pas avoir peur. On va les avoir!» Il me regarde tout découragé et il se remet au travail, se demandant avec quelle bande de fous il est venu travailler.

Quelques jours plus tard, on parle d'un rassemblement à Embrun, dans Prescott-Russell. Franchement j'ai peur. Les organisateurs n'ont eu que quelques jours de préparation. Je me dis que les gens qui se déplaceront pour assister à cette manifestation ne viendront peut-être pas au Parc Lansdowne le 22 mars. Mais je connaissais mal le bon monde des comtés unis. Cet événement se déroule le 3 mars 1997, au Centre récréatif d'Embrun, même pas deux semaines après l'annonce de la fermeture de l'Hôpital. Nous y accueillons plus de 700 personnes; la cause prend beaucoup d'ampleur. Le président de la Chambre de commerce d'Embrun, François Bélair, Roger Pharand, préfet du canton de Russell, sœur Marie-Angèle, le D^r Jérôme Corbeil et, bien entendu, Jacques Blouin, président de l'ACFO, seront de la partie. Je livrerai un discours des plus enflammés, lequel j'espère encouragera les francophones de cette région à se mobiliser encore le 22 mars. J'ai la certitude que le gouvernement ontarien a été ébranlé par un telle manifestation organisée en si peu de temps.

Deux jours après le rassemblement d'Embrun, je suis au Château Laurier à discourir devant le Club Richelieu. Tout le monde est énervé. On m'a annoncé que tel sénateur, tel député seraient là. Puis quoi? Ce qui me tient à cœur, c'est de livrer le meilleur discours pour séduire tous nos leaders francophones. Michel veut projeter une image professionnelle et veut impressionner les médias. Il ne faut pas avoir l'air québécoise! «Vous êtes entrée dans une autre ligue», me répétait

GISÈLE LALONDE

Michel. Je me disais: «Pauvre p'tit gars, y est fou. Pourquoi penser de même?» Il veut louer une sorte de piédestal où brancher les micros de la radio et de la télévision. Il veut que je sois élevée lors du point de presse, pour que les micros ne cachent pas mon visage. Ça coûtera cher. Je lui dis: «Michel, nous sommes des francophones. Nous sommes pauvres. Nous avons toujours travaillé avec très, très peu de moyens. Il va falloir t'habituer. Je vais me débrouiller. On n'a pas d'argent.» Mais Michel ne le prend pas. Il va voir Gérard Savoie et je ne sais quels arguments il a employés, mais il revient et me dit: «Brian Mulroney en avait un de ces podiums et vous allez en avoir un.» Je relis mon discours et je le trouve excellent. Je sens que Michel a très bien compris le message que je dois transmettre. Et, surtout, il laisse parler son cœur. Souvent je me dirai: «Mon Dieu que son père et sa mère seraient fiers de lui!» Dans ce temps-là, il n'y a rien qui peut m'arrêter.

Le sénateur acadien Jean-Maurice Simard, un grand défenseur des francophones hors Québec, se trouve dans la salle, ainsi que Jean-Jacques Blais, ex-ministre du cabinet Trudeau, et Pierre Bergeron du *Droit*. Les médias francophones sont nombreux. Les médias anglophones attendent à l'extérieur pour obtenir une entrevue après le repas. Je me permets de vous citer quelques extraits de ce discours qui a su rallier dès le début les forces vives de l'Ontario français:

(Sur l'importance du message) «Malgré l'importance des enjeux dont j'ai pu vous entretenir dans le passé, jamais je n'ai ressenti l'urgence que je ressens maintenant, jamais je n'ai cru livrer un message aussi vital, jamais je n'ai voulu autant parler à ce qu'il y a de plus grand, de plus beau et de plus noble dans vos âmes de fiers Canadiens.

(Sur l'importance de l'institution) «Je veux vous parler d'un hôpital, situé dans la capitale nationale, qui est beaucoup plus qu'un amas de briques et de béton. Je veux vous parler d'une institution qui, depuis plus de 40 ans, est un symbole des réalisations, de la détermination et de la fierté de la commu-

JUSQU'AU BOUT!

nauté francophone de l'Ontario; un symbole dont le rayonnement grandit d'heure en heure depuis quelques semaines et qui est déjà passé au royaume de ces choses sacrées, qu'on garde précieusement, qu'on protège et qu'on ne touche pas...

(Message) «Et c'est ce que je suis venue vous dire: Qu'on ne touche pas à l'Hôpital Montfort!

(Historique) «Il y en a qui ont été surpris de voir les boucliers de la communauté se lever massivement et spontanément quand le seul hôpital français et universitaire de la province a été victime d'une agression sournoise et irréfléchie.

«Ils n'ont pas compris à quel point nous tenions à cette vénérable institution, qu'ont conçue et maintenue ces visionnaires qu'étaient les Filles de la Sagesse; une institution que nos mères et nos pères ont courageusement gagnée à la sueur de leur front, où nos enfants ont vu le jour, que la communauté a soutenue à coups de millions et dont le personnel médical est allé au-delà du devoir, jour après jour, pour en faire l'un des meilleurs hôpitaux de sa catégorie au pays.

(Ils n'ont rien compris...) «Que pensaient-ils de la communauté francophone, quand ils annoncèrent d'une façon aussi cavalière et en anglais seulement, la mort d'une partie de notre patrimoine, de notre cœur, de nos droits? Nous croyaient-ils endormis? Nous croyaient-ils enfin battus, enfin silencieux, enfin soumis, victimes du triste sort que nous réservait Lord Durham? Ils s'étonnent de voir que la communauté francophone, si souvent conciliante, ait décidé de se battre. Ils s'étonnent de l'ampleur qu'a prise leur bourde monumentale. Eh bien! ils ne devraient pas trop s'en faire, car nous n'avons même pas commencé à nous battre! Chers amis Richelieu, en venant ici aujourd'hui, je n'ai pu m'empêcher de penser que c'était le destin qui m'amenait au Château Laurier, au cœur d'une des luttes les plus âpres et les plus difficiles qu'il m'ait été donné de vivre; et vous savez que j'en ai vu d'autres. C'est précisément dans le hall de ce même hôtel qu'une visite du fougueux éditorialiste du *Devoir*, Henri Bou-

GISÈLE LALONDE

rassa, avait provoqué une bagarre entre un francophone et un chahuteur qui lui reprochait son opposition à l'infâme Règlement 17. Il y a de cela 80 ans. On voulait nous museler en commençant par nos enfants. On voulait nous effacer des livres d'histoire et faire comme si nous n'avions jamais existé. Et n'est-ce pas l'exemple ultime de la réussite de notre grande aventure collective, de constater que, presque un siècle plus tard, nous sommes toujours là, toujours vivants, prêts à écrire et à tourner une autre page de cette tumultueuse histoire? Dans les décennies qui suivront, fatigués mais forts du devoir accompli, nous passerons le flambeau à ces jeunes, qui auront grandi, libres de choisir leur destinée, dans un système d'éducation en français, avec une gestion française. Et, dans ces mots devenus magiques, qu'on chuchote avec respect, ils parleront de Montfort, comme on parle aujourd'hui de l'école Guigues. Ils parleront de ce jour fatidique de février 1997, où toute une communauté a dit d'un seul cœur: Jamais!

(Question d'enjeu national) «C'est le Canada qui est mis à prix. Chers amis, le sort de l'Hôpital Montfort est une question qui devrait préoccuper tous les Canadiens et toutes les Canadiennes qui tiennent à l'unité de ce pays. L'avenir du Canada, tel que nous le connaissons et nous l'aimons, pourrait très bien se jouer ici. Un affront aussi immoral, injustifié et injustifiable ne sera pas vite oublié par les francophones partout au pays. Un tort irréparable aura été fait... C'est sur ces milliers de francophones que je m'appuie. SOS Montfort c'est l'âme de tout un peuple. C'est le cœur qui refuse d'arrêter de battre. Et du plus profond de ma sincérité, je leur dis merci... et pour l'amour de Dieu, ne lâchez pas! Notre cause est juste. Et "impossible" n'est pas français.»

Pour ce discours, Michel s'est surpassé. Je suis tellement fière qu'il m'ait aidée. Il me dirigera ensuite vers les nombreux journalistes qui m'attendent pour un point de presse. Je me servirai du fameux podium qu'il voulait tant! Notre campagne pour sauver Montfort était plus qu'amorcée. Elle était lancée

JUSQU'AU BOUT!

véritablement non seulement dans la région, mais à Montréal, à Toronto et partout au pays, avec la Presse Canadienne et avec la radio, la télévision de tout le pays, les journaux et télévisions communautaires. Je n'étais pas intimidée par les médias parce que je ne cachais rien et je ne leur disais que la vérité. Et, pour moi, la question de Montfort pouvait en tout temps se comparer à ce que nous avons vécu dans le domaine de l'éducation. J'étais bénévole et apolitique pour toute la durée de la crise et je me sentais libre comme le vent. À 63 ans, la carrière est pas mal finie. C'était très important pour moi de garder cette crédibilité jusqu'à la fin de cette lutte qui, croyais-je alors, se terminerait après le Grand Ralliement.

LA MOBILISATION COMMUNAUTAIRE

Tous les jours, je me rends à l'hôpital entre 8 h et 8 h 30. Mais souvent j'ai des émissions, une après l'autre, avant de faire mon entrée à l'hôpital. À cette heure-là, c'est la radio francophone et anglophone. Daniel Séguin ne donne pas sa place. À CJRC, Alain Dexter répète à qui veut l'entendre: «Que pensait-elle, Gisèle Lalonde, de louer le Centre municipal? Pense-t-elle vraiment le remplir? Selon moi, très peu de Franco-Ontariens se dérangeront.» Ces paroles choquaient mes gens et les motivaient. Les fonctionnaires dans les bureaux en parlaient beaucoup. Ils s'encourageaient à signer la pétition et à venir le 22 mars. Les curés parlaient du ralliement, pendant ou après les messes dominicales. Les paroissiens de Notre-Dame-de-Lourdes me regardaient et me faisaient signe qu'ils allaient y être. De nombreux directeurs et professeurs étaient de la partie; ainsi, les parents entraient dans la danse. Les conseils scolaires étaient des partenaires fort importants.

Tous les matins, nous avions des conférences de presse. Quelquefois, c'était pour répondre à un ministre ou à un premier ministre, et nous avions commencé à inviter des

GISÈLE LALONDE

dignitaires à Montfort afin qu'ils militent en notre faveur. Des hommes et des femmes politiques, Bob Ray, Daniel Johnson, pour en nommer quelques-uns, sont suivis de joueurs de hockey. Denis Potvin, ex-défenseur étoile des Islanders de New York, a déjà été hospitalisé à Montfort. C'est «son hôpital». La même chose se passe avec un de nos «immortels», Guy Lafleur. Les journalistes anglophones sont très impressionnés. Et je me fais un plaisir et un devoir de bien les recevoir. J'invite non seulement les médias, mais également la communauté à se joindre à nous à chacune de ces rencontres.

IL FALLAIT GARDER NOTRE ÉLAN

Lorsque j'arrivais le matin, Michel Gratton me disait: «M^{me} Lalonde (c'est ainsi qu'il m'appelait devant les autres employés), nous allons avoir une conférence de presse ce matin. – Ah oui, que je lui répondais, à quel sujet? – Oh! je ne le sais pas encore. J'y pense.»

Au tout début, cela m'énervait. Je voyais les journalistes, les cameramen arriver, et je ne savais même pas de quoi je parlerais. Après tout, j'avais beau recevoir un discours en français d'abord, celui en anglais m'arrivait bien souvent une fois sur le podium; il fallait que je lise vite! Quelquefois, je biffais des bouts de phrase à la hâte, ou j'en ajoutais. Michel tremblait lorsque je parlais *ad lib* et il se demandait toujours où je m'en allais et ce que j'allais dire. Mais, quand je le voyais rire, j'étais fière de mon coup. De plus, je manquais de temps pour me préparer à répondre. Des fois, j'essayais de le faire et je m'adressais à Michel sur un des sujets mentionnés dans le discours, et il me répondait: «Voulez-vous l'avoir en anglais, votre discours? Bien, ne me parlez pas.» Je lui faisais une de ces grimaces et il me disait: «Tiens, v'là, mamoum.» C'était le nom que les jeunes donnaient à maman de son vivant. Alors les conférences de presse commençaient quand je recevais mon premier discours en français, puis je lisais la traduction libre

JUSQU'AU BOUT!

anglaise et je répondais aux questions des journalistes présents. C'était la période que j'aimais le plus. Je sentais que le défi était là. D'ailleurs, ils n'écoutaient pas tout le discours, ils savaient qu'ils en obtiendraient une copie, et chacun arrivait avec ses propres questions. Denis Gratton en posait peu. Il analysait et parlait plus à son frère qu'à moi. Yves Lusignan arrivait toujours avec des questions pièges. Il travaillait pour l'Association de la presse francophone, un regroupement de journaux francophones du Canada. Certains des journalistes anglophones voulaient savoir si je savais de quoi je parlais. Ils se demandaient bien si je comprenais tout ce que Michel m'écrivait. Alors, ils me faisaient expliquer les textes. «Qu'entendez-vous par...?» J'étais à mon meilleur. Je leur donnais des exemples surtout puisés en éducation. Mais je les aimais tous bien. C'était drôle. Dès le début j'ai donné mon numéro à la maison, mon numéro au chalet et le numéro du cellulaire de Michel! Il m'a quasiment estropiée! Il me disait que je serais dérangée à toute heure du jour. C'est vrai, je l'ai été, mais je me sentais au service de la communauté et je voulais l'être entièrement.

À la Fondation, Mireille Leduc travaillait tellement fort: elle a été pendant longtemps notre seule secrétaire et notre seule réceptionniste à SOS Montfort. C'est elle qui envoyait tous les communiqués de presse. Quelquefois, j'essayais de l'aider, mais il nous fallait du personnel. Il faut mentionner que Mireille avait une peur bleue de Michel! Ce dernier arrivait le matin, sans dire bonjour. Il ne souriait pas souvent et il fallait exécuter ses ordres pas mal vite. Aujourd'hui, Mireille le comprend et elle en rit. Tout marchait si vite dans la tête de Michel. Son mot d'ordre: «Ici, on ne niaise pas avec la puck.» Les employées, Diane Poirier, Jacqueline Savoie, Louise Dupuis, Hélène Fortin et combien d'autres, s'occupaient à inviter les gens pour le 22 mars, toujours au moyen du bottin téléphonique. Elles aidaient à répondre au téléphone et au comptoir lorsqu'elles étaient là. L'épouse du D^r Bonin ainsi

GISÈLE LALONDE

que Jeannette Béliveau, deux grandes bénévoles, se joignaient à Mireille pour tout ce qui touchait SOS Montfort. Luc Girard, le directeur général de la Fondation, avait quitté son poste quelques semaines après notre arrivée et son adjointe, Isabelle Ducas, s'occupait de la Fondation. Elle nous aidait au besoin, mais il nous fallait de l'argent pour tenir tête au gouvernement provincial le plus riche au pays. Isabelle était fière lorsque les chèques entraient. Les reçus sortaient aussi vite. Mimi Farrell et d'autres employées de Rhéal Leroux et Associés vinrent nous donner un bon coup de main pour un certain temps. La jeune Isabelle Dumais, du Collège catholique Samuel-Genest, faisait des envois postaux avec un de ses copains de classe. Plus tard, Roxanne Lemay se joindra à nous. Oui, nous avons une bonne équipe pour un ou deux mois. (Il n'y a rien de plus délicat que de citer des noms, car on en oublie toujours.) J'espère que toute mon équipe comprend à quel point je l'appréciais. Les sourires, les encouragements m'insufflaient le dynamisme nécessaire pour continuer. Et que dire de nos alliés qui assistaient toujours à toutes les conférences de presse! Je vous ai tant aimés!

Médecins, bénévoles, infirmiers et infirmières, tous les professionnels de la santé, le personnel cadre et les syndiqués, les concitoyens qui se déplaçaient par ces froides journées hivernales, tout ce monde persistait à croire que Montfort résisterait à la tornade. Cela m'enhardissait. Pierre Racicot, Clément Cadieux, Paul Carrière, Alain Vachon, Claude Bergeron, Jacques Blouin, Denis Pommainville et compagnie, qui nous écoutaient relater nos frustrations, ou encore qui nous encourageaient par des rapports sur les autobus (Jacques), sur des émissions entendues, sur des commentaires provenant de la communauté... Nous étions bien branchés.

Les gens d'affaires trouvaient que je ne parlais pas assez d'économie; en d'autres mots, j'étais trop émotive puisque je parlais avec mon cœur. Certains universitaires pensaient de même. Tous mes discours louaient Montfort pour ses perfor-

JUSQU'AU BOUT!

mances, son rendement d'hôpital communautaire prodiguant des soins à bas prix aux Canadiens. La communauté m'aurait-elle suivie pendant cinq ans si j'avais parlé continuellement d'argent et d'économie? Nous avons une cause en or avec cet hôpital, et le sort réservé aux patients et aînés inquiétait la masse. Je mettais en relief leurs peines, leurs frustrations et leurs préoccupations. On doit aborder ces sujets avec cœur et passion.

Le 5 mars 1997, des gens d'affaires se sont joints à notre croisade pour sauver l'hôpital. Une campagne de financement a été lancée au profit de cette lutte, pour défrayer les coûts de publicité et du grand rassemblement. J'avais affirmé à ce moment-là: «On a toujours parlé du cœur, mais aujourd'hui on commence à parler de la tête!» En même temps, SOS Montfort s'est doté d'une ligne téléphonique sans frais pour les gens qui appelaient de l'extérieur. SOS Montfort a même lancé... son site Web pour informer le public du développement de la situation.

L'ORDRE DE LA PLÉIADE

Je sais depuis l'été précédent (avant SOS Montfort) que je recevrai l'Ordre de la Pléiade, au Parlement canadien le 20 mars 1997. Le député Mauril Bélanger avait soumis ma candidature. Le sénateur Jean-Robert Gauthier m'appelle pour me féliciter. Cet ordre a été établi par les parlementaires francophones. Je m'étais procurée une robe noire dans une boutique de Floride, avec des galons d'or aux manches, pour cette occasion unique. Je la porterai à nouveau, lors du Grand Ralliement du 22 mars. Je l'appellerai ma robe de combat. Le 23 mars au matin, Alain Dexter me demande où je l'ai prise. Timide, je ne sais trop quoi répondre, même à la radio...

Le 20 mars donc, je deviens Chevalier de l'Ordre international de la Pléiade au même moment où deux événements se déroulent à Montfort, que j'aurais vraiment voulu vivre. Vers

GISÈLE LALONDE

midi, les jeunes du Collège catholique Samuel-Genest et d'autres écoles secondaires, même de La Cité collégiale, avec Lise Paiement et d'autres professeurs ainsi que la Fédération des élèves du secondaire franco-ontarien, entourent l'Hôpital Montfort, formant une chaîne humaine. Tous et toutes s'écrient: «Ne touche pas à mon hôpital!» Michel Gratton me décrira la scène. Rollande Faucher, qui me représente, a fort bien accueilli cette délégation imposante de 2 000 élèves, étudiants et étudiantes. Les jeunes arborent les drapeaux franco-ontariens et scandent différents slogans.

L'autre épisode de l'épopée Montfort que je raterai, c'est la venue du grand hockeyeur Denis Potvin... Le père Armand Fournier, aumônier de l'hôpital, le reçoit en mon nom. J'ai enseigné à Jean (lui aussi a atteint la ligue Nationale), frère de Denis, à l'école Saint-Paul. Denis avait été opéré à Montfort. M^{me} Potvin, une amie, avait été bénévole à Montfort; elle habite maintenant avec son époux le même édifice que moi. Denis et Jean sont des modèles à suivre pour nos enfants.

Je n'ai pas le don d'ubiquité! On me remet donc la médaille de l'Ordre de la Pléiade, ce 20 mars, devant le premier ministre du Canada, Jean Chrétien. Il y a de nombreux ministres, dont Diane Marleau et Sheila Copps, des hommes et des femmes d'État, ainsi que des ambassadeurs et ambassadrices de pays francophones. Paul Bélisle et Marcel Hamelin ont reçu le grade d'Officier, tandis que Lucien Bradet, Laurent Isabelle, René Pitre et moi avons été faits Chevaliers. J'ai droit à une ovation debout, pendant de longs instants, car la crise de Montfort bat son plein depuis trois semaines. Tous veulent me témoigner leur appui.

Je n'en suis pas moins distraite, voire tracassée. Je viens d'entendre Lucien Bradet me souffler qu'«ils» sont pour recommander une excellente solution au problème de fermeture à Montfort. «Ils», ce sont les francophones du Civic Hospital, dont Lucien, Laurent Isabelle et Gisèle Richer. On me confirme à l'Hôpital Montfort que cette rumeur circule. On suggérerait un pavillon au sein de l'Hôpital d'Ottawa...

JUSQU'AU BOUT!

Ces gens-là avaient déjà abandonné la lutte avec nous et voulaient accepter en notre nom un compromis... Denis Gratton, du *Droit*, avait eu vent de ce qui se passait, et il s'était entretenu avec Gisèle Richer et Lucien Bradet, qui n'ont pas démenti la rumeur.

Imaginez ma fureur à la lecture du texte dans *Le Droit*! C'est pour sauver le Civic Hospital qu'on voulait fermer Montfort et ce même Civic Hospital trouverait la solution au problème francophone, car toute recommandation d'un comité doit être approuvée par le conseil d'administration de cet hôpital.

Lors de la conférence de presse qui suivra, il me faut employer des mots assez forts pour empêcher une recommandation dans ce sens de se rendre à la Commission. Je serai dure à l'endroit de nos trois francophones, bien que je sois mal à l'aise car je les aime beaucoup, mais la cause importe avant tout. Ce qui me tiraille le plus, c'est que nous montrons aux Ontariens, surtout anglophones, une faille dans notre solidarité. Durant la période des questions, un journaliste anglophone me demande: «*Would you call them traitors?*» Je répons: «*Well, no, not traitors, but I would say collaborators with the Commission.*» J'ai voulu minimiser l'impact des présomptions du journaliste en liant ces trois personnes à la Commission quant à leurs objectifs. Je tremble, tant j'ai de la peine à la vue du mot «collaborators» imprimé en toutes lettres dans le journal. La réaction dans les médias surtout anglophones est terrible: ils rappellent qu'il s'agit d'un mot dont on s'était servi durant la guerre pour dénoncer les traîtres. À la réunion du Comité politique, j'offre ma démission. On la refuse. Jean-Jacques Blais me dit: «Tu as employé le mot juste.» Michelle de Courville Nicol rencontrera les trois personnes visées pour leur expliquer la situation et l'origine de cette déclaration troublante. Je pleure, mais seulement derrière les caméras. J'ai trouvé cette période tellement dure à traverser! J'ai blessé trois bons amis.

GISÈLE LALONDE

LE JOUR DU GRAND RALLIEMENT

Arrive le jour «J». Le samedi 22 mars, je me rends en auto, avec mon époux Gilles et Michel Gratton, au Parc Lansdowne où a lieu le Grand Ralliement. Ma pire crainte est de me retrouver dans un aréna à moitié vide! Nous ferions rire de nous à Queen's Park. Parvenus à la hauteur de la rue Elgin, nous constatons que la circulation est bloquée. De l'avenue Laurier, nous apercevons des dizaines d'autobus scolaires. Mon mari dit: «C'est pas de mes affaires, mais vous allez être en retard!» Je lui réponds: «Ça ne me fait rien pourvu qu'il y ait du monde sur place!» La sécurité est très forte à la porte et ça prend tout pour qu'on me laisse entrer. Je leur dis: «Quelqu'un va vous chicaner si je ne rentre pas!» La radieuse Rachel Gauthier, de Leroux et Associés, s'occupera de moi. Elle laisse entendre que tout va bien marcher. On me conduit à l'arrière de la scène. Il me semble que le Centre est loin d'être plein et il est presque 13 h. S'il fallait que ce soit un fiasco! Les autres invités qui doivent s'adresser à la foule arrivent. La première heure est consacrée à des artistes franco-ontariens. On vient me confirmer que le Centre municipal est plein. Les experts dénombrent plus de 10 000 personnes. Sur le plancher même, en plus de l'estrade, il y a des centaines de personnes debout avec des drapeaux qui donnent le ton à l'événement historique qui se déroule dans cet immense amphithéâtre. La boule que j'avais à l'estomac disparaît. J'ai mon monde, c'est tout ce qui compte. Je saurai bien lui parler, toujours avec mon cœur...

Pendant que les artistes chantent et qu'on réchauffe la foule, je suis à l'arrière de la scène et je manque le spectacle. À toutes les minutes, quelqu'un me transmet des nouvelles fraîches. RDI sera en ondes à 14 h, en direct. Tout le Canada aura les yeux braqués sur nous. Michel avait insisté sur l'importance des drapeaux blanc et vert, le symbole de la francophonie ontarienne. Il avait raison. André Nadeau, ancien-

JUSQU'AU BOUT!

nement de Radio-Canada, annonce mon entrée: j'arrive sur scène et vois une foule immense se dresser devant moi. Debout, les gens brandissent fièrement les drapeaux: des petits, des aînés, des familles complètes, des bébés sur les épaules des papas, des groupes bien identifiés dans les estrades et beaucoup de jeunes! On applaudit si fort que tout en tremble. J'entends crier: «Gisèle! Gisèle!» Quels sentiments m'habitent! Je m'adresse à l'auditoire, après une salve d'interminables applaudissements. À un moment donné, je vois Daniel Séguin, qui me fait signe de couper. Cela me déconcentre et j'arrête net. C'est drôle, je ne pouvais choisir un meilleur endroit pour interrompre mon discours.

Jean-Robert Gauthier, notre sénateur franco-ontarien, doit faire son apparition vers 14 h 45, mais il est très malade. Pourra-t-il venir? Je le vois arriver en fauteuil roulant avec son épouse Monique; son message est simple: «Il ne faut pas se diviser!» Message extrêmement important à ce stade de la lutte. J'aurai à le transmettre. Les paroles que je prononce ce jour-là, pour lui comme pour moi, seront répétées des dizaines de fois sur les écrans de nombreuses chaînes de télévision francophones et influenceront sur l'histoire de notre province. Nos cris d'alarme se feront entendre d'un bout à l'autre du Canada grâce à RDI et partout dans les pays francophones.

Jamais, je l'espère, n'aurons-nous à organiser de nouveau un tel rassemblement pour défendre nos droits dans la province la plus peuplée et la plus riche du Canada.

Jean-Robert, dans son fauteuil roulant, fait des signes à la foule qui l'acclame en héros. Comme il ne peut s'adresser à tous ses amis, je lirai à ses côtés le poème cité à la page suivante. Pour moi, il n'a jamais été aussi «debout» devant l'adversité. J'avais supplié Michel de m'écrire un texte comme «*I had a dream*» de Martin Luther King, le leader de la minorité noire aux États-Unis qui revendiquait ses droits. Michel avait bien réussi à écrire ce que je voulais dire et ce que je ressentais.

GISÈLE LALONDE

Rêver d'un pays!

*J'ai rêvé d'un grand pays.
J'ai rêvé d'un pays où j'avais ma place.
Où moi et tous les miens avions notre place.
Avoir notre place, c'est ne plus avoir à quêter
pour des choses si simples et si faciles;
Avoir notre place, c'est qu'on respecte notre langue
lorsque nous dépensons l'argent durement gagné;
Avoir notre place, c'est ne plus avoir à nous battre
pour ce qui est si facile à comprendre;
Avoir notre place, c'est ne plus voir d'enfants
qui ont peur de parler la langue de leurs parents;
Avoir notre place, c'est ne plus avoir de parents
qui ont peur pour l'avenir de leurs enfants;
Avoir notre place, c'est ne plus avoir à attendre
pour des écoles qui sont vraiment à nous;
Avoir notre place, c'est ne plus se faire dire que notre langue coûte
trop cher, que tout se ferait si simplement dans l'autre;
Avoir notre place, c'est avoir le droit d'être malade
et soigné(e) en français;
Avoir notre place, c'est le droit de naître et de mourir
en français;
Avoir notre place, c'est ne plus jamais subir des affronts inutiles
comme celui de Montfort;
Avoir notre place, c'est vivre dans l'égalité, chez nous,
maintenant, pour demain et pour toujours;
Avoir notre place, c'est être traité(e)s en Canadiens et
Canadiennes, par d'autres Canadiens et Canadiennes;
Restons un peuple fier;
Ne soyons plus jamais divisés!*

Jean-Robert, qui s'était déplacé malgré la maladie, devenait un symbole pour tous les francophones, mais surtout pour celles et ceux qui ne se donnent pas la peine de travailler

JUSQU'AU BOUT!

pour garder leur identité et leur culture. Il devenait notre héros qui voulait que tous sachent qu'il nous appuyait, qu'il ne lâcherait pas et que lui aussi était déterminé à aller JUSQU'AU BOUT!

Plusieurs personnes, jeunes et aînées, m'ont demandé de leur faire parvenir une copie de mon texte du 22 mars 1997. Je le fais ci-après, surtout pour nos jeunes, afin qu'ils se souviennent de ce grand jour.

Chers amis de Montfort,

C'est un grand jour. Que c'est beau de vous voir! Nous avons tenu notre rendez-vous avec l'histoire. Le Canada a les yeux sur nous. Et les Canadiens et les Canadiennes regardent aujourd'hui un peuple debout, un peuple fier, un peuple uni, un peuple solidaire, un peuple VIVANT!

La date du 22 mars sera dorénavant pour nous le jour du Grand Ralliement. Le jour, où d'un seul cœur, d'une seule voix, nous avons laissé savoir au pays, au monde, que nous étions là pour rester, pour grandir, pour vivre. Et nous avons crié sans hésitation et sans peur: «QU'ON NE TOUCHE PAS À MONTFORT!»

Chers amis, venus de partout, nous ne sommes pas seuls dans cet amphithéâtre aujourd'hui. Des générations de fiers Canadiens français qui sont passés avant nous, qui ont pavé ce chemin difficile vers la reconnaissance de nos droits, un chemin où ils ont toujours marché la tête haute, où ils ont refusé de plier le dos, où ils n'ont jamais fléchi devant l'adversité, nos ancêtres auxquels nous devons tant, auxquels nous devons d'être ici, vibrants et vivants, oui, ils sont avec nous!

Ils sont là, nos immortels, et ils nous regardent le cœur gonflé d'allégresse, les yeux remplis d'amour pour nous, leurs descendants, auxquels ils ont passé le flambeau. Et ils se disent: «Nous avons eu raison de leur faire confiance! Nous

GISÈLE LALONDE

savions qu'ils ne nous oublieraient pas, qu'ils ne nous laisseraient pas tomber! Nous savions que le flambeau de la francophonie était entre bonnes mains!»

Et ce feu qui brûle en chacun de nous, c'est celui qu'ils nous ont confié à grands coups de courage, d'une inflexible dignité, d'une indomptable ténacité et d'un sens du devoir qu'ils avaient envers eux-mêmes et envers nous.

Dans leur travail, dans leurs combats, dans leurs larmes, ils se sont sacrifiés pour l'avenir, notre avenir. Et aujourd'hui, mes amis, c'est à notre tour de braver la tempête, de dénoncer l'injustice, de proclamer notre identité et de crier dans un cri de ralliement comme on n'en a pas entendu depuis 84 ans: «Montfort fermé? Jamais!»

Les jeunes nous l'ont dit: Montfort est devenu une forteresse! Souvenez-vous de ce grand jour. Il vous appartient et personne ne pourra jamais vous l'enlever!

Je conclusais sur cette note mon discours le plus patriotique. J'avais insisté, et certains ne voulaient rien savoir, pour commencer avec notre hymne national «Ô Canada!». Pour moi, cela faisait partie de notre culture canadienne-française. Montfort était un enjeu national. Nous étions là pour prendre notre place au Canada, comme peuple fondateur.

Montfort était une cause nationale puisque le gouvernement ontarien ne respectait pas le principe de la protection de sa minorité de langue officielle, tel qu'énoncé dans la Constitution de ce pays. Il fallait le faire sentir au gouvernement fédéral. Comme Pilate jadis avec Jésus, le gouvernement fédéral s'en lavait les mains et relançait la balle aux provinces. D'avoir entonné, à ce moment-là, l'hymne national «Ô Canada!» nous a apporté beaucoup d'appuis au Canada anglais. Les chroniqueurs ont qualifié de «patriotique» notre rassemblement.

Nos artistes franco-ontariens chantaient et criaient avec cœur. Ils motivaient nos troupes. On avait même composé

JUSQU'AU BOUT!

une chanson propre à Montfort. Tout se passa sans incident. J'étais fière de ma communauté. Fière de mon appartenance franco-ontarienne. On clôtura le rassemblement avec la chanson «Notre place» de Paul Demers, l'hymne des francophones de l'Ontario. Tous se tenaient la main. On aurait cru que les vagues humaines du vieux Forum se transportaient à Ottawa.

Immédiatement après le rassemblement, j'ai pris part à des émissions de radio et de télé. Clinton Archibald, après une entrevue enrichissante, m'a demandé si la lutte continuerait ou était un feu de paille sur le point de s'éteindre. J'ai répondu franchement: «Nous allons aller JUSQU'AU BOUT!» Il se demandait combien de temps on tiendrait le coup, car il savait, lui un politicologue, que maintenir la vitesse acquise pendant des mois et des années... ça ne s'était jamais vu!

Le Droit avait préparé un numéro spécial en souvenir de ce grand jour. Pour la première fois, une livraison du journal sortait le dimanche. On a pu y voir de nombreuses photos, surtout de jeunes, et y lire des articles en abondance.

Ma vie privée devenait publique. Des étrangers me scrutaient, se demandant où ils m'avaient vue. On m'arrêtait partout pour me parler; les hommes me tendaient la main, osaient m'aborder; c'était tout un contraste par rapport à mon passage à la mairie. Ils faisaient signe à leur épouse de venir me rencontrer.

Une complicité se développe avec les gens de ma communauté. Les gens me regardent comme si j'étais une vedette qui leur appartient. Alors, je jase avec tous ces gens, je leur montre que je suis une francophone comme eux, que j'apprécie leur appui et que je les aime. Je ne ménage pas les embrassades en bonne petite Canadienne française. On m'appelle souvent «M^{me} Montfort» ou simplement Gisèle. Pour Denis Pomainville et Mauril Bélanger, je deviendrai «tante Gisèle». De nombreuses personnes me visitent dans mon petit bureau à l'hôpital.

GISÈLE LALONDE

Je ne reverrai jamais autant de gratitude de la part d'une population non seulement de la région, mais de partout au Canada. Des lettres, des cartes, des petits mots, des mercis! Et pas une journée ne se passait sans qu'on publie ma photo dans *Le Droit* ou des paroles extraites d'entrevues à la radio ou à la télé. Après une conférence de presse, les zappeurs de la télé tombaient souvent sur mon image. Les hebdomadaires nous couvraient très bien. Et je ne peux compter les fois que j'ai fait la page frontispice du *Droit*. Je disais à Michel: «Je suis sur-exposée.» J'essayais de prendre du recul, mais il y avait toujours une nouvelle qui nous arrivait et la presse voulait obtenir une entrevue personnelle.

À un moment donné, certains francophones avaient convaincu Pierre Bergeron, l'éditeur du *Droit*, de nous encourager à accepter des compromis, à négocier, et surtout d'arrêter de nous appuyer ouvertement dans son journal. Ils ne voulaient surtout pas que nous allions en cour. J'étais devenue une trop grande vedette, semble-t-il. Je détenais un pouvoir, avec la communauté, comparable à celui d'un consortium. Nous voulions sauver plus qu'une entreprise: une institution! Dès qu'on m'attaquait, des dizaines de personnes me défendaient sans réserve. Je savais ma force; pour cela, je prenais parfois du recul; ça me faisait vraiment peur.

Puis, les premières pages se sont tues. Pourtant *Le Droit* augmentait sensiblement son tirage depuis l'affaire Montfort. Quelques jours de silence m'attiraient des questions à l'hôpital ou dans la rue. Denis Gratton, le journaliste qui nous a couvert durant plus d'un an, a écrit plus de 300 articles sur le sujet. Nos avocats ont répertorié plus de 900 articles dans tous les journaux du Canada! Je me sentais comme si je m'étais présentée à dix élections provinciales ou fédérales. Je livrais des discours partout dans le milieu associatif, surtout lors des congrès. Un bon matin, on me récompensa au Québec. Impératif français m'a remis une belle plaque pour le rôle joué par SOS Montfort. Les enseignants retraités du Québec m'ont reçue

JUSQU'AU BOUT!

comme conférencière à leur réunion annuelle. J'étais occupée sept jours par semaine. Nous étions très peu à défendre la cause devant les médias. Michelle de Courville Nicol, Gérald Savoie, Michel Gratton et moi étions à toutes les conférences de presse. Denis Pommainville remplaçait Michelle au besoin. Jacques Blouin et Marc Desjardins travaillaient très fort dans l'ombre, comme Roxanne et Mireille à la Fondation. Le cas Montfort prenait les allures d'une guerre médiatique. Malheureusement, on voulait que je participe à toutes les causes. Et j'ai commencé à «me brûler». Notre nombre d'appuis a diminué après le Grand Rassemblement. Je menais la barque avec Michel Gratton du côté communautaire, et Michelle de Courville Nicol du côté de l'administration avec Gérald Savoie. Le Dr Joannise, le médecin en chef, faisait partie de la grande équipe et plus tard, en décembre 1997, mon fidèle compagnon Jacques Blouin s'est joint à nous.

Un bon groupe, comprenant plusieurs aîné(e)s, me suivait partout quand nous avions besoin de gens pour nous accompagner au Sénat, à Toronto, à Montréal. Laurette Roy, Blandine Charbonneau, Hubert Dubois et Pauline Trudel effectuaient pour nous des appels et se faisaient souvent les porte-parole du groupe. Les Filles de la Sagesse, les Sœurs de la Charité et du Sacré-Cœur envoyaient une représentation, et nous tâchions toujours d'avoir quelques étudiantes ou étudiants...

BRIQUE ET MORTIER

Un jour, j'ai écrit une lettre très personnelle au premier ministre, Mike Harris. Il n'arrêtait pas de dire que l'hôpital n'était que de la brique et du mortier. Je lui fais remarquer que Montfort, c'est plus qu'un édifice pour les Franco-Ontariens. Une personne de son entourage m'appelle pour me dire d'écouter son discours, lorsqu'il viendra à Ottawa. Il mentionne qu'il comprend l'importance de Montfort pour les

GISELE LALONDE

francophones, et que c'est plus que de la brique et du mortier. Harris n'a jamais répété ces mots.

Nous avons tout de même fait ériger un anti-monument sur le terrain de l'hôpital: «Ô Francophone anonyme». Les gens étaient venus déposer leurs briques une à une pour illustrer les paroles du premier ministre. J'espère qu'un jour nous aurons assez d'argent pour embellir ce lieu et ériger une plaque commémorative. Cette sculpture érigée par Yves Leduc et des étudiants et étudiantes du Département d'arts visuels de l'Université d'Ottawa fera partie de notre patrimoine. Le francophone anonyme qui sera immortalisé par cette œuvre collective, ce soldat inconnu de nos combats, c'est nous tous, les francophones, individuellement et collectivement.

UN POINT DE PRESSE AU PARLEMENT!

Durant l'hiver, Michel me dit: «On va aller au Parlement même, chez Jean Chrétien, faire une conférence de presse. On va aller dire au Fédéral qu'il a un rôle important à jouer pour la défense des minorités. On fera savoir au premier ministre Chrétien que si nous ne pouvons pas garder ouvert un seul hôpital francophone universitaire en Ontario et le seul à l'ouest du Québec, nous n'avons pas notre place au Canada et les souverainistes auront eu raison.»

J'hésite, je veux y penser sérieusement. Cela aura des répercussions au Canada anglais comme au Québec. «Allons-y. Montfort, c'est un problème d'envergure nationale, Montfort aura des répercussions sur tout le Canada français et sur la minorité anglophone du Québec.» Enfin, Montfort aura des répercussions sur l'avenir du Canada. Et j'emprunterai les paroles de Jean Chrétien concernant le plus beau pays du monde où il fait bon vivre, pour lui faire comprendre que le Canada ne peut demeurer le meilleur pays au monde si sa province la plus riche, où vit la plus grande minorité francophone, contre la volonté et les intérêts de sa propre minorité,

JUSQU'AU BOUT!

veut fermer le seul hôpital francophone de la capitale. Bon, c'est ce que je dirai dans cette majestueuse enceinte qu'est le Parlement canadien. Le matin même, je constate qu'il y a toujours de nombreux médias, mais peu de personnes de la communauté. Je suis moins à l'aise que d'habitude. J'aime voir des visages connus autour de moi.

Je sens aussi que je devrai surveiller mes mots. Des représentants des ministres sont dans l'auditoire. Ils rapporteront fidèlement mes propos à leur ministre. J'aurais aimé voir mes députés franco-ontariens fédéraux là, mais non... à quoi pensais-je? Ils avaient bien trop peur... Peur de ce que je vais dire... Puis, me voilà partie. Le discours, je le prononce bien, mais je n'ai pas le temps d'anticiper les questions-réponses avec Michel.

Un journaliste anglophone me demande: «S'il y a un référendum au Québec, voulez-vous dire que vous allez travailler avec les souverainistes et contre le Canada?» J'ai vu, plus que jamais, que mes mots auraient un effet grave au Canada tout entier. Oups! j'ai eu chaud! Je voyais Michel qui se «pognait» la tête!

Je réponds à ce journaliste: «Nous sommes un million de francophones au Canada à l'extérieur du Québec. Lors des autres référendums, nous avons été les meilleurs ambassadeurs que le Canada pouvait avoir. Nous avons tous des enfants, des parents, des amis au Québec. Nous leur disions ce que signifiait un "oui" pour nous. Comment voulez-vous que je leur tienne le même discours quand on laisse fermer notre seul hôpital? Cela n'aurait pas grand sens, non? Pour répondre à votre question, "non"! Mais nous demeurerons silencieux.» Ils ne sont pas revenus sur ce sujet.

En avril, Michel me propose de prononcer un discours au Cercle national des journalistes. «Moi? Es-tu fou?» Il s'agit de l'enceinte qui, pour les Canadiennes et Canadiens, représente les pierres angulaires de la démocratie que sont la liberté de la presse et la liberté d'expression. Je le regarde... puis je réflé-

GISÈLE LALONDE

chis. Le peuple franco-ontarien vit l'un de ses plus âpres combats. Sans cette presse libre qui donne une voix aux plus faibles et aux victimes d'injustice, SOS Montfort n'aurait jamais tenu le coup aussi longtemps. Les médias ont communiqué notre message. Alors je lui réponds affirmativement tout en me demandant: «Suis-je assez bonne pour aller parler là?» Mais il ne faut pas que je m'arrête, pourvu que l'on parle de nous; c'est cela qui importe, tout comme dans une élection.

AU CERCLE NATIONAL DES JOURNALISTES

Le 7 mai 1997, la salle du Cercle national des journalistes à Ottawa est remplie de gens de la communauté dont des professionnels, des religieux et religieuses, des personnes qui comprennent la gravité de cette allocution. C'est là que j'ai accusé les commissaires de la CRSSO d'être les fossoyeurs de la francophonie ontarienne, les fossoyeurs de la francophonie canadienne... et «qu'ils aient le courage au moins de le faire au grand jour!». Et je citai un de nos ardents défenseurs, le commissaire aux langues officielles, le D^r Victor Goldbloom: «Ils ne feront que redoubler d'ardeur devant leur refus obsessionnel de comprendre. Ils sont loin d'avoir dit leur dernier mot. La communauté n'hésitera pas à répondre à toute autre provocation de leur part.»

FÊTE DE SAINT LOUIS-MARIE DE MONTFORT

Revenons quelques jours en arrière. le 28 avril est toujours pour moi une date importante. La fête de saint Louis-Marie de Montfort, fondateur des Pères Montfortains et des Filles de la Sagesse. Mon frère et ma sœur vivent dans ces deux congrégations religieuses. Cette fête a toujours fait partie des fêtes de famille. Je dis donc à Michel qu'il faudrait bien réunir la communauté pour une messe le jour de la fête de Montfort puisque c'est le nom que porte l'hôpital. «Nous n'aurons pas

JUSQU'AU BOUT!

de monde», me répond-il. Il nous reste trois jours et nous ne l'avons pas annoncé. De plus, le monde a déserté les églises. «Voyons donc, Michel, tu connais mal les Franco-Ontariens d'ici. On va faire cela à Notre-Dame-de-Lourdes et l'église se remplira en peu de temps.» J'appelle le curé Maurice Leblanc, qui approuve. Nous demanderons à M^{gr} Marchand, évêque auxiliaire d'Ottawa, d'agir comme célébrant.

Plus de 500 personnes se présentent, arborant leur macaron de SOS Montfort; le drapeau franco-ontarien trônait dans le chœur. J'ai parlé à la foule, avant la messe, l'exhortant à prier pour les personnes qui devaient prendre une décision quant à Montfort. J'ai demandé l'aide de Louis-Marie de Montfort, et j'ai incité mon monde à ne pas flancher et à poursuivre le combat: «Je n'ai aucun doute que ce grand saint, que plusieurs de ses contemporains prenaient pour un fou, aurait été à nos côtés pour ce combat, un drapeau franco-ontarien à la main. Il y a trop de bonnes choses qui nous sont arrivées depuis le début de la crise SOS Montfort, pour ne pas croire qu'il est bel et bien là, en esprit, dans nos rangs, remontant au front à chaque fois que nous faisons appel à lui.» À l'offertoire, des employés de Montfort m'ont apporté des instruments médicaux pour rappeler la contribution importante de nos médecins et infirmières et employés dans le domaine de la santé; une gerbe de fleurs signifiait l'espérance, et une personne représentant la communauté apporta le drapeau franco-ontarien comme symbole de ralliement pour notre communauté. Enfin, la présidente du conseil d'administration a apporté le mémoire présenté à la CRSSO qui résume toute la cause de Montfort et toute la lutte de la communauté franco-ontarienne. Pour moi cet événement restera l'un des plus touchants. Les gens qui se sont déplacés avaient la foi de voir leur hôpital survivre. Ils en avaient tellement besoin.

GISÈLE LALONDE

LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Une campagne électorale fédérale terne tirait à sa fin; on nous ignorait. Nos chefs étaient gênés de parler de nous. Notre solidarité et notre détermination pourraient leur enlever leur peur de nous défendre. Seule la honte de nous laisser nous battre seuls les fera bouger.

J'avais fait parvenir aux candidates et candidats un questionnaire sur Montfort et les droits de la minorité linguistique. Presque tous les réformistes nous répondirent. Ils n'étaient pas en faveur de garder Montfort, excepté un seul, qui venait de l'Alberta. Nous avons reçu quelques réponses très positives du Bloc Québécois, mais je comptais sur les doigts d'une main les réponses du Parti libéral.

L'INCIDENT CLAIRE LAMARCHE

Il ne restait qu'à attendre le débat télévisé des chefs et espérer qu'un journaliste pose la question. J'avais bien confiance en Jean-François Lépine de Radio-Canada. Bernard Derome avait eu un entretien au *Point* avec Mike Harris et cette émission sérieuse et très importante m'avait reçue. Le soir fatidique du débat est arrivé. Rivés devant l'écran, nous attendons les questions. Au moment d'aborder la question linguistique, avec M. Lépine au micro, Claire Lamarche s'évanouit. Nous sommes énervés car l'incident affecte une dame très estimée. Vous ne pouvez croire les sentiments qui m'animent à ce moment-là. Pauvre M^{me} Lamarche, mais aussi pauvres nous! On vient de manquer la plus belle chance pour que nos leaders politiques prennent position sur Montfort et sur notre avenir. Qui prendra soin de l'animatrice? Le D^r Thomas Dufour de Montfort court à son chevet. Tout le Canada saura qu'un médecin de Montfort a soigné Claire Lamarche et les médias le souligneront. L'ambulancier ne parlait pas français, le médecin de Montréal ne comprenait pas

JUSQU'AU BOUT!

l'anglais. Par conséquent, le D^r Dufour se faisait l'interprète. Cela a montré le réel besoin d'un hôpital francophone dans la capitale fédérale. Pour moi, le D^r Dufour est devenu un héros. Nous ne sommes pas près de l'oublier.

UN HONNEUR INCROYABLE!

Le 1^{er} mai 1997, je recevrai un honneur que je ne pensais jamais recevoir, ne m'en sentant pas digne. L'archevêque d'Ottawa, M^{gr} Marcel Gervais, m'annonce que la pastorale diocésaine a recommandé au pape Jean-Paul II de me nommer Chevalier de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand. M^{gr} Gervais précise que ce n'est pas seulement en guise de reconnaissance pour mon engagement envers Montfort, mais pour mon combat en faveur des écoles catholiques, pour mes activités à la mairie de Vanier, et pour souligner mon dévouement dans la paroisse. En ce premier dimanche de mai, la cathédrale Notre-Dame d'Ottawa est bondée. J'ai droit à une ovation debout. Je comprends que mes réalisations sur le plan humain font partie de mon cheminement spirituel. Ce jour-là, on me remet un parchemin papal et, plus tard, je recevrai du Vatican, par l'entremise du chancelier, M^{gr} Morin, mes médailles que je porterai dans les cérémonies importantes. Toute ma vie, je chérirai cette décoration et mon frère me dira fièrement: «Tu n'as plus besoin de moi pour voir le pape, tu pourras le faire en portant ta médaille à Rome.»

MON PREMIER VOYAGE EN AMBULANCE

Avec toutes les pétitions que font circuler *Le Droit* et SOS Montfort, il faut bien aller porter les signatures à Toronto. Ce sera le 4 mai. J'appelle le centre Pauline-Charron, ma bonne amie Laurette, les congrégations religieuses; l'école Louis-Riel enverra une délégation de jeunes du secondaire et nous remplissons notre autobus! Cet autobus nous rencontrera à

GISÈLE LALONDE

Toronto. Nous avons loué une ambulance appartenant à une compagnie privée. Michelle de Courville Nicol et moi prendrons place dans cette ambulance avec les nombreuses boîtes de pétitions que nous déposerons à Queen's Park. Gilles Morin, le député de la circonscription où se trouve l'Hôpital Montfort, acceptera de déposer en Chambre les pétitions. Nous représentons les Canadiennes et Canadiens qui ont voulu s'unir à nous dans ce moment très important. La tête haute, je rencontrerai les membres des trois partis politiques, qui viendront me serrer la main. Les chefs McGuinty et Hampton souligneront notre présence, de nombreux libéraux et Gilles Bisson du Parti néo-démocrate feront de même. Noble Villeneuve, ministre aux Affaires francophones, traverse la Chambre et nous dit: «Je vous encourage, SOS Montfort, à continuer votre lutte»; mais nous ne recevons aucun appui en Chambre du Parti conservateur au pouvoir.

Le 6 juin 1997, par solidarité avec son gouvernement, Noble Villeneuve refusera d'intervenir. Mike Harris a défendu à ses ministres de parler de la question de Montfort. Lui, il pouvait dire toutes les conneries qu'il voulait, mais personne d'autre ne pouvait émettre d'opinion. D'ailleurs, M. Villeneuve le confirmera plus tard, après sa défaite aux élections. Pendant que nous sommes à Toronto, Michelle, Gérald et moi rencontrons les éditorialistes du *Globe and Mail*. J'esquisse le portrait de la situation scolaire, et j'établis un parallèle avec les difficultés des francophones de l'Ontario. Michelle et Gérald abordent le dossier Montfort, sous les angles médical et économique.

L'éditorial favorable de ce journal fera pencher le gouvernement en faveur de la réouverture de notre hôpital. On me dit que c'était la première fois que les francophones se déplaçaient ainsi afin d'expliquer leurs problèmes aux gens de ce quotidien anglophone torontois, reconnu internationalement. Cela en a vraiment valu la peine.

Le 26 mai, nous nous rendons à l'Hôpital Lakeshore, à Montréal, où nous rencontrons Claude Ryan et Claude

JUSQU'AU BOUT!

Castonguay, deux hommes forts du Québec et du Canada. La rencontre vise à réaffirmer l'importance de Montfort pour la minorité francophone de l'Est ontarien, en le comparant à un hôpital anglophone québécois, qui était également une institution importante pour les anglophones du Québec.

Le directeur général de l'établissement nous offre un accueil chaleureux. Nos deux invités d'honneur parlent avec brio et M. Ryan nous remet un chèque. Après la visite à l'hôpital, un autobus bondé de fidèles partisans nous transporte à l'édifice du journal *The Gazette*. Notre groupe visite les installations; par la suite, on se rend à Radio-Canada, où l'on m'attend à l'émission *Le Point*. J'étais assise dans une petite salle, quand la ministre Francine Lalonde s'adresse à moi: «Ils veulent l'autre madame Lalonde.» Puis, toujours avec le groupe, nous sommes allés dans le Vieux-Port, nous avons dîné sur une terrasse et nous sommes revenus à Vanier avec tellement d'émotions dans nos cœurs. Les Québécois étaient avec nous. Nous l'avions senti et vécu toute la journée avec des gens comme MM. Ryan et Castonguay. Ce groupe qui me suivait partout a été le pilier sur lequel je pouvais m'appuyer, et tout le monde me communiquait l'énergie dont j'avais tant besoin.

Le 30 mai, je livre un discours au Congrès national des professionnels de la santé: «Il a fallu peut-être une attaque, un affront pour nous secouer. Mais, s'il y a une grande leçon à retenir de la lutte pour la survie de Montfort, s'il y a une chose que nous avons tous compris quand plus de 10 000 francophones ont répondu à l'appel de SOS MONTFORT au Grand Ralliement du 22 mars, s'il y a une chose que tout le Canada comprend maintenant, c'est que nous étions forts et que nous ne le savions même pas. Tenons un langage où nous nous retrouverons tous. Et ce langage, ce n'est pas celui du compromis, ce n'est pas celui des coulisses du pouvoir, du lobbying discret derrière des portes closes, des progrès à petits pas... C'est le langage de l'affirmation totale. C'est ce langage qui nous permettra de sauver l'Hôpital Montfort. C'est ce

GISÈLE LALONDE

langage qui nous permettra de partir à la conquête de la société ontarienne et canadienne. C'est ce langage qui nous donnera aujourd'hui, demain et pour toujours, notre place!»

Les premiers ministres provinciaux se réuniront en juillet à St. Andrews, au Nouveau-Brunswick. SOS Montfort se doit d'y être. Nous approchons Jean-Jacques Blais, l'ancien ministre du cabinet Trudeau, fidèle partisan de Montfort, diplomate au franc-parler. Jean-Jacques remettra une lettre portant ma signature à tous les premiers ministres provinciaux; nombre d'entre eux me répondront. Jean-Jacques, excellent ambassadeur, fit les manchettes. Gino LeBlanc, président de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada, était là pour faire valoir nos droits.

PREMIÈRE RECONNAISSANCE EN SANTÉ

En juin 1997, je prononce l'allocution à la collation des grades à La Cité collégiale. «Ne jamais oublier le passé et ne jamais cesser de croire en l'avenir»:

«Chers diplômés, nous avons la chance d'être franco-ontariens et franco-ontariennes, un peuple qui est né au combat et y a trouvé sa force. La vie est faite d'étapes, de combats que l'on gagne, le plus souvent contre soi-même. Contre la facilité, le confort, l'indifférence et le refus d'aller plus loin, plus haut et de se contenter de peu. Et, au fond, c'est ça la lutte que nous menons tous, tous les jours de notre vie. Celle de vaincre nos peurs, nos angoisses, de proclamer notre droit d'exister et de nous épanouir dans une société qui serait trop souvent tentée de nous oublier. Ne blâmons pas les autres pour nos malheurs, si nous refusons de combattre. Car, pour nous, comme pour toutes les sociétés du monde qui se respectent, tourner le dos aux défis, c'est tourner le dos à la vie.»

Andrée Lortie, présidente de La Cité collégiale, et Normand Fortier, président du conseil d'administration, me remettent un diplôme honorifique en Santé et Sciences com-

JUSQU'AU BOUT!

munautaires de La Cité collégiale J'ai été agréablement surprise, car la communauté avait souvent souligné mon travail en éducation et dans le domaine municipal, mais c'était la première fois que l'on reconnaissait mon travail dans le domaine de la santé. Nos deux collèges, La Cité collégiale et le Collège Boréal, demeurent à mes yeux une grande source d'espoir pour l'avenir des francophones de l'Ontario. Plus de cinq mille jeunes poursuivent leurs études postsecondaires en français à La Cité collégiale ou au Collège Boréal, en plus de la clientèle à temps partiel. Avec ces jeunes, «nous sommes et nous resterons».

RECONNAISSANCE PEU COMMUNE

En 1997, les honneurs se succèdent. Un bon matin, les médecins de Montfort donnent une conférence de presse. Le président de l'Association des médecins de l'hôpital, le D^r Quinn, et le D^r Joanisse, médecin en chef, parleront de la situation médicale à Montfort, des difficultés de ces médecins pris dans une lutte, dans des négociations, avec un manque de ressources personnelles et financières depuis le début de la crise.

Au beau milieu du point de presse, le D^r Quinn me remercie pour tout ce que j'ai fait pour sauver notre hôpital, et me fait membre honoraire de l'Association des médecins de l'Hôpital Montfort. Je serai la seule personne non-médecin à faire partie de cette association. Le D^r Quinn se prête à une séance de photos où il me remet un stéthoscope avec lequel j'écouterai les battements de son cœur. et je prendrai le son de ses battements de cœur. Les journaux (surtout anglophones) relateront cette remise avec photo à l'appui. Cet honneur m'a vraiment touchée, car même si je criais de toutes mes forces, si les médecins nous avaient quittés, nous n'aurions plus eu d'hôpital!

GISÈLE LALONDE

L'ORDRE DU MÉRITE DES CAISSES POPULAIRES DE L'ONTARIO

Lors du Congrès provincial des Caisses populaires de l'Ontario, Roger Frenette, de la Fédération des caisses, me décerne l'Ordre du mérite des caisses populaires de l'Ontario. Cet honneur me touche beaucoup, car une institution financière très respectée reconnaît la pertinence de mes efforts. De plus, les caisses populaires sont toujours là pour nous aider.

DERNIÈRE LETTRE AU PREMIER MINISTRE

Le 30 juillet 1997, je fais parvenir une autre lettre bien personnelle au premier ministre Mike Harris. Je lui écris en anglais pour éviter la traduction. Une rumeur provenant de source sûre évoque une solution semblable à celle qui a été réservée au Women's College Hospital. Montfort fermerait et, dans cette fusion d'hôpitaux, on améliorerait les services en français. Les commissaires veulent sauver la face, mais nous refusons ce compromis. C'est ajouter l'insulte à l'injure: cette fusion avec un hôpital bilingue et un hôpital anglophone, l'Hôpital général et le Civic Hospital, ne mènerait qu'à une détérioration des services en français.

C'était nous lancer dans la gueule du loup: l'ASSIMILATION! Celle-ci était inévitable. Je rappelais à Harris que nous étions un enjeu national. Que la perte du seul hôpital francophone universitaire à l'ouest du Québec signifiait que nous n'avions plus notre place dans ce Canada, notre pays. J'espérais qu'il aimait assez notre pays pour pouvoir parler à ses collègues des conséquences de la fermeture de Montfort. C'était inacceptable. Nous ne défendions qu'une institution qui était la nôtre, notre chez-nous, et nous ne voulions pas d'un ghetto français, un pavillon, nous contentant d'une représentation appropriée au conseil d'administration. *«Should the Commission come to Ottawa, on August 13th, to offer us such*

JUSQU'AU BOUT!

terms, we will have to conclude that Franco-Ontarians and a greater Canadian ideal have been sacrificed to base political considerations, because this minority is politically expendable.»

UNE DATE MÉMORABLE: LE 13 AOÛT 1997

En août 1997, la Commission annonce à Ottawa ses recommandations finales. SOS Montfort les attend de pied ferme. Pour certains, il faut obtenir ce que l'on peut, puis viser plus haut en négociant. Pour moi, il n'y a pas de compromis possible; je suis déterminée à aller JUSQU'AU BOUT! Autrement dit, il faut aller à la Cour suprême du Canada! J'ajoute parfois, dans mon emportement, que s'il faut aller aux Nations Unies ou à un Tribunal international, nous irons! Le 13 août, date désignée pour connaître notre sort, nous nous rendons dès 7 h 30 le matin à l'hôtel Westin d'Ottawa, où des membres de la Commission rencontreront la présidence de chacun des hôpitaux, les directions générales et les médecins en chef. Les journalistes pullulent. Les membres des deux conseils de l'hôpital attendent dans une anti-chambre. La tension inonde la salle. C'est long, cela fait presque six mois que l'on se bat sans arrêt. Si on m'annonce que mon hôpital ferme, je ne sais si j'aurai la force de continuer.

Tout à coup, nos dirigeants entrent. Gérald nous explique ce qu'on vient d'annoncer dans l'autre salle. L'hôpital demeurera ouvert. Nous sommes estomaqués! On fermera l'urgence, mais on acceptera dans une sorte de salle d'urgence les personnes qui n'arrivent pas en ambulance. On garde les soins chroniques, mais on devient un hôpital ambulatoire. On stabilisera les malades à Montfort pour les envoyer au nouvel Hôpital d'Ottawa. Nous gardons la psychiatrie, les lits de malades chroniques et l'obstétrique, sauf les naissances à risque. Rester ouvert constituait déjà une victoire. Ce gouvernement qui n'avait flanché devant aucun hôpital vient de plier devant SOS Montfort. À première vue, cela semble une quasi-

GISÈLE LALONDE

victoire. Nous nous disons que nous pouvons obtenir ce qui nous manque. J'en discute avec mon conseiller, Michel Gratton, tout en écoutant les réactions des membres présents. Les médias nous attendent. Peter Clark, le président de la MROC, me saute dans les bras et me dit: «Tu as gagné, Gisèle, Montfort reste ouvert. Félicitations!» Alors je m'adresse aux médias, et leur fais remarquer le grand pas accompli. C'est une quasi-victoire, car Montfort est ressuscité.

On nous donne la pleine gestion, nous gardons notre édifice sur notre beau site et nous aurons un réseau qui s'occupera des services en français dans les autres hôpitaux. Montfort sera responsable de ce réseau. Nous perdons des services spécialisés, mais nous lutterons pour acquérir ce qui nous manque. Puis, nous retournons à l'hôpital annoncer la nouvelle à nos employés. Certains médias sur place guettent nos réactions. Un journaliste de Radio-Canada demande les commentaires du D^r Dufour tout en lui faisant connaître ma propre réaction. Et le médecin de répondre: «M^{me} Lalonde, ce n'est pas elle qui va au chevet des malades... On se retrouve avec une grosse clinique...» Cette entrevue sera télédiffusée au bulletin de nouvelles du midi. Le D^r Dufour avait raison. Lui, il connaissait ce dont il parlait. Ses paroles me vont droit au cœur.

J'avais demandé aux autres ce que je devais dire ce matin-là. Ce n'était qu'une impression préliminaire. Cette personne qui était médecin pouvait analyser plus profondément la réponse de la Commission. Aujourd'hui, je comprends sa frustration, mais à ce moment-là, c'est très dur de ne pouvoir crier victoire car notre hôpital était fermé et il est ouvert maintenant. Nous annonçons qu'il y aura conférence de presse l'après-midi même. Le cœur gros, je dois parler de lacunes et presque pas de la victoire que nous avons remportée sur ce gouvernement qui ne voulait rien entendre. Pour moi, l'hôpital n'avait pas le droit de nous enlever cette victoire de la communauté. Quand nous voulons tenir une communauté

JUSQU'AU BOUT!

solidaire et toujours prête à répondre au moindre cri de détresse, il faut à tout prix faire savoir à ce beau monde que nos efforts n'ont pas été vains, que nous avons obtenu une victoire mitigée et qu'il nous faut persister. Tout de même, je me suis reprise le même soir devant une salle comble au Centre francophone de Vanier, puisque l'ACFO régionale avait invité tout le monde à célébrer cette première victoire contre le gouvernement provincial, le plus riche et le plus fort de ce pays. Je vous décris mon état d'âme dans ce discours prononcé le 13 août 1997:

Chers amis de Montfort,

N'en doutez jamais! Ce que vous avez accompli au cours des six derniers mois est un exploit qui ne revient qu'à un peuple qui se tient debout. Il existe une nouvelle épreuve de force entre la francophonie de l'Ontario et le gouvernement Harris. Nous n'avons pas encore tout ce que nous voulons, mais, grâce à vous, MONTFORT EST VIVANT! Il y a six mois, on voulait nous annihiler.

Aujourd'hui, nous avons raison de reprendre espoir. L'institution de Montfort avec sa gouvernance et sa mission francophone survit. Plus encore, le gouvernement ontarien a posé un geste historique en donnant aux francophones qui se sont battus pour la survie de l'hôpital, la pleine responsabilité de décider ce qui est bon pour les francophones en matière de soins de santé.

C'est maintenant ce mandat qu'il nous faut accepter pleinement, pour faire comprendre au gouvernement ontarien que seul un environnement francophone avec des services en français, jour et nuit, peut offrir toute une gamme de soins spécialisés aux francophones, ce à quoi ils ont droit, ce qu'ils avaient, avant le jour où l'on a suggéré la fermeture de Montfort. La décision d'aujourd'hui reconnaît sans aucun doute que la décision de février dernier était une

GISÈLE LALONDE

gaffe monumentale qui n'aurait jamais dû arriver. Il est regrettable que la Commission ait jugé bon de nous offrir évidemment une solution politique qui ne répond pas pour l'instant aux besoins de la communauté. Cependant, on ne peut oublier que des points importants ont été marqués pour toute la francophonie dans le courant de ce débat.

Un gouvernement que tout le monde sait inflexible a fléchi devant ce merveilleux mouvement populaire dont vous êtes l'âme et le cœur. Le combat de SOS Montfort peut et doit se poursuivre maintenant en sachant qu'à tout le moins, nous sommes solidement assis sur une institution bien vivante. Qu'il revient à nous d'avoir la détermination d'aller chercher ce qui est essentiel au respect de nos droits. Sinon, SOS Montfort n'hésitera pas à utiliser tous les moyens légitimes incluant le recours aux tribunaux. Ne succombez pas aux tentatives de nous diviser. Montfort est toujours ouvert et la lutte de SOS Montfort continue. Restez courageux, notre cause est juste.

Comme toujours, on me sollicite pour des entrevues. Puis le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, remercie et félicite Mike Harris d'avoir gardé Montfort ouvert. Mais, quand on me laisse entrevoir que nous avons en fait une «grosse clinique», il faut s'en prendre à M. Chrétien qui n'a pas compris. En réalité, M. Chrétien a eu la même réaction que nous de la communauté. Une journée, il fallait que je m'en prenne aux Conservateurs; le lendemain c'était au tour des Libéraux. J'avais beau me dire apolitique, je trouvais cela dur et éprouvant.

Après le 13 août, je sens une division au sein du conseil d'administration de l'hôpital. La plupart des membres veulent poursuivre les négociations avec le ministère de la Santé et bâtir sur ce que nous avons reçu le 13 août. Cette stratégie est valable. Ils sont tous des francophones, mais nous n'avons pas la même vision, car moi je crois qu'on perd notre temps. C'est

JUSQU'AU BOUT!

la campagne médiatique et la communauté qui ont fait reculer ce gouvernement.

Je tenais à aller en cour le plus tôt possible, puisque les grandes victoires des francophones du Canada avaient été obtenues à la Cour suprême du Canada. Et le processus serait long: au moins sept ans. Nous aurions pu devenir un centre ambulatoire, selon le souhait de la Commission.

En septembre, Michel Gratton et moi annonçons en conférence de presse que je passe le flambeau au conseil d'administration, car je n'ai pas à me mêler des négociations. Il reviendra à Michelle de Courville Nicol et à Gérald Savoie de défendre Montfort à Queen's Park. Retirée du dossier, j'y demeure, cependant, intéressée. Gérald Savoie ou Michel Gratton me tiennent bien informée. De septembre à avril, il semble que tout avance bien. On rapporte que les fonctionnaires au ministère ou à la Commission sont très réceptifs. On attend toujours des nouvelles positives. C'est drôle mais, même si Gérald travaille très fort à Toronto comme à Montfort, j'ai toujours le sentiment que ça ne peut finir bien, après ce que le gouvernement nous a fait endurer pendant six mois. Ce gouvernement n'est pas prêt à perdre la face une seconde fois.

Le 24 février 1998, à mon retour de Floride, Gérald me demande des suggestions pour renouveler l'intérêt de la communauté. Il a besoin d'appuis pour faire avancer le dossier au ministère et auprès de la Commission. Je réponds à Gérald que les gens veulent être informés. Ils veulent savoir où en sont les négociations. Je suggère un déjeuner-information à la cafétéria de l'hôpital. Comme il fait froid en cet hiver, si les gens acceptent de se déplacer, nous aurons une bonne idée du désir de la communauté de poursuivre la lutte. Je compose une lettre très personnelle pour motiver mes francos à venir en nombre. Ça fait six mois qu'ils sont sans nouvelles de Montfort. Avec le conseil d'administration, tout se déroule derrière des portes closes.

GISÈLE LALONDE

Depuis décembre 1997, Jacques Blouin est le directeur général de la Fondation de l'Hôpital Montfort. Quel atout! Jacques connaît bien les partisans de Prescott-Russell. Il nous a tellement aidés lors du rassemblement du 22 mars, comme président de l'ACFO. Il nous aide à convoquer les leaders de la communauté et à transmettre des messages dans les médias. En ce matin de février, il y a salle comble. J'attaquerai ainsi mon discours: «Laissez-moi vous dire une chose afin que ce soit bien clair dans l'esprit de tous. Il n'a jamais été question, il n'est pas question et il ne sera jamais question de capituler. Des droits, ça ne se marchande pas.»

La présidente du conseil d'administration, Michelle de Courville Nicol, livre un compte rendu des pourparlers depuis août, dans un climat dominé par l'incompréhension et l'intransigeance. C'est une tâche extrêmement difficile pour nos membres qui doivent rencontrer la Commission semaine après semaine. Je laisse la communauté espérer que tout se règlera bientôt. La cause de Montfort a progressé, mais il reste un bout de chemin crucial à faire. Nous espérons que le combat tire à sa fin. Je répète ce qu'on m'a dit et ce que l'administration me suggère de dire, bien que je n'y croie pas trop. Je demande à tous d'être sur le pied d'alerte. «La cause en justice est prête. Il faut rester solidaires pour surmonter les derniers obstacles qui se dressent devant nous.»

Nos avocats travaillent très fort à monter un dossier impeccable. Notre cause s'améliore de jour en jour.

L'ORDRE DES FRANCOPHONES D'AMÉRIQUE

Le 21 mars 1998, le Conseil de la langue française me déclare membre de l'Ordre des Francophones d'Amérique «en raison de mon exceptionnelle contribution au rayonnement de la culture de langue française en Amérique du Nord». On me décernera un parchemin signé par le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard. On décerne l'Ordre également à

JUSQU'AU BOUT!

Zachary Richard, qui m'avoue avoir été touché par mon petit discours. Cela me va droit au cœur, venant d'un poète comme lui. Je ne me gêne pas pour l'inviter au téléthon de Montfort. Il dira à Denis Gratton du *Droit*: «On ne peut pas dire non à Gisèle Lalonde.»

Les élections provinciales approchent et ceux qui ont peur d'aller en cour mettent leurs œufs dans le même panier. «Il ne faut pas s'en faire, nous diront-ils. Dalton McGuinty, le chef libéral, sera élu. Il nous redonnera Montfort comme avant.» J'ai beau leur dire que les Libéraux sont loin de la victoire, on ne m'écoute pas.

Gérald commence à voir clair. Puis David Levine est nommé à l'Hôpital général d'Ottawa. Un petit groupe se fie à lui pour trouver une solution à Montfort. Durant les élections, le président de la Commission, le D^r Sinclair, dénonce le fait qu'il n'a jamais négocié avec Montfort ou avec un autre hôpital. Le premier ministre Harris répétera ces mots à la sortie de la Chambre. Cela, c'est grave, même très grave!

J'étais au courant des nombreuses réunions tenues à Toronto, des appels téléphoniques; je ne pouvais croire qu'ils avaient fait perdre son temps à l'administration. Mais, l'affaire Levine qui survient à Ottawa, même si un petit nombre s'oppose à sa nomination afin de garder le Canada anglais, fait peur au gouvernement conservateur. Nos avocats trouvent même, lors de leurs recherches, un document expliquant que les commissaires ont étudié les implications politiques de rouvrir Montfort. Les anglophones auraient réagi très fort!

Puis des rumeurs circulent. Des leaders francophones sans mandat négocient avec l'Hôpital général d'Ottawa. Je parle d'aller en cour, mais ces gens-là ne veulent rien entendre. Un membre du Conseil privé m'appelle pour casser la croûte. J'accepte même s'il ne s'est pas nommé; aussitôt, j'entends quelques voix derrière et l'homme s'excuse et raccroche. Arrivent les élections. Pas question de compter sur Dalton McGuinty. Les Conservateurs sont réélus sous le leadership de

GISÈLE LALONDE

Mike Harris. Puis le conseil d'administration de l'Hôpital Montfort discute un soir de la cause légale et passe au vote, en ma présence. Des gens que j'ai connus en éducation, que je croyais capables de se tenir debout, sont là suivant les directives d'une personne qui ne fait plus partie de notre conseil d'administration, mais du conseil d'administration de l'Hôpital général d'Ottawa. Ils veulent donner une autre chance aux négociations. Je leur demande: «Avec qui allez-vous négocier? Le premier ministre a avoué qu'il ne négociait avec personne.» Ils ne me répondent pas, mais je vois que la majorité s'oppose à aller en cour et tâche de trouver un compromis avec l'Hôpital général d'Ottawa. Ils veulent garder tout cela secret. Je sors, frustrée. Je n'ai plus de temps à perdre.

Le lendemain, nous devons rencontrer la presse pour expliquer nos intentions, et Michel m'a préparé un discours. J'y ai pensé toute la nuit. Le matin, je suis bien décidée à dire aux médias ma façon de penser. Je déchire le discours de Michel. Je vais voir Gérald et je l'avertis que, cette fois, je démissionne. Je n'ai rien à faire ici. Je m'en vais au chalet. J'informe Gérald que, si nous allons en cour, je reviendrai au besoin. Il hoche la tête. Les médias me regardent et n'en reviennent pas. La lutte de Montfort se terminera-t-elle comme cela? Après tant d'efforts... Je quitte frustrée, car je sais que la généreuse communauté pense comme moi. On veut aller en cour, on veut en finir. Les nombreux téléphones à la Fondation et les lettres qui paraissent dans les journaux demandent qu'on y aille le plus tôt possible. Ma démission est le seul moyen de faire bouger les choses.

Au début de juillet, se déroule une autre rencontre du conseil d'administration et un autre vote est pris; la majorité accepte de prendre la voie juridique tout en continuant de négocier avec un comité régional mis sur pied par la Commission. Michelle de Courville Nicol vient me rencontrer à mon chalet, à Montpellier, et me demande de reprendre le combat. Je serai avec elle requérante pour la cour au nom de la com-

JUSQU'AU BOUT!

munauté. J'ai toujours aimé et estimé Michelle et je l'assure de mon retour.

Les membres du conseil d'administration attaqueront sur deux fronts. Les cadres continueront de négocier avec le ministère et son comité régional. M^e Ronald Caza, le choix du comité légal, défendra la cause Montfort devant la Cour divisionnaire de l'Ontario. L'appuieront M^e Marc Cousineau, constitutionnaliste de l'Université d'Ottawa, et M^e Isabelle Giguère. Nos avocats nous défendront avec brio. Au nom de la communauté, Ronald me demande d'écrire sous serment que Montfort est vraiment un hôpital communautaire, auquel nous sommes fortement attachés. J'aurais bien aimé affronter les avocats de la Commission en contre-interrogatoire. Ceux-ci m'ont évitée.

UNE RENCONTRE DONT J'AURAIS PU ME PASSER!

Un beau matin, l'hôpital insiste pour que j'assiste à une rencontre avec des leaders de la communauté qui tentaient de trouver une solution autre que la cour, croyant une victoire juridique impossible. L'un d'eux parlait continuellement d'offre sur la table. Je n'avais pas dit un mot jusque-là. M. Levine, PDG de l'Hôpital d'Ottawa, ne disait rien non plus. Et pourtant on parlait d'une offre de son hôpital. Moi aussi j'avais déjà négocié! Je demande donc: «De quelle offre parlez-vous? M. Levine, quelle offre l'Hôpital général a-t-il pour Montfort? Si c'est une offre en bonne et due forme, pourquoi négocions-nous avec ces personnes au lieu de négocier avec le conseil d'administration de l'hôpital? Quel pouvoir ont-ils? Où est le président du conseil d'administration du nouvel Hôpital général d'Ottawa?»

M. Levine, très nerveux, corrige la situation. Non, il n'y avait pas d'offre. Mes deux anciens enseignants de l'AEFO disent de même. La réunion est terminée. Nous nous rencontrerons une autre fois, mais à Montfort. Ces leaders franco-

GISÈLE LALONDE

phones récalcitrants nous appuient maintenant: eux qu'on surnommait «La Griffre» étaient bien motivés, mais n'avaient pas confiance dans nos moyens. Ils étaient prêts à faire des compromis, des concessions pour obtenir très peu. Certains ont admis leur erreur et sont venus me féliciter après notre victoire juridique. Ce ne sont pas toujours des anglophones qui nous bloquent le chemin. Ces batailles internes nous rongeaient jour après jour. Pourtant, je savais où je m'en allais. J'avais souvent peur de perdre, moi aussi, mais il fallait surmonter cette peur. Est-il préférable de perdre dans l'honneur en revendiquant nos droits, ou de gagner avec des compromis qui nous font reculer? Il nous fallait prendre le risque! Nous écrivions l'histoire; c'est la première fois qu'on s'attaquait, comme peuple, au domaine de la santé. Nous avons vécu une riche expérience en éducation où nous venions d'obtenir la pleine gestion.

LE FONDS DE LA RÉSISTANCE

Il faut de l'argent pour aller en cour. SOS Montfort met en marche le Fonds de la Résistance. Dans la première phase, nous recueillons environ 160 000 \$, dont nous investirons une bonne tranche dans l'organisation du Grand Ralliement. Il faut dénicher au moins 300 000 \$ pour les frais d'avocats, de recherche, de publicité... Le Comité de finances désire 500 000 \$.

Je voulais demeurer modeste, car les gens avaient déjà été extrêmement généreux. Surtout, j'entendais certaines associations se plaindre que Montfort recevait tout l'argent qui provenait de la communauté. Nous avons donc lancé des appels à tout le Canada français. Je me suis adressée à tous les francophones d'un océan à l'autre, sur les ondes de Radio-Canada. Cette façon de procéder coûtait cher mais l'opération en a valu la peine. Avec notre ligne 800, nous recevions l'argent à coups de dix, vingt, cinquante dollars. La francophonie canadienne venait à notre rescousse.

JUSQU'AU BOUT!

Nous avons amassé environ 325 000 \$. Pendant ce temps, la Fondation n'avait pas de revenus, ni pour les opérations ni pour renouveler l'équipement. Tous les francophones des provinces canadiennes et des territoires ont participé au Fonds de la Résistance. Les Québécois ont été extrêmement généreux. La CSN et la CEQ nous ont envoyé des donations, à l'instar de nombreux syndicats anglophones de l'Ontario. J'ai reçu une ovation à tout rompre à ma rencontre avec la CSN, à Québec, sur l'invitation de Gérald Larose.

La Société Saint-Jean-Baptiste voulait nous remettre 5 000 \$. Jacques Blouin et Michel Gratton offrent de m'accompagner à la conférence de presse. J'attendais mon discours dans la nuit, mais pas de discours... J'appelle Michel, le matin: il n'est pas bien. J'assemble mes derniers discours, que j'adapterai en les collant ensemble. Je lis le résultat à Jacques, qui trouve que c'est bien. Mais sur place, après mon petit discours, on me demande des copies. J'ai devant moi *Le Devoir*, *La Presse*, Radio-Canada... Guy Bouthillier, le président, vient à mon secours: il leur en fera parvenir dans les plus brefs délais. Ah! Ce matin-là, nous avons l'air désorganisés.

J'ai dû défendre ma position quant à la réception de fonds du Bloc Québécois. Nous sommes membres de la grande famille francophone. Nous avons des options politiques différentes, mais je cite en exemple la famille Johnson: le père était d'un parti, un de ses fils était souverainiste, l'autre dirigeait le Parti libéral. Pourtant ces gens-là s'aimaient!

Un matin, très tôt, je reçois l'appel d'un animateur de radio de CFRA qui m'engueule en ondes. Je riposte: «*It is not those who are giving to us you should worry about, but those who are not giving. This is much more serious. And, as far as I am concerned, members of the Bloc are still Canadians, no?*» Et j'ai fermé la ligne. On me réclamait à l'une de leurs émissions. Lowell Green a même déclaré dans les journaux que s'il avait à se présenter à une élection, il me prendrait comme gérante de ses finances.

GISÈLE LALONDE

OPÉRATION CONSTITUTION EN TOURNÉE...

Pendant que l'équipe légale peaufine le dossier juridique, je donne des entrevues sur des sujets variés qui touchent la francophonie ontarienne. Je prends trop de place au goût de l'ACFO provinciale. Adrien Cantin du *Droit* écrit qu'il n'y a pas que Gisèle Lalonde et Bernard Grandmaître pour répondre aux questions des médias sur les préoccupations des francophones. Je comprends leurs frustrations et plusieurs fois j'essaie de détourner ces médias vers d'autres interlocuteurs. Plusieurs journalistes insistent toutefois pour que j'intervienne personnellement.

Un jour, ma nièce Ginette me raconte que deux avocats de Common law, à l'Université d'Ottawa, veulent fonder un mouvement communautaire en vue d'enchâsser les droits des Franco-Ontariens dans la Constitution canadienne. Il s'agit de Marc Cousineau et Yves Le Bouthillier. Ils ont signé un article du *Droit* qui m'avait impressionnée. Après tout, Montfort nous avait montré à quel point nous étions vulnérables, et il nous fallait agir pour consolider nos droits. Ils ont réuni de nombreux universitaires avec eux et ils cherchent une personne pour rallier la communauté. Je réponds à Ginette que j'en ai suffisamment avec le dossier Montfort. Je crois en leur cause, mais je ne peux en prendre plus. Mais vous ne connaissez pas Ginette. «Venez, ma tante, juste leur dire comment faire. Ils sont tellement bons. On ne vous laissera rien faire.» J'ai déjà entendu cela. Enfin, j'accepte d'assister à une réunion. J'en sors coprésidente avec M^e Marc Cousineau et j'ai une autre cause à défendre! Que voulez-vous? Je ne sais pas dire non. Et c'est ce qui viendra à bout de mes forces physiques. Pourtant la cause était si belle, mais le problème est clair et je me demande immédiatement comment on peut garder son élan avec un thème comme l'enchâssement des droits. Comment un thème aussi abstrait peut-il intéresser le simple citoyen?

JUSQU'AU BOUT!

Après de nombreuses rencontres avec plusieurs membres de la communauté, mais surtout avec des universitaires, nous décidons de rencontrer les gens partout dans la province pour les sensibiliser à notre projet. Puisque j'ai déjà tracé un plan pour ce genre de tournée, lorsque j'étais au CFORP, je dresse la liste des villes et villages à visiter. Nous tâcherons de rencontrer des élèves du secondaire partout sur notre passage. Ces jeunes ont beaucoup à donner. De plus, certains étudient le droit et leur manuel a été écrit par M^e Cousineau. Ils seront sûrement contents de faire sa connaissance. Notre temps est limité. Par chance, M^e Cousineau est en congé sabbatique. Cela se fera surtout les fins de semaine. Montfort accepte de nous prêter, un jour ou deux, les services de Jacques Blouin et de Michel Gratton, car nous parlerons du cas Montfort partout, et c'est de la bonne publicité. Jacques conduit une fourgonnette utilitaire dans laquelle M^e Cousineau, Michel Gratton et moi prenons place.

Pour la première tournée, nous rencontrons à Pembroke les élèves de l'École secondaire Jeanne-Lajoie. N'est-ce pas symbolique de commencer notre pèlerinage à Pembroke, là où notre héroïne Jeanne Lajoie a tellement combattu le Règlement 17? Montfort, c'est une réplique de ce règlement inique. Cent vingt-cinq personnes se sont réunies dans le cadre de la Semaine nationale de la francophonie. Puis, nous nous rendons à Hearst. Quelques mois auparavant, nous étions allés à Sudbury. À North Bay, l'ACFO tient son assemblée générale. Nous rencontrerons trente personnes. À New Liskeard, nous rencontrons huit leaders de la communauté, et cinq étudiants. À Kirkland Lake, une quinzaine de personnes du Club Richelieu et plusieurs chevaliers de Colomb viendront à notre rencontre.

Jean-Pierre Cloutier, directeur général de l'Association des centres culturels de l'Ontario, prépare nos allées et venues dans les différents endroits. Nous arrêtons à Fauquier-Strickland. Tout le village y est, même monsieur le maire. Puis

GISÈLE LALONDE

nous revenons à l'Université de Hearst, à Kapuskasing, à Cochrane et à Iroquois Falls, ainsi qu'à Timmins. Le maire anglophone y est et j'ai la chance de lui parler. À Cochrane, nous nous adressons à soixante personnes, gens d'affaires et autres, dont le maire. Je parle à un groupe de l'importance de l'enchâssement des droits, puisque nous avons vu à Montfort combien nous étions vulnérables. Marc parle du point de vue légal. Qu'est-ce que l'enchâssement de nos droits? Michel s'occupe des communications et Jacques distribue la documentation, des cartes de membre et compile les statistiques. Patrimoine canadien nous a versé 35 000 \$ pour cette tournée et nous aurons des rapports à faire. Je fais cela bénévolement, comme mes trois collègues.

Ces gens du Nord-Est ontarien nous appuient et deviennent membres du comité Opération Constitution. Nous revenons à Ottawa exténués, mais satisfaits. Nous ne nous assoirons pas sur nos lauriers. Il faut penser au Nord-Ouest de la province et au Sud. Quelques semaines plus tard, nous allons à Wawa. Dix-huit élèves du secondaire et huit adultes sont là pour entendre notre message. Une tempête s'est abattue sur la région.

Le lendemain, nous prendrons le dîner avec 45 personnes à Chapleau. Avant mon discours, je m'assois pour prendre un bon bol de soupe et mes mains tremblent trop pour que je porte la cuillère à ma bouche. Ébranlée, je n'ai plus faim. Je réussis quand même à parler aux gens très sympathiques qui sont venus aussi de Dubreuilville. Nous allons ensuite à Sault-Ste-Marie et à Blind River. Nous rencontrons à l'église 75 élèves du secondaire et 15 personnes de la communauté intéressées à connaître Opération Constitution. Deux heures après, nous partons pour Elliot Lake. Les francophones y possèdent un magnifique centre communautaire. Nous y faisons la connaissance de 26 membres de la communauté francophone. Nous coucherons à Sudbury. Marc, Michel, Jacques et moi prenons un repas d'équipe. Nous discutons des faits saillants

JUSQU'AU BOUT!

de la journée, des pétitions signées en faveur de l'enchâssement, du nombre de cartes de membre distribuées et des donations reçues. Je me couche immédiatement après le souper. Je ne me sens vraiment pas bien. Le lendemain matin, nous partons pour Sturgeon Falls où l'on nous attend à l'école secondaire. Dans le gymnase, devant cinquante élèves et leurs professeurs, je me lève, puis je viens pour m'adresser aux jeunes et je fais face à un mur. J'ai un trou de mémoire. Je ne me rappelle plus rien. Je ne sais plus quoi dire. Je dis aux jeunes: «M^c Marc Cousineau va débiter et je l'invite à vous expliquer pourquoi nous désirons vous rencontrer aujourd'hui, puis je reviendrai par la suite pour vous dire comment vous pouvez nous aider.»

Marc me regarde. Il comprend que quelque chose cloche. Il prend la parole et Michel ajoutera quelques mots ainsi que Jacques. Puis, je reviens au micro pour les remercier et je les invite à participer à notre mouvement. Lors de notre voyage de retour, je leur confie que quelque chose ne tourne pas rond. Mes coéquipiers s'en sont aperçus d'ailleurs. Nous sommes tous fatigués et chacun de nous retournera à ses occupations. Surtout il faut se reposer. Nous attendrons quelques mois avant de reprendre la route. D'ailleurs, nous devons passer en Cour divisionnaire de l'Ontario bientôt pour Montfort. Je vois comme une montagne devant moi, aussi bien à Montfort qu'à Opération Constitution.

LE MÉRITE FRANCO-ONTARIEN

En 1999, l'ACFO me décerne à Sudbury l'Ordre du mérite franco-ontarien. Mon association provinciale reconnaît enfin mon apport à l'Ontario français. Une chance qu'il y a eu Montfort! Toujours en 1999, je deviendrai avec Jean-Robert Gauthier un des deux premiers membres honoraires de l'ACELF. Ces deux honneurs me redonnent de l'énergie en vue de l'étape difficile qui s'annonce. On ne fait rien pour des

GISÈLE LALONDE

marques de reconnaissance, mais c'est motivant de se faire dire merci de temps à autre.

DEVANT LA COUR DIVISIONNAIRE!

Je n'expliquerai pas les deux jugements de l'affaire Montfort. Je me limiterai à mes passages en cour, à Ottawa et à Toronto. Le jugement de la Cour suprême du Canada, en 1998, relatif à la sécession du Québec renforce notre position légale. Un vrai cadeau du ciel! Maintenant, dans les principes constitutionnels, le jugement de la Cour suprême mentionne le respect et la protection des minorités.

Trois juges de la Cour divisionnaire de l'Ontario entendront notre cause du 14 au 17 juin 1999. Deux anglophones et un francophone. De nombreuses personnes assistent aux audiences. Des experts, des étudiants de l'université et même des élèves du secondaire, mais surtout des retraité(e)s. Durant ces longues journées, j'écoute ce que les avocats ont à dire. Je suis tellement frustrée que parfois des mots et des sons s'échappent de ma bouche; je dis à voix haute ce que j'aurais dû garder pour moi! Je me calmerai lorsque M^e Caza commencera son plaidoyer; je serai tellement fière de notre solide équipe d'avocats. Durant une pause, Chantal Payant de Radio-Canada me demande si je me sens bien. Je m'étonne de sa question. Plus tard, je constaterai que Chantal avait vu juste. C'est vraiment là que j'ai commencé un épuisement professionnel, une belle expression pour désigner une dépression causée par le stress. J'ai alors commencé à prendre des antidépresseurs (j'aurais pu écrire des thymoanaleptiques pour vous embêter!). Une fois les séances du tribunal terminées, j'ai pu prendre quelques semaines de repos. Puis, je continuerai à rencontrer la communauté et à parler en public de Montfort un peu partout.



Le local de SOS Montfort à la Fondation de l'Hôpital Montfort.
C'est là que nous avons reçu de nombreux visiteurs
et nos illustres invités. Ce fut mon 2^e «chez-moi»!



Le rassemblement du 22 mars 1997 au Centre municipal d'Ottawa où je
lance un cri du cœur entendu par 10 000 personnes sur place et par des
téléspectateurs de tout le Canada: «MONTFORT FERMÉ: JAMAIS!»
Ce jour mémorable a été désigné le «Jour du Grand Ralliement».



Le 22 mars 1997, les francophones de l'Ontario célèbrent avec fierté leur langue et leur culture.
À droite, Denis Gratton, chroniqueur au journal *Le Droit*.



Le 22 mars 1997, l'arrivée du sénateur Jean-Robert Gauthier.
Même malade, il tient à se mêler à la foule et à ses amis.
Son épouse Monique l'accompagne.



En 1997, on me
nomme membre
honoraire de
l'Association des
médecins de
Montfort! Me voici
avec le cardiologue
Brendan Quinn,
président de
l'Association. On
dirait bien que c'est
moi, le vrai médecin!

Photo:
© Derek Ruttan /
The Ottawa Sun.

Jacques Blouin, directeur
général de la Fondation
Montfort, responsable
du Fonds de la Résistance.
Photo: © Alain G. Dagenais /
Studio Vanier.





Je reçois un chèque des présidents et directeurs des Caisses populaires de la région d'Ottawa, pour le Fonds de la Résistance.



Assise à l'arrière de la voiture, je représente SOS Montfort à la parade de la Saint-Jean-Baptiste à Casselman. Je suis fier de pouvoir saluer mes fidèles partisans de Prescott-Russell.



Quelle belle visite! Un ancien patient de Montfort, le célèbre Guy Lafleur. Michel Gratton, responsable des communications, était très heureux d'accueillir un de ses «immortels»! Pour lui, il n'y a rien comme les Canadiens de Montréal. Merci, Guy, tu nous as bien aidés!



Entre Guy Bouthillier, président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, et le premier ministre du Québec, Bernard Landry.

Me voici avec le premier ministre du Québec
et le chef du Bloc Québécois, Gilles Duceppe.
Photos: © Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.



À Rideau Hall, Gilles et moi en compagnie du juge en chef
de la Cour suprême du Canada, Antonio Lamer.
Ce soir-là, *Le Droit* est en nomination pour un des prix nationaux
Michener de journalisme du Gouverneur général du Canada.



À l'Hôpital Lakeshore de Montréal, je remercie Claude Ryan,
un grand francophone reconnu partout au Canada,
qui est venu appuyer Montfort.



En compagnie du PDG de l'Hôpital Montfort, Gérard Savoie, et du président sortant de la Fondation, Clément Cadieux.



Avec «mes trois bras droits»: Mireille Leduc, Mimi Farrell et Isabelle Ducas. Plus tard, Roxanna Lemay se joindra à nous.



Les employés de l'Hôpital Montfort lors d'une fête en mon honneur.
J'ai reçu une gerbe de fleurs, et surtout un livre souvenir signé
par tous les employés de l'hôpital.



La victoire est complète! Nous avons gagné! Devant un groupe
d'employés en liesse: Gérard Savoie, PDG de l'Hôpital Montfort,
M^r Ronald Caza, et à l'avant-plan, moi et Michel Gratton.
Nous étions si heureux! Après cinq ans... Photo: © *The Ottawa Sun*.



Caricature de Bado du *Droit*: «Marilyn Montfort»,
1^{er} août 1997. © Bado.



Caricature de Bado du *Droit*: «Gisèle en boxeur»,
2 février 2002. © Bado.



Caricature de Bado du *Droit*: «Liberté aux barricades», 30 juillet 1998. © Bado.



Le 20 mars 1997, je deviens Chevalier de l'Ordre de la Pléiade.
C'est le début de SOS Montfort.



À la réception de l'Ordre de la Pléiade, René Pitre et moi posons
avec le premier ministre Jean Chrétien.



Toujours à la réception de l'Ordre de la Pléiade,
je suis entourée de Jean Leroux et de la ministre
de la Francophonie, Diane Marleau.



Le 1^{er} mai 1997, M^{gr} Marcel Gervais, archevêque d'Ottawa, me fait, au nom du Saint-Père, Chevalier de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, à la basilique Notre-Dame d'Ottawa. À la droite de l'archevêque, le chancelier du diocèse, M^{gr} Morin.



Lors du grand gala de la fierté francophone, le 28 septembre 1999, je reçois le trophée Chanteclerc du Club Richelieu International et de la chaîne TFO pour ma contribution à la francophonie ontarienne. Gilles est très heureux pour moi.



En 1999, Alcide Gourd, président de l'ACFO provinciale, me remet la plaque du Mérite franco-ontarien, lors du Congrès de l'ACFO à Sudbury.



Le 10 avril 2000, le recteur de l'Université Saint-Paul, le révérend Dale Schlittz, me remet un doctorat *honoris causa*. C'est l'un des moments les plus touchants de ma vie. À l'arrière-plan, M^{gr} Roch Pagé, doyen de la Faculté de droit canonique, qui a fait mon éloge au nom du Sénat de l'Université Saint-Paul.



«Ah! C'est vous, ça?» En grande discussion avec le Gouverneur général du Canada, Roméo LeBlanc.



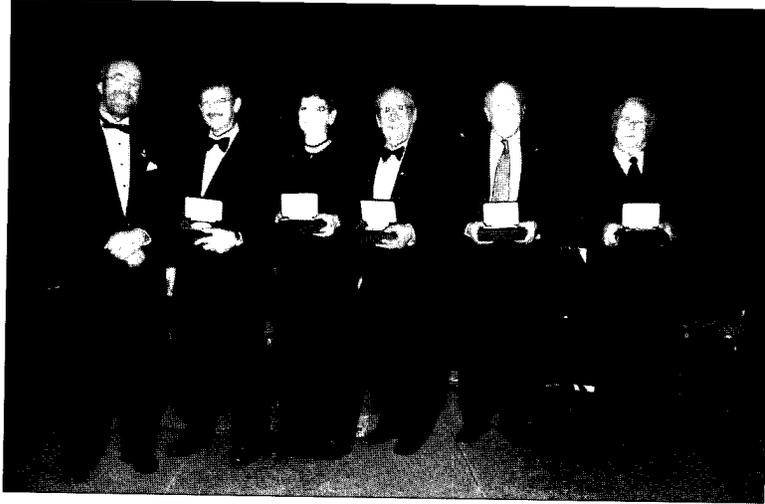
Guy Cousineau, le dernier maire de Vanier, me remet une plaque souvenir comme ancien maire de Vanier, au moment de la fusion avec la Ville d'Ottawa, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2001.



Le 20 mars 2002, lors de la Journée internationale de la francophonie: Georges Arès de la FCFA du Canada, Boutros Boutros-Ghali, le sénateur Gérard Beaudoin, moi et Madeleine Meilleur, conseillère régionale.



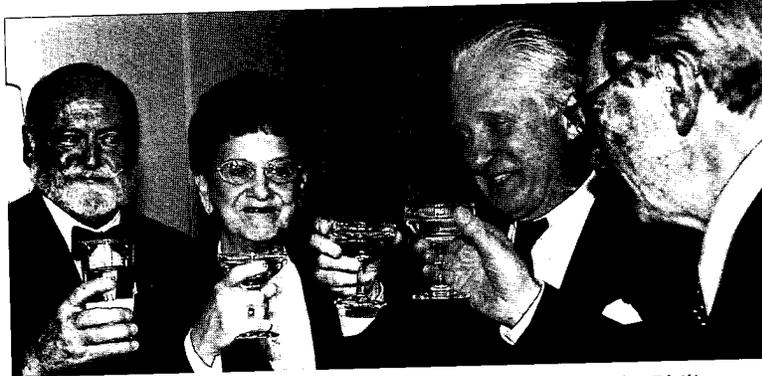
À l'été 2002, le sénateur Jean-Robert Gauthier me décerne la Médaille du jubilé d'or de Sa Majesté la reine Élisabeth II.



Lors du 74^e congrès de l'AMLFC, tenu à Montréal le 1^{er} novembre 2002, on me remet la médaille Michel-Delphis-Brochu (du nom du fondateur de l'Association). Je suis entourée des médecins Jean Léveillé (président de l'AMLFC), Aurel Schofield, Victor Goldbloom, Jacques Genest et Jacques Boulay. Photo: © 2002, Pierre Roussel.



Toujours au congrès de l'AMLFC, avec le premier ministre du Québec, Bernard Landry. Photo: © 2002, Pierre Roussel.



Le 7 novembre 2002, l'ambassadeur de France au Canada, Philippe Guelluy (3^e à partir de la gauche), nommait Jean Poirier Officier de l'Ordre national du Mérite, Jean-Robert Gauthier Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur, et me sacrait Chevalier de l'Ordre de la Légion d'Honneur. Photo: © Patrick Woodbury / *Le Droit*.



Le 19 janvier 2003, lors du Gala Excellence *La Presse*/Radio-Canada, je reçois des mains de Patrice Lécuyer le prix Personnalité de l'année 2002 dans la catégorie «Courage, humanisme et accomplissement personnel.»
Photo: © Bernard Brault / *La Presse*.



Le 27 janvier 2003, je procède à la première pelletée de terre de l'école secondaire publique qui portera mon nom, dans le secteur Cumberland.
Photo: © Michel Lalonde.

JUSQU'AU BOUT!

PRÉSIDENTE DES SCOUTS D'OTTAWA!

Je m'étais promis de n'accepter aucune autre charge dans la communauté. Un soir, au restaurant avec Gilles, je rencontre Denis Perreault, le commissaire scout du district d'Ottawa. Il se trouve avec ses responsables, Charles Gravelle et Daniel Jobin. Il m'annonce alors que le sénateur Gauthier a démissionné de la présidence des scouts pour des raisons de santé. On m'offre son poste. J'accepte. Cette cause me tient à cœur. Le dévouement de dizaines d'adultes qui se vouent corps et âme à nos jeunes m'émerveille.

JUGEMENT DE LA COUR DIVISIONNAIRE: VICTOIRE!

Le 29 novembre 1999, les juges de la Cour divisionnaire rendent leur jugement. Gérald Savoie me mande à l'hôpital. Ronald Caza est allé chercher le jugement en cour. J'arrive et j'attends dans le bureau de la Fondation avec Jacques Blouin. Michel Gratton est avec Gérald, qui discute au téléphone avec Ronald. Ce dernier, en route pour l'hôpital, tente de lire le jugement, cellulaire en main.

Tout à coup Michel arrive, tout resplendissant. Il crie «On a gagné! On a gagné!» Il me saute dans les bras, tout comme Jacques. Trois fous ensemble. On pleure de joie. C'est l'euphorie! Nous avons ce que nous voulions. Après 33 mois de travail effréné, je me mets à dormir, manger, rêver de l'Hôpital Montfort. Il était temps!

Les médias se présenteront en masse à la conférence de presse. La joie se lit sur la plupart des visages des journalistes anglophones et francophones. La communauté ne tardera pas à arriver. Il faut le dire aux employés; déjà le mot circule dans les corridors. VICTOIRE! Je sors de mon bureau et j'embrasse tous ceux qui sont sur mon passage: des médecins, des infirmières, des employés de soutien, même des parents venus visiter les malades.

GISÈLE LALONDE

Les juges donnent entièrement raison à SOS Montfort parce que les directives de la Commission portaient atteinte aux droits constitutionnels de la minorité franco-ontarienne. Nous songeons à organiser une fête à La Cité collégiale. Des journalistes nous conseillent d'attendre. Il pourrait y avoir appel. Mais nous célébrerons cette grosse victoire coûte que coûte. Des milliers de personnes partageront, début décembre, un souper de fèves au lard gratuit, avec macaroni à la viande. Radio-Canada a préparé une vidéo extraordinaire qu'on présentera au cours de la soirée. Place à la musique, aux applaudissements et... aux discours qui soulèveront l'enthousiasme de nos partisans.

Les fleurs, courriels, cartes de félicitations m'arrivent de partout. Mon salon a l'air d'un salon funéraire avec toutes ces fleurs! Le journal français *Le Monde* publie un article sur nous. Nous savons que le gouvernement peut contester le jugement, mais nous demeurons confiants devant la perspective d'aller en Cour d'appel de l'Ontario.

VICTOIRE CONTESTÉE

Le 14 décembre 1999, après avoir sillonné la province et m'être battue pendant trois ans, je vis un jour très sombre. On m'appelle à l'hôpital où l'on vient de recevoir l'avis du gouvernement ontarien et de la Commission: ils contestent la victoire de l'Hôpital Montfort. Leur argument: «Il est faux de conclure que la Charte des droits et libertés du Canada protège le patrimoine culturel et linguistique de la minorité franco-ontarienne.» Nous annonçons la triste nouvelle aux médias. Ce gouvernement n'est pas prêt à renoncer.

ÉVÉNEMENT INATTENDU

Pour la première fois pendant toute cette lutte, je me mets à pleurer devant les gens et les journalistes, chaque fois que je

JUSQU'AU BOUT!

prononce le nom de Jean Chrétien, que je supplie d'intervenir. Je m'étouffe. Je termine mon discours de peine et de misère. Je me sens effondrée sous le poids de ce qui nous attend. On me transporte à l'urgence et le D^r Killorn, un pneumologue, diagnostique un problème de poumons et un épuisement total causé par le stress. Il me demande la permission d'aller parler à Gérald Savoie. L'air inquiet de mon mari m'en dit long. «Gisèle, tu es bien malade. Il faut que tu cesses de travailler. C'est fini.» Je croyais vraiment à ce moment-là que j'allais mourir, car je n'avais jamais vu Gilles aussi sérieux. Donc, je ne lui posai aucune question. Même le *Citizen* et le *Sun* parlaient de moi comme d'une personne malade. Je craignais de ne pas voir la fin de ma lutte. Toujours à l'urgence, ma nièce Ginette est là avec moi, tout comme Gilles qui me regarde en voulant dire: «Je te l'avais bien dit que tu en entreprenais trop!» On me donnait de l'oxygène et tout à coup Michel entre et me dit: «Ma tante, vous avez fait un maudit bon show; c'est cela qu'il nous fallait.» Pas besoin de vous dire que le médecin lui a indiqué la porte de sortie! Au moins j'apprenais que le point de presse s'était terminé de belle façon. De nombreux spécialistes m'aideront à remonter la côte, tout comme mon médecin de famille, le D^r Michel Bouffard. Je n'hésiterai pas à aller consulter un psychiatre.

Un jour, je demande à ce bon D^r Mauguin: «Vais-je mourir?» Il me fait signe que non. J'ajoute: «Me le diriez-vous?» Il me fait signe que oui. Alors je décide de revenir à la santé coûte que coûte! Michel avertit les médias de ne plus communiquer avec moi. Quelques-uns continueront, mais la plupart respecteront la consigne, le temps que je me rétablisse.

SORTIE TROP BRÈVE À MON GOÛT

Une petite anecdote. Un soir, je m'ennuie et, pour me distraire, je demande à Gilles de m'accompagner au casino. Il me répond: «Es-tu folle? Denis Gratton mentionne dans *Le*

GISÈLE LALONDE

Droit, ce matin, que tu es malade.» Je m'affuble d'une per-ruque blonde et de verres fumés. Au casino, je rencontre mon amie Laurette avec son mari, André. Elle se met à rire et plaisante: «Quand tu voudras passer incognito, laisse ton mari chez vous.» Alors je laisse Gilles avec André et je pars avec Laurette. Nous jouons au Keno, peu fatigant. Tout à coup un inconnu me tape l'épaule et dit: «M^{me} Lalonde, vous devriez être au lit! Vous ne devriez pas être ici ce soir.» On me reconnaissait partout, même si je tentais de me déguiser.

Il faut maintenant que je pense à la Cour d'appel. La présence de SOS Montfort s'impose. Il ne faut pas que Mike Harris pense qu'il a l'ascendant sur moi. La cause ne sera finalement entendue qu'en mai 2001 à Osgoode Hall, à Toronto. J'y serai, vous pouvez en être sûrs!

MES BONS MÉDECINS ME MANQUENT!

Au début de janvier, nous partons en vacances, comme mon médecin me l'a recommandé. Gilles et moi avons loué un condo en Floride. Nous partons pour trois mois: janvier, février et mars. Je serai sûrement en bonne forme pour la Cour d'appel. En chemin, je suis victime d'une série d'éruptions sur tout le corps. À mon arrivée là-bas, je consulte un médecin qui me prescrit une crème et des antibiotiques qui me font dormir constamment. Au bout de quelques jours, ma situation a empiré et je demande à voir un autre médecin. Celle-ci diagnostique une allergie et me prescrit de la cortisone. Ça pique tellement que j'en utilise un tube en deux jours. Le pharmacien refuse de renouveler la prescription et songe à la varicelle. Enfin, après de nombreuses visites, mon médecin me soumet à des tests. Il faudra que je coure après les résultats: c'est bien la varicelle; et je recevrai le médicament pour le zona causé par le même virus que la varicelle, plusieurs semaines après, au lieu de l'avoir reçu dans l'espace de quelques jours, comme c'est supposé. Je passerai d'horribles vacances, sous un éventail, avec

JUSQU'AU BOUT!

un drap sur le dos. On me fait prendre des bains d'Aveeno, plusieurs fois par jour. Je ne peux me baigner dans la piscine ou à la mer. Je me sens faible. Je réussirai à sortir de temps à autre puisque je n'ai rien dans la figure. J'ai des boutons sur tout le corps, du cou aux pieds. Puis, ils disparaîtront en avril et mon zona durera plusieurs mois. Quelles vacances et, surtout, pauvre Gilles! Il a pris bien soin de moi. Je suis tellement heureuse de revenir au Canada et de retrouver mes médecins! Ils m'ont tant manqué! À mon retour, j'apprendrai que je fais maintenant de l'arthrite rhumatoïde et une bronchite chronique. Je suis bien suivie et on me dit de faire seulement des choses que j'aime accomplir, et de laisser de côté tout ce qui me donne du stress.

LA TOURNÉE ONTARIENNE CONTINUE...

Opération Constitution continue son périple afin de promouvoir auprès des Franco-Ontariens l'enchâssement de leurs droits dans la Constitution canadienne. M^e Marc Cousineau et moi partons par avion pour London, à l'occasion de la Semaine française. Nous nous adressons aux élèves du secondaire, mais beaucoup d'adultes assistent à la rencontre. Nous louons une auto pour nous rendre à Welland. Michel Gratton et Jacques Blouin nous rejoindront avec la fourgonnette et on ira à St. Catharines et à Penetanguishene. Là, c'est une vraie réunion de famille. La radio communautaire s'y trouve et toutes nos paroles sont retransmises en direct. On me présente à ce beau groupe réuni par un dimanche après-midi. J'aperçois, par la fenêtre, des gens qui dévalent la côte de la rue principale à vive allure pour venir nous voir. Cela me procure une sensation indescriptible. J'en ai les larmes aux yeux. C'est tellement excitant de parler à des gens qui savent ce que signifie la lutte pour obtenir des droits. Eux le savent. Ils ont bataillé ferme afin d'obtenir leur école secondaire Le Caron.

Le même jour, nous revenons à Toronto, pour nous rendre à Thunder Bay. Quelle réception! Des gens de Geraldton,

GISÈLE LALONDE

Lafontaine, Longlac, Nakina, Perkinsfield et Terrace Bay se sont joints à leurs amis de Thunder Bay pour entendre notre message. Un député libéral fédéral anglophone assiste même à la conférence avec son épouse. Je lui remets un texte traduit en anglais et le remercie de s'être déplacé. Le soir, au souper, je dis tout bonnement à Jacques: «Nous sommes à Welland, hein!» Michel me répond: «Non, nous sommes à St. Catharines.» Jacques Blouin se met à rire. Un moment il pense qu'on blague, mais non... Il nous dit: «Vous ne vous rappelez pas que nous sommes arrivés à Thunder Bay?» C'est comme si on me disait: «Vous êtes à Paris.» J'avais déjà vu cela avec un premier ministre lors d'une élection. Et je me demandais comment il pouvait être aussi perdu. Maintenant, je le sais. Nous sommes repartis vers Ottawa et nous nous sommes arrêtés à Trenton, pour rencontrer les jeunes de l'école à la base militaire. Opération Constitution faisait du chemin.

DOCTEUR GISÈLE LALONDE!!!

Je continuerai à accumuler des honneurs. Mon unique regret est de ne pas avoir poursuivi mes études universitaires. J'avais le choix entre mon travail dans la communauté ou étudier à temps partiel pour obtenir un diplôme universitaire. J'avais commencé à prendre des cours le soir, et j'en ai suivi par correspondance, mais la présidence du CESCO prenait beaucoup de mon temps. J'avais laissé tomber mes cours. À la fin de mars 2000, on m'annonce que, le 10 avril, je recevrai un doctorat honorifique de l'Université Saint-Paul. On reconnaît le travail que j'ai accompli au cours de ma vie auprès de ma communauté. Je n'espérais jamais recevoir un si grand honneur, et cela me fait encore plus plaisir venant de l'Université Saint-Paul. Le recteur, le révérend Dale Schlitz, a suivi la lutte pour Montfort d'une façon très intense. Mon mari et mes enfants savent l'importance de ce doctorat pour moi.

JUSQU'AU BOUT!

PRIX SÉRAPHIN-MARION ET PRIX BORÉAL

En septembre 2000, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal me décernait le Grand Prix Séraphin-Marion devant de nombreuses personnes réunies dans le cadre de la Journée du drapeau franco-ontarien organisée par l'ACFO d'Ottawa-Carleton au Centre municipal d'Ottawa. Ce prix représente beaucoup pour moi puisqu'il porte le nom d'un grand homme de lettres, Séraphin Marion, que j'ai bien connu à Ottawa et qui s'est également voué à la francophonie.

Durant cette même année 2000, je reçois le prix Boréal décerné par la FCFA du Canada. J'accepte cet honneur au nom de celles et ceux qui m'ont appuyée dans toutes les causes que j'ai défendues. Cette association nationale m'invitera ensuite à son congrès annuel et à un colloque sur la santé.

La Fédération m'a aussi invitée avec son président, George Arès, et Élise Arseneau, de la Société de Saint-Thomas d'Aquin de l'Île-du-Prince-Édouard, à présenter un mémoire au commissaire Roy Romanow (de la commission du même nom), à Regina (Saskatchewan). J'en ai profité pour rencontrer des adolescents de l'école M^{re} de Laval. J'ai aussi discuté avec des gens qui travaillent fort pour préserver leur culture. Quand j'entends dire que nous sommes en train de disparaître, je pense à eux et je me dis: «Non, nous sommes et nous serons.»

LA COUR D'APPEL

À la mi-juillet 2000, les avocats du gouvernement ontarien ont déposé les arguments qu'ils feront valoir à la Cour d'appel. Ils prétendent qu'il n'est pas de la responsabilité du gouvernement d'empêcher l'assimilation des francophones de la province. Comment demeurer calme devant un tel discours? Le 31 octobre, les avocats de Montfort déposent leurs arguments. Ils confirment par des passages historiques que les

GISÈLE LALONDE

Pères de la Confédération avaient pleinement l'intention de protéger les minorités linguistiques francophones. On ajoute les propos de sir John A. MacDonald, de sir Georges-Étienne Cartier et de sir D'Arcy McGee, entre autres. Une vraie leçon d'histoire; on ne m'avait jamais dit cela d'une manière aussi simple. Ils sont obligés de nous donner notre place au Canada. Nous sommes des citoyennes et des citoyens à part entière. Ah! si j'avais su cela avant. Cela nous aurait tellement aidés dans nos luttes pour garder nos institutions. J'étais fière de notre équipe légale. Ils avaient abattu du bon boulot.

J'apprends que le procureur général du Canada, Anne McLellan, demande à la Cour d'intervenir en faveur de Montfort. Dyane Adam, commissaire aux langues officielles, puis la FCFA du Canada et l'ACFO présentent la même demande. Je sens que nous sommes forts. La cause sera entendue les 14, 15 et 16 mai 2001 à Toronto, à Osgoode Hall.

Le jour de notre départ, je m'aperçois que je ne peux plus plier un genou et je souffre énormément. Un spécialiste, le Dr Chauhan, m'annonce que je souffre d'une bursite et que je dois porter une prothèse qui recouvrira ma jambe pour ne pas endommager mon tendon. Je suis humiliée de porter cela, mais si vous voyiez les longs escaliers à monter et à descendre à Osgoode Hall! J'ai évité l'ascenseur pour gravir l'illustre escalier rouge; après tout, je ne voulais pas montrer que j'étais une petite vieille!

Encore une fois, nos retraités, nos aînés sont avec nous, à Osgoode Hall. Ils répondent toujours à mon appel. Je pouvais toujours compter sur eux. À Ottawa, ils avaient rempli la plus grande salle de la Cour divisionnaire, pendant quatre jours. Deux années après, ils étaient avec moi à Toronto pour assister à trois jours d'audience publique. Ils étaient venus en autobus et ils avaient même entonné, à leur descente, une chanson qu'ils avaient composée en chemin. Les télévisions adoraient cela: ça mettait de la vie dans les reportages. Mon amie Laurette Roy était toujours une des premières à descendre et

JUSQU'AU BOUT!

j'étais toujours fière de la revoir avec tous nos bons amis. Osgoode Hall s'en souviendra longtemps. On n'avait jamais vu autant de monde intéressé et attentif à une cause constitutionnelle.

Osgoode Hall est un édifice impressionnant. Deux des trois juges qui entendront l'appel sont anglophones. Leurs questions sont pertinentes. Le garde de sécurité s'efforce de parler en français. Quant à moi, les avocats du gouvernement font piètre figure. À un moment, l'un d'eux ose déclarer que la Loi 8, dite «Loi sur les services en français», est quasi constitutionnelle. Cela, en réponse à une question soulevée par un juge. Je me suis dit: «Oh, oh! Il vient de perdre sa job.» Ronald Caza m'apparaît nettement supérieur. Je ne suis ni avocate ni même impartiale, mais cela me semble tellement évident. Surtout, je me disais intérieurement que ces juges-là étaient de bons Canadiens et ne voulaient certainement pas la fin du Canada. C'était peut-être naïf, mais je le croyais sincèrement et je demeurais optimiste. Au sortir de la Cour d'appel, j'étais beaucoup plus calme et confiante qu'à l'issue des séances de la Cour divisionnaire. Avant de partir, les juges nous disent qu'ils rendront leur verdict le plus tôt possible.

UNE ARRIVÉE INATTENDUE

C'est le 16 mai 2001. Nous arrivons à l'aéroport d'Ottawa vers 19 h. Mon mari m'attend. Parvenus dans la grande salle des bagages, nous nous apercevons qu'une caméra de télévision nous filme. Est-ce pour nous? Les Franco-Ontariens n'ont jamais eu de caméras qui les attendent à leur arrivée ou à leur départ. De plus, c'est une télévision de langue anglaise: CHRO. On m'interviewe et Michel vient d'apprendre qu'on m'attend à Radio-Canada pour une entrevue à l'émission *Maisonneuve à l'écoute*, à 20 h. Vite, Gilles nous conduit tous les deux. Ce fut une très longue journée pour moi. Je suis fatiguée, mais je ferai de mon mieux. En arrivant au studio de

GISÈLE LALONDE

la Colline parlementaire, je ne peux même pas me faire maquiller. C'est ma seconde présence à cette émission, mais la première entrevue avec M. Maisonneuve lui-même. Tout se passe très bien, cet homme est chaleureux. Mais il m'a posé quelques questions assez profondes; je devais penser vite!

DÉCISION DE LA COUR D'APPEL

Nous avons attendu jusqu'au 7 décembre 2001. La Cour d'appel donne encore une fois raison à SOS Montfort. Nous sommes excités, mais moins que la première fois. C'est notre deuxième victoire, nous commençons à nous accoutumer! Peut-être le gouvernement interjettera-t-il appel? Encore une fois nous préparons une surboum, mais nous ne prendrons pas de chance. Ce sera à l'anniversaire du Grand Ralliement, le 22 mars, et nous offrirons le souper à plus de 3 000 convives à La Cité collégiale. Encore une fois Radio-Canada présente une magnifique vidéo qu'on me remettra en souvenir. Ce qui me frappe le plus dans ce court métrage, ce sont les mots prononcés par Ernie Eaves qui devenait premier ministre de l'Ontario le lendemain après-midi. On l'avait interrogé sur la victoire de Montfort et il avait répondu: «*Let's face it. Gisèle has worked very hard and she has won the battle.*» Je suis fière d'entendre ces mots pour la francophonie ontarienne. Cet aveu demandait une bonne dose de courage. Nos jeunes veulent faire partie d'une équipe gagnante. Ils pourront crier haut et fort: «Nous avons gagné!» Nous avons battu le gouvernement provincial le plus influent, le plus fort et le plus riche du Canada. Nous sommes des gagnants.

Le gouvernement avait soixante jours pour interjeter appel. Les médecins et les employés de l'hôpital espéraient en finir le plus tôt possible. Même si la Cour avait statué sur notre protection jusqu'à la fin du processus judiciaire, l'administration ne pouvait planifier. L'hôpital ne recevait pas les subventions qu'il aurait dû recevoir. Mais dans mon cœur de

JUSQU'AU BOUT!

Franco-Ontarienne, j'aurais aimé aller en Cour suprême du Canada, pour obtenir une décision finale et sans appel, et surtout pour que nos droits soient inscrits dans la Constitution. Mais l'hôpital était la priorité!

Tout de même, le combat Montfort avait réussi à faire déclarer la Loi 8, sur les services en français, quasi constitutionnelle. Nous avons des droits non écrits reconnus par la Constitution canadienne. Le gouvernement ontarien devait nous procurer les institutions essentielles à notre survie.

Le 31 janvier 2002 au soir, Robert Sanscartier, un ami de Montfort, m'appelle: «Gisèle, j'ai quelqu'un qui aimerait te parler. C'est le ministre John Baird. Il a quelque chose à t'annoncer, une bonne nouvelle!» Le ministre me dit en français: «Le gouvernement a décidé de ne pas porter la cause en Cour suprême du Canada. J'espère que vous serez contente et que vous allez tourner la page.» Il répétera ces paroles au moins deux fois. Il me dit qu'ils ont maintenant l'intention de se rapprocher de la communauté francophone. Je viens de recevoir d'excellentes nouvelles, surtout si je pense à l'hôpital même, et je le remercie sincèrement. La nouvelle sera rendue publique le lendemain matin, à Montfort même. Le ministère de la Santé a convoqué les médias à une conférence de presse. Je raccroche... C'est fini! Je n'ose le croire. Là on a gagné pour vrai! Le gouvernement provincial le plus puissant au pays a abandonné la lutte contre une poignée de Franco-Ontariens bien appuyés. Je n'ai pas dormi beaucoup ce soir-là.

Le lendemain matin, je me retrouve à Montfort avec trois ministres! Imaginez-vous la fierté des défenseurs de Montfort! Le ministre de la Santé, Tony Clement, annonce aux employés et à tous les médias écrits et électroniques que le gouvernement ontarien n'ira pas devant la Cour suprême. Les visages de nos employés rayonnent de joie. Gérald Savoie ne porte plus à terre, lui qui l'avait pourtant appris le soir précédent. Ronald Caza respire la satisfaction. Michelle de Courville Nicol est soulagée. Voici donc la déclaration que j'ai

GISÈLE LALONDE

faite ce matin-là, croyant que ce serait le dernier discours que je prononcerais sur Montfort...

Monsieur le Ministre Clement,
Monsieur le Ministre Baird,
Monsieur le Ministre Coburn,
Chers amis de Montfort,

Il me fait plaisir de dire: «Enfin, la lutte de Montfort est finie.» Cinq ans après une erreur de jugement fatale d'une commission qui a coûté cher à tout le monde, surtout à la communauté franco-ontarienne, nous sommes toujours là, toujours debout, plus forts et plus unis que jamais!

Messieurs les Ministres, vous avez fait preuve de dignité et de courage aujourd'hui en vous rendant ici pour annoncer que votre gouvernement n'interjetterait pas appel devant la Cour suprême. Quant à moi, sur la conclusion heureuse pour nous de cette lutte, j'écouterai simplement le conseil d'un entraîneur de football qui a dit: «*When you get to the end zone, act like you've been there before.*»

Il y a presque deux mois, j'ai tendu la main au premier ministre en lui disant que la crise de Montfort avait assez duré. Je suis ravie qu'il ait accepté de la prendre. [...] Le temps est venu de tourner la page. Mais j'ose espérer que [...] certaines leçons ont été apprises.

Il y a cinq ans, nous ne nous connaissions pas. Nous vivions côte à côte, comme des voisins qui ne se parlent pas, qui ne se comprennent pas. S'il y a une chose dont je suis convaincue maintenant, c'est que nous gagnerions à nous connaître. L'Ontario y gagnerait.

Messieurs les Ministres, nous sommes et serons toujours Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens. Nous nous battons pour le rester. Mais, nous sommes des Ontariens et Ontariennes. Nous voulons le demeurer et nous voulons l'être à part entière.

JUSQU'AU BOUT!

Nous demandons simplement que vous, nos représentants, nous donniez les outils nécessaires, les institutions essentielles, qui nous permettront de partager entièrement, comme Francophones, les succès de notre province. Et nous ne voulons pas seulement survivre, mais vivre pleinement en français. Votre déclaration et votre présence aujourd'hui me donnent espoir. Et cet espoir doit se transformer en lien de confiance.

À bien y penser, moi qui ai trempé dans bien des luttes francophones tout au long de ma vie, je ne me souviens pas d'avoir vu un groupe aussi imposant de ministres du gouvernement provincial, dans une institution francophone, venir annoncer une nouvelle aussi importante pour la communauté franco-ontarienne, et il faut bien le dire, la francophonie canadienne. C'est tout à votre honneur, et c'est le début de la confiance.

Il est temps que nous utilisions les énergies et les ressources de notre communauté à faire autre chose que de lutter pour ses droits. Je crois que vous l'avez compris.

Chers amis de Montfort, en terminant, permettez-moi de vous redire une dernière fois et de relire l'inscription écrite sur le monument «Ô Francophone anonyme», que nous voyons depuis quatre ans sur le parterre à l'avant de l'Hôpital: «Toi qui ne fais que passer, va dire à ton peuple que nous nous sommes battus ici, sans peur et sans compromis, et que nous avons tenu à Montfort.»

Merci! Et je ne vous dirai pas: «À la prochaine fois»...

Après ce point de presse, j'ai fait des entrevues téléphoniques. J'ai participé aux *Nouvelles du Midi* à Radio-Canada, à *Ontario en direct* avec Daniel Bouchard; c'était fou, fou ce jour-là. J'avais de nombreuses entrevues à la radio à faire entre 15 h et 17 h, de Montréal à Toronto, puis je devais me rendre aux postes de télé CHRO, TQS, CHOT, LCN et TFO.

Heureusement Jacques Blouin a annulé une réunion pour m'accompagner et me conduire partout, s'assurant que je

GISÈLE LALONDE

n'oublierais personne. Ça je ne pourrai jamais l'oublier!
Jacques aura été fidèle JUSQU'AU BOUT!

UN PRÉCIEUX HÉRITAGE!

Depuis ce jour, Montfort m'apparaît comme une forteresse. C'est le symbole d'un peuple qui s'est tenu debout devant l'adversité. Durant toute cette crise, j'ai répété maintes fois qu'un gouvernement respecte celles et ceux qui croient dans leurs convictions et qui savent se tenir debout. J'espère que les jeunes de cette génération et ceux qui viendront après eux défieront les statistiques comme nos pères et nos mères l'ont fait, comme nous l'avons fait, et qu'ils saisiront le flambeau et continueront à lutter pour conserver les acquis, qu'ils prendront leur place ici, en Ontario et au Canada. J'ai confiance qu'ils soient fiers de parler leur belle langue française, et qu'ils sachent promouvoir leur identité et sauvegarder leurs traditions. J'ai confiance qu'ils n'oublient pas celles et ceux qui ont forgé l'histoire, qui ont donné temps, énergies, efforts et argent, pour leur laisser un précieux héritage. Le jugement Montfort leur permettra d'obtenir et de garder les institutions essentielles à leur survie. Mais il faut plus que cela. Il faut faire enchâsser nos droits dans la Constitution canadienne. Là seulement pourra-t-on parler d'égalité!

UNE ANNÉE MOUVEMENTÉE

2002 a été pour moi une année très mouvementée. On me demandait partout, pour prononcer des conférences, présider des rencontres ou assumer la présidence d'honneur d'associations. J'ai été comblée! Jean Poirier, le président de l'ACFO de Prescott-Russell, m'a remis l'Ordre de la francophonie de Prescott-Russell lors d'un banquet qui rassemblait les forces vives de l'Ontario français. J'ai reçu la médaille du 150^e anniversaire de l'Université d'Ottawa, des mains du

JUSQU'AU BOUT!

recteur Gilles Patry, à l'ouverture officielle du Centre national d'enseignement à Montfort. Le sénateur Jean-Robert Gauthier m'a décerné la Médaille du jubilé d'or de Sa Majesté la reine Élisabeth II.

J'ai reçu aussi, avec l'inégalable parolier Luc Plamondon, un hommage présenté par la ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, au nom du gouvernement du Canada, dans le cadre des Rendez-vous de la francophonie, plus particulièrement lors de la Journée internationale de la francophonie. La ministre a lu le texte touchant du parchemin, qu'elle me remettait: «Sa victoire pour préserver l'Hôpital Montfort est une inspiration pour toutes les personnes qui luttent pour le respect de leurs droits et elle s'inscrit comme un puissant exemple de la force de la solidarité. Tout le pays a été interpellé par son cri de ralliement qui a touché les cœurs et rappelé les valeurs fondamentales sur lesquelles le Canada a été construit.»

Je pensais alors à mes amies franco-ontariennes et à mes amis franco-ontariens qui avaient lutté à mes côtés ou avant moi sans obtenir la reconnaissance du gouvernement du Canada. Je soulignais à cette occasion que notre marche vers l'égalité se doit de continuer. Et c'est ensemble que nous l'accomplirons.

J'ai été invitée, avec mon inséparable mari, à tout un gala le 1^{er} novembre à Montréal. Je suis allée m'acheter une robe longue noire car l'Association des médecins de langue française du Canada (AMLFC) me remettait la médaille Michel-Delphis Brochu, du nom du fondateur de l'association. Le premier ministre du Québec, Bernard Landry, était là. Je suis toujours surprise de voir qu'il se souvient de moi et du fait que nous possédons un chalet à Montpellier. J'étais tellement fière de cette décoration que j'ai acceptée au nom de tous les médecins de Montfort, qui la méritent bien plus que moi.

Le 7 novembre 2002, je me suis rendue en compagnie de tous les membres de ma famille à l'ambassade de France à

GISÈLE LALONDE

Ottawa. Un autre honneur inattendu m'a été décerné: le gouvernement français m'a désignée Chevalier de l'Ordre de la Légion d'Honneur. Je n'avais qu'un regret: que mon père, Ovila Deschamps, ne soit pas là pour voir ça. Pour lui, la France, c'était la mère patrie. Et la Légion d'Honneur symbolisait ce qu'il y avait de meilleur, de plus valeureux de cette mère patrie. Mon père aurait apprécié cette décoration.

Vous savez, je reste la petite fille écervelée, qui a grandi à Eastview ou Vanier, au coin des rues Montfort et Marier. Je suis toujours celle qui aidait sa mère Alice, ou qui lui nuisait, à gérer un restaurant, en haut duquel nous habitions, pendant que mon père s'était enrôlé dans l'armée lors de la Deuxième Guerre mondiale. Ou quand il travaillait de longues heures sur la route à gagner son maigre salaire. Ma mère, elle, dirait encore comme elle a toujours dit: «Je ne sais pas où je l'ai prise celle-là.»

Je suis et je demeurerai toujours très ordinaire. Mais ce qui m'arrivait à l'ambassade ce soir-là sortait des sentiers battus. J'étais sous le choc lorsque j'ai lu la lettre m'annonçant que le président de la République française m'accordait à moi, Gisèle Lalonde, de la fière lignée des Deschamps, cet insigne honneur!

Le dimanche 19 janvier 2003, j'ai été élue Personnalité de l'année 2002 dans la catégorie «Courage, humanisme et accomplissement personnel» lors du Gala Excellence *La Presse* Radio-Canada. Un journal de Montréal qui reconnaissait une Franco-Ontarienne! Encore une fois, j'ai pensé à tout mon monde qui avait remporté cette victoire avec moi.

Enfin, le 27 janvier 2003, c'était en quelque sorte un retour aux sources. En effet, j'ai procédé cette journée-là à la première pelletée de terre officielle de la construction de l'école secondaire publique qui portera mon nom.

Ces fabuleux honneurs, je les dois au peuple franco-ontarien, à son courage, à sa détermination, à son refus obstiné de céder devant les forces de l'intolérance.

JUSQU'AU BOUT!

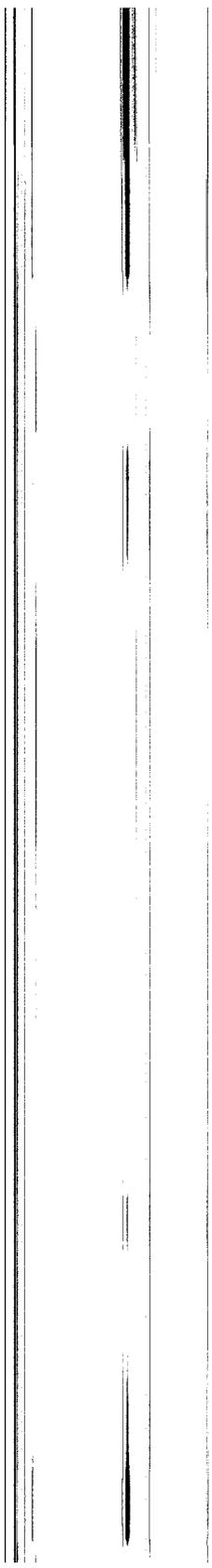
Sans vous, les francophones de l'Ontario, je n'aurais rien réussi.

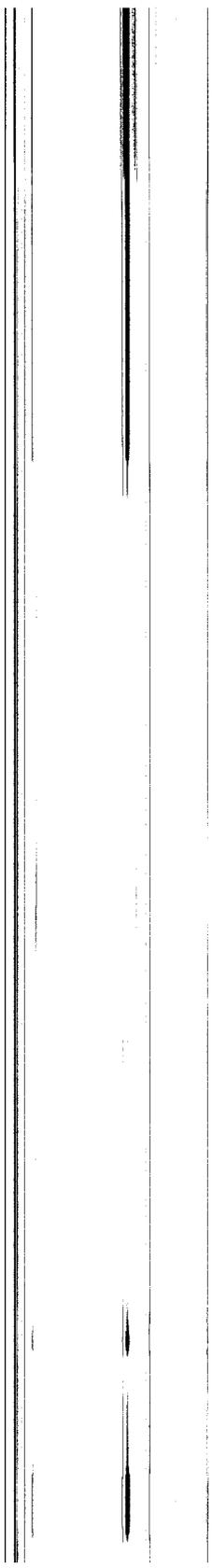
MERCI de m'avoir appuyée.

MERCI d'avoir été là. JUSQU'AU BOUT!

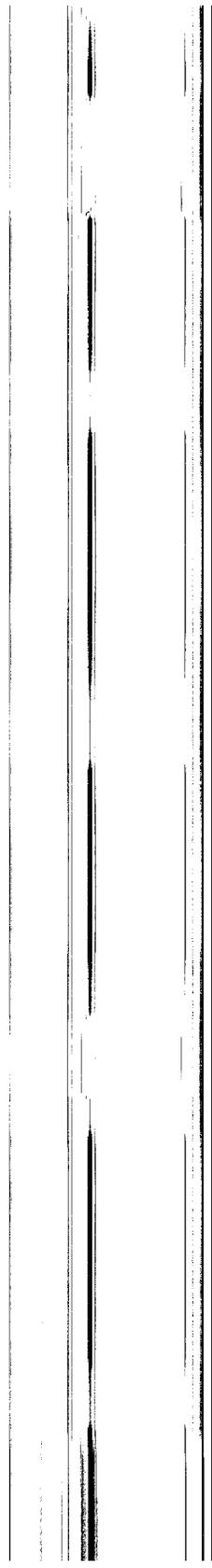
TABLE DES MATIÈRES

Préface	
Yolande Grisé	7
Avant-propos de l'auteur	9
Jusqu'au bout!	13
<i>Tableau des principaux sigles</i>	16
VIE FAMILIALE ET VIE PAROISSIALE	
Mon enfance	19
Mon adolescence	49
L'âge adulte	65
<i>Photographies hors folio entre les pages 48 et 49</i>	
<i>Photographies hors folio entre les pages 64 et 65</i>	
<i>Photographies hors folio entre les pages 80 et 81</i>	
<i>Photographies hors folio entre les pages 112 et 113</i>	
VIE PUBLIQUE	
Plongée dans un univers inconnu!	133
Mon apprentissage dans la grande ville	151
SOS Montfort:	
La lutte communautaire de la fin du siècle!	255
<i>Photographies hors folio entre les pages 168 et 169</i>	
<i>Photographies hors folio entre les pages 224 et 225</i>	
<i>Photographies hors folio entre les pages 320 et 321</i>	





Handwritten text or signature, possibly a date or name, located in the center of the page.



À quiconque chercherait un héros qui puisse l'entraîner hardiment sur les sentiers de l'aventure, on éprouve l'envie de dire: «Lisez le présent ouvrage. Vous y trouverez un modèle de chez nous, un chef hors du commun, une figure inclassable parmi les personnages qui ont marqué la vie publique au Canada.» Ce héros est, en fait, une héroïne: un être aux mérites éclatants, une femme d'action hors pair. Elle s'appelle Gisèle Lalonde.

Le récit qu'elle offre de sa vie forme une sorte d'épopée moderne où s'animent vaillamment nombre de héros dans le quotidien d'une famille, d'une paroisse, d'un quartier, d'une petite ville – la plus dense du pays –, d'une communauté en butte à des vents contraires. Le point de vue adopté est le plus subjectif possible, et l'on s'en réjouira. Avec son franc-parler, son style au verbe syncopé et le rythme des épisodes qui surgissent précipitamment sous sa plume, Gisèle Lalonde ne cherche pas à faire œuvre littéraire. Ni biographe ni mémorialiste, elle nous livre plutôt un témoignage: celui d'une existence humaine jalonnée de luttes et de défis, d'angoisses et de déceptions, de joies et de réussites. Une vie, en somme, qui prend tout son sens dans la solidarité.

YOLANDE GRISÉ

Chevalier de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand (1997), Chevalier de l'Ordre de la Légion d'honneur (2002) et Personnalité de l'année (2002) du journal La Presse dans la catégorie «Courage, humanisme et accomplissement personnel», Gisèle Lalonde, par ses engagements, incarne les valeurs les plus grandes du peuple franco-ontarien.

Jusqu'au bout! représente le parcours admirable d'une femme de principes et de convictions.

Gisèle Lalonde



Conception de la couverture : Christian Quesnel

LE
Nordir

